

LA JUNTE SUPÉRIEURE DES ASTURIES ET L'INVASION FRANÇAISE 1810-1811

Thèse complémentaire pour le Doctorat ès-lettres
présentée à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris

PAR

ANDRÉ FUGIER

Ancien élève de l'École Normale Supérieure
Ancien membre de l'École des Hautes Études Hispaniques
Agrégré d'Histoire

PARIS
LIBRAIRIE FÉLIX ALCAN
108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, VI^e
1930

*Thèse complém.
Paris 1930.*



Digitized by the Internet Archive
in 2026

**LA JUNTE SUPÉRIEURE
DES ASTURIES
ET
L'INVASION FRANÇAISE
1810 - 1811**

**LA JUNTE SUPÉRIEURE
DES ASTURIES
ET
L'INVASION FRANÇAISE
1810-1811**

**Thèse complémentaire pour le Doctorat ès-lettres
présentée à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris**

PAR

ANDRÉ FUGIER

**Ancien élève de l'École Normale Supérieure
Ancien membre de l'École des Hautes Études Hispaniques
Agrégré d'Histoire**

**PARIS
LIBRAIRIE FÉLIX ALCAN**

108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, VI^e

1930

Tous droits de traduction, de reproduction et d'adaptation réservés.

* 20/34



A MONSIEUR GEORGES PAGÈS

Professeur d'histoire moderne à la Sorbonne

A D. JESÚS ARIAS DE VELASCO

Ancien Recteur de l'Université d'Oviedo

Professeur à la Faculté de Droit d'Oviedo

AVANT-PROPOS

Le récit des événements militaires, si détaillé qu'il puisse être, ne saurait à lui seul rendre un compte exact de ce que fut la guerre d'Espagne. Elle ne ressembla pas en effet à ces conflits de l'ancien régime où les armées étaient généralement seules à combattre, mais bien plutôt à la lutte que la Révolution soutint contre l'Europe, ou à ces grandes mêlées contemporaines qui tendent toutes les forces d'une nation, qui se déroulent sur le terrain politique, économique et moral aussi bien que sur le terrain militaire. Elle fut une guerre totale, et ce serait en méconnaître le caractère que de n'en considérer que l'aspect stratégique.

Etant donné cette complexité particulière, l'étude intégrale de la guerre d'Espagne suppose plus que toute autre l'existence de travaux de détail assez fouillés, portant donc sur des sujets restreints dans l'espace et dans le temps. Or la région que comprend la principauté des Asturies est d'une étendue modeste ; elle présente une réelle unité géographique et politique, encore renforcée à cette époque par les événements militaires, qui l'isolaient presque du reste du royaume. Les six années de la Guerre d'Indépendance y sont par ailleurs découpées en périodes bien nettes, dont chacune correspond à l'une des Juntas de gouvernement, très différentes de composition comme de caractère, qui s'y sont succédé. L'histoire d'une de ces Juntas asturiennes constitue donc un sujet d'une unité réelle, qui se trouve assez limité pour permettre une étude suffisamment détaillée, en même temps qu'assez étendu pour autoriser des conclusions d'une portée générale. Il a semblé que l'étude en pourrait présenter quelque intérêt.

A la fois espagnol et français, ce travail a nécessité en Espagne comme en France des appuis que pas plus d'un côté que de l'autre on ne lui a marchandés. En France, M. Pagès, professeur d'histoire moderne à la Sorbonne, a bien voulu en accepter la direction ; M. Pierre Paris, directeur de l'Institut français de Madrid, M. Imbart de la

Tout, le regretté président du Comité de rapprochement franco-espagnol, MM. les archivistes du ministère de la Guerre et des Archives Nationales lui ont apporté leur aide et leurs conseils. En Espagne, nous avons rencontré des sympathies, des encouragements, des facilités de toutes sortes. Nous sommes particulièrement redevables à D. Jesús Arias de Velasco, ancien recteur de l'Université d'Oviedo et professeur à la Faculté de Droit, dont l'amitié généreuse, attentive et sûre a tant contribué à faire naître la sympathie profonde que nous portons à sa province et à son pays ; nous le sommes à l'appui éclairé de l'Excma Diputación Provincial d'Oviedo et de son président D. Nicanor de las Alas Pumariño ; les archives privées nous ont été libéralement ouvertes par M. le marquis de Santa Cruz, par D. José Riego y Jove, D. José Guylla Godino, D. N. López Ferreiro, D. Carlos Busto, par les possesseurs actuels des papiers Acevedo, Vistalegre, etc. ; nous avons été aimablement introduits et guidés dans les dépôts publics par D. Felipe Rey, président de l'Audiencia d'Oviedo, par D. Pedro Mantilla, D. Raimundo Pascual, D. Rafael Clavaguera, D. Lucio Suerpérez, D. Faustino Allongo ; enfin, de nombreux érudits nous ont apporté l'aide de leurs conseils : D. Leopoldo Alas, D. Luis Méndez Toca, D. Ramón Prieto, D. José Serrano, D. Juan Uría y Riu, etc.

Que tous veuillent bien trouver ici l'expression de notre reconnaissance.

SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE

SOURCES MANUSCRITES

Sources Espagnoles

A. — ARCHIVO DE LA DIPUTACIÓN PROVINCIAL D'OVIEDO (1)

Ces archives, parfaitement conservées et classées dans le très bel hôtel de la *Diputación Provincial*, ont été la principale source du présent travail. Les documents de ce dépôt sont reliés par ordre chronologique, avec une pagination particulière pour chaque mois.

Dans le présent ouvrage, lorsqu'une cote d'archives n'indique pas le dépôt d'où est extrait le document, celui-ci se trouve à l'*Archivo de la Diputación Provincial d'Oviedo*.

Nous avons consulté dans ce dépôt les recueils suivants : (2)

1^o LIVRE 100. Documents présentés aux Députations de la principauté du 15 juillet 1805 au 29 avril 1808.

2^o LIVRE 101. Comptes de la Trésorerie de la principauté en 1805 et 1806 ; documents présentés aux députations en 1815-1818.

Ces deux volumes fournissent divers renseignements sur la situation des Asturies en 1808.

3^o LIVRE 102. *Ordenes de la Junta Central* aux Juntas des Asturies, du 4 octobre 1808 au 14 février 1810 (finances, guerre, correspondance etc.).

4^o LIVRE 103. *Ordenes del Ministerio de la Guerra*, de septembre 1809 à mars 1811.

5^o LIVRE 104. *Actas de la Junta de Guerra*, 4-28 avril 1810. Affaires militaires et questions de ravitaillement.

6^o LIVRE 105. *Actas de la Junta Superior*, 4 mars - 21 octobre 1810.

7^o LIVRE 106. *Actas de la Junta Superior*, 21 octobre-30 décembre 1810 et *Actas reservadas de la Junta*, 30 décembre 1810 - 9 janvier 1811.

(1) La *Diputación Provincial* espagnole correspond à peu près au Conseil Général français.

(2) Le catalogue correspondant à l'époque étudiée est le catalogue n^o 2.

8^o LIVRE 108. *Actas de la Junta Superior*, 1^{er} janvier - 21 août 1811.

Ces trois derniers volumes sont les plus importants. Ils comprennent essentiellement les procès-verbaux des séances de la Junta, en général rédigés avec soin et détaillés, surtout dans les livres 106 et 108. On y trouve en outre les ordres ou rapports envoyés par la Junta et les lettres ou comptes-rendus reçus par elle ; parfois ils sont reproduits intégralement, mais le plus souvent on n'en trouve que des résumés et des extraits, assez étendus d'ailleurs (1).

9^o LIVRE 107. Ordres envoyés à la Junta en 1810 par les ministères de la Guerre, d'*Hacienda*, de *Gracia y Justicia*.

10^o LIVRE 109. Ordres envoyés à la Junta en 1811 par le ministère d'*Hacienda*.

11^o LIVRE 110. Ordres envoyés à la Junta en 1811 par les ministères de la Guerre et de *Gracia y Justicia*.

Des ordres contenus dans ces trois volumes, les premiers sont communs à tout le royaume et les autres, les plus intéressants, particuliers aux Asturies.

12^o LIVRE 112. Correspondance envoyée par la Junta provinciale (qui succéda à la Supérieure), de son installation (21 août 1811) au 31 mars 1812.

13^o LIVRE 113. Résumé de la correspondance adressée à la Junta provinciale du 22 septembre 1811 au 21 février 1813.

14^o BROUILLONS (BORRADORES), carton n^o 2. La liasse n^o 95 contient les brouillons des *Actas* de la Junta du 4 mars au 21 octobre 1810, et la liasse n^o 90 ceux du 24 octobre au 25 décembre 1810. Ils complètent sur certains points le texte même des *Actas*.

B. — AUTRES DÉPÔTS D'ARCHIVES PUBLICS.

1^o ARCHIVO DE LA AUDIENCIA PROVINCIAL DE OVIEDO (2). Ce dépôt contient des documents intéressants pour les affaires politiques, auxquelles l'*Audiencia* a été mêlée de près (3).

a) *Reales Ordenes* 1808-1811, 69. Circulaires, proclamations, nominations, correspondances diverses.

b) *Libros de Reales Acuerdos*, livre 6, 1791-1813. La période février 1810-août 1811 manque. Détails sur la période immédiatement antérieure.

c) *Regencia y Acuerdo, Expedientes varios*, 67, Cartons de Gijón, de Castropol et de Valdés, renseignements d'ordre politique et surtout économique.

2^o ARCHIVO DEL AYUNTAMIENTO DE OVIEDO. Recensements de population et statistiques diverses. Prix des denrées. Proclamations et

(1) Quant aux originaux de ces rapports, comptes-rendus, etc, ils semblent bien avoir disparu des archives.

(2) Les *Audiencias Provinciales* correspondent à peu près aux Cours d'appel françaises.

(3) Il présenterait également un intérêt de premier ordre pour une étude détaillée du mouvement *afrancesado*, en raison des nombreux procès pour *delitos de infidencia* dont il contient les rôles.

- circulaires. *Libro de Actas del Ayuntamiento* (reprise d'Oviedo en 1811). Paiement des impôts. Fonctionnement de la Junta patriotique d'Oviedo.
- 3° ARCHIVO DE LA SOCIEDAD ECONÓMICA DE AMIGOS DEL PAÍS, Oviedo. Intéressants renseignements d'ordre économique, car cette société était importante et active à la veille de la guerre d'Indépendance. En particulier, mémoires qu'elle reçut en 1804 en réponse à son concours sur les causes de la décadence de l'agriculture asturienne.
- 4° ARCHIVO DE LA UNIVERSIDAD DE OVIEDO. L'Université ayant été fermée pendant l'invasion française, ce dépôt contient peu de chose intéressant la Junta Supérieure.
- 5° ARCHIVO HISTÓRICO NACIONAL, Madrid : *Estado, Junta Central*, cartons 38, 38 B et 61. Correspondance de Jovellanos et de Campo Sagrado, délégués des Asturies auprès du pouvoir central, avec le gouvernement.

C. — ARCHIVES PRIVÉES.

Leur nombre est considérable et nous ne saurions prétendre les avoir toutes dépouillées. Nous avons pu examiner les dépôts suivants :

- 1° PAPIERS DE MANUEL MARIA ACEVEDO. Documents sur la situation pécuniaire de la Junta et de ses entours.
- 2° ARCHIVO ARIAS DE VELASCO (Oviedo). Texte des *Ordenanzas del Principado*. Journaux de l'époque. Volumineuse correspondance de Francisco Arias de Velasco, commandant la division d'*alarma* de Ventana, très importante pour l'histoire des *alarmas* asturiennes.
- 3° ARCHIVO LOPEZ FERREIRO (Cangas del Narcea). Renseignements abondants sur les Juntas patriotiques. En particulier, documents sur celle de Cangas de Onís (correspondance avec Porlier, *libro de acuerdos*, etc.)
- 4° ARCHIVO JOVE (Grado). Correspondance de Gregorio Jove Valdes, député à la Junta Supérieure ; lettres de Bárcena etc. États de services et divers.
- 5° ARCHIVO DU MARQUIS DE SANTA CRUZ DE MARCENADO (Oviedo). Représentations de Santa Cruz à la Régence ; sa correspondance avec diverses personnes, en particulier avec « *Rodrigo* », qui ne peut être que Rodrigo de Cienfuegos, comte de Marçél de Peñalva : les lettres de ces deux hommes, tous deux intelligents, très critiques et très au courant des affaires, présentent un vif intérêt.
- 6° PAPIERS VISTALEGRE. Le marquis de Vistalegre était surintendant de l'armée asturienne, et ses lettres sont utiles pour l'étude du ravitaillement et des finances.

Sources Françaises

A. — ARCHIVES DU MINISTÈRE DE LA GUERRE.

- 1° ARCHIVES HISTORIQUES : CORRESPONDANCE DE BONET. Ce sont des cahiers copie-lettres où est relevée toute la correspondance du général Bonet, commandant la division française qui occupa les Asturies (1). Les cahiers correspondant aux opérations de 1810 et 1811

(1) Bonet avait conservé ces copie-lettres dans ses papiers personnels. A sa mort

dans les Asturies portent les numéros 3, 4 et 5. Cette correspondance semble complète. Adressée par Bonet à ses supérieurs et à ses inférieurs, et fort détaillée, elle constitue une source précieuse, non seulement pour l'histoire militaire, mais aussi pour l'histoire politique et économique des Asturies à l'époque de la Junte Supérieure.

- 2^o ARCHIVES ADMINISTRATIVES : DOSSIER BONET. Ce dossier, assez volumineux, est malheureusement fort bref sur les campagnes de Bonet en Espagne.

B. — ARCHIVES NATIONALES.

- 1^o A F IV 1608 A. Renseignements sur la situation militaire des Asturies en 1808, en particulier sur les fabriques d'Oviedo et de Trubia.
2^o A F IV 1608 B, en particulier plaquettes 2¹ et 2^v. Renseignements sur les finances asturiennes en 1808.

Sources Anglaises

RECORD OFFICE, W. O. 1, 261 : *Galicia, Asturias*, 1810-1811. Ce gros volume comprend des documents divers, des rapports des officiers commandant les croisières anglaises, et surtout ceux des commissaires britanniques à La Corogne, Walker et White, précieux pour l'étude des envois d'armes et de matériel que le cabinet anglais fit à la Junte Supérieure.

BIBLIOGRAPHIE

La bibliographie de cet ouvrage est réduite. Sans doute, il eût été facile de la grossir avec les innombrables travaux auxquels a donné lieu la Guerre de la Péninsule. Mais en ce qui concerne les Asturies, très rares sont ceux qui apportent des précisions nouvelles et intéressantes. De même, de la foule d'articles et de brochures qu'ont publiés les historiens locaux des Asturies, le plus grand nombre ne se rapporte pas au sujet de ce travail, ou présente une valeur historique insuffisante, ou est introuvable actuellement. On a préféré ne pas en alourdir la bibliographie (1).

A. — OUVRAGES SUR LES ASTURIES.

1^o Géographie.

AGUIRRE (G.). — *Diccionario geográfico de Asturias*. 1897, 8^o, 405 p. et carte.
ARTECHE (J. GOMEZ DE — Y MORO). *Geografía histórico-militar de España y Portugal*. 1880, 8^o, 803 p.

(1857), ils en furent extraits à la suite de l'inventaire ordonné par les autorités, et versés aux archives de la Guerre. *Archives administratives de la Guerre*, dossier Bonet.

(1) La date citée après chaque ouvrage est celle de l'édition qui a été utilisée.

- DANTÍN CERECEDA (J.). — *Resumen fisiográfico de la Península Ibérica*. 1912, 4º, 275 p.
- DURÁN (M.) Y FERNÁNDEZ (J.). — *Atlas geológico y topográfico de la provincia de Oviedo*. 1914, 4º, 12 cartes ou plans.
- LOPEZ (T.). — *Mapa de el Principado de Asturias*. Madrid, 1777.
- MUDÓZ. — *Diccionario geográfico*. Articles *Asturias* et *Oviedo*.
- SCHULZ (G.). — *Descripción geológica de la provincia de Oviedo*. 1858, 8º, 138 p. et atlas.

2º *Institutions, histoire locale etc.*

- ACEVEDO (B.). — *Boal y su concejo*. 1898, 8º, 116 p.
- ARAMBURU Y ZULOAGA (F. DE). — *Monografía de Asturias*. 1899, 8º, 510 p.
- BANZES Y VALDÉS (A. J.). — *Noticias históricas del Concejo de Pravia*. Manuscrit de 1806, publié dans le *Boletín de la Academia de Historia*, 1911, p. 237-285, 333-381 et 5-124.
- BELLMUNT (O.) Y CANELLA (F.). — *Asturias. Su historia...* 3 fºs. T. II, 1897, 370 p. T. III, 1900, 520 p.
- CAMPO-GRANDE (VISCONDE DE). — *La Junta General del Principado de Asturias*. 1916, fº, 38 p.
- CANELLA Y SECADES (F.). — *Historia de la Universidad de Oviedo*. 1873, 8º, 480 p.
- CANGA ARGÜELLES (A.). — *Diccionario de Hacienda*. 1826-1827, 5 8º. T. I (398 p.), II (382 p.) et III (421 p.).
- CAVEDA NAVA (J.). — *Memoria histórica sobre la Junta General del Principado de Asturias*. 1834, 4º, 51 p.
- DESDEVISES DU DEZERT (G.). — *L'Espagne de l'Ancien Régime*. 3 in-4º. T. I, 1897, 294 p.; t. II, 1899, 454 p.; t. III, 1904, 422 p.
- ESCALERA (E.). — *Crónica del Principado de Asturias*, dans la *Crónica general de España*. 1865, 4º, 132 p.
- Estadismo de la diócesis de Oviedo*. 1895, 4º, 205 p.
- FERNÁNDEZ DE MIRANDA (A.). — *Grado y su Concejo*. 1907, 4º, 387 p.
- FERRERIA (J.). — *Evolución civil y organización agraria de Asturias : apuntes para la historia política del Principado*. 1914, 8º, 207 p. (En réalité, monographie du district de Navia).
- LADREDA (M. F.). — *Páginas asturianas*. 1884, 12º, 134 p. (Les Français à Llanes).
- ORDÓÑES (S.). — *La fábrica de Trubia en 1892*. 1892, 8º, 35 p. (Détails sur la fabrique en 1808).
- PULIDO (A.). — *Concejos de Soto del Barco y Muros en Asturias*. 1900, 8º, 84 p.
- SANGRADOR Y VITORES (M.). — *Historia de la Administración de Justicia y del antiguo Gobierno del Principado, y colección de sus fueros...* 1865, 8º, 502 p. (Sérieux).
- SOLIS. — *Memorias asturianas*. 1890, 4º, 900 p.
- VILLA Y GARCIA. — *La Junta General del Principado de Asturias. Memoria presentada para el ejercicio del grado de Doctor en Derecho*. Oviedo, 1909, 8º, 49 p.

B. — INSTRUMENTS DE TRAVAIL, BIOGRAPHIES, MÉMOIRES
ET CORRESPONDANCES.

Guía del Estado eclesiástico seglar y reglar de España... para el año de 1808. Madrid, Imprenta Real, s. d. (1807), 16º, 444 p.

- JOVELLANOS. — *Correspondencia reservada de Theresina del Rosal con D. G. M. de —*, publiée par J. Somoza Garcia-Sala dans *Cosiquines de la mió quintana*, p. 213-268. 1884, 8°, 299 p. (Theresina del Rosal est le pseudonyme de Pedro Manuel de Valdés Llanos. Ces lettres donnent un bon tableau de Gijón sous la domination française. Elles sont écrites en *bable* et avec noms supposés).
- JOVELLANOS. — *Cartas de — y lord Vassal Holland sobre la Guerra de la Independencia*, 1808-1811. Publiées par J. Somoza Garcia-Sala. 1911, 2 in-8°, 286 et 320 p.
- JOVELLANOS (G. M. DE-). — *Diarios (Memorias íntimas)*, 1790-1801. 1915, 4°, 415 p.
- LA FOREST. — *Correspondance du comte de —, ambassadeur de France en Espagne* (1808-1813), publiée par Geoffroy de Grandmaison. T. III (octobre 1809-juin 1810), 1909, 8°, 492 p.
- MENÉNDES DE LUARCA (D.). — *Biografía de Rafael Tomas Menéndez de Luarca, Obispo de Santander*. 1897, 8°, 560 p.
- NAPOLÉON. — *Correspondance*. 1864, f°. T. XX : 16 octobre 1809-31 juillet 1810. T. XXI : 1^{er} août 1810-31 mars 1811.
- NAPOLÉON. — *Supplément à la Correspondance de —*, publié par E. A. Du Casse, 1887, 12°, 216 p.
- NAPOLÉON. — *Lettres inédites*. Publiées par Lecestre, 1897, 2 in-8°
- NAPOLÉON. — *Lettres inédites de —*. Publiées par Brotonne, 8°, 611 p.
- . — *Correspondance inédite de —, conservée aux Archives de la Guerre*, publiée par Picard et Tuetey, 1912-1913, 4 in-8° : t. II (1808-1809) et t. III (1809-1810).
- Prontuario de las leyes y decretos del Rey Nuestro Señor d. José Napoleón I, desde el año de 1808*. Madrid, 1810, 2 in-8°, 493 et 431 p.
- SOMOZA GARCIA-SALA (J.). — *Documentos para escribir la biografía de Jovelanos*. 1911, 2 in-4°.
- SOMOZA GARCIA-SALA (J.). — *Registro asturiano de obras, libros, ..., referentes al Principado, que no se hallan en bibliografías anteriores*. Publication du Centro de Estudios Asturianos, 1927, 4°, 432 p. (Excellent).
- SOMOZA Y GARCIA (capitaine MANUEL). — *El general Cienfuegos*. 1887, 8° 26 p.
- VIGIL (C.). — *Colección histórico-diplomática del Ayuntamiento de Oviedo*. In-4°.
- . — *Asturias monumental, epigráfica y diplomática*. 1887, f°, 1 vol. de texte (638 p.) et 1 vol. de gravures.
- VIGIL (C.). — *Cuadro comprensivo del personal de Señores senadores y diputados... de la provincia*. 1885, 8°, 309 p.

C. — OUVRAGES SUR LA GUERRE D'INDÉPENDANCE.

- ALVAREZ VALDÉS (R.). — *Memorias del levantamiento de Asturias en 1808*. 1889, f°, 247 p. (Histoire solide, précise et détaillée du soulèvement asturien, de ses débuts à juin 1809).
- ARTECHE (J. GÓMEZ — Y MORO). — *Guerra de la Independencia*. T. VIII : 1886, 8°, 530 p.
- CANELLA SECADES (F.). — *Memorias asturianas del año ocho*. 1908, 8°, 143 p.
- DESDEVISES DU DEZERT (G.). — *La Junte Supérieure de Catalogne* (1808-1812). *Revue Hispanique*, mars 1910, p. 1-426. (Excellent).
- FUGIER (A.). — *Les alarmas asturiennes pendant la Guerre d'Indépendance*. *Bulletin Hispanique*, 1929.

- GRAS Y DE ESTERA. — *Zamora en tiempo de la Guerra de Independencia*, 1808-1814. 1913, 8°, 273 p.
- OMAN (CH.). — *A History of the Peninsular War*. T. II (janvier-septembre 1809) : 1903, 8°, 664 p. T. III (1809-fin 1810) : 1908, 8°, 568 p. T. IV (décembre 1810-décembre 1811) : 1911, 8°, 664 p. T. V (octobre 1811-31 août 1812) : 1915, 8°, 634 p. (De tout premier ordre).
- SALVÁ. — *Burgos en la guerra de la Independencia*. 1913, 8°, 157 p.
- SANDOVAL Y ABELLÁN (A.). — *La grandiosa empresa de la Independencia y el Cabildo Catedral de Oviedo*. 1908, 8°, 93 p.
- TORENO. — *Historia del levantamiento, guerra y revolución de España*. T. II : 1847, 8°, 473 et 57 p. T. III : 1847, 8°, 534 et 21 p. (Mérite une certaine créance pour les affaires des Asturies, auxquelles l'auteur a été activement mêlé).

LISTE DES ABRÉVIATIONS

Actas = Actas de la Junta Superior del Principado, archivo de la Diputación Provincial, Oviedo. *A. hist. Guerre, Corr. Bonet* = Archives historiques du ministère de la Guerre, correspondance du général Bonet. *C.* = carton. *Corr.* = Correspondance de Napoléon I^{er}. *f.* = folio. *l.* = livre.

INTRODUCTION

I

LA PRINCIPAUTÉ DES ASTURIES.

GÉOGRAPHIE PHYSIQUE. La Cordillère cantabrique. Le climat océanique ; la végétation, l'hydrographie. La côte atlantique. Principales régions. — LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE EN 1808. La population. L'agriculture et le déficit de la balance alimentaire. L'industrie. Les classes populaires. Les hautes classes, leur souci des affaires publiques. — LA JUNTA GENERAL DEL PRINCIADO. Sa composition et ses attributions en 1808.

II

LES ASTURIES DE 1808 A 1810.

La *Junta Suprema* et le soulèvement de 1808. Activité financière et effort militaire de cette Junte. Sa dissolution par un coup de force de La Romana (mai 1809). — L'invasion française de mai-juin 1809. Situation anarchique de la province au début de 1810.

I

LA PRINCIPAUTÉ DES ASTURIES.

La Cordillère (1) cantabrique prolonge en territoire espagnol la direction générale des Pyrénées. Les deux chaînes mêlent leurs ramifications dans le pays basque, en un enchevêtrement de chaî-

(1) SOURCES. L'étude de la géographie physique des Asturies et celle de leur situation en 1808 a comme sources imprimées celles portées à la bibliographie sous le titre : *Ouvrages sur les Asturies*. Il faut y ajouter quelques détails tirés de VIGIL, *Colección del Ayuntamiento de Oviedo*, p. 497, et des *Diarios* de Jovellanos (p. 5, 10,

nons aux pentes rapides, couvertes d'arbres et de prairies, et de vallées étroites et verdoyantes du fond desquelles monte le bruit d'un torrent. Puis, si l'on continue à suivre vers l'Ouest le rivage de l'Atlantique, on voit bientôt dans la région de Santander le paysage s'amplifier et les horizons s'élargir. La Cordillère prend de façon plus nette l'aspect d'une grande chaîne Est-Ouest parallèle à la côte, vers laquelle elle détache d'innombrables rameaux. Les Asturies sont essentiellement l'étréit versant atlantique de cette chaîne, depuis le point où, aux *Picos de Europa*, elle atteint sa hauteur maximum (2.678 mètres), jusqu'à l'endroit où, venant buter contre le massif déjà émergé de Galice, elle s'est recourbée en un demi-cercle de chaînons confus (1).

Il est difficile de rendre la complication de ce relief. Les ramifications de la Cordillère, les *Sierras*, ou plutôt, dans les Asturies, les *cordales*, prennent les directions les plus variées, tantôt perpendiculaires à l'axe principal, tantôt parallèles, tantôt obliques. Le tracé des cours d'eau, loin de souligner les traits essentiels du modelé, coupe à tout instant l'axe des chaînes par des gorges imprévues, étroites et profondes. Les cotes d'altitude présentent un singulier enchevêtrement. Alors qu'Oviedo, qui est à 23 kilomètres de la mer, n'est qu'à 228 mètres, dans la zone occidentale il suffit de s'éloigner de 4 kilomètres du rivage pour trouver une altitude de 720 mètres, et de 18 kilomètres pour monter à 1.203 (Sierra de Bobia). Dans la partie orientale, on rencontre à 6 kilomètres de la mer une altitude de 1.233 mètres (monts de Sueve) et le pic Turbina dresse ses 1.490 mètres à 8 kilomètres seulement de la côte. La forte élévation moyenne de la Cordillère et sa proximité de la mer, du niveau de base, donnent à l'érosion des eaux courantes une exceptionnelle violence, de sorte que le relief, très accentué et tourmenté dans l'ensemble, est encore âprement sculpté dans le détail. Rien ne saurait mieux définir ce modelé que cette remarque de Lapparent qu'il est difficile de trouver dans les Asturies une surface plane de un kilomètre carré pour servir de base de triangulation.

11-13, 85, 90, 97, 99, 110, 187, 312 etc.) Les principales sources manuscrites sont : *Archivo del Ayuntamiento de Oviedo, Valias de Granos...* (1809) et *Censo del Pueblo de... Oviedo* (1787) ; *Archivo de la Diputación Provincial*, 1, 100, f. 234-263 (description détaillée de la côte asturienne, 19 avril 1808) ; *Archivo de la Sociedad Económica de Amigos del País, Oviedo, Agricultura*, dossier 2, (plusieurs mémoires de grand intérêt datés de 1804 sur les causes de la décadence de l'agriculture asturienne, en particulier le mémoire du 1^{er} septembre 1804 et ceux portant les devises : « *Quare agite...* » et « *Multiplicaste...* »).

(1) Les Asturies présentent en gros la forme d'un coin dont la pointe serait tour-

Les Asturies apparaissent donc en premier lieu comme par excellence un pays de montagne. Mais il ne faut pas se représenter ici la classique montagne espagnole, nue et brûlée : il s'agit de la montagne verdoyante, dans la brume et sous la pluie. Située sur les bords de ce golfe de Gascogne où s'engouffrent les vents atlantiques tout chargés d'humidité, présentant tout aussitôt à ces vents de fortes altitudes qui déterminent une condensation immédiate, la province est très largement arrosée. A Oviedo, qui est relativement à l'abri, la moyenne des précipitations est de 851 millimètres (1.017 en 1914, 1.135 en 1915) et pour l'ensemble de la principauté elle va de 800 à 1.000. En 1914, on a noté à Oviedo 154 jours de pluie, 99 jours brumeux, 249 jours couverts et 16 jours clairs seulement. Sans cesse les sommets disparaissent dans les nuages gris, et des lambeaux de brouillard roulent dans les vallées. Il est vrai qu'en ce climat maritime, que vient tempérer encore une branche du Gulf Stream, la température est douce et les variations thermiques faibles : la moyenne de l'année est à Oviedo de 14°, celle de janvier de 8° environ, celle de juillet de 21°. Cette tiédeur et cette humidité déterminent naturellement une végétation très verdoyante. Lorsqu'on arrive de Léon par la ligne de Pajares, le contraste est frappant entre les plateaux brûlés de Castille qu'on vient de traverser et ces pentes où dans une lumière fine et douce on voit tous les tons du vert se mêler, ces prés gorgés d'eau, ces forêts pressées de hêtres, de chênes et de châtaigniers, ces bouquets de tilleuls, de bouleaux et d'ormes partout répandus dans la campagne, ces innombrables et luxuriantes pommeraies, ces lignes de saules et de peupliers, ces haies d'aubépine, ces buissons de houx et de prunelliers, ces vastes étendues de bruyères. Au fond des vallées roulent des rivières aux eaux toujours abondantes, aux grosses crues subites, au cours rapide ; elles tranchent tout d'un coup les *sierras* en des gorges impressionnantes, dont quelques-unes sont inaccessibles même aux bergers du pays ; il va de soi qu'elles ne sont que très peu navigables, et l'obstacle qu'elles présentent aux communications est des plus sérieux. Le nom même de la province signifierait *pays de torrents*. Ces cours d'eau, la Navia, le Nalón, se jettent dans l'Atlantique par des embouchures larges et profondes, par lesquelles la mer pénètre profondément dans les terres, comme dans les rivières bretonnes,

née vers l'est et la base vers l'ouest. Des angles de base à la pointe, il y a à vol d'oiseau environ 200 kilomètres. La base, c'est-à-dire la frontière de Galice, a un peu moins de 75 km. La superficie est de 10.600 km².

comme dans les *rias* de Galice qu'elles annoncent et dont elles portent déjà le nom. Ces rias sont à peu près les seuls refuges que présente une côte fort dure. Les grands fonds sont tout proches, les vagues fortes, l'érosion littorale active, le rivage à peu près rectiligne. Les sites de ports, comme Castropol, Navia, Lluarca, la *Concha* de Artedo, Aviles, Lastres etc., présentent tous quelque défaut : bancs de sable, barre, protection insuffisante contre certains vents. Le meilleur de tous, Gijón, offre encore des difficultés d'entrée, bien qu'il soit protégé par des pointes assez prononcées et, à l'ouest, par le cap le plus saillant de toute la côte, le cap de Peñas. Aussi la mer n'a-t-elle pas dans les Asturies toute l'importance qu'on pourrait croire, et des deux éléments essentiels de la géographie physique, la montagne et l'Océan, c'est le premier qui de beaucoup prédomine.

Ces grands traits communs à toute la province n'empêchent pas qu'il existe d'une région à l'autre de notables différences d'aspect. Au centre, sur une longueur de 60 kilomètres environ et sur une largeur maximum d'une vingtaine, s'étend de l'est à l'ouest une bande de terrains secondaires, marnes irisées et lias au nord, crétacé au sud. C'est la partie la plus favorisée de la principauté au point de vue agricole. Là, le relief est assez modéré pour ne pas gêner la mise en culture ; le sol est bon dans l'ensemble, ou tout au moins les éléments nécessaires pour l'amender sont à portée ; en plusieurs points, des dépôts d'alluvions forment des *vegas*, petites, mais d'une grande fertilité. C'est ici que se trouvent les cultures de céréales et de légumes, les vergers, les pommeraies, les vallées agréables et ombragées. C'est ici que les chemins boueux bordés de haies vives, les près très verts, les gros tas de fruits qui s'amoncellent sous les pommiers donneraient de façon saisissante l'impression du bocage normand, n'étaient les cimes proches de la Cordillère. C'est ici enfin que se trouvent les gros bourgs riches, les petites villes et la capitale, Oviedo, dominée par la flèche à jour de sa cathédrale gothique.

La partie orientale de la montagne, à l'est du col de Pajares, est la plus élevée et la plus dure. C'est la zone du carbonifère, avec ses pentes rapides, avec les formes âpres et pittoresques de la quartzite et des schistes, avec les 2.678 mètres des *Picos de Europa*, avec les gorges profondes des rivières (les *foces*), comme celles de la Sella. Cette contrée sauvage offrit aux chrétiens leur dernier refuge contre l'invasion musulmane, et c'est là que se trouve le centre spirituel des Asturies, cette grotte sainte de Covadonga d'où le roi Pélagie entreprit l'œuvre de reconquête.

A l'ouest, dans le silurien et le dévonien, la Cordillère présente des caractères un peu différents. Les altitudes restent fortes : 2.300 mètres à la Peña Ubina. Mais c'est ici que les plissements se sont heurtés au socle galicien et recourbés en demi-cercle ; une importante sierra nord-sud, celle qui se termine vers Luarca au Rañadorio, sépare la région de la Navia du reste de la province. Les roches sont plus diverses : schistes gris ou bruns, souvent aussi verdâtres ou rougeâtres, tantôt en dalles ou en feuillets réguliers, tantôt friables et meubles ; quartzite entre la Navia et la Narcea, avec de grandes coulées d'éboulis, blanches et nues, les *fanás* ou *freitas* ; granit et marbre près de la frontière de Galice, gneiss, micaschiste. L'aspect général, tout en restant âpre, est donc plus varié, surtout dans le dévonien, qui va de Pajares à Gijón en une bande nord-sud de 25 à 30 kilomètres de largeur : tantôt ce sont des prés, tantôt des terres de labour, tantôt des forêts, tantôt des crêtes nues, tantôt de vastes étendues stériles, couvertes de bruyères. La Cordillère est traversée de plusieurs *puertos*, qui permettent de communiquer avec le Léon et la Galice : ceux de Ventana (1.560 mètres), de Somiedo (1.317 mètres), de Leitariegos (1.300 mètres), de Cienfuegos (1.501 mètres). C'est dans cette région que la Junte Supérieure des Asturies passa la plus grande partie de son existence vagabonde.

En 1808, la principauté des Asturies comptait environ 360.000 habitants, soit un peu moins de 40 au kilomètre carré ; c'était pour l'époque et pour le pays une densité assez forte (1). Les Asturiens, qui au point de vue anthropologique se distinguent en Espagne par une brachycéphalie marquée, présentent en général les caractéristiques du montagnard : solide carrure et grande résistance physique. Fort attachés d'ordinaire à leur petite patrie, ils ont de belles qualités de travail et de bravoure, une humeur accueillante, un esprit vif et ouvert. A la veille de la Guerre d'Indépendance, leurs mœurs et leurs usages se distinguaient par de nombreux traits ori-

(1) Les chiffres de recensement doivent être regardés comme très approximatifs. Les Asturies comptaient 347.776 habitants d'après le recensement de 1787 ; 364.238 d'après celui de 1797 ; 347.449 en 1802, d'après Canga Argüelles (*Diccionario de Hacienda*, I, 243) ; 340.000 en 1811 d'après une estimation de la Junte Supérieure du 17 mai (au Ministère de Hacienda, *Actas*, I, 108, f. 30) ; 342.210 d'après le recensement de 1817 ; 730.000 environ en 1919.

ginaux. Presque tout le monde portait le costume local. Pour les hommes, c'étaient les bas de couleur, la culotte ornée de rubans et la large ceinture de laine ; ils se coiffaient de la *montera*, sorte de bonnet de bure dont le bord se retrousse d'un côté. Les femmes portaient des robes aux teintes vives, des fichus et des colliers. Tous étaient chaussés de gros sabots (*madreñas*), dont la semelle est comme perchée sur trois cônes de bois qui la préservent du contact du sol boueux. On parlait généralement un idiome particulier, le *bable*. Les Asturiens possédaient leur folklore, toute une mythologie de gnomes, de fées, de lavandières, de fantômes et de sorcières, leurs vieilles danses magiques, leurs superstitions, leurs anciennes institutions juridiques, associations familiales ou communales, répartitions périodiques des terres, etc.

La population était presque entièrement rurale. On ne comptait qu'une ville un peu importante, ayant rang de *ciudad*, Oviedo ; encore ne possédait-elle en 1787 que 13.924 habitants, en y comprenant tout son *concejo*, c'est-à-dire tout le district. Si le commerce maritime de Gijón avait une certaine importance, Aviles, Pravia, Villaviciosa étaient de toutes petites villes. Le reste de la population se trouvait dispersé en une infinité de bourgs, de villages, de maisons isolées, et vivait à peu près exclusivement d'agriculture. Le paysan était rarement propriétaire du sol (1), qui appartenait en général à un petit nombre de grands propriétaires ou au clergé ; le fermier jouissait toutefois de baux très longs, souvent héréditaires, et il était protégé par des usages locaux contre un renvoi injustifié ou contre une augmentation du fermage. Une autre condition fâcheuse était l'étendue excessive des biens communaux (*tierras concejiles*) ; il est vrai que d'anciennes coutumes permettaient aux pauvres d'en cultiver des parcelles à leur profit pendant quatre ans. Le paysan était encore gêné très souvent par l'interdiction d'enclorre les terres, laquelle avait pour but de permettre au bétail de paître librement après la récolte : tous étaient donc obligés de pratiquer la même culture, pour que tous les champs fussent libres au même moment. La principale céréale asturienne était le maïs, importé vers le milieu du XVII^e siècle, qui réussissait à merveille sous ce climat humide et tiède. Ensuite venait le blé, particulièrement cette variété qu'on nomme épeautre (*escanda*), dont les grains petits et bruns sont

(1) Le recensement de 1799 relevait 3.139 paysans propriétaires contre 54.141 fermiers et 1.832 journaliers.

riches en matière nutritive (1). Mais la principauté était loin de récolter assez de céréales pour suffire à ses besoins. En 1799, on avait obtenu 748.500 hectolitres de blé ou de maïs ; déduction faite des semences, il en restait 644.900 pour la consommation. Or il en eût fallu 1.617.300 : c'était donc un déficit de 972.400 hectolitres qu'on avait dû combler cette année-là par des achats en Castille ou à l'étranger (2). La balance alimentaire était quelque peu améliorée par la production de fèves (qu'on semait mêlées au maïs), de châtaignes et de pommes de terre : de tout cela on exportait quelques dizaines de milliers d'hectolitres. Mais presque tout le vin devait être acheté en Castille : 55.187 hectolitres sur 57.439 consommés en 1799 ; c'était d'ailleurs une boisson de luxe, et l'on usait plutôt du cidre, fabriqué en quantité et bu de même (3). La production agricole eût donc été très déficitaire sans la ressource de premier ordre qu'offrait l'élevage. Les riches herbages des pentes et la modération du climat le favorisaient de telle sorte qu'à la veille de la guerre d'Indépendance les mémoires adressés à la *Sociedad Económica de Amigos del País* d'Oviedo se plaignent de voir transformer en pâturages les meilleures terres à maïs. Dans certains districts, on allait récolter du fourrage dans des prés tellement en pente qu'il fallait s'attacher à une corde pour manier la faucille. En 1799, la province possédait 130.000 bêtes à cornes, 13.000 chevaux, 57.200 moutons, 17.500 chèvres et 31.900 porcs. Une bonne partie de ce bétail était exporté par les *puertos* de la montagne vers les plateaux à blé de Castille et de Léon (4). Mais cette ressource ne suffisait pas à assurer l'équilibre de la balance alimentaire. Que la récolte fût mauvaise, ce qui arriva souvent à partir de 1788, que la circulation des denrées fût gênée par la guerre avec la France ou avec l'Angleterre, et le paysan asturien voyait promptement se vider son *horreo*, ce grenier perché sur de hauts pilotis qui se dresse à côté de la maison d'habitation. Les défenses d'exporter qui étaient aussitôt promulguées ne pouvaient

(1) En novembre 1809, on vendait à Oviedo le *copín* (9^l,26) d'*escanda* 2 fr. 50 et celui de blé ordinaire 2 fr. 35 seulement (celui de maïs 1 fr. 62 et celui de fèves 1 fr. 82).

(2) Les procédés de culture étaient très rudimentaires. Souvent, au témoignage des rapports adressés en 1804 à la *Sociedad Económica*, on se contentait de brûler la végétation d'une friche, puis de labourer superficiellement : on obtenait 2 récoltes moyennes, puis 2 ou 3 médiocres et l'on abandonnait le terrain. Le maïs avait souvent à souffrir des sécheresses d'été, bien que dans beaucoup de districts l'irrigation fût très soignée.

(3) En novembre 1813, on vendait à Oviedo le cidre 0 fr. 15 le litre et le vin 1 fr. 25.

(4) En 1799, on exporta 1.000 bêtes à cornes, valant en moyenne 200 réaux (50 fr.) par tête.

guère remédier à une situation dont la cause première était dans la fertilité insuffisante du sol et dans l'exagération du relief (1).

L'industrie venait apporter à la principauté une aide assez appréciable, en tout cas plus importante que dans les autres provinces du royaume. Le sol des Asturies abonde en minéraux variés et surtout en charbon. C'étaient là des richesses exploitées depuis longtemps, et qui en 1808 avaient amené la création de fabriques d'armes et de munitions dont on aura l'occasion de voir l'importance. De nombreux ateliers tissaient le lin et le chanvre ; la longueur des pièces de lin exportées en 1799 atteignait 66.880 mètres. A Oviedo, à Gijón, à Aviles on façonnait des poteries : en cette même année, 324.144 pièces furent livrées au commerce. Au total, on estimait que la province comptait 2.500 ouvriers, et la valeur des objets manufacturés était évaluée à 5.912.800 réaux (1.478.000 francs) contre 90.410.600 pour les produits naturels (2).

C'était là un appoint estimable sans doute, mais bien limité encore. La situation des classes populaires restait donc assez médiocre, d'autant plus qu'à l'insuffisance des ressources qu'elles tiraient de leur travail venaient s'ajouter des fermages souvent trop élevés, d'assez lourdes impositions et l'obligation de fournir des soldats aux milices provinciales (3). Aussi cette population prolifique et nombreuse, en même temps que vaillante et d'humeur volontiers aventureuse, n'hésitait-elle pas devant l'émigration. Beaucoup d'Asturians quittaient leur province pour des régions plus riches, en particulier pour Madrid où ils trouvaient à gagner leur vie comme hommes de peine, domestiques, porteurs d'eau, *serenos*. D'autres,

(1) La pêche n'apportait que des ressources relativement médiocres. Les gens du littoral étaient plus agriculteurs que marins ; le recensement de 1797 ne relève que 1.612 marins et 1.438 pêcheurs. En 1807, Castropol possédait 41 barques de pêche, avec 500 habitants vivant de la pêche ou du cabotage ; Tapia avait 20 barques mal à l'abri dans un port médiocre ; à Navia et à Vega on ne trouvait que très peu de marins ; de même à Luarda, qui n'avait que 10 barques de pêche. Cuderillo montrait plus d'activité, avec 43 barques montées par 140 hommes ; on trouvait ensuite des groupements de pêcheurs à Tazones, à Lastres, à Rivadesella (qui possédait une bonne jetée) et dans la ria de Niembro. On pêchait surtout la sardine, la morue et la brème de mer.

(2) Oviedo, Gijón et Cangas de Tineo possédaient aussi des teintureries ; le tiers des pièces teintes était exporté. On note que plusieurs de ces fabriques furent fondées par des Français ou des Anglais : une filature de coton en 1802, une teinturerie en 1803, etc.

(3) Les mémoires de la *Sociedad Económica* signalent en 1804 que pour payer leurs fermages beaucoup de paysans sont obligés de vendre les rares parcelles dont ils sont propriétaires, et que trop souvent les jeunes gens, afin d'échapper au service, se marient à 17 ans, c'est-à-dire avant d'être en état de soutenir une famille. Ils se plaignent aussi du pullulement des mendiants.

plus nombreux encore, recouraient à l'émigration temporaire : tous les étés, des troupes de paysans dont en 1804 on évaluait le chiffre total à 7.000, s'en allaient en Castille pour aider aux travaux de la moisson ; ils en revenaient avec quelques douros en poche, mais généralement épuisés par les fièvres et par les privations.

Malgré ses qualités de travail et de ténacité, la masse du peuple menait donc une vie difficile ; le souci du pain quotidien l'absorbait entièrement, et son influence était à peu près nulle dans la province. Les classes plus élevées de la société, au contraire, étaient en mesure de faire entendre leur voix. Le clergé était, comme partout alors en Espagne, nombreux, riche et influent. Il comptait 1.589 membres en 1787, et 2.698 d'après le recensement de 1799 (dont 1.769 séculiers). L'évêché d'Oviedo était un des plus anciens d'Espagne ; on en faisait remonter la « restauration » à l'an 812 et à Alphonse le Chaste. En 1799, il existait 7 collégiales, 782 paroisses, 15 couvents d'hommes et 8 de femmes (1). Les biens du clergé étaient très importants, quoique moins que jadis, et son action sur les esprits des plus fortes. Les nobles étaient en nombre respectable : 62.239 d'après le recensement de 1799. Beaucoup ne devaient guère se distinguer des paysans parmi lesquels ils vivaient. Mais il y avait aussi dans les Asturies de vieilles familles fort riches, possédant d'immenses domaines, bien en cour à Madrid, très influentes dans le pays, tenant à leur influence et peu disposées à laisser gérer sans elles les intérêts de la province. Au dessous d'elles, on trouve une classe de grands propriétaires, qui constitue une solide armature sociale : vivant sur leurs terres, dans de grandes maisons dont la façade s'orne de leurs armes, cultivés en général et possédant une bonne bibliothèque d'auteurs français, mais menant une vie simple comme celle de leurs fermiers (sur lesquels ils ont une profonde influence), ils seront dans la Guerre d'Indépendance un des plus solides points d'appui de la résistance asturienne. Parmi eux d'ailleurs on compte plus d'un ancien officier de l'armée royale, que le soulèvement de 1808 rendra à l'activité avec quelque grade de lieutenant-général ou de maréchal de camp. Eux aussi s'intéressent aux affaires de la principauté, au « bien public », et souvent avec générosité, zèle et intelligence. De temps à autre, ils vont passer quelques jours à Oviedo pour se mettre au courant des nouvelles. Là, ils rencontrent de nombreux éléments d'activité

(1) La *Guía del Estado eclesiástico* de 1808 ne porte plus que 3 collégiales : celle de Santa Maria de Arvas del Puerto, celle de Nuestra Señora de Covadonga et celle de Teverga.

politique et intellectuelle : une Université deux fois centenaire, une *Audiencia* ou cour d'appel qui se mêle aussi à la vie politique, les chanoines du chapitre cathédral et tous les ecclésiastiques qui gravitent autour de l'évêché, les membres de la florissante *Sociedad Económica de Amigos del País*, les chefs des divers services publics, etc. Il est une époque où tout ce monde, tout ce qu'on appelle en Espagne les *forces vives* de la province, connaît un regain d'activité et de curiosité : c'est le moment, qui arrive tous les trois ans, où doit se réunir la *Junta General*. De leurs gentilhommières des campagnes, les nobles et les grands propriétaires écrivent alors à leurs amis d'Oviedo pour en recevoir des nouvelles, ceux d'entre eux qui font partie de la Junta se préparent au voyage, et à la ville même tous les gens cultivés s'apprêtent à suivre les débats. Cette activité politique et intellectuelle qui anime les classes dirigeantes a en effet dans une large mesure son origine et son soutien dans cette antique institution dont la province est fière, la *Junta general del Principado de Asturias*.

Les origines de la *Junta general* sont mal connues. On la fait remonter au x^e siècle, voire à une époque plus reculée encore. Plusieurs cédules et privilèges royaux vinrent successivement reconnaître et préciser ses pouvoirs, qui à certains moments furent des plus étendus. A partir du xvii^e siècle toutefois on les vit décroître et passer peu à peu aux divers organismes de justice et de finances que créait le gouvernement. En 1808, ils étaient assez vastes encore. La Junta Générale devait « veiller à l'observation des lois et à l'exécution des résolutions royales, à l'emploi régulier des ressources mises à sa disposition, intervenir en matière de contributions, entretenir et améliorer les établissements publics, et demander à S. M. tout ce qu'elle croit convenir à son service et au bien de ses fidèles sujets » (1).

La Junta Générale se composait des représentants des *concejos* asturiens. Ces *concejos* (terme que l'on peut traduire approximativement par *districts*) étaient une division territoriale particulière à la

(1) C'est en ces termes que, en 1814, le Procureur général de la Principauté, en demandant le rétablissement des pouvoirs de la Junta, définissait ce qu'ils étaient en 1808 : Gregorio Jove Valdes à Ferdinand VII, 27 août 1814 (texte dans VALDES, *Memorias del Levantamiento de Asturias*, p. 191).

principauté. Chacun d'eux comprenait un certain nombre de paroisses groupées sous les mêmes autorités : d'une part le juge (*juez*), nommé pour un an, qui avait des fonctions à la fois judiciaires et administratives, et d'autre part les magistrats (*regidores*, etc.) et la municipalité (*ayuntamiento*) qui étaient élus par les populations (1). C'étaient les municipalités qui nommaient les membres de la Junte Générale, sans toutefois que tous les districts eussent sur ce point les mêmes droits, car ils différaient beaucoup par leur importance et surtout par leur origine, royale pour les uns et simplement abbatiale pour les autres (2). La Junte Générale se réunissait tous les trois ans au mois de mai, et la durée des sessions variait de un mois et demi à deux mois. Les séances avaient lieu à Oviedo, dans la grande salle du chapitre cathédral, sous la présidence du Régent de la Cour d'appel (*Audiencia*). Dans l'intervalle des sessions, l'assemblée déléguait ses pouvoirs à une *Diputación General* qu'elle élisait elle-même suivant des règles compliquées ; le principal personnage en était le *Procurador General*, élu également par la Junte, et qui était comme son délégué à l'exécutif (3).

La principauté possédait donc en 1808 une longue expérience d'un régime qu'on pourrait appeler représentatif — représentatif tout au moins des classes dirigeantes. Conscients des services que cette institution avait rendus, fort attachés au droit de participer à la gestion de leurs affaires, particularistes comme on l'était en Espagne et à cette époque, les Asturiens tenaient jalousement à leur Junte Générale. Ils la suivirent en masse lorsqu'en 1808 ils la virent donner le signal du soulèvement, et dans l'histoire de la Junte Supérieure qui vint après la Générale, on trouvera souvent le souvenir et comme un reflet de celle-ci.

(1) L'organisation locale était assez embrouillée et n'était pas la même dans tous les districts. Les derniers textes faisant autorité dans la matière étaient les instructions de 1792 sur les élections des juges (juges nobles, juges en premier, juges du commun etc.) et des *regidores*. On trouve une bonne étude d'un cas local, celui de Boal, dans ACEVEDO, *Boal*, p. 88.

(2) Sur l'élection des députés par les *Ayuntamientos*, la Junte Supérieure à Losada, le 15 juin 1811 : *Actas*, t. 108, f. 21 ; sur les inégalités entre les districts, voir p. 176 le cas de Castropol.

(3) Les ouvrages sur la *Junta General* sont nombreux. On peut citer CAVEDA, *Memoria sobre la Junta General* ; MANUEL DE LA VILLA, *La Junta General del Principado* ; VALDES, *Memorias*, p. 1-7. Pour l'ensemble des institutions asturiennes en 1808, un document important est le texte des « *Ordenanzas del Principado de Asturias hechas en los tiempos de los Sres Duarte de Acuña, D. Lorenzo Santos de San Pedro y Hernando de Vega* », 1659 (*Archivo Arias de Velasco*) : beaucoup de leurs dispositions subsistaient encore lors de la Guerre d'Indépendance.

II

LES ASTURIES DE 1808 A 1810.

Au mois de mai 1808, au moment où la *Junta General* s'apprêtait à se réunir à Oviedo, une certaine agitation se manifestait depuis quelques semaines dans la principauté. Beaucoup de gens s'inquiétaient d'apprendre que sous le prétexte de l'expédition de Portugal des masses toujours croissantes de troupes françaises entraient dans le royaume, et qu'elles occupaient les forteresses du nord. A Oviedo et à Gijón en particulier l'effervescence croissait de jour en jour. Une imprudence du consul de France à Gijón, Michel Lagonier, vint déclencher la crise : le 5 mai, il s'avisa de distribuer au peuple des imprimés qu'il venait de recevoir et qui conseillaient aux Espagnols d'abandonner la dynastie des Bourbons pour se donner à celle des Bonapartes. Une émeute s'ensuivit, le consulat fut criblé de pierres et Lagonier eut grand peine à s'enfuir. Le 9, de nouveaux désordres éclatèrent à Oviedo, où l'*Audiencia* venait de recevoir les ordres de répression rigoureuse que Murat avait donnés après le soulèvement madrilène du 2 mai : le peuple se révolta et en empêcha la publication.

La Junte Générale se réunit alors afin de délibérer sur la situation ; elle s'était adjoint les principales autorités de la province. D'ardents patriotes proposèrent de soulever le pays contre l'intrusion française. Les militaires présents essayèrent bien de montrer l'imprudence de cette entreprise, mais le vieux marquis de Santa Cruz de Marcenado entraîna l'assemblée, qui décida de s'associer au mouvement populaire pour la « conservation de la monarchie et la défense de la patrie ». Trois commissaires furent aussitôt chargés de dresser un plan de guerre (9 mai 1808). Tel fut le point de départ du soulèvement des Asturies (1).

Il y eut pourtant quelques tentatives de résistance de la part des éléments gouvernementaux : l'*Audiencia* s'opposait de tout son pouvoir au mouvement et elle réussit même un instant à faire revenir la Junte générale sur ses décisions. Il fallut un coup de force pour

(1) Les travaux sur cette période sont nombreux. Les meilleurs sont ceux de VALDES, *Memorias...*, p. 9-43, et de CANELLA SECADES, *Memorias asturianas del año ocho*. Liste des membres de la Junte au 28 mai et de la Junte Suprême après sa réduction dans VALDES, p. 204 et 115.

vaincre son opposition : dans la nuit du 24 mai, plusieurs milliers de paysans, soulevés par les patriotes, marchèrent sur Oviedo. Ils imposèrent la réunion immédiate d'une Junte composée des membres de la Junte Générale auxquels étaient adjoints des hommes sûrs. Cette Junte choisit pour président le marquis de Santa Cruz qu'elle nomma en outre général en chef des forces de la principauté, et elle déclara solennellement la guerre à la France (25 mai). Après s'être réduite à 15 membres (31 août), elle devait diriger le soulèvement dans les Asturies jusqu'au 2 mai 1809, sous le nom de *Junta Suprema de Gobierno del Principado de Asturias*.

Sa tâche fut facilitée au début par l'enthousiasme général qui régnait dans la province. Les ressources financières étaient maigres relativement à l'effort qu'on avait à donner. Mais les dons en nature et en argent affluèrent, beaucoup d'officiers et de fonctionnaires refusèrent tout traitement, les troupes acceptèrent sans trop de difficulté de toucher une partie de leur solde en nature et non en espèces, un emprunt forcé (février 1809) procura certaines ressources. La Junte Suprême reçut en outre des secours appréciables de l'Angleterre. Dès le 25 mai 1808, une délégation asturienne avait été envoyée à Londres pour solliciter l'appui du gouvernement britannique ; elle fut magnifiquement accueillie (c'est par elle qu'arrivait la nouvelle du soulèvement espagnol), et tout aussitôt des commissaires anglais furent dépêchés dans les Asturies pour faire une enquête : sur leur rapport favorable, le ministère promit 30 millions de réaux (7.500.000 francs) (1) dont une vingtaine parvint effectivement à la Junte Suprême. Le problème financier ne se posa donc pas pour elle avec trop d'acuité (2).

Les affaires militaires donnèrent beaucoup plus d'inquiétudes. Le premier noyau de l'armée asturienne fut constitué par les troupes qu'en mai 1808 le gouvernement de Madrid avait fait marcher sur Oviedo pour étouffer le soulèvement, et qui étaient passées du côté des insurgés. Elles comprenaient un escadron de carabiniers royaux venu de Valladolid et le premier bataillon du régiment d'infanterie de Hibernia, venu de Bilbao. De juin à août, la Junte suprême créa

(1) Le réal valait, à de très petites variations près, 25 centimes français.

(2) VALDES, p. 21, 43-52, 99-102, 222. TORENO (qui faisait partie de la délégation asturienne à Londres), *Historia del Levantamiento*, II, 169. Les Asturies contribuèrent pour 2 millions de réaux à l'emprunt qu'émit la Junte Centrale en 1808, mais en février 1809 elles reçurent de celle-ci un secours égal : Jovellanos à la Junte Centrale, Séville, 29 décembre 1809, *Archivo Histórico Nacional, Estado, Junta Central*, c. 38.

22 régiments à l'effectif de 1.000 hommes, portant les noms des districts où ils étaient recrutés. Le premier qui vit le feu fut celui de Covadonga, que la Junte avait envoyé renforcer l'armée de Cuesta et qui fut écharpé à Medina del Rio Seco (14 juillet 1808). Sans se décourager, la Junte prépara soigneusement une division de 12.000 hommes, qui sous le commandement de Vicente Acevedo se joignit à l'armée de la gauche, commandée par Blake. Mais celui-ci fut battu à Espinosa de los Monteros les 10 et 11 novembre, et les troupes asturiennes, après avoir passablement souffert, se retirèrent sur Santander, poursuivies vigoureusement par Soult qui ne s'arrêta qu'à la frontière même des Asturies, à Colombres. La principauté, restée jusque-là loin du théâtre des opérations, allait commencer à sentir le poids de la guerre. En même temps que la division asturienne, de très nombreux fuyards se réfugièrent sur son territoire, affamés, à peine vêtus, atteints de maladies contagieuses. Enfin, les succès ultérieurs des Français sur les Espagnols et les Anglais les rendirent maîtres de la Castille et de la Galice, de sorte que les Asturiens étaient menacés de trois côtés, à l'est, au sud, à l'ouest. Du côté de Santander, il est vrai, la division Ballesteros contenait efficacement Bonet. Mais sur le front de la Galice, une offensive imprudente de Vorster provoqua un raid des Français, qui dévastèrent le pays jusqu'à la Navia (mars 1809) (1).

La Junte Suprême, en ces difficiles circonstances, ne manqua ni d'activité ni de vigueur. Elle combla les vides des effectifs à l'aide d'une rigoureuse conscription, elle réorganisa certains corps, en créa de nouveaux, fit établir les lignes de défense nécessaires, donna mission à quelques-uns de ses membres d'inspecter les troupes, prit enfin des sanctions contre plusieurs officiers. Mais ces mesures énergiques ne furent pas sans soulever de nombreuses protestations. La Junte était d'autre part entrée en conflit avec l'*Audiencia* et avec le chapitre cathédral d'Oviedo. Tous ces mécontents trouvèrent bientôt un puissant appui. Le marquis de La Romana, qui avait pris le commandement de l'armée de la gauche après Espinosa et s'était retiré vers le sud, revenait maintenant dans les Asturies, refoulé par Soult qui de la Galice descendait vers le Portugal. Il arriva à Oviedo le 4 avril 1809 et fut aussitôt circonvenu par tous ceux qui avaient à se plaindre de la Junte. Il demanda à celle-ci de justifier sa con-

(1) VALDES, p. 53-61, 103-115, 127-135, 139-147. CAVEDA, *Memoria sobre la Junta General*, 37-40.

duite ; elle le fit sur un ton assez élevé, la discussion s'envenima et en fin de compte, le 2 mai 1809, une compagnie de grenadiers entra dans la salle des séances ; son chef lut un ordre de La Romana prononçant la dissolution de la Junte Suprême et malgré leurs protestations les députés durent se séparer (1).

Le moment eût pu difficilement être plus mal choisi pour ces querelles intestines : le 15 mai 1810, Ney, qui avait été laissé en Galice après le départ de Soult, pénétrait dans les Asturies par l'ouest, en même temps qu'au sud Kellerman forçait le col de Pajares et Bonet à l'est la ligne de Colombres. La Romana n'eut que le temps de s'embarquer à Gijón, et Ney entra à Oviedo le 19 mai. L'invasion, il est vrai, fut de courte durée. Ney retourna bientôt en Galice, allant à la rencontre de Soult que les Anglais venaient de chasser du Portugal. Bonet dut se consacrer à la poursuite de Ballesteros, qui opérait une diversion sur Santander. Kellerman restait seul dans les Asturies avec de faibles forces : lorsque Ney évacua la Galice, il se retira vers Léon (10 juin).

Si courte qu'elle eût été, cette invasion avait sérieusement éprouvé le pays, d'autant plus qu'elle avait encore accru le trouble et la confusion dans les affaires intérieures. La Romana avait bien nommé une nouvelle Junte (2), mais qui n'eut jamais aucune autorité. A peine installée elle avait dû fuir devant l'invasion française et s'était réfugiée en pleine montagne, à Teverga. Un de ses propres membres, le comte de Toreno, la déclara illégale et refusa d'y siéger. L'*Audiencia* entra immédiatement en conflit avec elle et renouvela ses anciennes prétentions à la direction de la province. Les membres de la Junte, peu rassurés sans doute sur la légalité des pouvoirs dont La Romana les avait investis, n'assistaient pas aux séances, et bientôt en pratique l'assemblée cessa d'exister. Bref, à la fin de 1809, les Asturies se trouvaient sans gouvernement. Le désordre était encore augmenté par les éléments de trouble qui fourmillaient. Après son coup de force, La Romana avait fait remettre en liberté

(1) *Ibid.*, p. 135-139, 147-153. TORENO (qui fut mêlé à l'histoire du coup de force), *Historia del Levantamiento*, II, 219-221. Sur ce coup de force, où les torts furent certainement partagés, la note juste semble donnée par SOMOZA-GARCIA, *Cartas de Jovellanos*, I, 54 et 236.

(2) Liste de ses membres dans CANELLA SECADES, *Memorias Asturianas*, 51.

toutes les personnes jadis emprisonnées pour avoir pris part à des soulèvements contre la Junte Suprême, ainsi que tous les officiers en prévention de conseil de guerre pour lâcheté ou incapacité. Oviedo était plein de ces gens inquiets et mécontents, qui ne cherchaient que confusion et désordre. L'*Audiencia*, ayant eu maille à partir avec la Junte Suprême, cherchait à se venger d'elle et à faire poursuivre ceux qui en avaient fait partie. Les principaux généraux, Porlier, Vorster et Ballesteros, se disputaient le commandement (1). Tel était l'état d'anarchie dans lequel se trouvait la province au début de 1810. Seule une nouvelle Junte, élue librement celle-là par la population, pouvait avoir l'autorité nécessaire pour rétablir la situation. Ce devait être la Junte Supérieure (2).

(1) Pour les affaires intérieures, cf. VALDES, 153-191. Pour les affaires militaires, cf. OMAN, *A History of the Peninsular War*, III, 367-388.

(2) La Junte réunie le 3 mai 1808, conformément aux usages traditionnels de la province, portait le nom de *Junta General del Principado*. Celle établie à la suite de l'émeute du 24 mai 1808 est la *Junta Suprema de Gobierno del Principado*. Celle créée par La Romana en mai 1809, et qui en pratique ne siègea pas, s'appela la *Junta de Armamento y Observación del Principado* et en pratique est toujours désignée par l'expression : la *Junta de La Romana*. Celle qui fait l'objet de la présente étude (mars 1810-août 1811) portait le titre de *Junta Superior de Armamento y Defensa del Principado*, ce qu'on abrégait toujours en : la *Superior*, la *Junta Superior*. Enfin, celles qui lui firent suite portèrent le nom de *Junta Superior Provincial de Asturias* (couramment la *Provincial*, la *Junta Provincial*). L'expression la *Junte Supérieure*, la *Supérieure*, que nous employons, ne prête donc à aucune confusion.

CHAPITRE I

LA VIE DE LA JUNTE

I

LES DÉBUTS DE LA JUNTE SUPÉRIEURE (*février-mars 1810*)

L'INVASION FRANÇAISE DE JANVIER-FÉVRIER 1810. Importance des Asturies aux yeux de Napoléon. L'expédition des Asturies confiée à Bonet. — L'ÉLECTION DE LA JUNTE. Prise d'Oviedo par Bonet. Gravité de la situation, La Junte Centrale et ses commissaires décident de convoquer une Junte. Les élections (février). — LA SÉANCE INAUGURALE. Les députés. Proclamation aux Asturies et serment (4 mars 1810).

II

LES OPÉRATIONS MILITAIRES ET LES PÉRÉGRINATIONS DE LA JUNTE (4 mars 1810 — 21 août 1811).

PREMIÈRES OPÉRATIONS. Dérobade et départ d'Arce et Leiva. Combats autour d'Oviedo, où Bonet s'implante définitivement (mars). Caractère des opérations de guerre dans les Asturies. — LA JUNTE DANS LA GRANDE RETRAITE ASTURIENNE. (AVRIL-AOÛT). Le front espagnol enfoncé (avril) ; fuite de la Junte dans les montagnes de Somiedo. Transfert à Vitos (juin) et nouvelle fuite. Transfert dans la région de Somiedo (juillet) et nouvelle fuite. — LA JUNTE DANS LA RÉGION DE CASTROPOL. (AOÛT 1810-JUIN 1811). La Junte à Castropol (août 1810-février 1811) ; ralentissement des opérations. Leur reprise en février, nouvelles pérégrinations de la Junte. (février-juin). — LA LIBÉRATION DES ASTURIES (JUIN 1811). Retraite de Bonet. Succès espagnols. La Junte à Oviedo (23 juin).

III

LA VIE INTÉRIEURE DE LA JUNTE

LES DÉPUTÉS : noms, antécédents politiques, origine ; la question pécuniaire. — LE BUREAU. La présidence. La vice-présidence. Le secrétariat. Services annexes. — LE TRAVAIL DE LA JUNTE. Le règlement. Les séances ; leur discipline. Les commis-

sions. Les députés en mission : dans la province, à Cadix, etc. — LA DÉSEXTION DES SÉANCES. Missions, congés, démissions. Efforts pour faire rentrer les absents : convocations, menaces, rappel des députés en mission ; leur peu de succès. — CONCLUSION.

IV

LA RÉDUCTION DE LA JUNTE. LA FIN DE LA JUNTE.

(18 octobre 1810 et 21 août 1811).

Ordre des Cortès pour la réduction des Juntas provinciales (17 juin 1810). Intrigues autour de cette opération. La réduction (18 octobre 1810 ; les membres de la Junte réduite. — Ordres des Cortès (18 mars 1811) pour l'élection de nouvelles Juntas. Tentatives de résistance de la Junte Supérieure. Les élections (14-19 août). La fin de la Junte Supérieure (21 août 1811).

I

LES DÉBUTS DE LA JUNTE SUPÉRIEURE

(février-mars 1810).

L'état d'anarchie dans lequel les Asturies se trouvaient au début de 1810 était d'autant plus désastreux pour la province qu'une nouvelle invasion se préparait, infiniment plus redoutable que les précédentes.

La principauté avait en effet aux yeux des Français un intérêt de premier ordre. Le rôle important que ses habitants avaient joué dans les débuts du soulèvement, l'existence à Oviedo et à la Trubia de fabriques de fusils et de munitions, le désir de priver la marine anglaise des ports asturiens, où elle pouvait se ravitailler et même opérer des débarquements, étaient déjà pour eux de fortes raisons pour occuper cette région. Mais c'était surtout la position géographique des Asturies qui en faisait le prix aux yeux de Napoléon. Tout d'abord, il était indispensable d'en être maître si l'on voulait prononcer une offensive contre le nord du Portugal, car c'était le meilleur moyen d'empêcher la Galice de bouger. Napoléon l'écrivait à Berthier le 8 juillet 1811 : « Le général Bonet, occupant Oviedo avec 6.000 hommes, couvre toute la plaine de Valladolid et de Léon et menace de se porter en Galice ; sa position est à la fois défensive pour

Valladolid, les montagnes de Santander et de la Biscaye, et offensive contre la Galice ; c'est à cette position que j'attribue que les Galiciens n'ont rien entrepris ; ils craignent à chaque instant d'être attaqués par lui, et qu'il n'arrive par ce chemin sur leurs derrières » (1). Sans même parler d'offensive contre le Portugal, il était impossible de laisser aux Espagnols ce boulevard montagneux qui dominait et menaçait les plaines de Léon et de Castille, c'est-à-dire le centre de la domination française et la grande voie Madrid-Bayonne. Napoléon l'expliquait à Marmont et à Berthier le 18 et le 21 février 1812 : « Soit que vous considériez la conservation de toutes les provinces du nord, soit que vous considériez un mouvement de retraite, sans les Asturies, qui assurent la possession des montagnes, ni Salamanque, ni Burgos, ni même Vitoria ne sont tenables... » — « L'armée de Portugal est en l'air et la communication avec Irún n'est pas tenable, si l'on n'a pas les Asturies ; il faut occuper les Asturies quand on est à la hauteur de Salamanque ; ... mais laisser les paysans maîtres des montagnes, communiquant avec la mer, *c'est le plus grand malheur qui puisse arriver en Espagne* ;... il faut 6.000 hommes pour garder les montagnes ; qu'on les place dans les Asturies ou à Santander, c'est la même chose, avec cette différence qu'en les plaçant à Santander ils ne couvrent pas le royaume de Léon et n'occupent pas cette province, qui est la plus importante pour les insurgés... On peut dire que 6.000 *hommes dans les Asturies équivalent à 18.000 qu'il faudrait de plus à Astorga et sur le littoral* » (2).

Au début de 1810, l'occupation des Asturies paraissait d'autant plus urgente que Napoléon songeait à une nouvelle expédition contre le Portugal, afin de réparer l'échec de Soult. C'est le 17 avril qu'il en confia le commandement à Masséna, mais les ordres en vue des mouvements d'approche furent envoyés dès le début de l'année. A gauche, Ney avec le 6^e corps devait se porter de Salamanque sur Ciudad-Rodrigo. Le centre était le terrain d'action de Junot, commandant le 8^e corps ; il devait tenir toute la plaine de Léon, jusqu'aux montagnes des Asturies et de Galice, pendant que Kellermann garderait Valladolid avec 7 ou 8.000 fantassins et que Loison avec 12.000 hommes marcherait sur Benavente ou Astorga. Restait la droite, c'est-à-dire la région des Asturies : là, les opérations seraient

(1) Napoléon à Berthier, 8 juin 1811 (instructions pour Bessières) : *Corr.*, 17.785.

(2) Napoléon à Marmont, 18 février, et à Berthier (instructions pour Marmont), 21 février 1812 : *Corr.*, 18.503 et 18.513.

confiées au général Bonet, qui avait pour mission d'occuper la principauté (1).

Bonet se trouvait alors à Santander, c'est-à-dire en position d'attaquer les Asturies par le côté le plus favorable, la frontière est. Il avait avec lui le 119^e et le 120^e, de bonnes troupes qu'il avait bien en main : il veillait en effet de près au bien-être des soldats et tenait les officiers la bride courte, les cinglant au besoin de mots très durs, ce qui ne l'empêchait pas d'être aimé d'eux. Napoléon avait ordonné, dès le 15 décembre 1809, de lui envoyer en outre le 118^e et le 122^e qui se trouvaient à Burgos, soit 8 bataillons ; tous les corps voisins avaient l'ordre de soutenir le mouvement : Kellermann de Valladolid, Gratien et Junot de Burgos, Loison d'Astorga ou de Benavente. Une fois déjà, en mai 1809, Bonet avait réussi l'opération qu'on lui confiait, et avec les mêmes troupes (2). D'ailleurs, c'était un chef sur lequel on pouvait compter : un Normand avisé et tenace, à la fois hardi et prudent, sachant préparer avec minutie et exécuter avec décision, se conciliant dans une certaine mesure les populations par un souci de justice et de modération qui était à la fois inclination naturelle et calcul politique. Pendant la Révolution, il s'était distingué aux armées du Nord, de Sambre-et-Meuse et du Rhin ; il avait été nommé brigadier en avril 1794, à 26 ans, et divisionnaire le 27 août 1802. Les suites d'une grave blessure reçue à Hondschoote, où un coup de feu lui avait emporté l'œil gauche, le firent mettre en non-activité le 18 août 1805, mais le 24 mars 1808 un ordre impérial l'affecta aux armées d'Espagne (3), et il s'y conduisit de telle sorte qu'à la fin de 1809 Napoléon manifesta l'intention de le récompenser : c'est sans doute à dessein et afin de lui donner l'oc-

(1) Napoléon à Berthier, 11 et 31 janvier, 12 février 1810 : *Corr.*, 16.131, 16.190, 16.245 ; au même, 2 mars : *Correspondance inédite*, éd. Picard, III, 464 ; décision du 11 janvier : *ibid.*, III, 402. OMAN, *Peninsular War*, III, 213.

(2) Napoléon ne regardait pas cette circonstance comme négligeable. Quand il fit réoccuper les Asturies en 1812, il écrivit à Berthier : « Cette division [Bonet] est la seule qui puisse occuper avec profit les Asturies, parce que le soldat connaît l'Espagne et ses habitants. » 21 février 1812, *Corr.*, 18.513.

(3) Bonet, Jean, Pierre, François, né à Alençon le 8 août 1768 ; engagé le 25 avril 1786 à Bourbonnais-Infanterie ; lieutenant en 1791, capitaine en 1792, chef de bataillon en 1793, brigadier en 1794, divisionnaire en 1802 ; en non-activité en 1805 ; affecté aux armées d'Espagne en 1808, aux armées du Rhin en 1813 ; gouverneur de Dunkerque le 30 avril 1815, en non-activité le 1^{er} septembre ; inspecteur général de l'infanterie en 1819, à la retraite en 1820 ; rappelé à l'activité en 1831 ; retraité en 1848. Comte d'Empire (1811), Grand Officier de la Légion d'Honneur (1810), Grand-Croix (1831) ; sénateur (1852). Décédé à Alençon le 23 novembre 1857. *Archives administratives de la Guerre*, dossier Bonet. NAPOLÉON, *Corr.*, 8.380, 8.386 ; *Correspondance inédite*, éd. Picard, II, 359 ; *Dernières lettres inédites*, éd. Brotome, 667.

casion de se distinguer encore qu'il lui confia un commandement indépendant et important comme celui de l'expédition contre les Asturies. Le 12 février 1810, il définit le rôle que Bonet devait jouer : « Sa principale opération est d'occuper avec sa division toutes les forces de Galice et de menacer constamment cette province par les Asturies, ce qui tiendra en réserve les troupes que l'ennemi a de ce côté et les empêchera de se porter ailleurs (1). » Il lui laissait toute latitude quant à l'époque et aux moyens : « Vous lui ferez connaître, écrivait-il à Berthier;... que je le laisse maître d'entrer dans les Asturies ou de faire cette expédition de concert avec le général Loison ; que je désire ses notions sur cette expédition ; que peut-être dans cette saison les neiges seront un obstacle... » (2). Mais Bonet n'hésita pas, et le 25 janvier il attaquait la frontière orientale des Asturies.

Le moment était des plus favorables pour lui. Le désordre et l'anarchie qui régnaient dans la province avaient naturellement désorganisé l'armée. Celle-ci se trouvait d'ailleurs singulièrement réduite, car la division Ballesteros, qui après les revers de mai 1809 s'était retirée dans la région de Santander, avait par la suite reçu l'ordre de se rendre sur la frontière portugaise pour y renforcer del Parque. Ainsi, la principauté venait de perdre un corps de 8 à 10.000 hommes, aguerri par des combats fréquents et souvent heureux sur le front de Colombres. Il ne restait plus sur cette dernière ligne que 4.000 hommes commandés par le lieutenant-général Nicolas de Llano Ponte, dont les talents militaires étaient médiocres. Dans les montagnes se trouvait le brigadier Juan Diaz Porlier, surnommé le *Marquesito*, un chef actif et habile, qui s'était distingué à plusieurs reprises par des raids hardis, mais qui n'avait avec lui que 1.000 soldats ou partisans. Enfin, les réserves concentrées à Oviedo ne dépassaient guère 2.000 hommes (3). Il était donc inévitable qu'aux maux des dissensions et des troubles vinssent se joindre ceux de l'invasion.

(1) Napoléon à Berthier, 12 février, et à Maret, 20 janvier 1810 : *Corr.*, 16.245 et 16.150.

(2) Napoléon à Berthier, 15 et 17 décembre 1809, 11 janvier 1810 (2 lettres), 31 janvier et 12 février ; *Corr.*, 16.055, 16.059, 16.131, 16.132, 16.190, 16.245. Décision du 11 janvier 1810, et à Berthier, 2 mars : *Corr. inédite*, éd. Picard, III, 402 et 464.

(3) OMAN, *Peninsular War*, III, 217. Porlier devait son surnom à ce qu'on le disait neveu du marquis de La Romana. Il avait en particulier réussi à la fin de 1809, débouchant soudain des Asturies, à enlever Palencia et à insulter Burgos. Il eut de nouveaux succès en 1812 et 1813, mais en 1815 ses idées libérales le poussèrent à conspirer contre le régime absolutiste ; il échoua et fut exécuté.

Le 24 janvier 1810, Bonet arrivait à la frontière orientale des Asturies (1). Il passa la Deba sans grande difficulté et le lendemain marcha sur Llanes. Les 2.000 hommes de Llano Ponte l'attendaient à trois kilomètres de la ville, à Puente Purón, derrière des retranchements armés de neuf canons. Le 119^e et le 120^e enlevèrent d'assaut la position, prirent toute l'artillerie, 4 à 500 fusils et firent une centaine de prisonniers. Bonet ne laissa son adversaire s'arrêter ni sur la Sella, qu'il tourna vers son embouchure, ni à Infiesto; il culbuta à la Pola de Siero un petit détachement qui voulait couvrir Oviedo et entra dans la ville le 30 janvier à 11 heures du matin. Il dut l'évacuer le 12 février à 9 heures du soir, pour se débarrasser de Porlier qui menaçait sa ligne de communications (2). La chose faite, il revint sur Oviedo qu'avait réoccupée un des meilleurs généraux asturiens, le brigadier Pedro de la Bárcena (3); il le battit au pont de Colloto, lui fit 600 prisonniers et reprit la ville (14 février); poursuivant son avantage, il força le passage du Nalón au pont de Peñaflor et s'avança jusqu'à Grado, à une vingtaine de kilomètres à l'ouest d'Oviedo; ses éclaireurs atteignirent même la Narcea à San Martín de Miranda (18 février) (4). La capitale et les régions les plus fertiles de la principauté étaient aux mains des Français, les fabriques d'armes et de munitions occupées par eux, les corps espagnols en débandade. Tel était le résultat des discordes et des dissensions asturiennes. Il ne restait plus rien à la province : « Quelques soldats, mais pas d'armée; quelques ouvriers, mais ni outillage, ni fusils, ni

(1) Sa division (118^e, 119^e, 120^e, 122^e) comptait théoriquement au 15 janvier 225 officiers et 6.839 hommes présents sous les armes; l'effectif total, en y ajoutant 646 malades et 232 prisonniers, était de 7.972 hommes (OMAN, *Peninsular War*, III, 535). En réalité, Bonet avait laissé à Santander des détachements importants qui ne le rejoignirent que plus tard : à Barthélemy, 23 mars 1810, *A. hist. Guerre, Corr. Bonet*.

(2) Cet échec fit un certain bruit à Madrid : La Forest à Champagny, 4 mars 1810, *Correspondance de la Forest*, éd. Geoffroy de Grandmaison, III, 257.

(3) Pedro de la Bárcena y Valdivielso était Asturien de naissance, ce qui explique en partie qu'il ait été bien vu à peu près par tous les partis. Sous-lieutenant en 1788, brigadier en 1809, maréchal de camp en 1811.

(4) Bonet à Barthélemy, 25 et 26 janvier, 21 février; à Loison, à Solignac, à Kellermann, 26 janvier; à Soult, 27 janvier; à Cretin, 6 et 14 février; à Duclos, 6 février; à Bouthmy et à Junot, 18 février; ordre de marche du 12 : *A. hist. Guerre, Corr. Bonet*. José Maria de Santa Cruz à son père le marquis, 7 février : *Archivo Santa Cruz*. OMAN, *Peninsular War*, III, 217. ARTECHE, *Guerra de la Independencia*, VIII, 124. Napoléon fut satisfait des résultats obtenus; il écrivit à Berthier : « Témoignez au général Bonet ma satisfaction de la manière dont il s'est conduit dans les affaires du 14 et 15 février contre les insurgés asturiens. » *Corr.*, 16.344 et 16.424.

fabriques d'armes ; pas de tribunaux, pas de services publics, pas d'argent, — rien, que de la bonne volonté dans le peuple (1). »

Les Asturies ne pouvaient être sauvées que par l'union, et cette union ne pouvait être réalisée que par un gouvernement nommé par tous et accepté par tous, c'est-à-dire par une Junte analogue à la Junte Suprême qu'avait dissoute La Romana. Fort heureusement pour la province, on envisageait depuis quelque temps cette solution. La Junte Centrale de Séville y inclinait. Elle avait d'abord approuvé La Romana, mais de nombreux Asturiens étaient accourus auprès d'elle pour lui démontrer son erreur. Les députés que la principauté entretenait à Séville, le marquis de Campo Sagrado et Jovellanos, lui adressaient de leur côté des représentations et insistaient sur « l'absolue nécessité d'un remède radical », qui ne pouvait être que « le rétablissement... du gouvernement constitutionnel de la principauté (2). » La Junte Centrale, qui sentait d'ailleurs à ce moment le besoin de s'appuyer sur des assemblées locales légalement et fortement constituées (3), se laissa convaincre, et le 5 décembre 1809 elle ordonna aux commissaires qu'elle avait envoyés dans les Asturies de rétablir la Junte traditionnelle de la province (4).

Ces commissaires y étaient tout disposés. C'étaient le lieutenant-général Antonio de Arce et le régent de l'*Audiencia* d'Estrémadoure, Francisco Yañez de Leiva. Tous deux, envoyés dans les Asturies pour enquêter sur le coup de force de La Romana et pour diriger les affaires de la principauté, avaient aussitôt été très vivement pressés de réunir une Junte constituée conformément aux règles traditionnelles. Le principal partisan de cette mesure était un colonel attaché à l'état-major d'Arce, qui fut plus tard membre de la Supérieure, Pedro Peón Heredia. Il était secondé, semble-t-il, par un auditeur de l'*Audiencia* d'Oviedo, qui devait être par la suite le premier se-

(1) C'est en ces termes que la Junte Supérieure, en une lettre au Conseil de Régence (16 avril 1810) dépeignit plus tard la situation en février : *Actas*, I, 105, f. 45 (*Il est rappelé que dans les ACTAS de la Junte chaque mois a sa pagination particulière.*)

(2) Campo Sagrado et Jovellanos à la Junte Centrale, à propos d'un rapport de Mahy, Séville, 28 novembre 1809 : *Archivo Histórico Nacional, Estado, Junta Central*, c. 38 B.

(3) Alors que le 1^{er} janvier 1809 la Junte Centrale avait réduit les pouvoirs des Juntas Provinciales, par un *Real Orden* du 13 janvier 1810 elle élargit de nouveau considérablement ces pouvoirs : textes du premier *Real Orden* à l'*Archivo de la Audiencia de Oviedo*, 69, *Reales Ordenes* 1808-1811 (cf. TORENO, *Historia del Levantamiento*, II, 167), et du second dans les *Ordenes de la Junta Central* 1808-1810, I, 102, f. 110.

(4) Analyse du *Real Orden* du 5 décembre 1809, adressé à Arce : *Archivo Histórico Nacional, Estado, Junta Central*, c. 38.

crétaire de la Supérieure, Lorenzo Villanueva (1). Les commissaires du gouvernement étaient déjà circonvenus, lorsque l'invasion française acheva de les convaincre. Se voyant placés quelques semaines après leur arrivée dans une situation terriblement compliquée et angoissante, ils n'eurent plus, semble-t-il, qu'une pensée : passer la main à une autorité qui en même temps que le pouvoir prendrait les responsabilités, c'est-à-dire « former en toute hâte une junte pour l'associer à leurs échecs ou pour en rejeter sur elle les ultimes conséquences (2) ». Le 21 février 1810, une semaine après la reprise d'Oviedo par Bonet, Arce invitait les Asturiens à procéder à l'élection d'une Junte (3).

Dans les circonstances où se trouvait la province, c'était là une opération difficile : bon nombre de districts étaient occupés par les Français et il ne pouvait être question d'y nommer des délégués. Le résultat fut que lorsque la Junte Supérieure se réunit, le 4 mars 1810, elle comprenait à peu près exclusivement des députés des districts occidentaux et ne représentait guère que les 2/5 de la principauté ; ce ne fut que peu à peu qu'elle arriva à se compléter. En outre, Arce fit procéder aux élections avec une extraordinaire précipitation : les membres de la nouvelle Junte devaient être désignés dans chaque district deux jours après la réception de la circulaire, et ils devaient se trouver réunis au quartier-général, à Lluarca, le 28 février au plus tard. Enfin, le mode même d'élection donna lieu par la suite à de vives critiques : ce fut l'*ayuntamiento* de chaque district qui nomma le député du district. Les opposants à la Junte ne manquèrent pas de déclarer plus tard que dans ces conditions, elle ne pouvait être regardée comme émanant de la volonté populaire (4). Mais Arce et Leiva se préoccupaient bien moins d'assurer à la province une représentation sérieuse et complète que de passer au plus vite à d'autres les responsabilités que l'invasion française faisait peser sur eux.

(1) Peñalva à Santa Cruz, 19 mars 1811 : *Archivo Santa Cruz*. Peón Heredia à la Junte, 22 décembre 1810 : *Actas*, l. 106, f. 45.

(2) La Junte Supérieure au Conseil de Régence, 16 avril 1810 : *Actas*, l. 105, f. 45.

(3) Voir le texte complet aux appendices.

(4) Le mode d'élection observé en février 1810 est exposé dans les discours que firent à la Junte, le 17 octobre 1810, les députés Moldes et Manzano, au cours d'une discussion sur la légitimité de l'assemblée : *Actas*, l. 105, f. 26.

Au début de mars 1810, 17 députés se trouvèrent réunis à Luarca. C'étaient Francisco Perez Gorpello (pour le district de Figueras), José Cuervo Castrillón (pour Castropol), Benito María Cancio y Gutiérrez (pour San Tirso de Abres), José Benito Amezaga y Cancio (pour Taramundi), Felipe Moldes y Bermúdez (pour El Franco), Vicente Fernández Reguera (pour Navia), Francisco Antonio Acevedo (pour Coaña), Lorenzo Villanueva (pour Boal), Agustín Alvarez Pato y Castrillón (pour Illano), Angel de Mera (pour Pesoz), Alonso Ignacio Magadán y Valledor (pour Cangas de Salime), Antonio Miguel Menéndez Flórez (pour Cangas de Tineo), Pedro Peón Heredia Velarde Carrio Miranda Queipo de Llano (pour la Pola de Allande), Miguel del Riego Nuñez (pour Tineo), Manuel Cuervo Arango (pour Salas), José Miranda Arango (pour Pravia), Matías Menéndez de Luarca y Tineo (pour Luarca) (1).

Une réunion préparatoire eut lieu le 3 mars ; on y nomma une commission chargée de vérifier les pouvoirs, opération qui eut lieu sur-le-champ. Le 4, la Junte Supérieure tint solennellement sa première séance. Après avoir entendu la messe, les députés, ayant à leur tête Arce et Leiva, se rendirent aux *Casas Consistoriales* de Luarca. Les deux commissaires de la Junte Centrale faisant fonction de présidents provisoires, on lut tout d'abord le *Real Orden* du 13 janvier 1810, qui étendait les pouvoirs des Juntas Supérieures. L'assemblée rédigea ensuite une proclamation à la province : elle y promit de consacrer tous ses efforts et tout son zèle à chasser les Français et affirma hautement qu'une fois la principauté libre elle était prête à céder la place aux députés que le peuple pourrait alors nommer (2). Enfin, Arce déclara qu'il convenait, conformément aux usages, que chaque député prêtât un serment solennel. La formule adoptée fut celle-ci : « Jurez-vous devant Dieu de défendre jusqu'à la dernière goutte de votre sang notre auguste Religion catholique, le trône de notre bien-aimé monarque Ferdinand VII, que

(1) Liste annexée au procès verbal de la première séance, 4 mars 1810 : *Actas*, I, 105, f. 1. Cf. aussi VIGIL, *Cuadro del personal...* 120, et CANELLA SECADES, *Memorias Asturianas*, 52.

(2) Procès-verbal de la séance inaugurale, 4 mars 1810 : *Actas*, I, 105, f. 1. Pour la proclamation à la province, on n'en arrêta que les grandes lignes : voir le texte aux appendices. A cette séance, la Junte décida que son nom serait : *Junta Superior de Armamento y Defensa del Principado*. Ce fut un plus tard qu'elle le compléta et devint la *Junta Superior de Gobierno, observación, armamento y defensa del Principado* : *Ordenes del Ministerio de la Guerra*, I, 110, f. 11.

Dieu conserve jusqu'à ce que la nation se le voie rendre ; de maintenir la fraternité et l'union avec les autres provinces de cette monarchie, et l'intégrité complète de celle-ci ; de procéder dans tous vos actes avec le secret, l'intégrité, la justice et le désintéressement qu'exige la Patrie, et en vous soumettant au légitime gouvernement national ? » Le secrétaire posa cette question successivement à tous les membres de la Junte, à commencer par Arce, et après le « Je le jure » de chacun il prononçait la formule traditionnelle : « Si vous le faites, que Dieu vous récompense, et sinon, que Dieu vous en demande compte (1) ».

Au moment où une grande partie de la province était envahie par les troupes françaises, qui s'apprêtaient sans doute à poursuivre leur avance, où l'armée asturienne ne consistait plus qu'en quelques corps se retirant en désordre dans toutes les directions et en une poussière de dispersés, où les commissaires de la Junte Centrale ne songeaient plus qu'à dégager leur responsabilité, cette première séance de la Junte ne manque pas de grandeur, et c'est avec fierté que plus tard elle la rappelait : « En ces circonstances, la Junte des Asturies, qui au moment où le commandant-général la convoqua ne voyait dans la province que des désastres et le risque le plus évident d'attirer sur ses membres la colère de l'ennemi, prit la résolution de mourir avec la liberté de la principauté (2) ». Ces expressions ne sont pas exagérées, tant au moment de cette séance inaugurale l'avenir paraissait menaçant.

II

LES OPÉRATIONS MILITAIRES ET LES PÉRÉGRINATIONS DE LA JUNTE

(4 mars 1810 — 21 août 1811)

Dès sa séance d'installation, la Junte s'était donné comme président Arce et comme vice-président Leiva. Ce n'avait pas été sans difficulté qu'ils avaient accepté cet honneur, et pour l'esquiver ils avaient même cherché à quitter la salle des séances, sous prétexte

(1) Séance du 4 mars : *Actas*, I. 105, f. 4.

(2) La Supérieure au Conseil de Régence, 16 avril 1810 : *Actas*, I. 105, f. 45.

de laisser l'assemblée délibérer en toute liberté. Mais ils n'entendaient point rester liés par ces charges aux affaires asturiennes, alors qu'ils avaient convoqué la Junte précisément pour pouvoir se dérober à des fonctions compromettantes : aussi dès le 7 résignèrent-ils présidence et vice-présidence ; ils donnaient pour raison que leurs personnes pouvaient être un motif de discorde, en raison de l'enquête dont la Junte Centrale les avait chargés dans la province. La Supérieure fit tout son possible pour les retenir ; elle leur exposa que leur départ « en une situation si critique » laissait le pays « sans boussole, sans chef pour diriger les débris dispersés d'une petite armée manquant de tout, et sans personne pour assurer l'unité de commandement ». Ces instances furent inutiles, et la Junte dut accepter la démission d'Arce et de Leiva. Elle les pria du moins de continuer à la présider pendant tout leur séjour à Lluarca : ils y consentirent poliment, mais deux jours après ils se faisaient délivrer des passeports et quittaient les Asturies (10 mars 1810) (1). La Junte se trouvait désormais seule à porter la responsabilité de la défense.

Il est vrai que la situation semblait s'être améliorée quelque peu. La Supérieure avait nommé capitaine-général un officier de mérite, Cienfuegos. Les troupes commençaient à se réorganiser. Il était arrivé de Galice une division auxiliaire de 1.700 hommes environ, envoyée au secours des Asturiens par le commandant des forces de Galice, le lieutenant-général Nicolas Mahy. On préparait même une attaque générale afin de reprendre Oviedo. Mais la Junte, pour ses débuts, se montra prudente, et plutôt qu'une avance elle envisagea la probabilité d'un recul d'une cinquantaine de kilomètres, qui porterait le front du Nalón à la Navia. Sans plus attendre, elle ordonna de mettre en sûreté derrière cette rivière les capitaux qu'elle venait de recevoir du gouvernement central et elle fit prendre le même chemin à toutes les recettes qu'on pouvait lever (2).

L'attaque espagnole se produisit le 19 mars, et réussit. Bonet put bien repousser les Galiciens sur sa gauche, mais il fut enfoncé au centre par Bárcena et tourné sur sa droite par Porlier. Il dut

(1) Oman a donc tort d'écrire que la Junte « déposa le général Arce pour incapacité et corruption » (*Peninsular War*, III, 217). Toreno prétend qu'Arce et Leiva emportèrent 256.000 réaux (64.000 fr.) qu'on leur aurait dus sur leurs traitements (*Historia del Levantamiento*, II, 432) ; les papiers de la Junte n'en portent pas trace. Santa Cruz dénonça plus tard aux Cortès l'égoïsme d'Arce en cette circonstance : 5 juin 1811, *Archivo Santa Cruz*. — Séances des 4, 7, 8, et 10 mars 1810 : *Actas*, I, 105, f. 2, 19, 21, 27. La Junte au Conseil de Régence, 16 avril 1810 : *ibid.*, f. 45.

(2) Séances des 7, 8 et 9 mars : *Actas*, I, 105, f. 17, 21, 22, 23.

reculer sur Oviedo qu'il évacua le lendemain, après avoir fait verser au ruisseau ses approvisionnements de vin et brûler ceux de poudre, et il ne s'arrêta qu'à une cinquantaine de kilomètres à l'est, à Cangas de Onís. Ce succès ne fit cependant pas tourner la tête à la Junte, et elle prévint un lendemain moins heureux. Ses félicitations aux généraux furent même courtes et froides, elle mit du temps à informer la province des avantages remportés et elle continua à donner des ordres en prévision d'une retraite.

De fait, Bonet ayant reçu de Santander les munitions dont il manquait et d'importants renforts conduits par le général Valentin (25 mars), reprit Oviedo le 29 et le front se rétablit sur la Narcea et le Nalón. La Supérieure accueillit avec calme le revirement prévu. Elle pouvait se féliciter d'avoir attendu avant de se transférer à Oviedo, comme elle avait décidé en principe de le faire. D'après ses ordres, les capitaux continuèrent à être transportés plus en arrière encore, sur la Navia (1). C'était là voir juste : l'envahisseur s'implantait dans la province, et les Espagnols ne devaient rentrer à Oviedo qu'au mois de juin 1811 et après toute une série de dures opérations.

Ces opérations présentent dans les Asturies des caractères assez particuliers, qui résultent des conditions naturelles. La guerre y est essentiellement une guerre de montagne : opérations menées par petites colonnes légères et faciles à nourrir ; fréquentes dispersions après les échecs, à cause du manque de ressources, mais aussi difficulté de poursuivre et de détruire les dispersés ; nécessité de troupes bien entraînées, en raison des marches longues et épuisantes. Aux difficultés du relief s'ajoutent dans les Asturies celles que présentent les rivières, dont les eaux rapides et abondantes forment un obstacle des plus sérieux : c'est derrière elles le plus souvent que s'établissent les lignes de défense, et dans les correspondances militaires reviennent sans cesse les questions de crues ou de décrues, de ponts, de barques et de gués. Les opérations sont actives. Bonet est un chef énergique, toujours en mouvement, et par ailleurs ses adversaires, tenaces et disposant d'une grosse supériorité numérique (2),

(1) Le *Moniteur* annonça le premier échec de Bonet avec ménagement : « Le général Bonet... se porta sur la Deva vers la fin de mars pour recevoir ses caisses de munitions de guerre... » *Moniteur* du 6 mai 1810. Bonet à Junot, 23 mars; à Barthélemy, 23 et 29 mars ; à Valentin, 25 mars : *A. hist. Guerre, Corr. Bonet*. Séances des 21, 25, 29, 30 mars, 3 avril : *Actas*, I, 105, f. 58, 107, 108, 109, 6.

(2) On verra plus loin que les effectifs espagnols varièrent de 8 à 12.000 hommes, sans compter l'appoint que pouvaient apporter les *alarmas* des paysans.

renouvellent sans se lasser les attaques générales par lesquelles ils espèrent délivrer la province. Mais les engagements sérieux tournent en général à l'avantage des Français : les chefs espagnols agissent de façon décousue, les cadres sont plutôt médiocres et si le soldat est courageux il est peu habitué au combat en ligne. Aussi les généraux asturiens ont-ils une prédilection pour la *guerrilla*, mais menée par les troupes régulières, car on verra plus loin que le rôle des corps francs et des paysans fut très réduit. Bárcena résumait ainsi sa tactique dans une lettre à un ami : « Je ne me mets pas en avant, car l'expérience m'a appris qu'il ne nous convient pas d'agir sans probabilité d'avantage. En effet, les soldats entrent bien dans une action qui s'achève vite, mais s'ils rencontrent une résistance qui dépasse une heure et demie, ils n'ont pas la constance voulue pour continuer : quelques-uns reculent d'un pas, tous suivent leur exemple et bientôt ils rentrent chez eux. Ce qu'il faut à mon avis, c'est envoyer des *partidas* tirées des corps de l'armée et commandées par des officiers éprouvés, avec ordre d'effectuer des marches rapides, d'attaquer par surprise les endroits où l'ennemi vit avec plus de confiance parce qu'il ne croit pas le danger proche, et de rentrer aussitôt » (1). Bonet, naturellement, recherchait de préférence les combats sérieux : « Si je pouvais en venir à une affaire générale, comme nous les rosse-rions ! » (2). Mais il savait aussi, comme on le verra plus loin, organiser une contre-guerrilla active et efficace, de sorte que les opérations militaires ne chômèrent pas : la Junte Supérieure allait en éprouver sérieusement les contre-coups.

Quant à Bonet, la force théorique de sa division s'élevait au début de 1811 à 9.298 hommes. En réalité, elle était beaucoup moindre et ne devait pas dépasser 5 à 6.000 hommes. Le *Diario de la Coruña* du 5 septembre 1810 lui donne 7.250 hommes (*Record Office*, W. O. 1, 261, f. 29). Peñalva, le 24 mars 1811, lui en donne 5.000 (à Santa Cruz, *Archivo Santa Cruz*), et des renseignements anglais de mai 1811 (v. ci-dessous) 4 à 5.000. Bonet avait en effet beaucoup de malades et de blessés ; surtout, il devait occuper tous les ports et tenir la communication avec Léon par Pajares. Aussi ses troupes étaient-elles dispersées en de nombreux postes ; d'après des renseignements anglais de mai 1811, il avait à Luarca 45 hommes, à Gijón 80 ou 100 seulement (avec 2 ou 4 canons), 25 à Lastres, 30 ou 40 à Avilés ; ses principaux points d'appui sur la côte étaient Villaviciosa et Rivadesella avec 200 hommes chacun : John Kelly à George Collier, commandant *La Surveillante*, 26 mai, et Collier à l'amiral Gambier, 30 mai : *Record Office*, W. O. 1, 261, f. 303 et 275.

(1) Bárcena à Gregorio Jove Valdes, sans date, probablement de la fin de 1810 : *Archivo Jove*.

(2) Bonet à Gauthier, 11 mars 1810 : *A. hist. Guerre, Corr. Bonet*.

Le 26 avril 1810, Bonet, qui venait de recevoir en renfort environ 200 chasseurs à cheval toscans, attaqua le front du Nalón, en même temps qu'il faisait occuper la Pola de Lena afin d'établir sa communication avec Léon. Les Galiciens, qui se trouvaient au centre, furent enfoncés et n'échappèrent à un enveloppement par leur gauche qu'en effectuant une retraite de nuit précipitée, au cours de laquelle ils durent brûler leurs parcs de munitions. Le 29, Bonet était sur la Narcea, qu'en raison d'une crue il ne put passer que le 1^{er} mai. Mais dès le 2 il avait occupé Luarca et Tineo, atteint la Navia et nettoyé les districts montagneux au sud au-delà de Cangas de Tineo, qui resta occupé jusqu'au 7. L'armée asturienne était entièrement dispersée, les Galiciens derrière la Navia, les corps de Bárcena épars dans la montagne. Quant à la Supérieure, Bonet écrivait d'elle : « Je crois que la Junte est au diable » (1).

Elle fuyait en effet devant cette invasion qu'elle n'avait que trop bien prévue. Dès les premières nouvelles, on avait embarqué à Luarca les papiers du secrétariat, l'argent, des munitions et des vivres ; le tout, confié au député Fernández del Barrio, suivit la côte jusqu'à la rive gauche de la Navia, où l'on pouvait se croire en sûreté. La Junte laissa à Luarca trois de ses membres, Menéndez Flórez, Cuervo Arango et Villanueva, avec mission de s'y maintenir jusqu'au dernier moment. Les séances furent suspendues et les députés quittèrent la ville : les pérégrinations de la Supérieure commençaient (27 avril) (2).

L'assemblée eût pu se mettre facilement en sûreté en gagnant par mer, elle aussi, l'extrémité occidentale de la province. Mais ce n'était pas là que se trouvaient les troupes asturiennes, qui s'étaient retirées dans les montagnes du sud. La Junte considéra que son devoir était de se trouver au milieu de l'armée vaincue, quelles que pussent être les difficultés et les fatigues que lui réservait cette rude région, et au départ de Luarca elle décida de se rendre en premier lieu à Grandas de Salime. Le 3 mai, elle était à Villanueva de Oscos, le 4 à Llanas de Moreira, le 5 à Cecos, le 6 à Cerredo, le 7 à Caunedo

(1) Bonet à Cretin, 27 avril ; à Junot et à Marmont, 10 mai, et à Gauthier 11 mai : *A. hist. Guerre, Corr. Bonet*. Napoléon à Berthier, 16 mars 1810 : *Correspondance inédite*, éd. Picard, III, 496.

(2) Villanueva à Vistalegre et à Reguera, 29 avril 1810 : *Archivo Vistalegre*. Séance du 27 avril : *Actas*, I, 105, f. 86.

de Somiedo. C'était là la pleine montagne, avec les gorges sauvages des *rios*, avec les grandes forêts de hêtres et de chênes, avec les pauvres huttes coniques à toit de chaume qu'entourent quelques champs de seigle. La Junte allait d'un village à l'autre, pressée par les incursions des Français et par la difficulté de se procurer des ressources, trouvant à peine le temps de rédiger chaque jour trois ou quatre lettres pour informer les généraux de la situation et pour ordonner les mesures les plus urgentes. Elle était d'ailleurs singulièrement réduite : elle ne comptait déjà plus que 6 députés au départ de Luarca, et probablement moins encore dans ces dures pérégrinations (1). Le 10 mai, elle était à la Plaza de Teverga, le 11 à las Monteras, le 13 de nouveau à Caunedo de Somiedo, le 17 à la Pola de Somiedo, le 19 à Villar de Vildas. Là, elle crut trouver quelque repos, mais un après-midi l'ennemi survint si rapidement que les députés faillirent être enlevés et durent s'enfuir en toute hâte à Caunedo (2).

La Junte put y goûter enfin quelque stabilité, car elle y passa trois semaines environ, jusqu'au milieu de juin. Certes, la situation n'était pas brillante encore. Les Français se maintenaient si proches que de peur d'une surprise les députés dormaient en général tout habillés. L'armée se refaisait, mais bien lentement, et était encore peu solide. On le vit bien au combat du 17 mai où le chef des Galiciens, Moscoso, qui avait quitté l'abri de la Navia pour attaquer le bataillon Bouthmy, du 120^e, à Luarca, perdit 300 prisonniers, 40 officiers, 2 canons et 7 mulets chargés de cartouches (3). Mais enfin les dispersés se ralliaient peu à peu à l'abri des montagnes. Le 20 mai, la division Castañón comptait 1.700 hommes dans les massifs au sud d'Oviedo ; Escandón et Mier, dans la même région, en avaient respectivement 700 et 400 ; à Somiedo s'étaient réunis 4.000 hommes ; Bárcena se reconstituait vers Cangas de Tineo. A cette réfection de l'armée, la Junte Supérieure aidait efficacement. Elle avait déclaré la région de Somiedo, où elle se trouvait, *cantón militar*, et cette espèce d'état de siège, les conférences qu'elle avait journalle-

(1) Pour cette période, les noms des députés présents ne figurent pas aux procès-verbaux. Le 13 mai, la Junte se trouvait si réduite qu'elle somma tous ses membres absents de la rejoindre d'urgence, : *Actas*, l. 105, f. 5.

(2) Procès-verbaux des 25 avril, 1^{er} et 2 mai 1810 ; exposé des pérégrinations de la Junte, sous forme de récit suivi, par le secrétaire Villanueva : *Actas*, l. 105, f. 86, 1, 2 et suiv. La Supérieure au Conseil de Régence, 29 mai 1810 : *ibid.*, f. 37-40. Miranda Flórez à la Junte, 14 décembre 1810 : *ibid.*, l. 106, f. 29-32.

(3) Vistalegre à la Junte, 2 juin 1810 : *archivo Vistalegre* ; séance du 24 mai : *Actas*, l. 105, f. 30. Bonet à Aubry et à Gauthier, 20 mai : *A. hist. Guerre, Corr. Bonet*.

ment avec le capitaine-général José Cienfuegos, lui permettaient de prendre les mesures énergiques qui convenaient ; en particulier, elle réveilla l'activité des corps francs, et c'est à cette époque que le député Pedro Miranda les dota d'un règlement. Elle s'efforçait d'inspirer à tous la confiance dans le succès, et en même temps qu'elle faisait chanter à la Pola de Somiedo une messe pour célébrer l'anniversaire de Ferdinand VII (29 mai), elle écrivait au Conseil de Régence : « Si l'occasion s'en présente, les Asturiens descendront des montagnes comme un torrent impétueux pour chasser l'ennemi, et s'ils n'ont pas d'autres armes pour le combattre, ils se serviront de celles que la nature a données à tous » (1).

La Supérieure dut cependant constater bientôt que son séjour dans les montagnes de Somiedo n'allait pas sans inconvénients. Elle s'y trouvait bien loin des Galiciens qui tenaient le front de la Navia : or elle avait d'autant plus d'intérêt à bien avoir ces troupes en main qu'un mouvement d'opinion hostile aux députés semblait se dessiner vers Castropol. La Junte partit donc vers le milieu de juin et alla s'établir à Vitos, près de Grandas de Salime. Là, le travail d'organisation reprit, soutenu, et d'autant plus pénible que l'assemblée était réduite à trois ou quatre membres. On prit des mesures pour rétablir le fonctionnement de l'imprimerie, on jeta les bases d'une réforme des *alarmas*, on dressa un plan d'attaque générale. « C'est là, écrivit plus tard Miranda Flórez, que j'ai travaillé plus de quatorze heures par jour... Les séances étaient continuelles, et l'unique pensée de tous était de procurer des armes, sans s'embarasser de formules qui sont bonnes dans d'autres cas, mais nuisibles en présence de l'ennemi » (2).

Mais la Junte eût bientôt à regretter son déplacement. Bonet, importuné par quelques attaques de ses adversaires, donna au début de juillet un furieux coup de boutoir : le colonel Gauthier avec le 120^e attaqua les Galiciens sur la Navia, enleva leurs retranchements, leur tua 400 hommes, leur prit 9 canons et 280 prisonniers et les rejeta en désordre dans les montagnes du sud, vers Fonsagrada. Poursuivant leur avance, les Français arrivèrent à l'ouest jusqu'à Castropol, à la frontière de Galice ; au sud, ils entrèrent à Grandas

(1) Séances des 20, 29 et 31 mai : *Actas*, I, 105, f. 18, 36, 44. La Supérieure au Conseil de Régence, 29 mai : *ibid.*, f. 37-40. Miranda Flórez à la Junte, 14 décembre 1810 : *ibid.*, I, 106, f. 30.

(2) Décision de transfert sur la Navia des 2, 8 et 10 juin : *Actas*, I, 105, f. 5, 16, 21. Miranda Flórez à la Junte : *ibid.*, I, 106, f. 29.

de Salime, d'où ils cherchèrent à réduire la région montagneuse de Cangas de Tineo. Une de leurs colonnes marcha sur Vitos, où ils savaient que se tenait la Junte, et les députés échappèrent de bien peu : car lorsque les forces françaises cernèrent le village, le 4 juillet à l'aube, il y avait à peine quelques heures que, éveillés en hâte par le président, ils s'étaient enfuis dans la nuit. Trois seulement restèrent groupés et se dirigèrent sur Obiano, où, harassés de fatigue, ils arrivèrent vers la fin de la journée, pensant y trouver quelque repos ; mais à une heure et demie du matin le tocsin, se propageant de village en village, annonça l'arrivée des Français. Il fallut fuir de nouveau. On passa à Marentes, dans le district de Ibias, petit village où l'on ne trouva pas même une table, et à grand peine de l'encre, pour la correspondance la plus indispensable ; de là on gagna Cecos, où deux ou trois *vocales* rejoignirent, mais d'où une fois de plus on dut s'enfuir en pleine nuit. Le 7 juillet enfin on put dormir sans alerte à Bustelo, et le 8 la Junte arriva au monastère de Ermo, près de Cangas de Tineo. La sécurité y restait encore si précaire que certains députés se retiraient tous les soirs dans la montagne, de peur d'être enlevés par quelque raid des Français (1).

Aussi résolut-on en fin de compte, le 14 juillet, de retourner dans la région de Somiedo. L'assemblée suspendit les séances, partit le 15, et le 20 elle arriva au Valle del Ajo. Mais la malchance la poursuivait : les opérations de guerre s'étendaient à ce moment même à cette contrée. En collaboration avec la Junte, Mahy avait conçu un plan d'attaque générale, dans lequel un corps de Galiciens, sous Estebán Porlier, devait attaquer la ligne Oviedo-Pajares. Ils cernèrent en effet le poste de la Pola de Lena dont la petite garnison, après dix heures de feu, put faire une trouée. Mais Bonet rétablit aussitôt la communication, et la réaction des Français amena Gauthier avec 800 hommes jusqu'à la Pola de Somiedo, de sorte que la Junte dut s'enfuir une fois de plus. Marchant vers l'ouest, elle s'arrêta d'abord à Degaña, d'où le recul des troupes galiciennes la força à déloger ; on la vit ensuite à Tornales, puis à Tetua et enfin le 22 juillet à Sena. Les Français cependant ne tardèrent pas à reprendre leur ancienne ligne ; la Supérieure à son tour descendit des montagnes, et au début d'août elle alla s'établir sur la frontière de Galice, à

(1) Bonet à Laubardière, 3 et 9 juillet ; à Gauthier, 6 juillet ; *A. hist. Guerre, Corr. Bonet*. Miranda Flórez à la Junte, 14 décembre 1810 : *Actas*, I, 106, f. 29. Séances des 3, 4, 5, 6, 7 juillet : *ibid.*, I, 105, f. 5, 6, 7, 8, 9.

Castropol (1). « *La Junta Superior ambulante* » comme l'appelait un de ses membres (2), allait enfin y goûter quelques mois de stabilité.

Français et Espagnols étaient las, et il n'y eut pas d'opérations de grande envergure jusqu'en février 1811. Bonet occupait les cinq sixièmes des districts les moins accidentés et les plus fertiles. Parfois il s'étendait un peu, parfois il se retirait, d'où de fréquentes alertes chez ses adversaires, qui croyaient tantôt qu'il prenait l'offensive, tantôt qu'il évacuait la province (3). Il avait à tenir, outre le littoral, deux fronts très étendus, l'un à l'ouest sur la Navia ou la Narcea, l'autre au sud et sud-est, où il soutenait une guerre de détail. Il occupait en outre la ligne Oviedo-Pajares par une série de postes qui maintenaient à peu près la liaison avec Léon. Il lui fallait enfin garder au centre une masse de manœuvre suffisante (4). Tout ce qu'il pouvait faire était donc de conserver le terrain conquis ; du moins remplissait-il ainsi le désir de Napoléon de ne pas laisser aux « insurgés » l'importante position que constituaient les Asturies (5). De leur côté, les Espagnols montraient de l'activité, mais ils n'entamaient pas de grandes opérations, quoique la Supérieure eût de temps à autre des velléités d'offensive générale. A leur gauche, derrière la Navia dont les eaux abondantes offraient une sérieuse défense, se tenait généralement Bárcena, ainsi que les *Quadros Asturianos* sous leur chef Carbajal ; (c'étaient des cadres de régiments asturiens, 1.000 hommes environ, que Ballesteros avait renvoyés dans leur province pour y faire du recrutement). Au centre se trouvait la division galicienne. Dans les montagnes, au sud d'Oviedo

(1) Les autres attaques espagnoles de juillet échouèrent. Bonet à Barthélemy, 7 juillet, et à Laubardière, 21 juillet : *A. hist. Guerre, Corr. Bonet*. Séances des 14, 15 et 22 juillet ; Miranda à la Junte, 14 décembre : *Actas*, I, 105, f. 9, 15, 17, et I, 106, f. 29. ESCALERA, *Crónica del Principado*, 85.

(2) Expression du député Moldes à Cienfuegos, 9 mai 1810 : *Actas*, I, 105, f. 8.

(3) Séances des 29 septembre et 2 novembre : *Actas*, I, 105, f. 60, et I, 106, f. 2.

(4) Bonet avait organisé ses troupes en deux brigades : la première (118^e et 120^e), sous Valentin, avait son quartier-général à Grado, et la deuxième (119^e et 122^e), sous Reynault, l'avait à Oviedo : ordre du 13 juillet, *A. hist. Guerre, Corr. Bonet*.

(5) Napoléon avertissait Masséna, le 29 juillet 1810, que la force constituée par Drouet, Serras et Bonet était « capable de contenir la Galice et de s'en emparer sitôt que vous aurez marché sur Lisbonne, ou de maintenir vos communications. » *Corr.*, 16.732. Napoléon était satisfait des résultats obtenus par Bonet : celui-ci fut nommé Grand Officier de la Légion d'Honneur le 26 novembre 1810 : *Archives administratives de la Guerre*, dossier Bonet.

et dans les districts orientaux, opéraient le plus souvent Porlier et les corps plus ou moins réguliers de Castañón, d'Escandón, de Miranda et de Longa. Le quartier-général de Losada, le commandant en second des forces asturiennes, qui avait remplacé Cienfuegos à la tête de l'armée, fut placé à Samblino, près de Tineo, puis à Teverga, puis, à partir du milieu de novembre, dans les environs de Salas (1).

Escarmouches et combats furent fréquents pendant la deuxième moitié de 1810, particulièrement dans le district montagneux de Langreo et sur le front de la Narcea et du Nalón, mais ce n'étaient jamais que des engagements partiels (2). Les Espagnols opérèrent également, avec l'aide de l'escadre anglaise, plusieurs débarquements, mais aucun ne fut important (3). L'un d'eux cependant inquiéta sérieusement Bonet. Ce fut l'expédition qui partit de La Corogne le 14 octobre 1810, sous le commandement de Renovales, et qui comprenait 1.200 Galiciens et 800 Anglais, transportés sur trente-trois bâtiments. Le 17 au soir ces forces mouillèrent devant Gijón. La ville n'était occupée que par trois compagnies du 119^e, commandées par Cretin ; elles durent évacuer la position, d'autant plus qu'elles étaient menacées du côté de la terre par une démonstration conjuguée de Porlier et Castañón. Huit compagnies demandées à Villaviciosa tardèrent à accourir, de sorte que les Anglo-Espagnols eurent tout loisir de vider les magasins avant de se rembarquer. La suite de l'expédition ne répondit pas à cet heureux début : elle fut assaillie par une tempête, plusieurs vaisseaux coulèrent et 800 hommes furent noyés (4).

(1) Séances des 20 août, 29 et 30 septembre, 2, 9, et 13 novembre, 3 décembre : *Actas*, I, 105, f. 49, 59, 61 ; I, 106, f. 2, 11, 17, 4. Bonet à Drouet d'Erlon, 4 septembre, et à Serras, 15 octobre : *A. hist. Guerre, Corr. Bonet. OMAN, Peninsular War*, III, 483 et IV, 208.

(2) Le 3 septembre, Porlier est accroché par Reynault à Sama de Langreo et perd 120 prisonniers. En octobre, efforts des Espagnols pour couper la ligne Oviedo-Pajares ; en outre, le 20, violente attaque contre El Fresno et Grado, tenus par le nouveau brigadier de Bonet, Valleteaux. Le 29 novembre, nouvelles attaques contre le même point, toujours tenu par Valleteaux. Début décembre, raid des Français sur la Narcea. Le 14, attaque de Porlier sur le Soto de Barco. Le 27, Valleteaux est attaqué à Grado ; le 28, offensive de Bárcena sur le Nalón, et le 29 de Castañón vers Langreo.

(3) Vers le 15 juin, un chasse-marée et 2 chaloupes tentent de débarquer 200 hommes à Berbes. Vers le 8 juillet, le commodore Mends débarque Porlier à Santoña ; rembarquement presque immédiat. Le 5 août, Porlier débarque entre Rivadesella et Llanes et réussit à gagner Potes.

(4) Les Asturiens n'avaient adjoint à l'expédition que 5 officiers. Séances des 2, 7, 20, 24 octobre et 3, 8, 9, 23 novembre : *Actas*, I, 105, f. 2, 11, 41, et I, 106, f. 4, 6, 10, 11, 34. ESTRADA CATOVRA, *Historia de los ejércitos gallegos*, 238. OMAN, *op. cit.*, III, 486. Valdés Llanos, de Gijón, à Jovellanos, 5 octobre 1810 : *Correspondencia de Theresina del Rosal*, p. 239. Dépêches de Bonet, du 17 au 24 octobre : *A. hist. Guerre, Corr. Bonet*.

L'hiver que la Junte passa à Castropol fut calme et reposant au point de vue physique. La ville est bâtie en un site agréable, dominant la large embouchure de l'Eo qu'encombrent des bancs de sable mobiles. La région était fertile en blé, en maïs, en fruits, et la localité assez importante pour présenter les ressources nécessaires. La sécurité était suffisante, une bonne vingtaine de kilomètres séparant Castropol de la Navia. En outre, de cette rivière jusqu'à la Narcea s'étendait une espèce de zone neutre, qui dans l'ensemble était dominée plutôt par les Espagnols. Cette installation commode et stable permit aux séances de la Junte de présenter une régularité inconnue jusque-là. Mais si d'août 1810 à février 1811 les soucis d'ordre militaire firent trêve, ceux d'ordre politique prirent une acuité parfois inquiétante et l'on verra que dans l'existence de la Supérieure les mois de Castropol ne comptent pas parmi les moins agités.

Les opérations reprirent avant la fin de l'hiver. Bonet n'ignorait pas les dissensions des Asturiens et savait sans doute que Losada, pour protéger la Supérieure contre un coup de force de l'opposition, s'était rendu à Castropol à la fin de décembre 1810 et s'y attardait. Le 6 février, la brigade Valleteaux et un bataillon du 120^e exécutèrent un raid qui les mena à Tineo, à Luear et jusque sur la Navia. Les troupes espagnoles refluèrent dans les montagnes, en direction de Salime, découvrant Castropol. La Junte ne se crut plus en sûreté et le 8 elle se transféra à 7 kilomètres plus au sud, à la Vega de Rivedeo. Mais la précaution fut inutile : les Français se retirèrent derrière la Narcea avec leur butin et dès le 10 la Junte était de retour à Castropol (1).

Elle en fut tirée de nouveau au bout de 15 jours. Le haut commandement espagnol décida, en février, de replier ses troupes derrière la Navia, pour les regrouper et les réorganiser. La mesure causa parmi les populations d'entre Navia et Narcea, qui se trouvaient ainsi abandonnées à l'ennemi, un profond découragement et la Junte estima qu'il était de son devoir, pour soutenir leur moral, de se rapprocher du front. Le 25 février dans l'après-midi, elle quitta Castropol et alla s'établir à Mohias, sur la rive gauche de la Navia. Elle n'y resta pas longtemps, car les Français suivirent le mouvement

(1) José Maria de Santa Cruz à son père le marquis, 12 février 1811 : *Archivo Santa Cruz*. Losada à la Junte, 8, 9, 10, 16 février : *Actas*, l. 108, f. 16, 17, 30, 31. Séances des 8, 9, 10, 14 février : *ibid.*, f. 15 et 19. Bonet à Boyer, 15 février 1811 : *A. hist. Guerre, corr. Bonet*.

de recul de leurs adversaires et entrèrent à Luarca. La Supérieure ne se jugeant plus en sécurité se rejeta sur la frontière de Galice, à Figueras (11 mars) ; elle revint à Mohias le 14, puis le 16 recula de nouveau à Santa Maria de la Braña. Le 18, sur la foi de nouvelles qui annonçaient la retraite de l'ennemi, elle se lança en avant et alla s'établir à Mindeira. Mais ce déplacement était prématuré encore, car ce jour même Valleteaux, qui suivait avec 4.500 hommes la retraite de Bárcena, le trouva fortement retranché avec 5 ou 6.000 hommes au Puelo, à 5 kilomètres au nord-est de Cangas de Tineo : il l'attaqua, le battit complètement, et devant cet échec la Junte recula une fois de plus et revint à Mohias (20 mars). Ce fut pour quitter encore cette localité le 23 avril, à la suite d'informations qui annonçaient que les Français se concentraient à Grado et préparaient une nouvelle offensive. La Supérieure s'éloigna donc du front et s'installa de nouveau à Figueras (1). Elle y passa quelques semaines, jusqu'au milieu de juin. C'est alors que se produisit l'événement décisif qui allait lui permettre de finir ses jours dans une auréole de victoire, dans la capitale même de la province : les Français évacuaient les Asturies.

Par le décret du 8 janvier 1811, Napoléon avait créé en Espagne l'armée du Nord, qui comprenait les deux divisions de la jeune Garde établies en Vieille-Castille et les forces stationnées en Biscaye, en Navarre, à Santander, dans les Asturies, en Galice (la division Serras), à Salamanque, à Valladolid et à Burgos. Le commandement en fut donné à Bessières. Cette armée comptait 70.000 hommes en théorie, mais 59.000 seulement présents sous les armes (2). C'était peu pour un territoire pareil, sur lequel les troupes se trouvaient éparpillées sans que Bessières possédât au centre aucune masse de manœuvre. Aussi, afin de concentrer ses forces, le duc d'Istrie prit-

(1) Procès-verbaux des jours de déplacement indiqués ci-dessus : *Actas*, I, 108. Bonet à Laubardière, 25 mars 1811 : *A. hist. Guerre, Corr. Bonet*.

(2) En juin-juillet 1811, la position des troupes françaises était la suivante : vers Valladolid et Burgos, 2 divisions de la Garde, avec Roguet et Dumoustier, et 2 brigades de cavalerie (une légère avec Wathier, et une de la Garde avec Lepic) ; en Navarre, Reille avec 8.221 hommes ; en Biscaye, Caffarelli avec 7.543 ; dans les Asturies, Bonet avec 7.962 ; en Galice, Serras avec 5.063 : OMAN, *Peninsular War*, IV, 462 et 641.

il la résolution d'abandonner les Asturies : le 5 et le 6 juin, il ordonna à Bonet de se retirer par le col de Pajares.

La décision était grave, et Napoléon la désapprouva : « Mon Cousin, manda-t-il à Berthier le 8 juin, écrivez au duc d'Istrie qu'avant de faire évacuer les Asturies il pense bien à ce qu'il fait ; que je regarde cette mesure en elle-même comme fort mauvaise ;... que si le général Bonet évacuait les Asturies le duc d'Istrie serait obligé de le placer à Santander ; qu'alors il n'aurait fait que découvrir Léon et Valladolid et donner toute liberté aux insurgés d'inquiéter la plaine et de se porter même sur Astorga et Benavente ; que ce sera un pas rétrograde ; que la Junte d'Oviedo se reformera et infestera toutes ces montagnes ; que c'est une détestable opération... » (1).

Mais les observations de l'empereur arrivaient trop tard. Le 14, toutes les garnisons françaises des Asturies achevaient de plier bagage. Celles de Gijón, de Villaviciosa et de Siero (le 120^e) suivirent la côte en direction de Santander. Les autres (les trois régiments restants) quittèrent Oviedo, Grado, etc., et gagnèrent la province de Léon par le col de Pajares. Il ne semble pas que la retraite ait été sérieusement inquiétée (2). La joie fut immense dans la province. A Oviedo, de grandes fêtes s'improvisèrent sans tarder. Le 22, à 10 heures, un cortège se forma, ordonné suivant les usages de la ville : en tête, le trompette et le tambour municipaux, puis les magistrats de la cité, les secrétaires de l'*ayuntamiento*, enfin les employés et les massiers. Il se rendit solennellement au domicile du commandant-général en second, Losada, et le conduisit, lui et ses officiers, à la cathédrale où sous le triple porche le clergé les reçut, et où l'évêque, oubliant qu'il avait été très *afrancesado* pendant toute l'occupation, entonna le *Te Deum*. Une messe solennelle fut célébrée ; à l'offertoire, on prêta sur les Évangiles serment de fidélité à Ferdinand VII, l'évêque en premier lieu, puis Losada, l'épée nue, cependant que retentissaient les salves tirées par le bataillon de marine massé devant la cathédrale. Pendant trois nuits il y eut concerts et illuminations (3).

C'est dans cette atmosphère de triomphe que la Junte s'installa à Oviedo. Prévenue tout de suite de la retraite des Français, elle ne

(1) Napoléon à Berthier, 8 juin 1811 : *Corr.*, 17.785. OMAN, *op. cit.*, IV, 465.

(2) Séance du 16 juin : *Actas*, I, 108, f. 27. OMAN, *op. cit.*, IV, 465. Correspondance de Bonet, du 11 juin (date de réception du billet de Bessières) au 14 : *A. hist. Guerre, Corr. Bonet*. White à Walker, 29 juin 1811 : *Record Office*, W. O. I, 261, f. 315.

(3) Procès-verbal détaillé dressé par Felipe Suarez, *juez primero noble* d'Oviedo : *Archivo del Ayuntamiento*, Oviedo, *Actas del Ayuntamiento*.

se pressa point, peut-être par prudence, et c'est le 23 juin seulement qu'elle tint sa première séance dans la capitale recouvrée, dans la maison du lieutenant-général Joaquín Velarde. Le lendemain, elle adressa aux Asturiens une proclamation pompeuse où elle célébrait « l'aube du bienheureux jour du 14 juin, qui fera époque dans les annales de notre sainte révolution. » (1)

Oviedo fut le dernier lieu de séjour de la Junte. Les opérations militaires ultérieures, loin de menacer de nouveau la ville, s'en éloignaient de plus en plus, tournant en général à l'avantage des Espagnols. Wellington, qui luttait autour de Badajoz avec Marmont et Soult, craignit en effet une offensive de l'armée française du Nord contre la partie septentrionale du Portugal, où il ne lui restait que 12.000 hommes de troupes médiocres. Afin d'occuper ces forces françaises, il ordonna au commandant de la sixième armée espagnole, Santocildes, de les attaquer. C'est ainsi que Bonet, en retraite vers le sud, eut tout-à-coup sur les bras des effectifs très supérieurs aux siens. La brigade Valleteaux (119^e et 122^e), qu'il avait envoyée au secours de Serras, fut battue à Benavides (non loin d'Astorga) par Taboada que rejoignirent au moment décisif les Asturiens de Castañón ; Valleteaux fut tué (23 juin). Bonet lui-même, uni à Serras, fut battu à la Baneza le 28. Porlier pendant ce temps coupait les communications avec Santander, et il se rendit même un instant maître de la ville (14-15 août). Les troupes asturiennes se distinguaient donc dans cette offensive, revanche de tant de mois passés par l'ennemi dans la principauté (2). Lorsque les Français rétablirent la situation et reprirent Astorga, en septembre, la Junte Supérieure n'existait plus : remplacée le 21 août par la *Junta provincial*, elle s'était séparée au bon moment, dans toute l'auréole des succès militaires.

(1) La Junte, il est vrai, avait envoyé aussitôt à Oviedo deux commissaires, Mier et Miranda Arango, avec pleins pouvoirs. Losada à la Junte, 15 juin : *Actas*, I, 108, f. 28. Séances des 17, 18, 19, 23 juin : *ibid.*, f. 28, 31, 32. Proclamation de la Junte, 24 juin : *ibid.*, f. 32. (Losada avait déjà adressé une proclamation aux Asturies, le 18 juin : *Archivo del Ayuntamiento de Oviedo, Actas del Ayuntamiento*). Le Ministère de la Guerre et le Conseil de Régence envoyèrent à la Junte leurs félicitations : 26 juin et 11 juillet, *Ordenes del Ministerio de la Guerra*, I, 110, f. 18, et du *Ministerio de Hacienda*, I, 109, f. 112.

(2) OMAN, *Peninsular War*, IV, 461-466. On trouve peu de détails dans les documents asturiens sur ces actions qui se déroulaient hors de la province : rapports de Pablo Mier à la Junte, 27 juin et 11 juillet, *Actas*, I, 108, f. 37 et 27.

Si l'on fait le compte des périodes pendant lesquelles la Junte fut vraiment stable et tranquille, on n'en trouve guère que quatre : à Luearca, du 4 au 27 avril 1810 ; à Castropol, du 1^{er} août 1810 au 8 février 1811 ; à Figueras, huit semaines tout juste à partir du 23 avril ; à Oviedo enfin, du 23 juin au 23 août : au total, 360 jours environ. Sur les 18 mois que vécut la Junte, il y en eut donc 6 occupés par de simples haltes, des déplacements, des déménagements et des installations.

C'est là un fait qu'il ne faut pas perdre de vue. Le caractère administratif et même paperassier de la besogne qu'accomplit souvent la Junte porterait facilement à n'imaginer qu'une assemblée réunie en séance régulière, avec président, secrétaire, règlement, discussions posées, votes en règle et procès-verbaux méticuleux. Sans doute, la Supérieure présenta souvent cet aspect. Mais il faut se la représenter aussi sous une autre forme et évoquer parfois l'image d'un petit groupe d'hommes gravissant pendant des heures, sous la pluie asturienne, les rudes pentes des Monts Cantabriques, tandis qu'au-dessous d'eux, au fond de la vallée, brûle le hameau où la veille au soir encore ils avaient trouvé asile.

III

LA VIE INTÉRIEURE DE LA JUNTE

Lorsque la Junte tint sa première séance, le 4 mars 1810, elle était loin de comprendre des représentants de tous les districts asturiens, car dans la plupart des cas l'invasion française et le désordre qu'elle causait avaient empêché de procéder aux élections. La Supérieure se préoccupa de compléter dans la mesure du possible le nombre de ses membres, et à deux reprises (3 avril et 1^{er} septembre 1810) elle invita les districts non encore représentés à choisir chacun « une personne qui devra être instruite, patriote et désintéressée. On prendra garde, ajoutait-elle, que la nomination ne donne pas lieu à des intrigues, à des actes de corruption ou à des cabales » (1). C'est ainsi

(1) Séances des 3 avril et 1^{er} septembre 1810 : *Actas*, I, 105, f. 4 et 2.

que jusqu'au 17 octobre 1810, date à laquelle l'assemblée se réduisit à neuf membres, douze nouveaux députés vinrent prendre séance, et s'ajouter aux dix-sept présents le 4 mars, dont les noms ont déjà été cités.

Ce furent : le 13 mars 1810, Benito Menéndez, curé de Saliencia (pour le district de Somiedo) ; le 23 mars, Juan Ramón de Vega Caso (pour Caso) ; le 4 avril, José Fernández del Barrio, curé de San Julián de Quintana (pour Miranda) ; le 27 avril, Fernando Alvarez del Manzano (pour Quirós), et Juan de la Cruz Gonzalez Suárez (pour Labiana) ; le 16 mai, Gregorio de Jove Dasmarinas Valdes (pour Grado) ; le 19 mai, Pedro Miranda Flórez (pour Teverga) ; le 23 août, l'archidiacre de Villaviciosa, chanoine de la cathédrale d'Oviedo, Pedro Alvarez Caballero (pour Navia, en remplacement de Vicente Fernández Reguera) ; le 8 octobre, Juan María de Mier y Mestas (pour Cabrales) et Manuel Campomanes Valdes (pour Aller) ; le 14 octobre, Manuel Estebán Gonzalez de la Laguna, curé de Turiellos (pour Langreo) ; le 16 octobre, Manuel José Avello y Valdes (pour Luarca, en remplacement de Menéndez de Luarca) (1). Au total, le nombre des députés (*vocales*) qui prirent séance à la Junte s'éleva donc à vingt-neuf.

Certains des membres de la Supérieure avaient déjà joué un rôle important dans les affaires de la province. Jove Valdes, plus tard vicomte de Campo Grande, avait été nommé en 1805, à vingt-six ans, à la haute charge de procureur général de la principauté ; il exerçait ces fonctions lors du soulèvement de 1808, auquel il prit une très large part ; il fut un de ceux qui poussèrent ensuite La Romana à dissoudre la Junte Suprême, il fit partie de celle qui la remplaça et il la présida même à partir d'août 1809 ; il s'était distingué à deux reprises à la défense du pont de Peñaflor. Peón Heredia portait les titres de *Regidor perpetuo* et de président de la Junte sanitaire d'Oviedo ; il avait fait partie de la Junte Générale de 1802

(1) Les dates indiquées sont celles des séances où les nouveaux députés siégèrent pour la première fois : procès-verbaux de ces séances ; *Actas*, I, 105. Après la réduction de la Junte à 9 membres, on vit siéger également à la Junte le commandant-général en second, Losada (11 janvier 1811) et le Régent de l'*Audiencia*, Benito Hermosilla (3 juin 1811) ; mais c'était en vertu du règlement sur les Juntas provinciales et non comme représentants d'un district. — Les listes de députés données par VIGIL, *Cuadro del personal...*, 120, et par CANELLA SECADES, *Memorias Asturianas*, 52, portent en outre 3 députés qui furent bien nommés mais ne siégèrent jamais : Francisco Antonio de la Línara y Castrillón (pour Salime), Francisco Antonio Lombardero (pour Santa Eulalia de Oscos) et Alonso Canella y Gutierrez (pour Sobrescobio). En revanche, la première de ces listes omet Alvarez Caballero et Reguera, et la seconde Alvarez Caballero, Gonzalez Suárez, Mera et Cancio y Gutierrez.

et de la Junte Suprême en 1808 ; il était commandant général intérimaire des *alarmas*. Menéndez de Luarca avait été membre de la Junte Générale de 1802, de la Junte Générale extraordinaire de 1804 et de la Junte La Romana en 1809. Vega Caso avait siégé dans les Juntas Générales de 1804 et de 1805. De cette dernière avait fait également partie Mier y Mestas. Le soulèvement de 1808 avait mis en relief Miranda Flórez dans ses importantes fonctions d'intendant militaire, Acevedo, Cancio et Magadán dans celles de commandants d'*alarmas*, Avello dans les affaires locales de Luarca, Alvarez del Manzano dans les combats de juin 1809 et de février 1810. On sait enfin que Villanueva et Peón Heredia avaient joué un rôle important auprès des commissaires de la Junte Centrale Arce et Leiva. D'assez nombreux députés (et qui furent naturellement ceux qui marquèrent le plus dans la Junte) n'étaient donc pas des novices dans les affaires publiques, et certains possédaient une expérience politique et administrative assez étendue.

Parmi les députés, on comptait six ecclésiastiques : deux chanoines de la cathédrale d'Oviedo, Alvarez Caballero, chevalier de l'ordre de Charles III, et Riego Nuñez, — un archidiacre, Menéndez Florez, — trois curés de paroisse, Laguna, Benito Menéndez et Barrio. Trois étaient gens de loi : Villanueva avait rang d'auditeur à l'*Audiencia* d'Oviedo ; Francisco Acevedo était avocat à Coaña ; Alvarez del Manzano achevait en 1808 sa *Carrera de Leyes y Canones* et était *bachiler en ambos derechos*. Cinq étaient militaires, avec du reste des grades qui leur avaient été conférés en 1808 par la Junte Suprême : Miranda Flórez était intendant de l'armée, Peón Heredia colonel et gouverneur militaire de Villaviciosa, Matías Menéndez de Luarca colonel et gouverneur militaire de Luarca, Gregorio Jove Valdes et Mier y Mestas colonels également. Des quinze autres nous ignorons la profession ; tout porte à croire que c'étaient des propriétaires influents (*hacendados*) (1).

La situation sociale qu'occupaient les membres de la Junte ne signifie pas qu'ils fussent tous à l'aise au point de vue pécuniaire. Certains ne possédaient pas de fortune personnelle, tel Manzano en

(1) Sur Jove Valdes, cf. sa biographie dans FERNANDEZ DE MIRANDA, *Grado*, p. 296, et les papiers de l'*Archivo Jove* (en particulier états de services du 5 septembre 1816). Biographie de Manzano au procès-verbal du 15 novembre 1810, et de Peón Heredia à celui du 22 décembre : *Actas*, l. 106, f. 28 et 45-47 ; proclamation de Peón Heredia du 2 octobre (1809) : *Archivo Arias de Velasco*. Sur Menéndez de Luarca, D. MENENDEZ, *Biografía de R. Menéndez de Luarca*, 403 et 404. VALDES, *Memorias del Levantamiento*, passim ; VIGIL, *Cuadro del personal*... 98-111.

sa qualité de fils cadet. D'autres devaient pourvoir à l'entretien d'une nombreuse famille, comme Acevedo ou Peón Heredia, qui avait cinq enfants. La guerre en avait ruiné plus d'un ; la maison d'Acevedo était réquisitionnée pour le logement des troupes, les Français firent un casernement de celle de Menéndez de Luarca et celle de Laguna fut pillée à plusieurs reprises ; Bonet fit exécuter une razzia sur les biens de Peón Heredia, à Villaviciosa : on mit à sac un atelier de tissage qui lui appartenait, on enleva des grains, du cidre et 3 à 400 têtes de gros bétail ; les propriétés de Cuervo Arango furent confisquées par les Français. Enfin, la gêne où se trouvaient beaucoup de députés était accrue encore par les fréquents déplacements de la Junte, par « la grande cherté des vivres et des auberges », si bien que le 14 mai 1811 la Supérieure en s'adressant aux Cortès n'hésitait pas à leur signaler « le manque absolu de moyens de subsistance, qui fait qu'elle touche à la misère et à la mendicité » (1).

Aux *vocales* les plus nécessiteux, la Junte votait parfois un secours, ou bien elle leur accordait un congé de longue durée, mais toujours elle le fit avec discrétion (2). Le 2 novembre 1810, elle avait décidé en principe d'allouer à ses membres une indemnité parlementaire de soixante réaux (quinze francs) par jour « pour maintenir le décorum de leur personne et afin que dans l'intérêt général ils puissent assister régulièrement aux séances de cette corporation supérieure qui constitue le gouvernement de la principauté. » Mais on décida de demander au préalable l'approbation du Conseil de Régence, et jamais on ne le fit (3). La gratuité des fonctions de député avait sans doute des inconvénients (elle fut en particulier la cause de nombreuses absences irrégulières), mais on ne peut méconnaître le caractère de désintéressement qu'elle donne aux travaux de l'assemblée.

(1) José María de Santa Cruz à son père le marquis, 21 mai 1810 : *Archivo Santa Cruz*. Bonet au commandant Lustinger, 7 et 11 avril 1810 : *A. hist. Guerre, Corr. Bonet*. Lettres à la Junte de : Cuervo Arango, 13 septembre 1810 ; Peón Heredia, 30 octobre et 22 décembre ; Manzano, 15 novembre ; Laguna, 2 mars 1811 ; Acevedo, 23 mars : *Actas*, l. 105, f. 26 ; l. 106, f. 19, 45, 28 ; l. 108, f. 3 et 22. La Junte aux Cortès, 14 mai 1811 : *ibid.*, l. 108, f. 19. D. MENÉNDEZ, *Biografía de R. Menéndez de Luarca*.

(2) Secours accordés : à Alvarez Caballero, 2.000 réaux (500 fr.) le 23 août 1810 « pour soutenir le décorum et la dignité de son état » ; à Avello, 1.000 réaux fin novembre ; à Laguna, 1.000 réaux le 2 mars 1811 ; à Manzano, 1.000 réaux le 17 novembre, 672 le 13 janvier 1811, 1.600 le 4 mai, 1.000 le 2 mars. En revanche, la Junte refusa à Peón Heredia, le 22 décembre 1810, le droit de toucher sa solde de colonel. — *Actas*, dates des séances sus-dites ; Avello à Jove Valdes, 28 novembre 1810 : *Archivo Jove*.

(3) Séance du 2 novembre 1810 : *Actas*, l. 106, f. 3.

Dès sa première séance (4 mars 1810) la Junte avait nommé un président, un vice-président et un secrétaire, mais rien ne fut fixé relativement à la durée de leurs fonctions. Le règlement sommaire qui fut voté le 16 avril ne disait pas un mot du bureau, omission d'où résultèrent plus d'une fois des doutes et des discussions.

Le président nommé le 4 mars fut, on l'a vu, Antonio de Arce. Quand il eut démissionné, trois jours plus tard, la Junte resta quelque temps dans l'embarras, et ce fut le 21 seulement qu'elle fixa son choix : à la majorité, elle désigna pour la présider l'évêque de Santander, Rafael Menéndez de Luarda (le frère du député), qui, fuyant l'invasion française, se trouvait à ce moment à Rivadeo. On envoya auprès de lui Felipe Moldes pour lui faire accepter cette charge, mais le messenger revint peu après avec un refus formel. La Supérieure, fort contrariée, le renvoya à la charge, en lui confiant une lettre qui peignait « l'épais nuage de regret » dont un pareil refus avait « couvert le cœur de cette Junte et celui des bons Asturiens ». Cette deuxième tentative n'eut pas plus de succès que la première : Rafael Menéndez de Luarda (1) tenait trop à sa tranquillité pour s'embarquer en cette aventure, et la Junte, déjà abandonnée par Arce, dut se résigner à choisir dans son sein quelqu'un qui consentît à assumer la responsabilité de la présidence et à se charger « de donner une allure de fermeté et de solidité aux opérations ». A l'unanimité des six membres présents, l'assemblée élut Matias Menéndez de Luarda, jusque-là son vice-président (2).

La durée des fonctions de président ne fut jamais précisée nettement. Au bout de six mois d'exercice, Menéndez parla de démissionner, en alléguant que « d'après les coutumes et constitutions de la principauté la Junte doit procéder tous les deux ou trois mois à l'élection de son Président ». Ses collègues le réélurent alors pour un mois (12 septembre). Puis on le maintint en fonctions jusqu'au 17 octobre, date à laquelle la Junte devait se réduire à neuf membres. Les règlements ne fixèrent pas plus le rôle du président que la durée de sa charge. C'était en pratique un député comme les autres, qui

(1) Séances des 4, 21, 28 mars 1810 : *Actas*, I. 105, f. 2, 61, 98, 106. La Junte à Rafael Menéndez de Luarda, 24 mars : *ibid.*, f. 98. D. MENÉNDEZ DE LUARCA, *Biografía de R. Menéndez de Luarda*, p. 405. L'évêque était professeur de théologie à l'Université d'Oviedo : CANELLA, *Historia de la Universidad de Oviedo*, p. 446.

(2) Séance du 28 mars 1810 : *Actas*, I. 105, f. 106.

avait seulement la mission de veiller à l'ordre matériel des discussions. On jugea même que la présidence ne l'empêchait pas de continuer à représenter son district, et l'on n'admit pas à la Junte le représentant que l'*ayuntamiento* de Luarca avait élu pour le remplacer, Avello (22 avril 1810) (1). Menéndez de Luarca ne se regardait nullement comme le chef d'un cabinet parlementaire, chargé de diriger la politique générale et tenu d'avoir la majorité. Une affaire assez bruyante, qui se produisit le 13 septembre 1810, montre bien que telle n'était pas la conception qu'il se faisait de son rôle. Un député, Manuel Cuervo Arango, n'avait pas suivi la Junte dans sa fuite devant l'invasion et était resté en territoire occupé. Lorsqu'il se présenta de nouveau en séance, le 13 septembre 1810, convoqué pour les élections aux Cortès, Menéndez de Luarca déclara avec éclat que Cuervo ne pouvait siéger avant d'avoir justifié sa conduite devant le Tribunal de Vigilance. La discussion fut vive, et en fin de compte, par cinq voix contre deux l'assemblée donna tort à son président : celui-ci ne crut pas devoir démissionner pour autant (2). Au reste, Menéndez de Luarca semble avoir joui de l'estime de ses collègues et avoir rempli sa charge très consciencieusement. Son assiduité aux séances fut exemplaire.

Le *Real Orden* du 17 juin 1810, en réduisant à neuf le nombre des membres des Juntas Supérieures, donnait d'office la présidence au commandant de la province. La Junte ne se réduisit que le 17 octobre, et c'est le 13 janvier 1811 seulement que le commandant-général en second de la principauté, Losada, présida l'assemblée. Deux semaines avant, il l'avait sauvée des factieux qui voulaient la dissoudre par un coup de force : aussi les relations étaient-elles à ce moment cordiales, et de part et d'autre on montra beaucoup de courtoisie. Losada se retira d'ailleurs sitôt la séance ouverte, en s'excusant de ne pouvoir à l'avenir présider de manière effective, mais en réservant avec netteté son droit à le faire le cas échéant. De fait, il ne reparut plus que rarement à la Junte (3), et les travaux de l'assemblée furent désormais dirigés en pratique par le vice-président.

Ce poste avait d'abord paru de si peu d'importance qu'on ne le pourvut que lorsque Menéndez de Luarca partit en mission, le 14

(1) Séances des 22 avril, 12 septembre, 17 octobre : *Actas*, I, 105, f. 71, 25 et 25.

(2) Cuervo Arango à Menéndez de Luarca, 13 septembre 1810, et séance du même jour : *Actas*, I, 105, f. 26-29.

(3) *Real Orden* du 17 juin 1810 : *Ordenes del Ministerio de la Guerra*, I, 107, f. 47. Séance du 13 janvier 1811 : *Actas*, I, 108, f. 17. Losada ne présida plus la Junte que 6 fois : 4 en janvier (les 18, 20, 21, 25) et 2 en juin (les 24 et 25).

avril 1810. Les députés le confièrent alors à Peón Heredia, puis, le 2 juillet, à José Fernández del Barrio, curé de Quintana. Le 21 octobre, après la réduction de la Junte, on réélut Barrio pour un mois. Le 22 novembre, Mier lui succéda ; il fut réélu le 22 décembre, bien qu'ayant cru « devoir confesser ingénument qu'il ne possède pas les lumières et l'adresse voulues ». On le maintint en fonctions le 21 janvier, puis le 21 février, malgré les protestations de plusieurs *vocales* qui déclaraient ces réélections illégales. Enfin, le 21 mars, Peón Heredia fut appelé à lui succéder, mais comme il fut absent presque constamment, ce fut Mier qui continua à diriger les travaux de la Junte jusqu'à sa séparation (1).

Le règlement ne faisait pas plus mention du secrétariat que de la présidence et de la vice-présidence. L'assemblée le confia tout d'abord à Lorenzo Villanueva, puis le 25 août à Miranda Flórez, qui était vice-secrétaire depuis le 4 juin. Quand Miranda Flórez démissionna, le 25 octobre, la Junte se divisa sur la question de savoir si le secrétaire devait être ou non député. Malgré l'opposition de plusieurs membres, on résolut de le prendre en dehors de l'assemblée, afin qu'il pût consacrer tout son temps aux travaux de sa charge, et l'on fit choix d'un ancien membre de la Junte Suprême de 1808, Felipe Vásquez. Celui-ci entra en fonctions le 23 novembre, mais il fut nommé député aux Cortès en janvier 1811. Le poste de secrétaire fut alors occupé de nouveau par des députés, en particulier, à partir du 15 avril, par Alvarez del Manzano (2). Au début, le secrétaire était secondé par des sous-secrétaires, dont le nombre et les attributions furent fixés par un règlement du secrétariat approuvé par la Junte le 25 avril 1810. Ce règlement était l'œuvre du premier sous-secrétaire lui-même, Fernando Alvarez Miranda, professeur de droit à l'Université d'Oviedo et ancien secrétaire de la mission asturienne envoyée à Londres en mai 1808 ; aussi les choses y étaient-elles faites grandement : Alvarez Miranda établissait quatre sous-secrétaires,

(1) Ces élections avaient lieu au vote secret. Séances des 14 avril, 2 juillet, 21 octobre, 22 novembre, 22 décembre 1810, 21 février et 21 mars 1811 : *Actas*, I. 105, f. 41, 4 ; I. 106, f. 1, 32, 43 ; I. 108, f. 47 et 21.

(2) À sa première séance, la Junte avait également nommé un deuxième secrétaire, José Cuervo Castrillón, mais cette charge ne fut pas maintenue. Il fut décidé le 5 décembre (*ibid.*, I. 106) que Vásquez toucherait le même traitement que les députés, et comme ce traitement ne fut jamais qu'imaginaire, la Junte put lui donner le 30 mars 1811 (*ibid.*, I. 108), un certificat attestant qu'il avait rempli ses fonctions « sans le moindre intérêt ni aucune gratification ». — Séances du 4 mars et du 25 octobre 1810, du 6 juillet 1811 : *Actas*, I. 105, f. 2 ; I. 106, f. 9 ; I. 108, f. 12. Miranda Flórez à la Junte, 14 décembre 1810 : *ibid.*, I. 106, f. 29.

aux besognes soigneusement spécialisées, secondés eux-mêmes par des « assistants ». En pratique il n'y en eut jamais que deux, Alvarez Miranda et Francisco Cuervo, encore semblent-ils n'avoir été en fonctions que peu de temps (1). La tâche du secrétaire était certainement lourde, principalement à cause de la grosse correspondance avec les Juntas patriotiques. Il semble bien qu'en revanche il ait eu dans la Junte une influence appréciable, en raison de son obligation assidue aux séances ; cela est vrai surtout des semaines agitées de la grande retraite asturienne, où l'on vit l'assemblée, en dehors du président et de lui, se réduire à un seul député.

Quelques services annexes gravitaient autour de la Junte. Pour obtenir les renseignements d'ordre juridique et administratif dont elle avait besoin, elle s'était attaché (10 avril 1810), avec le titre de *Consultor*, Manuel María Acevedo, auditeur de l'*Audiencia* d'Oviedo, ancien membre de la Junte Suprême en 1808, et frère du général asturien tué au lendemain d'Espinosa. La Junte eut aussi un chapelain, d'abord Eugenio Ruiz, puis José Camarino, secrétaire de l'Inquisition (2). Elle décida, le 7 avril 1810, de s'entourer d'une garde d'honneur, qui serait composée de deux compagnies, une d'étrangers et une d'Espagnols, chacune à l'effectif de trois officiers, quatre sous-officiers, six caporaux et soixante-quatre hommes. — Mais en pratique rien de tout cela n'exista réellement. Les services du *Consultor* et surtout du chapelain paraissent bien avoir été tout fictifs. Quant à la garde, on la voit réduite le 3 novembre 1810 à un sergent et six hommes du régiment de Ferdinand VII. Encore le commandant-général en second les renvoya-t-il à leur corps le 21 avril 1811, malgré les protestations de la Junte (3).

En même temps qu'elle approuvait l'organisation de son secrétariat, la Junte vota son règlement intérieur, qui était l'œuvre de

(1) CANELLA, *Historia de la Universidad de Oviedo*, 442. Texte du règlement du secrétariat : *Actas*, 25 avril 1810, l. 105, f. 79 ; nomination d'Alvarez Miranda et de Cuervo : *ibid.* VALDES, *Memorias del Levantamiento*, 43.

(2) Nomination d'Acevedo, 10 avril 1810 : *Actas*, l. 105, f. 24. Sur le chapelain, *ibid.*, 21 juillet 1811, l. 108, f. 35. La gêne dans laquelle vivait Acevedo explique peut-être sa nomination à ces fonctions, qui eussent pu lui apporter quelque traitement : *papiers de Manuel María Acevedo*, passim, et en particulier début 1811.

(3) Manuel María Acevedo pouvait d'autant moins remplir ses fonctions de *Consultor* qu'il vécut à La Corogne au moins à partir d'avril 1811 : *papiers de Manuel María Acevedo*. — *Actas de la Junta de Guerra*, 7 avril 1810, l. 104, f. 11. *Actas*, séances des 3 et 14 novembre 1810, 21 et 22 avril 1811 : l. 106 et 108.

son *Consultor* (16 avril 1810). C'était un texte assez rudimentaire ; il laissait de côté des points importants, par exemple, comme on l'a vu, la durée des fonctions du président et du vice-président et la question de leur rééligibilité ; en revanche, il faisait souvent double emploi avec le règlement du secrétariat (1). Il ne fut d'ailleurs observé que d'assez loin, et n'empêcha ni les discussions ni les innovations.

Ce règlement fixait « de façon irrévocable » les heures des séances ; jusque là, ces heures avaient été 10 heures du matin et 5 heures du soir ; il les plaça désormais à 10 heures et 6 heures. On observa cette règle, dans la mesure du possible, jusqu'au printemps de 1811, où l'on décida de se réunir le soir à 7 heures seulement. Les séances du matin duraient trois heures, celles du soir trois ou quatre (2). Dans les périodes de calme, la Junte tint avec régularité ses deux séances quotidiennes, en supprimant de préférence celle du soir lorsqu'une seule suffisait. Elle ne s'en dispensait ni les dimanches ni les jours de fête, et malgré ses multiples déplacements on ne compte pendant les 18 mois de son existence que 49 jours où elle n'ait pas siégé, soit une moyenne de moins de trois jours par mois (3). Ainsi, le travail de l'assemblée ne fut pas toujours très efficace, à cause de l'instabilité de la Junte, mais il fut toujours des plus soutenus.

Le règlement intérieur, défectueux sur d'autres points, était assez précis en ce qui concernait la discipline des séances. Les députés ne pouvaient déposer de motions que par l'intermédiaire du secrétaire, et l'on devait fixer sur-le-champ le jour où on les discuterait. Le président ouvrait la séance en lisant l'ordre du jour ; puis il proposait le vote d'une résolution ; il avait le droit de s'opposer à toute discussion préalable. Le vote avait lieu suivant l'ordre d'ancienneté dans la Junte, et pendant tout le temps qu'il durait on ne pouvait ni présenter une observation, ni rectifier l'avis qu'on venait d'émettre. Ces prescriptions furent assez généralement observées, bien que des tentatives aient été faites pour modifier l'ordre de vote : Peón Heredia, qui votait toujours des premiers, étant des plus anciens, et Avello, qui votait toujours le dernier, n'ayant été admis que le 16 octobre, demandèrent, l'un (10 novembre 1810) que le premier

(1) Voir aux appendices le texte de ce règlement.

(2) Règlement de la Junte. Séances des 4 mars 1810, 11 janvier et 27 mai 1811 : *Actas*, I, 105, f. 3 ; I, 108, f. 15 et 51.

(3) Pour les mois de novembre-décembre 1810 et de janvier 1811, qui furent les plus calmes, on compta 84 séances du matin et 68 du soir. Le maximum des jours sans séances fut atteint en mai 1810 (14) et en juillet 1810 (10) ; mais du 16 août 1810 au 8 mars 1811, il n'y en eut pas un seul.

à voter pût réserver son avis, et l'autre (12 décembre) de ne pas toujours être le dernier à donner le sien « car, remarquait-il, mes réflexions qui, malgré mon insignifiance, ne laisseraient pas de persuader quelquefois, arrivent trop tard pour être entendues et examinées. » Ces demandes furent repoussées et l'on conserva l'ordre de vote traditionnel (1).

Les députés délibérèrent presque toujours en commun. Il y eut quelques essais de division du travail et de spécialisation, mais qui durèrent peu. Le 12 avril 1810, on avait institué une commission chargée des affaires importantes et secrètes, composée de Menéndez de Luarda, président, de Villanueva, secrétaire, et de Fernandez del Barrio : les événements militaires ne lui permirent pas de fonctionner longtemps. Le 28 septembre 1810, la Junte se divisa en trois sections : finances, guerre et justice ; mais la réduction de l'assemblée, moins d'un mois après, mit fin à cet essai (2).

En dehors du travail en séance ou en commission, les *vocales* eurent souvent à remplir des missions que leur confiait la Junte. Les plus fréquentes, mais les moins longues, étaient amenées par les événements militaires. Parfois elles étaient nécessitées par une avance des troupes espagnoles : c'est ainsi que le 22 mars 1810 et le 17 juin 1811 des députés furent envoyés à Oviedo que les Français venaient d'évacuer, afin d'y maintenir l'ordre, d'aider les généraux et de faire arrêter les *afrancesados* (3). Tantôt au contraire c'était une avance de l'ennemi qui faisait donner à quelques députés des pouvoirs spéciaux afin de rallier les troupes dispersées, d'exciter le zèle des autorités civiles etc. : telle la mission confiée à trois membres de la Junte, dont le président et le secrétaire, lors de la grande retraite de mai 1810 (4). Ou bien il s'agissait de se rendre sur le front à un moment où l'on redoutait une attaque, afin de faire prendre les précautions voulues : ce fut le rôle de Reguera le 8 mars 1810, peu avant l'offensive de Bonet. Ou bien encore, à la faveur d'un instant de calme, le président allait surveiller l'exécution d'un plan de réforme des troupes (14 avril 1810) (5). Lorsqu'un nouveau général prenait le com-

(1) Règlement intérieur, articles 1, 2, 9, 10, 11, 12, 13, 15. Séances du 10 novembre et 12 décembre 1810, : *Actas*, 1. 106, f. 18 et 23.

(2) Séances des 12 avril et 28 septembre 1810 : *ibid.*, 1. 105, f. 35 et 58.

(3) Les commissionnés furent en 1810 Peón Heredia, Reguera et Villanueva, et en 1811 Mier et Miranda Arango. Séances du 22 mars 1810 et du 17 juin 1811 : *Actas*, 1. 105, f. 92 et 1. 108, f. 28.

(4) Menéndez de Luarda, Miranda Flórez et Alvarez del Manzano : séance du 2 mai 1810, *ibid.*, 1. 105, f. 2.

(5) Séances des 8 mars et 14 avril 1810 : *ibid.*, 1. 105, f. 22 et 41.

mandement des troupes asturiennes, la Supérieure lui envoyait une députation pour le mettre au courant des affaires : c'est ce que l'on fit le 30 juillet 1810, jour où Miranda Flórez fut chargé d'aller exposer à Mahy, nommé commandant-général de la principauté, le mauvais état de l'armée ; de même, lorsque Losada arriva comme commandant-général en second, Jove Valdes et Alvarez Caballero lui transmirent les desiderata de la Junte relativement à certains officiers (1). Enfin, les missions les plus nombreuses furent motivées par la crise économique et les difficultés du ravitaillement. Le 18 avril 1810, on envoie Vega Caso faire des achats de grains. Le 20, Reguera va inspecter à Castropol les approvisionnements et l'hôpital militaire. Le 16 juin, Menéndez Flórez est chargé d'assurer le ravitaillement de la division Bárcena et des districts de la haute montagne, du côté de Somiedo. Le 22, Miranda Arango se rend à Pravia pour y préparer des dépôts de grains en vue d'une offensive. Le 9 décembre, Manzano et Laguna sont commissionnés pour surveiller les contrats passés pour l'habillement des troupes. Le 30 janvier 1811, Miranda Flórez est envoyé à l'armée « pour maintenir l'ordre et l'égalité dans les répartitions, pour entendre et juger les plaintes et contestations qui s'élèvent souvent sur ce sujet, pour donner des ordres afin que les troupes soient pourvues le mieux possible, pour informer la Junte Supérieure de tous événements. » Le 4 juillet, Mier et Manzano sont chargés de répartir entre les districts les rations de pain et de viande à fournir aux troupes (2). Aucune de ces multiples missions, il est vrai, ne pouvait être de longue durée, mais d'autres plus importantes privèrent la Supérieure pendant des mois entiers de la présence de certains députés.

Dès la première séance (4 mars 1810) on avait songé à faire appel à la province voisine, à la Galice, pour lui demander des secours de toute sorte, et aussi pour lui réclamer des capitaux appartenant aux Asturies, et qu'elle détenait. Miguel del Riego, chanoine de la cathédrale d'Oviedo, fut député avec cette mission auprès de la Junte de La Corogne. Il partit sans tarder, muni de 2.000 réaux pour ses frais de voyage, — et ne reparut que le 5 septembre. Encore fut-ce pour repartir le 12 afin de régler ses comptes à La Corogne, et comme il ne fut pas élu membre de la Junte réduite, il se trouva

(1) Séances des 30 juillet et 20 septembre 1810 : *Actas*, l. 105, f. 19 et 43.

(2) Séances des 18 et 20 avril, 16 et 22 juin, 9 décembre 1810, 20 et 30 janvier, 4 juillet 1811 : *ibid.*, l. 105, f. 67, 22, 30 ; l. 106, f. 18 ; l. 108, f. 29, 43, 4.

que par suite de sa mission il n'avait pas siégé plus d'une dizaine de jours (1).

Le voyage de Cadix retint moins de temps les députés que la Junte délégua auprès du Conseil de Régence. Elle n'en avait d'abord désigné qu'un, Cuervo Castrillón, qui reçut la mission d'obtenir du gouvernement tous les secours possibles (4 avril 1810). Le surlendemain du départ de Cuervo, la Supérieure résolut de lui adjoindre Peón Heredia, afin que les démarches fussent plus autorisées, plus nombreuses et plus faciles, et que les deux envoyés pussent « se communiquer leurs lumières » (18 avril). Cuervo et Peón s'embarquèrent à La Corogne, d'où ils gagnèrent Cadix, et furent de retour, Cuervo le 17 octobre et Peón le 5 novembre (2). Mais à Cadix ils avaient eu la surprise de rencontrer un de leurs collègues qui lui aussi venait solliciter le gouvernement. Alvarez Manzano avait été envoyé le 2 mai 1810 auprès de La Romana pour l'informer des revers que venait de subir la province et pour lui demander de faire une diversion ; il était accompagné d'un auditeur de l'*Audiencia*, qui avait été secrétaire de la *Junta de Guerra* asturienne, Zumalacarregui. Or La Romana prit sur lui d'adresser ces solliciteurs au Conseil de Régence, et c'est ainsi que tous deux continuèrent leur voyage jusqu'à Cadix. Quand la Junte l'apprit, elle les blâma et les rappela (4 août), mais après leur retour (13 septembre) elle leur vota des félicitations pour les résultats qu'ils avaient obtenus (3). L'absence d'Alvarez Manzano avait duré plus de quatre mois.

Celle de Benito Menéndez, curé de Salienca, fut tout aussi longue, bien qu'il eût été envoyé moins loin. Au moment où la Junte, réfugiée dans les montagnes de Somiedo, s'efforçait de rassembler et de réorganiser les troupes en débandade, elle s'était inquiétée de la division Castañón et du corps de partisans commandé par Escandón qui s'étaient retirés dans les massifs orientaux de la province et qui se trouvaient trop éloignés pour qu'elle pût avoir de l'action sur eux. Afin de les reprendre en main, elle commissionna auprès d'eux Benito Menéndez et Gonzalez Suárez « pour reconnaître ces deux corps, pour les organiser, pour y instaurer la discipline voulue,

(1) Séances des 4, 7, 12 et 16 mars, 3 octobre 1810 : *ibid.*, l. 105, f. 19, 31, 45, 3.

(2) La Junte au Conseil de Régence, 16 avril 1810 ; séances des 4, 18 et 19 avril 1810 : *Actas*, l. 105, f. 45, 11, 62 et 64.

(3) La Junte à Riego, 21 mars 1810, et au Conseil de Régence, 16 avril et 29 mai : *Actas*, l. 105, f. 59, 45 et 37. Séances des 4, 16, 18, 25 avril : *ibid.*, f. 11, 44, 62, 76. La Junte à La Romana, 2 mai : *ibid.*, f. 3^e : séances des 4 août et 8 octobre 1810 : *ibid.*, f. 3 et 15.

pour obliger leurs chefs à s'approcher de l'ennemi, de façon à appeler son attention, enfin pour leur donner le cas échéant un autre chef qui les conduise à la défense de la province et les tire de l'inaction où ils sont restés jusqu'ici » (16 mai 1810). Les commissionnés partirent, munis de 16.000 réaux (4.000 francs) et suivis d'un convoi de six bêtes de somme chargées de munitions et de pierres à fusil. Gonzalez Suárez resta trois mois dans la partie orientale, et Benito Menéndez ne reparut à la Junte que le 20 septembre, ayant donc passé quatre mois à cette « Commission de l'Orient » (1).

La multiplicité de ces missions n'était pas sans présenter des inconvénients. Les députés ainsi détachés étaient portés à s'attribuer des pouvoirs exagérés ; la Junte dut un jour adresser un blâme à la Commission de l'Orient qui s'était arrogé le droit d'émettre du papier timbré dans les districts de sa juridiction (3 août 1810) (2). Mais surtout, toutes ces absences contribuaient à réduire de façon excessive le nombre des *vocales* en séance : du 18 avril au 18 mai 1810 on vit dix députés partir en mission, dont cinq au moins ne pouvaient être de retour avant un long temps ; si on leur ajoute Riego, déjà installé à La Corogne, on conviendra que c'était beaucoup pour une assemblée qui comptait alors 23 membres en théorie, et beaucoup moins en pratique (3).

Les causes d'absence étaient en effet nombreuses. Il y avait d'abord les raisons de santé. Un député malade, Moldes, était simplement dispensé d'assister aux séances (28 mai 1810) ; deux autres, Manzano et Barrio, recevaient un congé d'un mois (3 octobre 1810 et 13 janvier 1811) ; Villanueva obtint la permission de se rendre « dans un pays où il y ait des médecins » (4 juin 1810) ; le président Menéndez de Luard fut autorisé à se retirer chez lui « sans limitation de temps » (2 juillet 1810) (4). Les demandes de congé sont aussi fondées sur d'autres motifs. Barrio avait invoqué, outre sa santé,

(1) Gonzalez Suárez était de retour le 23 août. Séances des 16 et 31 mai 1810 : *Actas*, l. 105, f. 10 et 44.

(2) Séance du 3 août : *ibid.*, f. 3.

(3) Missions de courte durée : Vega Caso et Reguera. A l'armée : Menéndez de Luard, Miranda Flórez et Alvarez Manzano. Missions de longue durée : Cuervo Castrillón et Peón Heredia à Cadix, Alvarez Manzano auprès de La Romana, Benito Menéndez et Gonzalez Suárez dans les districts de l'Orient.

(4) Séances correspondant aux dates indiquées : *Actas*, l. 105, f. 35 ; l. 108, f. 18 ; l. 105, f. 3, 7 et 4.

l'impossibilité où il était de négliger plus longtemps son service paroissial. Assez inattendu est le prétexte présenté par Alvarez Manzano : « mon manque de lumières, que la Junte aura reconnu depuis que j'ai l'honneur de siéger parmi ses membres ». Enfin, plus d'une demande de congé est fondée sur la pauvreté du député et l'impossibilité où il est de vivre hors de chez lui. Laguna reçut ainsi l'autorisation de s'absenter pour deux mois (2 mars 1811). Alvarez Manzano, celui qui se déclarait incapable d'esprit comme de corps, invoqua aussi ce prétexte avec ténacité ; à l'expiration du congé d'un mois qu'il avait obtenu le 3 octobre, il en usa même pour donner sa démission, qui fut rejetée par la Junte (30 octobre) ; il la représenta le 17 novembre et le 25 décembre avec le même résultat, mais en obtenant un nouveau congé ; il la donna de nouveau le 20 avril 1811, puis enfin le 4 mai, toujours avec le même insuccès (1).

C'était là montrer peu de zèle pour le service. Et Manzano n'était pas le seul qui cherchât à se débarrasser de l'honneur trop lourd que représentait un mandat de député. Gonzalez Suárez représentait le district de Laviana, situé dans la partie ouest de la province ; le 8 septembre, il déclara à la Junte que ses pouvoirs venaient d'être révoqués par ses commettants, et tout en protestant pour la forme il s'empressa de saisir ce prétexte pour ne plus assister aux séances. La Junte lui assurait qu'il pouvait siéger, il protestait que la chose n'était pas si certaine, et après quelques jours de cette ridicule correspondance, on reçut l'avis officiel que l'*ayuntamiento* du district avait en effet révoqué, le 23 août, les pouvoirs de son représentant. La Junte se résigna alors à reconnaître le fait accompli, et Gonzalez Suárez, à sa grande satisfaction semble-t-il, cessa de faire partie de l'assemblée (13 septembre 1810) (2). Peón Heredia était fort mécontent d'avoir été maintenu en fonctions lorsque la Junte avait été réduite à neuf membres. Aussi imagina-t-il, le 21 février 1811, d'exhiber à ses collègues l'ordre de réduction des Juntas, qui portait

(1) Séances des 3 et 30 octobre, 17 novembre, 25 décembre 1810, 13 janvier, 2 mars, 20 avril, 4 mai 1811 : *Actas*, l. 105, f. 3, 18 ; l. 106, f. 26 et 56 ; l. 108, f. 18, 3, 37, 7.

(2) Correspondance entre Gonzalez Suarez et la Junte, du 8 au 13 septembre 1810 : *ibid.*, l. 105, f. 13 à 26. Une autre démission fut officiellement acceptée : celle de Reguera, en août 1810. Mais il y en eut certainement d'autres dont les *Actas* ne font pas mention. C'est ainsi qu'Alvarez Pato, Amezaga, Cancio, Golpello, Magadán et Mera, qui étaient présents à la séance inaugurale, disparurent dès mars ou avril. Villanueva, qu'en juillet ses électeurs avaient manifesté le désir de relever, ne repa-rait plus à partir de cette époque ; en mars 1811 il exerçait ses fonctions de magistrat en Galice (Peñalva à Santa Cruz, 19 mars 1811 : *Archivo Santa Cruz*). Au 21 octobre, le nombre officiel des députés était de 19.

que chaque année l'on devait remplacer trois députés : il prétendait que l'année devait compter, non pas à partir du jour où la Junte s'était réduite (17 octobre 1810), mais à partir de celui où elle avait tenu sa séance inaugurale (4 mars 1810), et que c'étaient forcément les plus anciens (dont il était) qui devaient être remplacés. La manœuvre était trop grossière, et la Junte ne s'y prêta pas (1).

Encore faut-il dire que ceux qui cherchaient un motif légal pour s'absenter ou se retirer étaient parmi les plus consciencieux. Plus nombreux étaient ceux qui le faisaient sans permission aucune. Le 30 mars 1810, sur 17 membres, il y en avait six en absence irrégulière, plus du tiers. Du 25 février au 17 avril 1811, Peón Heredia assista à *une* séance. Acevedo, qui ne s'était déjà pas signalé par une assiduité exemplaire et qui à deux reprises en 1810 avait reçu l'ordre de rentrer immédiatement, s'absenta du 7 janvier au 19 février 1811 ; puis il repartit le 2 mai et la Junte se sépara le 21 août sans qu'il eût reparu ; si l'on tient compte des autres absences plus courtes, mais continuelles qu'il faisait, on constate que du 1^{er} janvier au 21 août 1811 il resta en tout 50 jours à son poste (2). Ces absences avaient souvent pour cause la lassitude. Également, dans les périodes de revers militaires et de retraites, plus d'un député fut réellement dans l'impossibilité matérielle de rejoindre ses collègues, en leurs rapides déplacements. Mais la plupart des *vocales* absents, il faut le répéter, l'étaient parce qu'ils n'avaient plus de quoi vivre (3).

La Junte fit des efforts constants pour rallier ces dispersés. Sans se lasser, elle leur envoyait l'ordre de rentrer : le 30 mars, le 11 mai, le 7 juin, le 8 juin, le 28 septembre, le 30 octobre 1810, le 13 avril 1811. Au seul Acevedo on écrivit dans ce sens, en 1811, le 6 février, le 7 mars, le 16 avril, le 15 juin. Au début, ces injonctions n'étaient accompagnées d'aucune menace de sanction. Manuel María Acevedo, l'auteur du règlement intérieur, en avait cependant prévu une « qui en même temps qu'elle ne sera pas dégradante, poussera à plus d'assiduité : elle pourra consister en deux bouteilles de vin généreux, ou quelque chose d'équivalent, qui sera irrémissiblement exigé. »

(1) Séance du 21 février 1811 : *Actas.*, l. 108, f. 48. Peón Heredia avait vite perdu toute espèce d'enthousiasme. Le 13 avril 1811, il signala à la Junte que le lieu où elle siégeait, Mohias, était exposé à une incursion de l'ennemi, « qui peut facilement, ajouta-t-il, nous couper, s'emparer de nos papiers et peut-être même de nos personnes, ce qui serait le moindre mal pour la province, du moins en ce qui concerne la mienne... » : *Actas.*, l. 108, f. 22.

(2) Pendant cette période, il ne fit qu'une demande régulière de congé, le 23 mars ; la Junte passa à l'ordre du jour : *Actas.*, l. 108, f. 22.

(3) Cf. en particulier la discussion du 24 mars 1811 : *ibid.*, l. 108, f. 23.

La Junte repoussa cet article (16 avril 1810) ; elle eut peut-être tort. En tout cas, elle dut promptement revenir à l'idée de sanction. Le 7 juin, les absents sont prévenus « que s'ils ne se présentent pas immédiatement aux séances la Junte, quoique avec regret, se verra dans la nécessité de rendre compte à Sa Majesté [le Conseil de Régence], sans parler des autres mesures qu'elle jugera nécessaires ». Plus tard, on fixe une date extrême pour le retour, avec une amende en cas de désobéissance : 1.000 ducats à Peón Heredia (30 octobre), 200 à Acevedo (7 mars 1811). Les intéressés rejoignaient parfois ; Acevedo, le 7 mars, parut dans la salle des séances sitôt la résolution qui le concernait votée ; à vrai dire, ce fut pour disparaître dès le lendemain pour une semaine. Peón Heredia déclara qu'il était enrhumé. D'autres faisaient la sourde oreille et ne répondaient point (1).

La désertion des séances contraignit bientôt la Junte à limiter le nombre des absences régulières elles-mêmes, en réduisant celui des députés en mission. La première mesure, prise pendant la grande retraite de mai 1810, fut radicale : on les rappela tous, même ceux envoyés à Cadix (14 mai). En pratique, la situation ne changea guère, car on ne tarda pas à donner de nouvelles missions ; on vit d'ailleurs bientôt qu'on était allé trop loin, et l'on revint sur la décision prise en ce qui concernait les délégués à Cadix (6 août). Il y eut un deuxième rappel général des détachés (ils étaient au nombre de cinq) lorsque la Junte eut à élire son député aux Cortès (8 septembre) ; exception fut faite cependant pour le *vocal* qui à ce moment constituait à lui tout seul la commission de l'Orient, Benito Menéndez, qui se trouvait trop éloigné (2).

Malgré tous les efforts pour obtenir un nombre raisonnable de présents, la Junte ne se composa jamais en pratique que de quelques députés. Dès la deuxième séance, le 5 mars 1810, on n'en comptait plus que 13 présents sur 17, puis 12 le lendemain, 11 le 9, 8 le 10 et 7 le 11. A partir du 20 avril, leur nombre oscilla entre quatre et six, et dans les temps troublés de mai-juin il dépassa bien rarement quatre. Même après l'installation à Castropol on retrouve cette moyenne de quatre du 1^{er} au 11 août. On atteignit la dizaine en septembre (3). Le maximum de présences fut obtenu le 17 octobre,

(1) Procès-verbaux des séances indiquées ci-dessus : *Actas*, l. 105, 106, 108. Règlement intérieur, art. 18 : *ibid.*, l. 105, f. 55.

(2) Séances des 14 mai, 6 août, 8 septembre 1810 : *Actas*, l. 105, f. 8, 4 et 15.

(3) On ne saurait donner la moyenne exacte des présences pour chaque mois, car

après qu'on eût battu le rappel afin de procéder à la réduction de la Junte : il y eut ce jour-là dix-sept députés en séance sur dix-neuf que comptait alors l'assemblée.

La Junte une fois réduite à neuf membres (18 octobre 1810) conformément au *Real Orden*, la proportion des présences fut d'abord plus satisfaisante, et l'assemblée se trouva même généralement au complet pendant le mois de décembre : c'est qu'alors les *vocales* seraient les rangs pour résister au coup de force qui, on le verra, les menaçait à ce moment. Il en fut de même en août 1811, au moment où la province s'app préparait à nommer la Junte Provinciale qui devait remplacer la Supérieure : le nombre des présences monta à six ou sept. Mais en mars 1811, sur 28 jours de séance, 20 jours avaient réuni trois députés seulement.

Cet état de choses pourrait porter à croire que les *vocales* s'intéressaient peu aux affaires de la principauté, et il n'est pas douteux qu'en effet c'était le cas pour certains. Mais il faut répéter que bien souvent c'étaient les événements et la pauvreté qui empêchaient les députés d'assister aux séances. Beaucoup d'absents, une fois de retour à la Junte, montrèrent par leur travail et leur dévouement qu'il eût été injuste de conclure de leur irrégularité à leur indifférence. Enfin, plusieurs *vocales* donnèrent d'honorables exemples de constance et d'assiduité : Menéndez de Luarda pendant toute sa présidence, Villanueva et Miranda Flórez pendant les dures semaines où ils exercèrent le secrétariat, Miranda Arango pendant toute la durée de son mandat.

Du reste, s'il n'avait pas existé dans l'ensemble une réelle bonne volonté, on peut croire que la vie intérieure de la Junte n'eût pas présenté l'allure malgré tout assez régulière qu'elle conserva presque toujours. Car enfin si le règlement était imparfait et les absences trop nombreuses, on observa généralement les règles et les méthodes de travail normales, et cela malgré les déplacements et les fuites, malgré aussi les discordes et les dissensions. C'est que la vieille *Junta General del Principado* avait familiarisé les notables asturiens avec le fonctionnement des assemblées représentatives ; c'est aussi qu'en

il arrive plus d'une fois au secrétaire d'omettre de noter les noms des députés en séance. En général, ces noms figurent au procès-verbal, avec la formule d'usage : « *Congregados los Sres del margen, se acordó...* »

grande majorité les députés comprenaient qu'ils avaient une tâche à remplir, et qu'ils voulaient s'en acquitter, si lourde qu'à certains moments elle pût leur paraître.

IV

LA RÉDUCTION DE LA JUNTE. LA FIN DE LA JUNTE

(18 octobre 1810 et 21 août 1811)

« Vu que l'expérience a montré les inconvénients qu'entraîne le nombre excessif des individus qui composent les Juntas Supérieures de gouvernement, ainsi que la confusion et l'incertitude qui règnent nécessairement dans les méthodes et les décisions d'assemblées aussi nombreuses ; vu la nécessité de mettre fin aux maux que cause l'extension indéfinie de leurs pouvoirs ; vu celle de contenir l'arbitraire des populations qui au cours d'émeutes se sont parfois arrogé le droit de supprimer des Juntas et d'en créer de nouvelles, introduisant ainsi le désordre et l'anarchie ; vu qu'il semble opportun et de bonne politique d'imiter les dépositaires de l'autorité souveraine qui ont réduit leur nombre en remplaçant la Junte Suprême par la Régence, et de réduire de la même façon, pour le bien du service, les instruments immédiats de cette autorité, le Conseil de Régence a décrété :

1^o Le nombre des membres des Juntas Supérieures de gouvernement se réduira à 9, non compris le président. Les Juntas procéderont elles-mêmes et sans tarder à cette réduction ; elles s'efforceront de conserver dans leur sein ceux de leurs membres qui présentent les conditions voulues de zèle, de lumières et de patriotisme, et en même temps possèdent des biens ou des revenus suffisants pour pouvoir vivre décemment (1) ».

Rendu à Cadix le 17 juin 1810 et transmis le 26 août, ce *Real Orden* arriva à la Junte Supérieure le 8 octobre. Tous les membres absents furent aussitôt invités à rejoindre dans les huit jours pour délibérer de l'affaire, et le nombre des députés en séance monta en peu de temps de 10 à 17 (2).

(1) *Ordenes del Ministerio de la Guerra*, t. 107, f. 47.

(2) Séance du 9 octobre 1810 : *Actas*, t. 105, f. 13.

Cette réduction de la Junte donna lieu à des complots et à des intrigues dont on sent le fourmillement, sans pouvoir bien en préciser les buts. L'assemblée siégeait alors à Castropol, et c'est sur la question de savoir si le vote de réduction aurait lieu dans cette localité ou à Cangas de Tineo que les députés se divisèrent. Ceux de la région de Castropol avaient contre la Supérieure des griefs dont on verra plus loin l'exposé et qui se fondaient sur l'insuffisante représentation accordée à leurs districts dans la Junte ; ils tenaient à ce que l'élection eût lieu sur place, comptant probablement sur la pression de la population pour donner dans la Junte réduite la majorité aux Castropoliens. Les autres, pour échapper à cette pression, voulaient que pour le vote de réduction l'assemblée se transférât à Cangas de Tineo. Ce fut le second clan qui prit l'offensive, le 16 octobre, profitant de ce que le député de Castropol même, Cuervo Castrillón, était absent (il se trouvait en mission, mais devait revenir sous peu). Restaient ceux du *partido* de Castropol, Acevedo et Moldes : on usa d'un subterfuge pour les éloigner. Le 14, on avait célébré une messe d'actions de grâces pour l'échec des Français en Portugal, et la Supérieure avait décidé de faire distribuer des aumônes aux pauvres : le 16, le président chargea de cette répartition les deux *vocales* gênants ; on leur en adjoignit un troisième dont on n'était pas sûr, Campomanes Valdes, et pendant que tous trois remplissaient leur charitable mission on vota le transfert à Cangas de Tineo ; le départ devait avoir lieu le lendemain (1). Mais les Castropoliens, sitôt qu'ils furent au courant, réagirent avec vigueur. Moldes et Campomanes déposèrent le 17 au matin une énergique protestation où ils dénonçaient la manœuvre de leurs adversaires et les menaçaient en termes à peine voilés d'un soulèvement populaire : « Le peuple nous rendra responsables sur nos têtes, et ce n'est pas peu de chose... Croit-on satisfaire la population par ces procédés ?... Détrompons-nous, Monsieur le Président. Que l'histoire de nos voisins nous rende plus prudents : ...la guillotine et la lanterne ont châtié [en France] les intrigues et les cabales, et presque tous leurs auteurs en furent victimes. Pensons-nous que le peuple espagnol ne se vengera pas des procédés maladroits et des arrières-pensées suspectes avec lesquels nous traitons le plus grand de tous ses intérêts..? » La vigueur de cette résistance fit d'autant plus d'impression sur la

(1) Sur les réclamations de Castropol, voir ch. IV, § III. Séances des 13 et 16 octobre : *Actas*, I, 105, f. 21 et 24. Moldes et Campomanes à la Junte, 17 octobre : *ibid.*, f. 26.

Junte que le député de Castropol, Cuervo Castrillón, venait d'arriver, que la population était au courant de l'affaire et qu'elle ne cachait pas ses sentiments. Pour sauver la face, la Supérieure maintint le principe du transfert à Cangas, mais elle décida de procéder sur-le-champ et sur place à la réduction : les Castropoliens l'emportaient (1).

Une manœuvre de leurs adversaires faillit pourtant leur ôter la victoire. On avait décidé que chacun des 16 députés présents recevrait 15 bulletins portant les noms de ses collègues ; il en choisirait 9, qu'il mettrait dans l'urne. C'est ce qui fut fait. On aurait donc dû trouver 16 fois 9 bulletins, soit 144 : on n'en trouva que 143. Que ce fût là une erreur ou (plus probablement) une manœuvre, le vote était faussé. Il était une heure du matin, et il y avait huit heures qu'on était en séance : on décida donc de prendre un peu de repos et de ne recommencer les opérations qu'à dix heures. Les adversaires de Castropol avaient ainsi obtenu un délai. Ils le mirent à profit, et sitôt la Junte réunie de nouveau on lut une lettre de Benito Menéndez, Jove Valdes et Menéndez Flórez (2) qui demandaient l'exécution de la décision prise l'avant-veille et le départ immédiat pour Cangas de Tineo. Mais le vote leur fut défavorable, et cette fois ils ne purent plus que manifester leur mauvaise humeur. Jove, qui seul des trois signataires était venu à la séance, fit mine de la quitter et il fallut l'ordre du président et la menace de 200 ducats d'amende pour le retenir. Benito Menéndez, que le scribe envoyé à sa recherche rencontra se promenant dans la ville, refusa de se présenter à la salle des séances, se déclarant malade, et Menéndez Flórez invoqua la même raison. Un autre opposant, Cuervo Arango, avait disparu dès le matin de l'auberge où il logeait et demeura introuvable.

Les neuf députés que le vote désigna pour faire partie de la Junte réduite furent Francisco Acevedo avec douze voix, Fernández Barrio et Mier avec onze, Miranda Flórez avec dix, Avello, Laguna et Manzano avec neuf, Peón Heredia avec huit et Miranda Arango avec sept (3).

Nous ne connaissons pas suffisamment les clans que formaient les *vocales*, leurs sympathies ou antipathies respectives, pour pouvoir commenter ces résultats. Des quatre députés qui venaient de lutter

(1) *Ibid.*, et procès-verbaux du 16 et du 17 : f. 36.

(2) Députés de Somiedo, Grado et Cangas de Tineo : à la Junte, 18 octobre, *ibid.*, f. 37.

(3) Venaient ensuite Vega Caso (6 voix), Caballero, Cuervo Castrillón et Moldes (6), Jove Valdes (3), Benito Menendez, Menendez Flórez et Riego (2), Campomanes et Cuervo Arango (1). Procès-verbal du 17 octobre 1810 : *Actas*, I, 105, f. 36-40.

pour Castropol, trois étaient éliminés, mais Acevedo était élu en tête de liste, résultat dont il est difficile de démêler la signification. Un fait apparaît plus nettement : sur les dix députés que cette réduction rendait à leurs occupations et à leurs intérêts personnels, huit étaient des « anciens » : sept siégeaient depuis mars et un depuis mai ; quatre « anciens », il est vrai, étaient maintenus en fonctions, mais deux étaient absents au moment du vote. En revanche, sur les quatre députés installés depuis le début d'octobre seulement, trois étaient conservés dans la Junte réduite. En résumé, on remettait ce lourd honneur que représentait un mandat aux « nouveaux » et, parmi les « anciens », aux absents (1). Parmi les membres de la Junte réduite, deux avaient exercé les fonctions de vice-président et deux étaient allés en mission à Cadix ; deux étaient ecclésiastiques (Barrio et Laguna), trois militaires (Mier, Miranda Flórez et Peón), deux gens de loi (Acevedo et Manzano).

Quoique plusieurs d'entre eux fussent très satisfaits de se voir délivrés de leurs mandats, les députés furent unanimes à protester auprès du gouvernement contre la réduction de la Junte, qu'ils déclaraient contraire aux usages et privilèges de la principauté (2). Ce fut exactement la même attitude que prirent les membres de la Junte réduite sept mois plus tard, lorsque vint le moment de céder la place à une nouvelle assemblée. Le 18 mars 1811 parut à Cadix un règlement que les Cortès venaient d'adopter au sujet des Juntas provinciales ; il en fixait le mode d'élection, de renouvellement et les fonctions. C'est le 18 mai seulement qu'il parvint aux députés asturiens, et aussitôt tous les absents furent convoqués pour délibérer de cette importante affaire (3).

Les sentiments personnels des députés ne laissent guère de doute ; ils étaient las, excédés, ruinés : « Les membres de la Junte Supérieure actuelle se sont dévoués pendant le long espace de seize mois...

(1) Députés anciens maintenus : siégeant depuis mars, Acevedo, Peón et Miranda Arango (les 2 derniers absents au moment du vote) ; siégeant depuis avril : Barrio et Manzano ; siégeant depuis mai : Miranda Flórez. Députés nouveaux maintenus : Avello, Laguna et Mier ; non maintenu : Campomanes.

(2) Séance du 17 octobre 1810 ; la protestation fut renouvelée le 30 janvier 1811 : *Actas*, I, 105, f. 36 ; I, 108, f. 42.

(3) Séances des 18 et 21 mai : *ibid.*, I, 108, f. 35. Le règlement était parti de Cadix le 9 avril.

remplissant leurs fonctions à leurs frais, leurs biens occupés et volés par l'ennemi commun ; ... ils ne peuvent plus subsister, à la suite des immenses sacrifices consentis pour le bien de la cause commune, et il leur est absolument impossible de conserver leurs mandats, car ils n'ont pas de quoi vivre. » Et pourtant, la Junte résista aussi longtemps qu'elle put à la dissolution. Il y avait là sans doute de l'esprit de corps, peut-être la rancœur d'avoir à céder la place au moment où le succès couronnait enfin des efforts obstinés, peut-être aussi le désir de rappeler bien nettement, avant de disparaître, tous les services rendus. Surtout, il y avait le vieil esprit particulariste et la crainte que la nouvelle institution ne remplaçât de façon définitive l'antique *Junta general del Principado*. La Supérieure fit donc une résistance de six semaines avant de se décider à convoquer les électeurs.

Tout en invoquant ouvertement les franchises et libertés des Asturies, elle crut habile de s'appuyer surtout sur d'autres raisonnements, plus spécieux. Le principal était fondé sur l'article 12 du règlement rendu par les Cortès, lequel déclarait que les provinces occupées par les Français différeraient jusqu'au jour de leur libération les élections des nouvelles Juntas provinciales ; Peón Heredia avait découvert ce prétexte, et on le développa tout au long dans une lettre aux Cortès, le 10 juin. En outre, la Junte interprétait à sa façon l'article 6, qui stipulait que les membres des Juntas provinciales seraient renouvelés par tiers : elle prétendait qu'on procédât simplement au renouvellement du tiers de ses propres membres, et qu'il ne pouvait être question de les remplacer tous. Le commandant-général en second, Losada, qui était président de droit de la Supérieure, n'était pas du même avis, et il échangeait avec elle de longues lettres à démonstrations (1). Mais la position juridique de la Junte était faible et peut-être sa volonté de résistance tout apparente. L'évacuation de la province par les Français, le 14 juin, fit tomber son principal argument et, le 7 juillet, elle se décida à communiquer aux districts le règlement pour l'élection de la nouvelle assemblée.

Conformément aux ordres du 18 mars, les élections se firent suivant la même méthode que celles aux Cortès : tout Espagnol âgé de 25 ans et domicilié avait droit de vote ; chaque paroisse députait au chef-lieu du district des délégués chargés de nommer les *electores*

(1) Séance du 2 juin 1811 : *Actas*, 1. 108, f. 2. La Junte à ses députés aux Cortès, sur l'article 12, 10 mai ; à la Régence, 30 avril et 10 juin ; à Losada, 15 juin ; Losada à la Junte, 15 juin : *ibid.*, f. 19, 50, 15, 21-24.

concejales, et ceux-ci enfin se réunissaient au chef-lieu de la province pour élire les membres de la Junta provinciale. La Supérieure fixa pour cette dernière opération la date du 8 août. Au jour indiqué, les électeurs se trouvèrent réunis à la cathédrale d'Oviedo, dans la salle du chapitre (1). Ils étaient présidés par un bureau, qui d'après le chapitre 9 des instructions particulières aux Asturies devait se composer « du capitaine-général de la Principauté, du Régent de la *Real Audiencia* d'Estrémadoure, si la commission que lui a confiée S. M. dure toujours [il y avait seize mois que Leiva s'était enfui de la province !], de l'évêque d'Oviedo, du Régent de la *Real Audiencia*, de deux membres de la Junta de la principauté nommés par celle-ci. » Ces deux membres avaient été Mier et Miranda Flórez. Le 14 août, l'assemblée électorale pourvut trois sièges sur neuf. La Supérieure tenta alors une suprême manœuvre pour se maintenir en fonctions. Elle déclara que le renouvellement *par tiers* qu'ordonnaient les Cortès était désormais chose faite, que la volonté du gouvernement était accomplie et que les électeurs n'avaient plus qu'à se séparer. Miranda Flórez et Mier furent chargés de protester le lendemain si l'assemblée passait outre et continuait les opérations de vote. A vrai dire, personne n'avait beaucoup d'illusions sur la réussite de la manœuvre, Miranda Flórez et Mier moins que tout autre. En effet, les électeurs ne tinrent aucun compte de leur argumentation et de leur protestation ; ils pourvurent les six sièges qui restaient, et le 20 août 1811, en se séparant, ils adressèrent à leur président, Losada, des remerciements significatifs pour avoir empêché qu'aucune pression s'exerçât sur eux (2).

La Junta Supérieure n'existait plus. Sa fin fut entourée des politesses usuelles, que vint lui apporter une délégation du congrès électoral : « Zèle, patriotisme, désintéressement... services rendus et sacrifices consentis... » Ces mots qu'entendirent les *vocales* en leur dernière séance, le 21 août 1811, ne manquaient ni de vérité ni de justesse dans leur banalité. La veille, la Supérieure avait écrit aux Cortès pour leur exposer son œuvre. Depuis trois jours déjà ses papiers

(1) Le règlement avait été imprimé par les soins de la Junta à 150 exemplaires. Il était si peu clair par endroits que l'*Ayuntamiento* d'Oviedo fut obligé de nommer 2 commissaires pour l'étudier et le lui expliquer. Séance du 21 mai : *Actas*, I, 108. La Junta aux districts, 7 juillet, *ibid.*, f. 13. SANDOVAL, *La... Independencia y el Cabildo Catedral de Oviedo*, p. 37. *Archivo del Ayuntamiento de Oviedo, libro de Actas*, 12 et 22 juillet 1811.

(2) Texte du procès-verbal de l'élection, 19 août 1811 : SANDOVAL, *op. cit.*, 88. Séances des 18 et 23 juillet, 15 août ; la Junta aux Cortès, 20 août : *Actas*, I, 108, f. 33, 23, 31. La Junta électorale à Losada, 20 août : *Archivo Santa Cruz*.

se trouvaient entre les mains du secrétaire de la nouvelle assemblée (1).

On avait pu craindre à certains instants une fin moins paisible, en ces semaines où la Supérieure, réduite à trois ou quatre membres, fuyait dans les montagnes, talonnée par les colonnes françaises. Avec ces jours d'aventures et de hasardeuses pérégrinations, ceux de la réduction et de la dissolution font un contraste particulièrement net par leur caractère d'opérations parlementaires régulières, normales, classiques pourrait-on dire dans leurs formes, leur vocabulaire, leurs procédés. C'est là un contraste que l'on va retrouver dans toute l'œuvre de la Junte : un travail aux allures administratives et réglées, mais que viennent à chaque instant troubler les dures nécessités de la guerre, avec leur imprévu et leur brutalité.

(1) La Junte aux Cortès, 20 août ; séances des 18 et 21 août : *Actas*, l. 108, f. 31, 30, 32. Les membres de la Junte provinciale étaient : Rodrigo Valdes Busto, curé de Aviles ; Luis Arango, prêtre à Grado ; Ramón de Llano Ponte, chanoine d'Oviedo ; José Valdes Bazán et José Cienfuegos ; Juan Nepomuceno San Miguel ; Domingo Puertas y García ; José Saavedra ; Antonio Sanchez : *ibid.* f. 32. La Junte Provinciale écrivit à Jovellanos qu'elle ne l'avait pas nommé « pour ne pas nuire à sa santé, à son repos et à l'accomplissement de la mission dont le gouvernement l'a chargé. » *Actas de la Junta Provincial*, 21 août, l. 111, f. 1. Elle attendit le 20 septembre pour rendre compte aux Cortès de son installation. (réponse le 4 décembre) : *Ordenes del Ministerio de Gracia y Justicia*, l. 109, f. 188.

CHAPITRE II

LA JUNTE ET LES AFFAIRES MILITAIRES

I

LA JUNTE ET LES GÉNÉRAUX

L'OMNIPOTENCE MILITAIRE DE LA JUNTE. Sa haute main sur les nominations : Cienfuegos capitaine-général. Son ingérence dans la conduite des opérations. — LA RÉACTION DU HAUT COMMANDEMENT. Mahy et Losada. Froissements. Les troubles de décembre 1810 consacrent la supériorité du pouvoir militaire ; son attitude hautaine à l'égard de la Junte. — LA JUNTE ET LES GÉNÉRAUX SUBALTERNES. Son conflit avec la *Junta de Guerra*. Désinvolture des généraux à son égard. Le pouvoir civil soumis au pouvoir militaire.

II

LA JUNTE ET LA QUESTION DES EFFECTIFS

Les levées d'hommes depuis 1808. Total des effectifs asturiens. — LA QUESTION DU RECRUTEMENT. Les conscriptions ; répugnance de la Junte à en ordonner. Les insoumis ; efforts de Bonet pour tarir le recrutement de l'armée espagnole ; mesures prises par la Junte. Tentatives pour recruter parmi les déserteurs français. — LA QUESTION DE LA DISPERSION. Les « embusqués ». Les dispersés et les déserteurs ; mesures de la Junte contre eux, leur inefficacité.

III

LA JUNTE ET L'ORGANISATION DE LA GUERRILLA

LES PARTIDAS, ou corps francs. La Junte les dote d'un règlement (mai 1810). Médiocrité des résultats obtenus. — LES ALARMAS, ou levée en masse des paysans. Leurs antécédents. Efforts de la Junte pour les organiser, leur échec. Utilisation des *alarmas* pour certains services accessoires.

IV

LA JUNTE ET LA CRISE, DU MATÉRIEL

HABILLEMENT ET MATÉRIEL SANITAIRE. Manque de vêtements et de chaussures ; efforts de la Junte, leur inutilité. Les hôpitaux : insuffisance de leur matériel. L'ARMEMENT. Ressources des Asturies en 1808. Crise de l'armement en 1810-1811. Activité de la Junte : secours sollicités et reçus de l'Angleterre ; conservation et récupération des armes ; expédients ; rétablissement de la fabrique de fusils et reprise progressive de la fabrication du matériel. Conclusion.

I

LA JUNTE ET LES GÉNÉRAUX

Le titre qu'avait pris la Supérieure dès sa première séance, celui de *Junta Superior de Gobierno y Defensa del Principado*, signifiait clairement qu'elle s'attribuait les pouvoirs militaires aussi bien que civils, et de fait elle les exerça réellement pendant tout le printemps de 1810. Lorsqu'elle se réunit, le commandement des troupes asturiennes était aux mains du commissaire de la Junte Centrale, Arce. Quand il eut quitté la province, dès mars 1810, les députés considérèrent qu'ils avaient le droit aussi bien que le devoir de nommer son successeur. Leur choix se porta sur le lieutenant-général Nicolas Mahy, qui se trouvait alors à la tête de l'armée de Galice. Mahy avait donné depuis 1808 des preuves honorables de ses talents militaires ; il était en outre avantageusement connu dans les Asturies, où il avait exercé le commandement avant l'arrivée d'Arce et où il s'était fait apprécier par sa mesure et son caractère conciliant (1). La Junte s'adressa donc à lui, le 9 mars 1810, et le pria « de considérer la triste situation de la province, l'attachement qu'elle lui porte et les espoirs de salut qu'elle met en lui. » Peón Heredia et le brigadier Moscoso portèrent cette requête à Mahy, mais celui-ci, d'ac-

(1) Mahy était brigadier en 1798 et maréchal de camp en 1808. En mai 1809, il se distingua en enlevant Villafranca, puis en forçant Ney à évacuer les Asturies au moyen d'une habile attaque sur la Galice dégarnie. En 1810, il commandait les quelques troupes que l'armée de Galice avait laissées dans ce royaume en septembre 1809, à son départ pour Ciudad-Rodrigo. Il fut nommé capitaine-général de Cuba en 1821, et mourut en 1823.

cord avec la Junte de Galice, déclina l'offre : peut-être craignait-il d'étendre son commandement de façon excessive, peut-être aussi jugeait-il les affaires asturiennes en trop mauvais état (1).

Il fallait cependant quelqu'un pour exercer le commandement en chef, « pour donner une impulsion énergique et vigoureuse à toutes les forces. » La Supérieure convoqua l'assemblée consultative de généraux qu'elle venait d'établir sous le nom de Junte de Guerre, et en délibéra avec elle. A l'unanimité, on résolut de nommer « *Capitán general de esta Provincia y de sus armas* » le brigadier José María González de Cienfuegos y Jovellanos (3 avril 1810). Le choix était heureux, car Cienfuegos avait du talent et de la bonne volonté. Mais il était de caractère réservé, voire timide, et ses services antérieurs n'étaient pas tels qu'ils pussent le soustraire à l'autorité de la Junte. Celle-ci prit d'ailleurs soin de préciser que le capitaine-général se trouvait « dans la dépendance immédiate de la Supérieure » (2). C'était affirmer nettement sa volonté d'avoir la haute main sur l'armée.

La Junte, qui se donnait le droit de désigner le capitaine-général, ne se priva naturellement pas de faire des nominations à des grades moins importants ; elle suivait du reste en cela l'exemple de la Junte Suprême qui dans les premiers temps du soulèvement asturien, et particulièrement en août et septembre 1808, avait procédé à de multiples promotions. Ces nominations semblent avoir été assez nombreuses (3). La Supérieure en fit à des postes d'importance, tels que ceux de commissaire de guerre, de gouverneur général de Luarca (au temps où elle siégeait dans cette ville), tels que celui de sous-inspecteur des corps d'infanterie, qu'elle confirma le 15 septembre 1810 au brigadier Menglano. On vit même les députés en mission dans les districts de l'est nommer de leur seule autorité Castañón « commandant général des troupes de l'Orient », titre que la Junte refusa du reste de ratifier (31 mai 1810) (4). La Junte de

(1) Séances des 9 et 29 mars 1810 : *Actas*, I, 105, f. 24 et 107.

(2) Séance du 3 avril 1810 : *Actas*, I, 105, f. 8. Cienfuegos, né à Oviedo en 1763, avait pris part aux sièges de Mahon et de Gibraltar, puis à la campagne de 1793 contre la France. En 1808, il était directeur des fabriques d'armes et munitions d'Oviedo et de Trubia ; la Junte Supérieure le nomma lieutenant-général. En 1812 il commanda l'artillerie de la 5^e armée, et de 1815 à 1820 il fut capitaine-général de Cuba. Il était neveu de Jovellanos : MARIA SOMOZA, *El General Cienfuegos*.

(3) La liste complète ne nous en est pas parvenue. La Junte aux députés asturiens aux Cortès, 10 mai 1811 : *Actas*, I, 108, f. 19. Liste des principaux grades conférés en 1808 par la Junte Suprême dans VALDES, *Memorias*, 224.

(4) Lorenzo Fagle et Ventura Vásquez nommés commissaires de guerre le 13 mars 1810 : *Actas*, I, 105, f. 35. Le colonel Francisco Villar, puis le sergent-major

Guerre enfin, nommée par la Supérieure, s'attribuait un droit de regard sur les promotions faites à l'intérieur des corps et les désapprouvait à l'occasion (1).

De même qu'elle disposait des grades, la Junte disposait, en ce printemps de 1810, des fonds à répartir aux unités : elle allouait 20.000 réaux (5.000 francs) à Castañón le 1^{er} avril, 50.000 à Bárcena le 10 mars, 60.000 au commandant de l'artillerie le 9, autant à Reguera et à Bárcena le 11, 80.000 à Porlier le 10, 100.000 à Bárcena le 20 (2). C'est d'elle également que partaient les secours en armes et en munitions : 8.000 cartouches au commandant général de l'*alarma* le 10 mars 1810, 2 canons à Bárcena le 13, 9.600 cartouches à Porlier le 17. De même pour les chaussures, les vêtements etc. (3).

Ces questions de matériel, sans sortir des attributions normales de la Junte, mettaient déjà les généraux dans une certaine dépendance à son égard. Mais à cette époque la Supérieure étendait sa compétence bien plus loin encore, jusqu'à y englober des questions purement militaires. Qu'elle entendît juger et punir elle-même les soldats qui jetaient leurs armes, les officiers suspects de tolérer la désertion, un lieutenant qui avait frappé un membre de la junte de Castropol, c'étaient là des prétentions encore admissibles. Qu'elle exigeât que le capitaine-général lui transmît intégralement la correspondance qu'il recevait de ses généraux (12 avril), c'était déjà aller loin. Mais quand elle imposait à Bárcena un officier du génie pour fortifier les points de passage des rivières, quand elle désignait les endroits où il conviendrait d'établir de nouveaux ponts, quand elle spécifiait la façon dont ils devaient être construits (15 mars) elle entraînait déjà nettement, semble-t-il bien, dans un domaine où le général compétent eût dû être libre et responsable (4).

Or, la Junte ne se bornait pas là. Dans les semaines qui suivirent

Cesti nommés gouverneurs de Luarca, 12 mars et 16 avril : *ibid.*, f. 32, et *Actas de la Junta de Guerra*, l. 104, f. 18. Requête de Menglano du 4 août, agréée le 15 septembre : *Órdenes del Ministerio de la Guerra*, l. 107, f. 112. Rejet de la nomination de Castañón, *Actas*, l. 105, f. 44.

(1) Plainte des capitaines et lieutenants de l'ex-régiment de Luarca contre une nomination de sergent-major, déclarée fondée par la Junte de Guerre le 17 avril 1810 : *Actas de la Junta de Guerra*, l. 104, f. 19. Le grade de sergent-major correspondait à peu près au grade français de commandant.

(2) Séances des dates ci-dessus : *Actas*, l. 105, f. 1, 25, 23, 28, 25, 54.

(3) Séances des dates ci-dessus : *ibid.*, f. 23, 26, 34, 47. Envoi de vêtements les 13, 20 mars, etc. : f. 35, 54.

(4) Séances des dates ci-dessus : *ibid.* f. 31, 101, 35, 41. Ponts à établir à Cornellana, à élargir à Santa Maria de Miranda, etc. Dans le même ordre d'idées, vote de crédits pour fortifier la Navia (11 mars), le Nalón et la Narcea (30 mars) : *ibid.* f. 30 et 110.

son installation, elle se regarda comme chargée directement de la direction des opérations ; le capitaine-général qu'elle venait de nommer n'était pour elle qu'un agent d'exécution, et les procès-verbaux de cette période sont remplis d'ordres de caractère strictement militaire. Dans les premiers jours toutefois, la Supérieure agit encore avec réserve, et se contente de simples conseils aux généraux : elle les exhorte à soigner le service d'espionnage et à opérer en étroite liaison, « car seule l'harmonie peut nous sauver. » (10 mars) (1). Puis elle se met à envoyer des ordres directs, mais seulement aux petites unités, aux détachements, aux partisans et aux isolés, se bornant d'ailleurs à tenter de rallier tout ce monde et de lui faire rejoindre les corps organisés (2). A la fin de mars, on la voit assigner un poste à un régiment en cas d'attaque et donner des directives à Bárcena (3). Enfin, lorsqu'en avril les grandes opérations ont commencé et que l'invasion française s'étend, la Junte prend la direction effective des manœuvres. Conférant avec les chefs militaires lorsque ses pérégrinations à travers les montagnes lui en fournissent l'occasion, s'installant jusqu'au 2 juin dans le même village que le quartier-général, l'assemblée envoie aux généraux ordres et contre-ordres suivant le rythme de la lutte : les canonnières mouillées à Rivadeo doivent aller bloquer Gijón (11 avril), le front de la Navia doit être tenu à tout prix (8 mai), Moscoso opérera une diversion qu'appuieront les troupes de la partie orientale (11, 13, 16 mai), Bárcena, Quirós et Porlier, qui ont abandonné la Navia malgré les ordres donnés, se concentreront à la Pola de Somiedo et les paysans des *alarmas*, levés en masse, protégeront ce mouvement (13, 16 mai) (4). A la fin de mai, la Supérieure ordonne une offensive générale et enjoint à Bárcena et à Porlier d'attaquer immédiatement. A la fin de juin, elle lance de nouveau Bárcena et les Galiciens à l'assaut du front français (5). Ainsi, sans même passer par l'intermédiaire du capitaine-général Cienfuegos, la Junte disposait des forces militaires et dictait ses plans aux généraux. Mais cette omnipotence

(1) Séance du 10 mars : à Bárcena, à Luís Díaz, commandant les troupes de Galice : *ibid.*, f. 25 et 26.

(2) Ordres dans ce sens au parti de cavalerie de Navarrete, au gouverneur d'Oviedo détaché à Cangas (9 mars), aux partis d'Oxa sur la Navia, à Bárcena sur les partisans (12, 17, 26 mars) : *ibid.*, f. 22, 30, 31, 44, 48, 71.

(3) La Junte à Porlier, 16 mars ; séances des 18 et 21 : *Actas*, l. 105, f. 44, 50, 58.

(4) Séances des 11 avril, 8, 10, 12, 13, 16 mai : *ibid.* f. 27, f. 5 et suiv., f. 10. Juan de Dios de Quirós commandait le 1^{er} régiment asturien.

(5) Séances des 31 mai, 1^{er}, 2, 22 juin, 4 juillet : *ibid.*, f. 1, 4, 5, 29, 6.

militaire de l'assemblée ne dura guère, et le haut commandement ne tarda pas à réagir.

La première limitation des pouvoirs militaires que s'attribuait la Junte vint du Conseil de Régence. Quand il apprit qu'elle avait nommé Cienfuegos capitaine-général des Asturies, il refusa catégoriquement son approbation : « S. M., informée de cette nomination, a résolu de faire connaître à V. E. que sont seuls reconnus les emplois que confère le Conseil Suprême de Régence » (19 mai). En même temps, le Conseil informa la Supérieure et Cienfuegos qu'il nommait Mahy capitaine-général des Asturies et Président de l'*Audiencia*. Cette désapprobation et cette nomination parvinrent à l'assemblée le 22 juin ; elle s'inclina (1).

Mais Mahy resta en Galice, déclarant qu'il ne pouvait se rendre dans les Asturies tant qu'il ne serait pas relevé, et il se contenta d'envoyer de vagues directives. Cienfuegos de son côté, à qui l'on avait laissé le commandement en second, refusait cette situation subalterne et adressait à la Junte démission sur démission. De nouveau la province se trouvait sans chef, et plus que jamais la Junte dirigeait les opérations et donnait des ordres aux généraux. Enfin, le 22 juillet, un *Real Orden* nomma commandant-général en second des Asturies Francisco Xavier Losada. C'était un chef énergique et jeune, de trente-trois ans seulement, maréchal de camp depuis juillet 1809, qui venait d'Estrémadoure où il s'était distingué à la deuxième armée, sous Mendizabal et La Romana. Il arriva à Cangas de Tineo le 9 septembre et prit aussitôt le commandement des troupes (2) : la prédominance militaire de la Junte touchait à son terme.

Déjà, les rapports de l'assemblée avec Mahy n'avaient pas été des meilleurs, malgré l'éloignement. Il y avait bien eu échange de politesses et envoi d'un député, Miranda Flórez, auprès du nouveau

(1) *Reales Ordenes* des 18 et 19 mai 1810, à Cienfuegos, au Président de la Junte : *Ordenes del Ministerio de la Guerra*, t. 107, f. 89 et 90. Séance du 22 juin : *Actas*, t. 105, f. 29.

(2) Le Ministre de la Guerre à Mahy, 24 juillet 1810 : *Archivo de la Audiencia de Oviedo, Reales Ordenes*, 1808-1811. Mahy à la Junte, 27 juin 1810 ; la Junte à Mahy, 28 août ; séances des 5 et 12 septembre. Losada à la Junte, 16 septembre ; Acevedo à Agustín de Argüelles, 28 mars 1811 : *ibid.*, f. 36, 9, 23, 37 ; t. 108, f. 33. *Real Orden* du 24 juillet 1810 : *Ordenes del Ministerio de la Guerra*, t. 107, f. 107. Francisco Xavier Losada Pardo de Figueroa y Valladares (1777-1847), comte de San Róman et seigneur de Pol, est souvent désigné par ce dernier titre.

capitaine-général, afin de le mettre au courant de la situation (16 juillet). Mais dès le 12 juillet Mahy avait écrit tout net à la Junte que si les opérations marchaient mal dans les Asturies, c'était à cause de l'autorité qu'elle s'était arrogée sur les troupes, et l'assemblée avait répondu assez aigrement, en priant le général de vouloir bien préciser (1). La discussion fut interrompue par l'arrivée de Losada. Avec lui, les relations ne se tendirent pas tout de suite : les opérations militaires chômaient ; la Supérieure fut très occupée en octobre par sa réduction ; enfin et surtout le *Real Orden* du 26 août qui ordonnait cette réduction portait dans son article IV : « Le capitaine-général ou commandant de la province... sera président [des Juntas réduites] » et dans son article VII : « Le capitaine-général disposera de la force armée de la province conformément aux ordres qu'il recevra du Conseil de Régence, et les Juntas ne pourront s'opposer à ses dispositions sur ce sujet » (2). La question de la suprématie de la Junte en matière militaire était donc nettement tranchée par ce texte, et l'assemblée ne pouvait plus prétendre à aucune autorité sur les généraux. Mais alors ce fut au tour de ceux-ci de brimer la Junte, qui dès lors ne cessa pas de s'effacer de plus en plus devant eux.

Après une légère escarmouche en novembre, où Losada demanda à la Supérieure de veiller à ce que son journal imprimât moins de fausses nouvelles, le conflit s'engagea au début de décembre. Les députés, le 2, blâmèrent le projet qu'avait Losada de construire un pont sur la Navia. Le 4, ils se plaignirent de n'avoir reçu du quartier-général aucun rapport sur une action qui avait eu lieu le 28 novembre vers Grado. Le 5, ils reçurent une lettre de Losada datée du 27, qui se plaignait assez aigrement de la façon défectueuse dont les troupes étaient ravitaillées ; ils répondirent plus sèchement encore, exposèrent ce qu'ils avaient fait pour le ravitaillement, demandèrent à Losada ce qu'il avait fait lui-même, et, prenant l'offensive sur un autre terrain, ils censurèrent sans ménagement les marches et contre-marches avec lesquelles le commandant venait de fatiguer les troupes : « Il n'était pas normal de mettre les soldats en route alors qu'ils n'étaient pas en état d'opérer, ni de les faire avancer de plusieurs lieues pour leur faire reprendre ensuite leur première position. Le 25, ils étaient en état de marcher ou n'y étaient pas ; s'ils n'y étaient

(1) Séance du 30 juillet ; la Junte à Mahy, 20 juillet : *Actas*, I, 105, f. 19 et 16.

(2) *Órdenes del Ministerio de la Guerra*, I, 107, f. 47.

pas, il ne fallait pas les mettre en marche ; s'ils y étaient, la Junte ne comprend pas pourquoi entre le 25 et le 27 on a subitement changé de plan... » Enfin, puisque Losada se plaignait de manquer de vivres, la Supérieure s'empessa de lui indiquer des régions où il en trouverait en abondance : les parties de la province occupées par les Français... (1).

Mais la Junte dut bientôt reconnaître qu'elle n'était pas de force à soutenir cette escrime, et qu'elle avait trop besoin du commandant-général en second pour se permettre de le railler. L'élection des députés des Asturies aux Cortès fut en effet l'occasion d'attaques très violentes dirigées contre elle. Dès la première réunion des électeurs, à Castropol, le 17 décembre, on proposa publiquement de la dissoudre ; ces projets de coup de force furent repris au cours des dernières séances, à partir du 29, si bien que le 30 la Junte dépêcha Peón Heredia auprès de Losada pour le mettre au courant de la situation et que le 31, apprenant que les « factieux » allaient sans doute passer le lendemain aux actes, elle mit toute répugnance de côté et demanda en hâte à Losada l'appui de ses troupes. Losada arriva en personne avec un fort détachement, et rétablit l'ordre (2).

Le pouvoir militaire avait sauvé le pouvoir civil. Mais la Junte sortait de cette affaire irrémédiablement déchue à l'égard du haut commandement, et ses rapports avec lui ne furent plus dès lors qu'une série de capitulations et même d'humiliations. Au lendemain de ces incidents, elle avait chargé son *consultor*, Manuel María Acevedo, d'en instruire le procès : Losada déclara que l'affaire ressortissait exclusivement au commandant-général et exigea qu'on lui remît toutes les pièces. La Junte hésita, il insista, elle dut céder (9 janvier 1811). Le procès fut alors enterré et malgré les timides réclamations qu'ils risquèrent, les députés n'en eurent plus de nouvelles. Du moins tentèrent-ils de récupérer les papiers que le secrétaire de l'assemblée électorale, Siñeriz, avait gardés par devers lui : mais Losada couvrit Siñeriz et la Junte se tut (3).

En février 1811, ce fut un nouvel incident, avec Mahy cette fois. Losada avait eu à se plaindre du nouveau secrétaire de la Supérieure, Felipe Vásquez (qui n'était pas député) : il accusait Vásquez de lui

(1) La Junte à Losada, 2 et 4 décembre, et 4 lettres du 5 décembre : *Actas*, 1. 106 f. 2 à 9.

(2) Pour le détail de ces incidents, voir ch. IV, § III.

(3) Séance du 9 janvier 1811 : *Actas reservadas de la Junta*, 1. 106, f. 6. Pour les réclamations à Siñeriz, février à avril, *passim*, 11 et 18 avril : *Actas*, 1. 108, f. 19 et 33.

écrire de son propre chef, et en termes peu corrects, en se couvrant indûment de l'autorité de la Junte. En décembre 1810, Mahy était intervenu de la manière la plus brutale en faveur de son lieutenant : le 19, il avait donné à la Junte l'ordre de révoquer son secrétaire, faute de quoi, ajoutait-il, Losada irait lui-même l'arrêter avec un peloton de grenadiers, pour le conduire au château de San Antón. La Supérieure délibéra le 24 février sur ce procédé, qui était d'autant plus blessant que Vásquez était, depuis janvier, député des Asturies aux Cortès ; elle répondit bien qu'elle ne pouvait révoquer ainsi, par ordre, son secrétaire, mais sa lettre était conçue en des termes qui touchaient aux excuses et dont l'humilité est significative. « La Junte, écrivit-elle, s'est constamment comportée avec la plus grande modération en ce qui concerne les affaires militaires, et elle reconnaît qu'elles rentrent dans les attributions de V. E. et du commandant-général en second » (1).

Plus caractéristique encore du sans-gêne des généraux fut l'affaire Avello, qui éclata au milieu d'avril 1811. Le député Avello avait toujours fait preuve d'un caractère chicanier et grincheux. Le 14 avril, avec l'autorisation de la Junte, il quitta Castropol pour se rendre dans sa famille. Deux jours après, un colonel accompagné de 80 hommes se présentait à la salle des séances et réclamait Avello au nom du commandant-général en second, « sa présence étant nécessaire pour une importante affaire. » Les députés ne purent que répondre qu'ils transmettraient la convocation : ils se doutaient bien de quoi il retournait. Le 9 en effet avait paru dans le journal de la Junte, le *Correo Militar y Político del Principado*, un article signé M. J. A. V. (Manuel José Avello y Valdes), qui attaquait vigoureusement la façon dont les opérations militaires étaient conduites. Losada avait aussitôt fait interroger le rédacteur, qui avoua que l'article était d'Avello. Celui-ci reconnut d'ailleurs le fait dans une lettre qu'il adressa à la Junte le 19 : « Si cet article, déclarait-il, nécessite quelque explication, je suis prêt à la donner dans les conditions fixées par la loi. » Or, d'après le décret du 10 novembre 1810 sur la liberté de la presse, les délits en cette matière relevaient, non des généraux, mais de la Junte de censure établie dans chaque province, et en dernier ressort de celle siégeant à Cadix. Et comme l'autorité militaire semblait peu disposée à passer par ces Juntas

(1) Mahy à la Junte, 19 décembre 1810 ; séance du 24 février 1811 : *Actas*, t. 1, 108, f. 54-56.

et toute prête à se faire justice elle-même, Avello refusa de se rendre à sa convocation « pour ne pas être victime d'une surprise, ou bien de la force, devant laquelle toute raison doit céder ». Losada envoya aussitôt à sa poursuite des détachements qui arrêterent sa mère et ses enfants, qui mirent ses biens sous séquestre, mais ne purent l'atteindre. Furieux, le général s'en prenait à la Junte, l'accusait presque de cacher Avello, la sommait de le livrer et répondait vertement à ses conseils de modération. La Junte acceptait tout sans mot dire. L'affaire ne fut réglée que par un ordre formel du Conseil de Régence, à qui Avello s'était adressé, et qui interdit de l'inquiéter pour l'article incriminé (30 juillet 1811) (1).

On voit que l'assemblée n'avait plus à l'égard du haut commandement militaire l'attitude impérieuse qu'elle montrait à ses débuts. D'ailleurs, un décret du 28 février 1811, tout en étendant les pouvoirs des Juntas dans les provinces envahies, venait de spécifier que leur rôle était celui d'auxiliaire des capitaines-généraux. Le 23 juillet en outre, un nouveau décret des Cortès les invita à répondre « sans aucune excuse et sans aucun retard » à toutes les demandes de secours de l'autorité militaire, et autorisa celle-ci à user de la force à leur égard s'il le fallait (2). La Junte resta donc plus que jamais à l'égard des généraux, Mahy, puis Santocildes à partir d'avril 1811 (3), dans l'attitude de subordination qui lui était prescrite, et le haut commandement ne la laissa plus en aucune circonstance tenter sur son domaine le moindre empiètement.

Il ne pouvait en être absolument de même des généraux subalternes, car ceux-ci dépendaient dans une certaine mesure de la Junte en ce qui concernait le matériel, les vivres et même les fonds. L'as-

(1) C'est à cette époque que Losada retira brutalement à la Junte la garde qu'elle avait eue jusque-là : séance du 21 avril, *Actas*, t. 108, f. 39. Séances des 16, 19, 24, 25, 30 avril ; Avello à la Junte, 16 avril ; Losada à la même, 20 et 30 avril ; le juge du district de Luarda à la même, 1^{er} mai, le Conseil de Régence à la même, 30 juillet : *ibid.*, t. 108, f. 28, 35, 42, 43, 30, 42, 50, 1 ; t. 110, f. 25.

(2) *Ordenes del Ministerio de Hacienda*, 28 février 1811 : t. 109, f. 3. *Ordenes del Ministerio de la Guerra*, 23 juillet 1811 : t. 110, f. 23.

(3) Le *Real Orden* du 16 décembre 1810 avait redistribué les forces espagnoles en 5 armées. Le Conseil de Régence fit passer Mahy de la 6^e à la 3^e (Murcie) par décret du 27 janvier 1811 et donna le commandement de la 6^e au lieutenant-général duc d'Albuquerque, qui se trouvait à Londres. Mais celui-ci étant mort avant d'avoir pu rentrer en Espagne, on laissa provisoirement à Mahy la 6^e armée, tout en la plaçant (5 avril) sous l'autorité de Castaños, général en chef de la 5^e. Enfin, en avril, Mahy fut remplacé par José Santocildes et celui-ci, en juin, par Francisco Xavier Abadía.

semblée eut donc sur eux une autorité plus grande, mais qu'ils ne subissaient qu'à contre-cœur, de sorte que là aussi les tiraillements furent fréquents. Ces commandants de divisions ou de corps isolés étaient beaucoup plus nombreux qu'il n'était nécessaire et beaucoup plus individualistes qu'il n'eût convenu. « Dans les Asturies, écrivait le commissaire britannique à La Corogne, Walker, il semble qu'il y ait plus d'énergie [qu'en Galice], mais ce qui manque toujours, c'est l'union. Cela vient en partie de ce que l'ennemi occupe la capitale et par ses détachements empêche les communications régulières, mais la principale cause en est une jalousie évidente et très vive entre les généraux qui se considèrent comme nommés par la cour ou la Junte Suprême et d'autres généraux qui se sont nommés eux-mêmes, mais que la nécessité force à laisser agir. Il faut dire que ces derniers, bien que paraissant inférieurs à leur tâche militaire, sont en général les plus actifs et les plus entreprenants » (1).

Les difficultés entre les députés et les chefs subalternes commencèrent dès les premiers jours, sous la forme d'un conflit entre la Supérieure et la *Junta de Guerra*, appelée aussi *Comisión Militar*. C'était une sorte de comité dont la Junte avait décidé la formation le 2 avril 1810 et qui devait s'occuper « d'organiser l'armée..., de distribuer l'avancement et les récompenses à ceux qui les méritent, avec toute la générosité que permettent les circonstances et avec cette rapidité qui en accroît l'effet, enfin de châtier inexorablement les fautes, en particulier le vol, la désertion et la dispersion. » La Supérieure le composa « de généraux que des ordres supérieurs ont envoyés dans la principauté pour y être employés, mais qui n'ont pas de destination définie, ou bien qui sont originaires des Asturies et s'y trouvent sans commandement actif à la suite de circonstances particulières (2) ». Elle nomma comme président de cette commis-

(1) Le brigadier général Walker au comte de Liverpool, 18 septembre 1810 : *Record Office*, W. O. 1, 261, f. 41. Jovellanos écrivait de même à lord Holland, le 18 juillet 1810 : « Mon neveu l'artilleur [Cienfuegos] qui commande par intérim la province et qui est peut-être la meilleure tête et le meilleur cœur qu'il y ait là-bas, a les mains liées par la Junte, n'est pas obéi par les chefs de divisions, qui aspirent à l'indépendance, et se consume de fatigues et de dégoûts. » *Cartas... á lord Holland*, éd. José Somoza-García, II, 495.

(2) Cette décision du 2 avril ne faisait que rendre permanent un organisme créé dès le 6 mars : à cette date, la Junte avait convoqué des généraux et officiers « *de mayor instrucción y mérito* » pour l'aider de leurs conseils en matière militaire ; ils tinrent deux séances, le 7 et le 8 (Llano Ponte, Vistalegre, Moscoso, Porlier, Menglano, Castellar, Arrivas, Centi-Argüelles.) : *Actas*, f. 13, 17, 21. La Junte à José Cienfuegos, 4 avril 1810 ; au Conseil de Régence, 15 avril ; séance du 2 avril : *Actas*, I, 105, f. 13, 45, 3.

sion le nouveau capitaine-général, José Cienfuegos, et comme membres les lieutenants-généraux Nicolas de Llano Ponte et Vicente de Vistalegre, le maréchal de camp Antonio Peón Heredia, les brigadiers José Vorster, Juan Moscoso et Francisco Menglano, le colonel José Pesci. On leur adjoignit deux magistrats, l'un auditeur et l'autre procureur de l'*Audiencia*, Miguel Antonio de Zumalacarregui, qui faisait fonction de secrétaire, et Francisco Ayuso y Mena (1). La Supérieure avait soigneusement spécifié que la Junte de Guerre était sous sa dépendance et l'avait invitée dès le début à toujours lui demander instructions et conseils. Mais le bon accord ne régna pas longtemps entre les deux assemblées. La *Comisión Militar*, ayant des propositions à faire et non pas des mesures à mettre pratiquement à exécution, y apporta une énergie et une vigueur qui arrivaient parfois à la férocité ; c'est à elle par exemple que l'on doit la proposition de brûler vif tout Français qui serait capturé près d'une maison incendiée par ses compatriotes. La Junte Supérieure, ayant à mener la lutte autrement que sur le papier, était tenue à plus de ménagements envers l'ennemi aussi bien qu'envers les populations, et elle rejeta de nombreuses propositions de son conseil de généraux. Elle trouva bientôt d'ailleurs que celui-ci tendait à en prendre trop à son aise avec elle, et elle lui tint la bride courte, réprimant avec aigreur toute initiative de sa part. La Junte de Guerre était en outre en conflit avec Bárcena, à qui ses plans de réformes plaisaient peu. Elle ne tarda pas à se dégoûter d'un rôle aussi ingrat, sa première ardeur tomba rapidement, ses séances devinrent rares et vides, et lorsque commença la grande retraite d'avril, cinq membres sur dix se dispensaient déjà d'y assister. Quelques jours après, le 3 mai, la Junte décidait de la supprimer ; cette résolution fut confirmée le 14 (2).

Les généraux subalternes en activité ne tardèrent pas à avoir eux aussi des difficultés avec la Supérieure. Il faut cependant faire exception pour les deux chefs les plus populaires, Bárcena et Porlier, avec

(1) CANELLA SECADES, *Memorias asturianas*, 53. Séances des 2 et 4 avril 1810 : *Actas*, 1. 105, f. 3 et 9.

(2) Villanueva à Vistalegre, 29 avril : *Archivo Vistalegre. Actas de la Junta de Guerra*, 13 avril 1810 : 1. 104, f. 14 et 16. *Actas*, 5, 13, 25 avril, 14 mai : 1. 105, f. 18, 39, 76, 6. L'ordre du 15 avril porte dans son article 8 : « *Todo Francés que fuese aprendido cerca de un edificio quemado por ellos sera quemado irremisiblemente en el mismo sitio* » ; il est signé de Cienfuegos en ses qualités de capitaine-général et de président de la Junte de Guerre ; il fut approuvé par la Supérieure, mais il ne semble pas que l'article 8 ait été appliqué. *Actas*, 1. 105, f. 33.

qui elle entretint des rapports habituellement cordiaux (1). Mais avec presque tous les autres ce ne sont que froissements continuels, causés le plus souvent par l'indiscipline et l'insolence des militaires (2). C'est le colonel Villar, commandant la place de Lueca, qui écrit à un député une lettre grossière. C'est le commandant par intérim de la marine qui se dispense de faire reconnaître la Junte par ses subordonnés (mars 1810). C'est le brigadier José Vorster qui menace d'employer la force pour se faire verser les mois de solde qu'on lui doit. C'est Eusebio Vejarano, un civil celui-là, doyen de l'*Audiencia*, mais qui faisait partiellement fonction d'intendant, qui, sommé à maintes reprises de rendre compte à la Junte de son administration, ne daigne pas répondre une seule fois et qui, informé par un *Real Orden* qu'il est relevé de sa charge, passe son service à son successeur Larreta sans même avertir la Supérieure du changement de titulaire. « On a peine à croire, écrivait à l'assemblée le député Miranda Flórez, que le désordre et le mépris de l'autorité de V. E. en arrivent à ce point » (30 décembre 1810). C'est Nicolas de Llano Ponte, l'ancien généralissime des forces asturiennes, qui, vexé de s'être vu retirer le commandement, réclame des espèces d'excuses (3). Avec le brigadier Juan Moscoso, qui était quartier-maître général de la 6^e armée, officier des plus distingués et bien en cour, les choses n'allaient pas mieux ; dans ses lettres à Mahy, Moscoso mêlait à l'adresse de la Junte la menace à la raillerie ; de son côté, l'assemblée écrivait « que les malheureux résultats du combat du 17 [mai 1810]

(1) Pour le brigadier Bárcena, commandant de l'avant garde, cf. par exemple les séances du 14 mars 1810, des 27 juin, 6 octobre, 17 novembre, 29 mars 1811, 2 avril (la Junte demande de l'avancement pour Bárcena, qui fut nommé maréchal de camp le 23 juin) : *Ordenes del Ministerio de la Guerra*, l. 110, f. 17 ; *Actas*, l. 105, f. 39, 36, 10 ; l. 106, f. 27 ; l. 108, f. 38, 3. Pour Porlier, séances des 8 juin 1810, 26 mars et 10 avril 1811 : *ibid.*, l. 105, f. 16 ; l. 108, f. 27 et 18. Il y eut cependant des tiraillements. En avril 1810, Porlier, à la suite de reproches qu'il reçut sur l'indiscipline de ses troupes, parla d'abandonner le service de la province ; de même Bárcena en juillet, à la suite d'un échec de sa division. Dans les deux cas, la Junte dut intervenir avec autorité. *Actas de la Junta de Guerra*, 6 et 7 avril 1810 : l. 104, f. 19 et 29 ; *Actas*, 21 avril, 24 mai, 4, 6, 29 juillet, 10 août : l. 105, f. 70, 28, 5, 6, 8, 19, 7.

(2) Il faut signaler ici la situation particulière de la division de Galice qui ne se considéra jamais comme sous les ordres de la Supérieure. Son commandant Ulises Albergoti avertit dès son arrivée le surintendant Vistalegre « que ses instructions se réduisaient à opérer sous les ordres de la Junte Supérieure de Galice et en accord avec les mouvements du général Mahy ». Vistalegre à Cienfuegos, 3 juin : *Archivo Vistalegre*. Moscoso prévint Cienfuegos, le 31 mai, « que les troupes de Galice ne doivent obéir qu'au capitaine-général [Mahy] et à la Junte Supérieure [de Galice] ». Séance du 5 juin, *Actas*, l. 105, f. 9.

(3) Vorster à Vistalegre, 2 septembre 1810 : *Archivo Vistalegre*. Séances des 10, 13, 15 mars, 3 avril, 20 septembre, 30 décembre 1810, 3 janvier 1811 : *Actas*, l. 105, f. 27, 34, 40, 5, 43 ; l. 106, f. 61 ; l. 108, f. 2.

sous Luarca répondent tout à fait aux idées du chef qui l'a dirigé [Moscoso], et qu'elle allait s'adresser à Mahy pour lui faire ôter son commandement » (1). Mais le général avec lequel la Supérieure avait les plus mauvais rapports était le brigadier Federico Castañón, sorte de *guerrillero* qui opérait dans l'est de la principauté et auquel elle reprochait sa rapacité, son inaction, le peu de résultats militaires qu'il obtenait, sa vantardise, ses communiqués pompeux et remplis « de faits qui n'existent que dans son imagination ». La Junte commença par le rappeler à l'ordre et lui adresser des blâmes sévères. Puis elle demanda à Losada de le relever de son commandement, de l'arrêter et de lui faire son procès (7 novembre 1810). Losada n'en fit rien. La Junte renouvela ses accusations (14 janvier 1811) : elle ne fut pas écoutée davantage et dès lors, comprenant qu'elle n'obtiendrait rien, elle se contenta d'enregistrer les plaintes qui lui parvenaient sur les insolences de Castañón à l'égard des autorités civiles et de les transmettre à Losada, sans grand espoir d'obtenir de la part des militaires plus de respect et de considération (2).

Les rapports de la Junte avec les généraux furent donc dans l'ensemble plutôt tendus, et cette rivalité ne tourna point à l'avantage de la Supérieure. Si l'on en excepte une assez courte période au début de son histoire, elle dut toujours plier devant le haut commandement, elle ne put jamais acquérir d'autorité sur les chefs subalternes, et le pouvoir civil se trouva presque constamment dominé par le pouvoir militaire. C'était là un état de choses qui n'était pas particulier aux Asturies : on le retrouve par exemple à la même époque, et très accentué, en Catalogne, et il semble qu'il ait existé plus ou moins dans toute l'Espagne pendant la guerre de l'Indépendance. Le XIX^e siècle, le siècle des *pronunciamientos*, verra se perpétuer cette suprématie des chefs militaires, et c'était une prophétie trop exacte que celle que le marquis de Santa Cruz, un vieux soldat cependant, adressait en 1811 au Conseil de Régence : « Pourrait-on nier que l'Espagne soit soumise au gouvernement des militaires ? Comment peut-on dire qu'elle défend ses lois, alors qu'elle n'en voit

(1) Moscoso à Mahy, sans date (avril 1810) et 19 avril 1810 : dans ARTECHE, *Historia de la Guerra de Independencia*, VIII, 134 et 140. Moscoso avait eu de vives altercations avec Vistalegre, nommé par la Junte surintendant, qu'il avait traité de « *puerco, torpe, con otras expresiones de esta clase*. » La Junte demanda vainement des excuses. Séances des 20 mai et 6 juin 1810 : *Actas*, I, 105, f. 26 et 12. Vistalegre à Cienfuegos, 30 mai : *Archivo Vistalegre*.

(2) Séances des 3 juillet, 2 août, 7 novembre 1810, 14 janvier et 3 avril 1811 : *Actas*, I, 105, f. 5, 2 ; 1. 106, f. 8 ; 1. 108, f. 18 et 5.

plus respecter aucune ? Comment pourrais-je ne pas voir que c'est là le gouvernement qui menace mes petits-fils ? (1) »

II

LA JUNTE ET LA QUESTION DES EFFECTIFS

Le *Real Orden* du 26 août 1810 sur les attributions des Juntas Supérieures mettait au premier rang de leurs travaux le recrutement de l'armée. Cette question fut un des gros soucis de la Junte, qui se trouvait dans l'obligation de maintenir les effectifs des troupes en ligne sans demander cependant trop de sacrifices à une province qui en avait déjà fait d'assez lourds. Dans les Asturies en effet on avait enrôlé tous les hommes de seize à quarante-cinq ans qui étaient célibataires ou veufs sans enfants, sans s'arrêter au minimum de taille réglementaire, sans même tenir compte des exemptions traditionnellement accordées aux fils de veuves ou de parents sexagénaires. En mars 1810, on calculait que depuis le début du soulèvement la principauté avait levé de 24 à 27.000 hommes. La Supérieure exposait au Conseil de Régence qu'il était juste d'ajouter à ce chiffre les 10.000 Asturiens qui se trouvaient épars dans le royaume en 1808 et qui avaient été également enrôlés et elle concluait que si toutes les provinces avaient fourni proportionnellement autant de soldats que les 360.000 habitants des Asturies, on serait arrivé au total énorme de 1.040.000 hommes (2). Le calcul est sans doute un peu forcé, mais il est certain qu'en matière d'effectifs l'effort de la principauté avait été considérable.

Une bonne partie de ces troupes, comme on le sait, avait été envoyée dans d'autres régions d'Espagne, mais celles qui restaient dans les Asturies étaient encore nombreuses. La situation n'en est pas facile à dresser exactement, car la grosse marge d'inexactitude qui existe dans tout calcul de ce genre est encore élargie ici par le désordre qui régnait dans la comptabilité des corps, et surtout

(1) Santa Cruz au Conseil de Régence, La Corogne, 20 mars 1811: *Archivo Santa Cruz*. DESDEVISES DU DEZERT, *La Junte Supérieure de Catalogne*, 191, 199.

(2) La Junte Supérieure au Conseil de Régence, 16 avril 1810, 27 janvier et 13 avril 1811 ; au ministère d'*Hacienda*, 17 mai 1811 ; séance du 6 mai 1811 : *Actas*, I, 105, f. 45 ; I, 108, f. 29, 23, 30, 11. *Real Orden* du 26 août 1810 : *Ordenes del Ministerio de Gracia y Justicia*, I, 107, f. 47.

par les désertions et dispersions qui en quelques jours faisaient varier dans d'énormes proportions le chiffre des hommes en ligne. Après les échecs de février 1810, on n'était d'abord parvenu à rallier que 3.000 hommes, auxquels venait s'ajouter une division auxiliaire forte de 1.700 baïonnettes environ, envoyée de Galice à l'aide de la principauté. Le 20 mai, 6.800 hommes avaient rejoint leurs corps. En septembre et octobre, l'effectif total devait être de 7 à 8.000 : la Junte Supérieure de Galice dit 7.000, le brigadier général Walker, commissaire britannique à La Corogne, dit 8.000, et Bonet 7.000 ou 7.500 (1). La période de calme qu'on traversa ensuite permit de rassembler les dispersés, et un état dressé par la Supérieure en mars 1811 porte au total 12.130 hommes. Bonet va même jusqu'à 15.000, mais son témoignage est suspect d'exagération (2).

C'étaient donc des effectifs assez considérables que ceux dont la Junte avait à assurer le maintien. Il fallait ordonner les levées nécessaires pour combler les pertes qu'éprouvaient les troupes, et une fois les ordres d'appel lancés, il fallait veiller à ce que les conscrits y obéissent. Il fallait d'autre part faire rentrer dans le rang les hommes qui s'étaient dispersés après un échec. La tâche était vaste, et la Junte n'avait guère la possibilité matérielle ni morale de l'accomplir entièrement.

La Supérieure s'occupa peu du recrutement des officiers. En 1808, on avait encadré l'armée avec la noblesse locale, qui était fort nombreuse (3), et il semble qu'on ait continué par la suite à user du

(1) ARTECHE, *Guerra de la Independencia*, VIII, 131 et 134. Réponses de la Junte Supérieure de Galice à un questionnaire de Sir Home Popham, 7 septembre 1810 ; Walker à Liverpool, 18 septembre : *Record Office*, W. O. 1, 261, f. 1, 107 et 41. Rapport de Vistalegre lu à la séance du 20 mai 1810 : *Actas*, I, 105, f. 18. Bonet à Serras et à Drouet d'Erlon, 15 et 23 octobre 1810 : *A. hist. Guerre, Corr. Bonet*.

(2) La Junte au ministère d'*Hacienda*, 29 mars 1811, et correspondance entre elle et Argüelles : *Actas*, I, 108, f. 31-34. Bonet à l'intendant général de l'armée, à Madrid, 9 mars 1811 : *A. hist. Guerre, Corr. Bonet*. On peut compter qu'en moyenne Bârcena avait 2 à 3.000 hommes et Porlier 1.500 à 2.000 ; quant à Castañón, Escadón, etc, leurs effectifs étaient des plus variables. Il faut signaler enfin qu'en novembre 1810 Renovales traversa les Asturies avec ce qui restait de son expédition, allant à Santander ; il avait 750 hommes lorsqu'il atteignit Luarca : Walker à ? , 15 décembre 1810, *Record Office*, W. O. 1, 261, f. 173.

(3) On a vu qu'en 1797 il y avait 62.239 nobles sur 364.238 habitants. Dans le district d'Oviedo, le recensement de 1787 donna 4.730 *hidalgos* sur 13.550 habitants (*Archivo del Ayuntamiento de Oviedo, Censos de población*). En août 1794, la Junte Générale décida de lever, pour la guerre contre la France, un régiment de 3 bataillons

même système ; d'ailleurs, c'est le 21 août 1811 seulement que la Régence admit officiellement les non-nobles dans les académies militaires. La Junte se contenta, en avril 1810, de décider en principe qu'on formerait un corps de cadets, mais ce projet ne paraît pas avoir jamais été mis à exécution (1).

Lever des soldats était plus difficile que les encadrer. Il est certain que les précédentes conscriptions avaient paru lourdes, et que la Supérieure aurait risqué une sérieuse impopularité à en décréter de nouvelles. Aussi, pendant toute l'année 1810, malgré les grands revers, malgré les dispersions et la baisse inquiétante des effectifs, elle ne demanda à la province aucun effort sérieux. Tout ce qu'elle fit se réduisit à ordonner l'incorporation de 150 à 200 jeunes garçons « de moins de quinze ans, pauvres, d'éducation négligée, aptes au service », pour en faire des tambours (6 avril 1810). Quelques jours après, elle décida bien de lever 500 hommes, qui seraient choisis par tirage au sort, mais elle autorisa les districts à faire compter dans le nombre d'hommes qu'ils devaient fournir les dispersés et les déserteurs de l'armée qu'ils pourraient faire récupérer (19 avril) ; le chiffre de la conscription, déjà insuffisant, dut donc en pratique tomber à rien. La Junte écartait en même temps une proposition du sous-inspecteur de l'armée tendant à reviser les listes qu'on avait dressées pour les levées antérieures, et sur lesquelles beaucoup de jeunes gens avaient été omis. Bárcena, qui avait entrepris d'incorporer dans ses troupes les conscrits ainsi « oubliés » dans leurs foyers, fut invité par la Supérieure à les laisser en paix (2). La Junte persista dans cette attitude passive jusqu'au moment où des ordres formels du gouvernement central vinrent enfin l'y arracher. A la fin de 1810, les Cortès approuvèrent un projet du Conseil de Régence qui prévoyait la mise sur pied d'une armée de 800.000 hommes. On décida donc d'incorporer les hommes compris dans les trois premières des classes qu'établit l'instruction du 4 janvier 1811 ; cette levée devait s'effectuer même dans les régions occupées par les Français (3). La Junte, sentant toute l'impopularité que lui vaudrait

formé exclusivement de nobles, et qui porterait le nom de : *los Nobles de Asturias* : JOVELLANOS, *Diarios*, 167.

(1) Proposition de la *Junta de Guerra* des 4 et 6 avril 1810 : *Actas de la Junta de Guerra*, l. 104, f. 3 et 10. Séance du 21 avril : *Actas*, l. 105, f. 70. La Junte au Conseil de Régence, 16 avril : *ibid.*, f. 45. Ordre de la Régence du 21 août 1811 : *Ordenes del Ministerio de Hacienda*, l. 109, f. 130.

(2) Séances des 13 mars, 6 et 19 avril, 6 juin 1810 : *Actas*, l. 105, f. 34, 19, 65, 19.

(3) La première classe comprenait les célibataires, les veufs sans enfants qui n'étaient ni artisans ni cultivateurs propriétaires, les novices des ordres religieux, etc.

l'exécution de cette mesure, tenta de la faire atténuer. Elle adressa au Conseil de Régence une requête où elle exposait les sacrifices qu'avait déjà consentis la province et où elle demandait que du moins on y limitât la levée à la première classe (janvier 1811). N'ayant pas reçu de réponse favorable, elle renouvela sa démarche en mai, elle temporisa, si bien qu'au moment où elle se sépara la conscription était loin d'avoir été exécutée dans les Asturies avec la rigueur que prévoyaient les instructions gouvernementales (1).

Il était d'ailleurs plus facile de décréter des levées d'hommes que de les exécuter réellement, et la question des insoumis resta toujours un gros souci pour la Supérieure. Dans l'opinion asturienne une lassitude marquée se manifestait, assez naturelle après deux ans de lutte. En outre, les Français faisaient tous leurs efforts pour entraver le recrutement des forces espagnoles. Joseph avait rendu plusieurs décrets dans ce dessein : peines contre les autorités qui toléreraient des levées de conscrits et contre ces conscrits eux-mêmes, représailles à l'égard des familles, avantages accordés aux déserteurs espagnols, etc. (2). Dans les Asturies tout particulièrement, Bonet s'était donné pour tâche principale de faire rentrer ou rester dans leurs foyers paysans et soldats, et pour y arriver il usait à la fois, non sans habileté, de la menace et de la promesse. Dès sa première entrée à Oviedo, en février 1810, il donna à tous ceux qui avaient fui dix jours pour regagner la ville, sous peine de la confiscation des biens, et à l'expiration de ce terme il mit sa menace à exécution en ce qui concernait les membres de la justice, de l'administration, du clergé et de la

La deuxième était formée des fonctionnaires de toutes catégories. Dans la troisième entraient les fils uniques de veuve, de parents sexagénaires ou infirmes, les veufs sans enfants artisans ou cultivateurs propriétaires, les imprimeurs, les patrons de certaines industries, les hommes ayant deux frères au service, etc. *Ordenes del Ministerio de la Guerra*, 14 janvier 1811, l. 110, f. 1.

(1) La Junte au Conseil de Régence, 21 janvier et 13 avril 1811 ; au Ministère d'Hacienda, 17 mai : *Actas*, l. 108, f. 29, 23, 30. Il faut noter que la principauté avait à fournir des hommes, non seulement aux corps qui opéraient sur son territoire, mais à d'autres encore. La Romana y avait détaché des cadres sous le commandement de Carbajal afin d'y recruter pour le compte de l'armée de la gauche. Plus tard, le *Real Orden* du 1^{er} août 1810, qui réorganisa l'armée espagnole, envoya dans les Asturies les 2^e et 3^e bataillons des régiments asturiens opérant à l'Armée de la gauche (Lena, Castropol, Cangas de Tineo, Pravia, Infiesto) afin de s'y réorganiser et compléter. Le tout n'allait naturellement pas sans protestations de la part des Asturiens. *Ordenes del Ministerio de la Guerra*, 1^e août et 6 octobre, 1810, l. 107, f. 109 et 117.

(2) Décret du 9 mars 1809 : sanction allant jusqu'à la peine capitale contre les *justicias* responsables ; 8 ans de travaux forcés à qui aura fait circuler l'ordre d'appel ; même peine, ou l'exil, à qui y aura répondu. Décret du 19 juillet 1809 : amendes allant de 3 à 12.000 réaux (750 à 4.000 francs) aux familles des conscrits. Sur les déserteurs, décrets des 14 janvier et 18 mars 1810. *Prontuario de las leyes... de D. José Napoleón...* I, 152, 256 et II, 9, 46.

Junta (1). Mais il usait en même temps de procédés moins brutaux : « Je compte, écrivait-il à Barthélemy, pacifier ce pays, que les membres de la Junta ont alarmé et armé. » La première chose à faire était pour cela de réprimer les excès commis par les troupes françaises, et Bonet s'y employa de son mieux ; les officiers furent invités à surveiller leurs hommes, à être eux-mêmes modérés dans leurs réquisitions, et l'on fit avec grande publicité rendre à quelques habitants des objets qui leur avaient été volés. Les chefs de détachement durent faire aux populations des déclarations rassurantes : « Assurez les habitants que je ne viens point dans ce pays avec l'intention de leur faire la guerre, mais les pacifier et en chasser les chefs ineptes qui les trompent et causent leur ruine. Traitez-les bien et nous les ramènerons à l'ordre... Faites venir les magistrats chez vous, donnez-leur de nouvelles assurances sur mes intentions ; dites-leur que je désire voir rentrer tous les habitants... Réunissez même le clergé et assurez-le d'une grande protection. Je lui en donne pour garant l'estime et la haute considération que les chefs militaires et la troupe portent à Mgr l'évêque des Asturies... » (2) Cet évêque, Gregorio Hermida y Camba, secondait la politique du général français : sur son invitation, il promulgua plusieurs mandements pour inviter les Asturiens à rentrer paisiblement dans leurs foyers, et il réprimanda les curés qui exhortaient leurs paroissiens à rejoindre les troupes espagnoles ou qui refusaient les sacrements aux conscrits insoumis (3).

Ceux-ci étaient nombreux dans la zone occupée, soit à cause de cette politique de Bonet, soit à cause des difficultés qu'ils auraient eues à rejoindre l'armée espagnole. Ils l'étaient aussi dans les districts libres, où beaucoup de jeunes gens, au reçu de leur ordre d'appel, ou même sur le simple bruit d'une conscription proche, non seulement ne rejoignaient pas, mais encore passaient en Castille pour

(1) Proclamation de Bonet, 12 mars 1810 : *A. hist. Guerre, Corr. Bonet*. F. Fa de A. à la marquise de Santa Cruz, 7 avril 1810 : *Archivo Santa Cruz*.

(2) *A. hist. Guerre, Corr. Bonet*, passim, en particulier : proclamation du 12 mars 1810 ; au commandant Aubry, 28 janvier, 19 février ; au colonel Duclos, 29 janvier, 4 et 5 février, 6 mars ; au capitaine Michel, 30 janvier ; au colonel Cretin, 10 février ; au colonel Gauthier, 15, 18, 21 février ; au général Barthélemy, 1^{er} février, 28 juin ; au commandant Lenouaux, 4 mai.

(3) Bonet à l'évêque, 25 mai : *ibid.* Mandements de Gregorio Hermida des 31 janvier, 26 mai, 13 septembre 1810 : *Archivo Santa Cruz*. Gregorio Hermida, né en 1755 à Rubian, dans le diocèse de Lugo, occupait depuis 1806 le siège épiscopal d'Oviedo, où il avait succédé à Andrés Torres y Gómez ; sur son attitude *afrancesada*, voir ch. IV, § II. *Estadismo de la diócesis de Oviedo*, 51 ; *Guía del Estado eclesiástico... para el año de 1808*, 194.

se dérober au service. La Supérieure dut se préoccuper de cette situation. La Junte de Guerre réclamait, à son habitude, des mesures rigoureuses : confiscation des biens des insoumis au profit des hôpitaux, interdiction de sortir des Asturies sans passeport, sous peine de fortes amendes et de la saisie des marchandises transportées. Mais les députés, une fois de plus, refusèrent d'aller aussi loin ; ils se contentèrent de publier en réponse aux proclamations de Bonet un ordre du jour qui conviait les Asturiens à écouter la voix du devoir et qui annonçait des sanctions contre ceux qui refusaient le service des *alarmas*, mais qui ne parlait pas des insoumis (avril 1810). On ne prit qu'une résolution pratique, celle de doubler les postes qui surveillaient les passages de la montagne (1). Ici encore, la Junte Supérieure hésitait devant la crainte de l'impopularité.

Il est vrai qu'elle avait trouvé un autre moyen, assez inattendu, de maintenir le niveau des effectifs asturiens : il s'agissait de déboucher les soldats français pour en grossir les rangs espagnols. C'est là un procédé qui fut employé plusieurs fois dans cette guerre, et en particulier par les officiers anglais de La Corogne : de cette ville, le général de Merck fit répandre une proclamation adressée aux étrangers qui servaient dans les troupes impériales, aux « belliqueux Allemands », aux « valeureux peuples d'Italie », aux « braves Hollandais », aux « nobles Polonais » ; il promettait une gratification de 10 piastres (50 francs) aux soldats ou caporaux qui déserteraient, et une de 20 piastres aux sergents ; ceux qui consentiraient à passer au service de l'Angleterre recevraient une prime supplémentaire de 18 piastres (2). La Junte usa de ce même moyen. Elle fit même les choses très grandement. Sa proclamation du 12 avril 1810 portait à son article 4 : « Tout Français, Allemand, Polonais, Italien, etc., servant dans les armées ennemies qui passera de notre côté pour défendre la cause de l'humanité tout entière sera reçu de la façon suivante : Tout général qui se présentera seul recevra le quart

(1) La situation des exemptés ne fut réglée, et encore de façon peu claire, que le 3 août 1811. Entre temps, la Junte se contenta de trancher quelques cas individuels : refus d'une exemption de service le 7 mars 1810 ; permission à un soldat de se faire remplacer à son corps, le 28 juin 1810 ; *Actas*, I, 108, f. 6 ; I, 105, f. 15 et 37 ; séances des 11 et 12 avril 1810, I, 105, f. 27 et 36 ; *Actas de la Junta de Guerra*, I, 104, f. 16.

(2) La manœuvre eut un certain succès : le 15 décembre 1810, 284 hommes, presque tous Allemands ou Suisses, avaient déserté. L'expédition Renovales comprenait 120 déserteurs français. George White au colonel Bunbury, du *War Office*, 7 septembre 1810 ; Walker à Liverpool, 20 septembre, 6 octobre, 1^{er} novembre, 15 décembre ; textes des deux proclamations : *Record Office*, W. O. 1, 261, f. 23, 75, 99, 113, 162, 35, 597. Cf. La Forest à Champagny, 18 juillet 1810 : *Correspondance de La Forest*, édit. Geoffroy de Grandmaison, IV, 33.

de sa solde et le grade supérieur à celui dont il jouit en France. S'il passe dans nos rangs avec toute son armée, ou avec une partie de celle-ci montant au moins à 20.000 hommes, il sera fait grand d'Espagne et jouira à perpétuité d'une pension annuelle de 20.000 ducats (55.150 francs). S'il amène de 10 à 20.000 hommes, il recevra un titre de Castille avec une pension de 10.000 ducats. Au-dessous, il recevra une demi-once d'or (20 francs) par homme. De même, tous les soldats qui passeront isolément à nos troupes recevront une demi-once d'or ; les officiers, sergents et caporaux seront promus au grade supérieur au leur, et pour chaque fusil on donnera deux douros (10 francs). » (1) Malgré ces alléchantes promesses, Bonet ne déserta pas (2) et il ne semble pas que la propagande espagnole ait eu beaucoup d'effet dans sa division : les comptes de la Junte ne mentionnent qu'une quinzaine de Français à qui l'on ait remis la gratification promise (3). Ce n'était donc pas sur ce procédé que la Supérieure devait compter pour résoudre le problème des effectifs.

D'autres moyens, il est vrai, s'offraient à elle, et qui pouvaient être plus efficaces. Car la crise n'était pas tant causée par les pertes que subissaient les troupes que par le nombre effrayant d'officiers et de soldats qui quittaient les rangs. Il s'agissait donc moins d'envoyer des recrues à l'armée que de renvoyer à leur corps les hommes qui l'avaient abandonné.

Beaucoup parmi eux l'avaient fait dans des formes régulières, en

(1) Proclamation de la Junte et ordre du jour de Cienfuegos, 12 et 15 avril : *Actas*, 1. 105, f. 33 et 36. Le 17 août, la Junte décida de faire répandre dans les régiments français le texte de l'amnistie accordée aux déserteurs espagnols, afin d'amener les Espagnols qui servaient dans la division Bonet à désertre : *ibid.*, f. 15.

(2) Au même moment du reste (9 avril), la Junte de Guerre proposait de mettre sa tête à prix : une rente annuelle de 1.000 piastres (5.000 fr.) à qui livrerait mort ou vif soit Bonet, soit Gauthier. La Supérieure repoussa cette suggestion : *Actas de la Junta de Guerra*, 1. 104, f. 14, *Actas*, 13 avril, 1. 105, f. 39.

(3) 28 septembre, 10 octobre, 7 et 26 novembre 1810 : *Actas*, 1. 105, f. 58, 15, 8, 39. La plus grosse perte en prisonniers que fit Bonet dans les Asturies fut dans l'affaire de Gijón, en octobre 1810, où le 119^e se laissa prendre 35 hommes. Mais en avril 1811 Bonet signale « quelques désertions », et lors de sa retraite les chasseurs toscans, ne touchant pas de solde, se mirent à passer à l'ennemi : « Trente et quelques chasseurs se sont laissés prendre dans les environs de Léon, et je crois qu'on peut dire de ces étrangers : point d'argent, point de Suisses... » De ceux qui ont rallié leur corps, ajoutait-il, « malheureusement aucun ne m'a rapporté un coup de sabre... » A Cretin, 2 novembre 1810 ; à Caffarelli, 19 avril 1811 ; à Serras, 20 juin ; à Valletaux, 21 juin : *A. hist. Guerre, Corr. Bonet*.

obtenant une affectation aux services de l'arrière. Quantité d'officiers avaient su se faire attacher au quartier-général. D'autres demeuraient dans la zone de l'intérieur « en alléguant des missions quelquefois inexistantes, ou tout au moins de peu d'importance ». D'autres se faisaient délivrer des congés et rentraient chez eux. Quant aux soldats, un bon nombre était détaché à titre d'ordonnances auprès des officiers, qui s'en attribuaient plus que ne le permettait le règlement et allaient jusqu'à les envoyer à l'arrière auprès de leurs familles, quand celles-ci avaient besoin d'une aide. Les hôpitaux regorgeaient d'infirmiers et d'employés. La Junte Supérieure prit quelques mesures pour remédier à ce désordre, poussée par la Junte de Guerre et par le sous-inspecteur Menglano. En mars 1810, elle fit passer une revue générale et décida en principe de priver de leur commandement les officiers qui ne s'y étaient pas trouvés présents. En juin, puis en octobre, elle ordonna à ceux qui ne se trouvaient pas à leur corps de rejoindre immédiatement, sous peine de cassation. En juin 1811, elle fit examiner la situation du personnel affecté à l'hôpital San Vicente, à Oviedo. Mais c'étaient là des mesures insuffisantes et peu suivies. On a l'impression que la Supérieure ne mit pas une énergie excessive à débusquer ceux qui s'étaient mis à l'abri dans les services de l'arrière ; quand Losada entreprit de le faire, en mai 1811, et lui demanda des renseignements sur les officiers en congé, elle prit un prétexte pour ne pas les lui envoyer (1).

La lutte qu'elle entreprit contre le fléau de la dispersion et de la désertion ne fut pas menée avec beaucoup plus de vigueur. C'était la plaie des troupes espagnoles que ces débandades qui après les échecs égaillaient les hommes par monts et par vaux, disloquant les unités pour des semaines et inondant le pays de soldats affamés, démoralisés et maraudeurs. Le gouvernement central avait édicté les mesures les plus rigoureuses afin de remédier au mal : tout homme qui au combat quitterait son rang, désobéirait à un ordre ou crierait : « Nous sommes tournés ! » devait être abattu sur-le-champ ; une troupe qui s'était dispersée devait être décimée : le dixième ou même le cinquième des soldats, et le cinquième des officiers seraient fusillés (2). La Supérieure comprenait ce que de pareilles sévérités avaient

(1) *Ordenes del Ministerio de la Guerra*, 14 janvier 1810 et 10 juin 1811 : l. 107, t. 79 et 13. *Actas de la Junta de Guerra*, 23 avril 1810 : l. 104, f. 22. *Actas*, 17 mars, 18 juin, 12 octobre 1810, 31 mai et 29 juin 1811 : l. 105, f. 47, 24, 19 ; l. 108, f. 54 et 39.

(2) Les officiers restants seraient cassés, les soldats astreints à douze ans de service militaire. *Real Ordenanza* du 5 décembre 1809, *Archivo de la Audiencia de Oviedo*, 69, *Reales Ordenes* 1808-1811. Des ordres du 31 décembre 1809 prescrivirent en outre

d'indispensable. Elle-même avait dénoncé au Conseil de Régence le fléau de la dispersion et les maux qui en résultaient : « Ce qui ouvre parfois nos frontières aux irruptions de l'ennemi, ce sont ces oscillations qui se produisent dans les armées espagnoles actuelles, ces flux et reflux de courage et de lâcheté, de généreux ralliements volontaires et de honteuses dispersions. La cause en est que notre armée a été formée avec précipitation, et que la discipline n'a pu encore consolider la valeur naturelle des Asturiens (1). » Dès son installation, la Junta se préoccupa donc de remédier à cette situation. Avant de songer aux sanctions à prendre contre les dispersés, elle tenta d'abord d'accélérer leur réunion (mars 1810). Jusque-là, ce soin était confié à de petits corps de partisans conduits par des officiers ; mais ces détachements ne faisaient en réalité pas grand'chose ; ils trafiquaient de leurs fonctions et constituaient bien plutôt une forme supplémentaire de la dispersion. Tous furent rappelés, et le soin de rassembler les soldats débandés fut confié aux commandants des *alarmas* et aux juges de district. Ces derniers furent informés qu'ils auraient à payer une amende de 100 ducats (275 francs) pour tout dispersé qui serait signalé sur le territoire de leur juridiction ; la même peine fut édictée contre quiconque donnerait asile à un homme dépourvu de congé régulier, fût-il malade (2). Ces mesures ne tardèrent pas à apparaître comme insuffisantes, et la Junta dut songer à renforcer le système de sanctions. Certains proposèrent d'appliquer rigoureusement les ordres du gouvernement central, mais il semble que la Supérieure les ait trouvés trop sévères. La Junta de Guerre était d'avis d'appréhender tous les jeunes gens de quelques villages à la sortie de la grand'messe, de reconnaître les déserteurs et de les faire attacher ignominieusement à des poteaux élevés sur la place de Lueca ; après quoi, l'on infligerait de lourdes amendes aux curés, aux juges et aux familles (3). La Junta préféra un système plus organisé et plus complet. Le 12 avril 1810, elle lança une proclamation qui édictait tout un ensemble de sanctions. Le préambule était conçu en termes sévères : « C'est l'indulgence

aux autorités de refuser les vivres aux isolés dépourvus de passeport. : *Ordenes de la Junta Central*, I, 102, f. 102.

(1) La Junta au Conseil de Régence, 16 avril 1810 : *Actas*, I, 105, f. 45.

(2) Villanueva à Gregorio Jove, 12 avril 1810 : *Archivo Jove*, Séances des 4, 17, 20, 21, 28 mars 1810 : *Actas*, I, 105, f. 7, 46, 54, 57, 104. Déjà, par un ordre du 23 juin 1809, Ballesteros avait confié aux juges la mission de faire rejoindre les trainards et déserteurs : texte dans VALDES, *Memorias del Levantamiento*, p. 240.

(3) Séances de la Junta de Guerre des 6 et 7 avril 1810 : *Actas de la Junta de Guerra*, I, 104, f. 10, 11, 12.

témoignée aux déserteurs qui a perdu la nation. C'est parce que ces hommes étaient absents de leurs corps que de malheureux paysans ont dû abandonner leurs travaux et prendre les armes pour tenter vainement de défendre leurs demeures contre la rage de l'ennemi. » La Supérieure annonçait ensuite qu'une amnistie était accordée à tout homme en état d'absence illégale qui se présenterait dans les quinze jours. En revanche, ceux qui ne le feraient pas seraient considérés comme déserteurs et traités comme tels. Leurs familles seraient responsables ; elles auraient à payer 100 ducats d'amende ; les pères seraient incorporés, si la chose était possible, à la place de leurs fils ; ils perdraient la noblesse s'ils étaient nobles, et s'ils ne l'étaient pas ils feraient quatre ans de travaux forcés. Les juges qui ne prendraient pas les mesures voulues subiraient les mêmes peines. Les curés étaient tenus de dénoncer les déserteurs originaires de leurs paroisses et s'y trouvant : faute de quoi ils payeraient 100 ducats d'amende pour chacun d'eux. Enfin, les paroissiens devraient tirer au sort pour désigner parmi eux un remplaçant pour chacun de leurs compatriotes déserteurs se trouvant dans la paroisse (1). La Supérieure nomma une commission chargée de faire appliquer ces dispositions, et la Junte de Guerre annonça qu'il ne serait accordé aucune exemption de service tant que les dispersés n'auraient pas rejoint leurs corps (2).

Il est difficile de dire dans quelle mesure l'édit du 12 avril fut appliqué. Il serait étonnant qu'il l'eût été à la lettre. En tout cas il ne mit pas fin à la dispersion, que les échecs du printemps et de l'été 1810 accrurent encore. En vain le *Real Orden* du 9 mai et celui du 12 juin accordèrent-ils de nouvelles amnisties (3) : les comman-

(1) Séance du 12 avril 1810 : *Actas*, I, 105, f. 29. L'ordre du jour de Cienfuegos du 15 ajoutait l'amnistie pour tout déserteur passé au service du roi intrus, s'il rentrait dans le délai d'un mois : *ibid.*, f. 33. La Junte entendait bien garder pour la principauté les dispersés qu'on y réunirait : elle refusa au régiment de Castille l'autorisation de s'incorporer ceux qu'il avait capturés, et à Ballesteros de lui renvoyer ceux que ses troupes avaient laissés dans les Asturies : séances des 21 mars et 22 avril 1810, *ibid.*, f. 55 et 23.

(2) Séances des 13 et 18 avril 1810 : *ibid.*, f. 40 et 20. La commission comprit Pesci et Moscoso de la *Junta de Guerra*, et Peón et Vega Caso, de la Supérieure. L'affirmation d'ARTECHE (*Historia de la Guerra de Independencia*, VIII, 140) qui accusa la Junte de s'être refusée, en avril 1810, à toute mesure de rigueur contre les dispersés, apparaît donc comme très peu exacte.

(3) 9 mai : amnistie aux déserteurs qui se présenteront dans les 2 mois. 12 juin : amnistie à ceux qui ont été repris avant le 9 mai ; amnistie pour les délits commis par les déserteurs ; toutefois, les sergents et caporaux seront cassés, les officiers serviront de 3 à 6 mois comme simples soldats. *Ordenes del Ministerio de la Guerra*, I, 107, f. 87, 97.

dants d'*alarmas* continuèrent à signaler des bandes de déserteurs vaguant dans la province et commettant mille excès. Une *Comisión militar* instituée pour les poursuivre se fit surtout remarquer, semble-t-il, par ses abus de pouvoir et fut supprimée vers le début de 1811. Au milieu de cette même année, Losada entreprit de rassembler « les déserteurs qui soit sous ce nom soit sous celui de dispersés *fourmillaient* dans la principauté. » Son ordre du jour du 1^{er} juin, publié le 14, resta lui aussi sans effet et il fallut rétablir la Commission militaire. Elle inaugura ses fonctions en faisant fusiller à la Pola de Siero le premier déserteur qu'on arrêta, puis à Oviedo un homme du régiment d'Oviedo et enfin à son corps un soldat des chasseurs royaux. Mais quand la Supérieure fut remplacée par la Junte provinciale, un des membres de la Commission militaire, San Miguel, fut nommé député à la nouvelle assemblée, et les travaux de la Commission furent suspendus. Le problème restait entier, et la Provinciale, tout comme la Supérieure, ouvrit ses séances en annonçant des mesures rigoureuses, qui ne semblent pas d'ailleurs avoir eu beaucoup plus de succès que les précédentes (1). On ne saurait attribuer cet échec à la seule Junte Supérieure. Le fléau de la dispersion avait des causes sur lesquelles elles ne pouvait guère agir : les échecs militaires, une certaine tournure d'esprit des Espagnols, souvent plus braves que disciplinés et plus guerriers que militaires, l'appui que les dispersés trouvaient dans la population, le dénûment dans lequel étaient laissées les troupes. Il faut dire aussi que le commandement militaire a dans cette affaire une reponsabilité au moins égale à celle de la Junte. Il n'en reste pas moins qu'on peut s'étonner de voir l'assemblée, après sa proclamation sévère du 12 avril 1810, laisser presque complètement de côté un problème aussi essentiel et ne plus prendre aucune mesure. Dans la question des dispersés comme dans celle du recrutement, il semble bien que la Supérieure, par crainte de l'impopularité, ait reculé devant l'application de mesures de rigueur qui pourtant n'étaient que trop justifiées.

(1) Le président de la *Comisión militar* était Pedro Lopez. Ordre du jour de Losada, 30 août 1811 : *Archivo de la Audiencia de Oviedo*, 69, *Reales Ordenes*, 1808-1811. Séances des 25 octobre, 2 décembre 1810 et 14 juillet 1811 : *Actas*, I, 106, f. 6, 3, et I, 108, f. 25.

III

LA JUNTE ET L'ORGANISATION DE LA GUERRILLA

Le caractère le plus généralement connu de la guerre d'Espagne est l'importance qu'y eurent les combattants irréguliers, bandes de partisans (les *partidas*) ou de paysans, qui pratiquaient une tactique de surprises, d'embuscades et de harcèlement. C'est en général cette espèce d'opérations, menée par des irréguliers, que l'on désigne sous le nom de *guerrilla*, et tel est également le sens que nous donnerons ici à ce mot. La Junte Supérieure s'occupa activement d'organiser et d'intensifier ce mode de guerre. La nature montagnaise du pays le favorisait en effet particulièrement, et surtout il avait aux yeux de la Supérieure un avantage considérable au point de vue politique : les combattants qu'il mettait en ligne restaient sous sa dépendance et échappaient à l'autorité des généraux.

Les *partidas*, ou corps francs, corps de francs-tireurs, opéraient dans la principauté depuis les premières invasions françaises. Il semble toutefois que ces unités avaient fait jusque-là autant de mal aux populations qu'à l'ennemi, et les plaintes des paysans se répétaient avec une telle fréquence que la Junte de Guerre proposa de réunir toutes les *partidas* en un corps réglé et militairement organisé (1).

La Supérieure ne suivit pas ses conseillers militaires sur ce terrain, et au contraire elle autorisa la formation de nombreux corps francs, principalement dans les périodes de revers (2). Mais en

(1) *Actas de la Junta de Guerra*, 4 avril 1810, l. 104, f. 2.

(2) Les autorisations données pour former une *partida* sont nombreuses dans les papiers de la Junte : 17 avril 1810 (à un capitaine d'infanterie) ; 27 mai (à un paysan) ; 1^{er} juin (à Domingo Cuervo Arango, curé du Valle del Ajo, un lieutenant et un sergent) ; 4 juin (à un paysan) ; 8 juin (à un cadet) ; 20 juin (à un religieux franciscain) ; 21 juin (à un cadet) ; 27 juin (à un sergent) ; 28 juin (à un prêtre) ; 9 juillet (à un prêtre) ; 23 août (à 2 sergents), etc. On peut noter en particulier, parce qu'elle émane d'un homme qui devint membre de la Junte, la demande présentée par l'archidiacre de Villaviciosa et chanoine d'Oviedo, Pedro Alvarez Caballero, qui désirait former « un cuerpo de cruzada de voluntarios defensores de la Fé y de la Patria ». La Junte l'agréa le 18 avril 1810, mais le 11 octobre 1810 Alvarez Caballero informa la Supérieure que son initiative avait échoué : *Actas*, l. 105, f. 64 et 17. Il ne faut pas confondre avec les corps francs les unités portant les noms de 1^{er} bataillon de troupes légères, (qui est le bataillon de Cangas de Onís) et de *Tiradores de Asturias* (corps formé par Arce et dénommé avant le 6 juin 1810 corps volant) : *ibid.*, 1^{er} et 6 juin 1810, f. 2 et 19.

même temps elle s'efforça de les organiser. Le 28 décembre 1808, la Junte Centrale avait bien promulgué un règlement dans ce but, mais qui était resté lettre morte, du moins dans les Asturies. La Junte en rédigea un autre, qui fut achevé et publié le 29 mai 1810, et qui au fond n'est guère qu'une série de précautions destinées à mettre fin aux abus que commettaient les *partidas*. Pour les empêcher de devenir des asiles de dispersés et de déserteurs, la Supérieure limitait le nombre de ceux qu'elles seraient autorisées à admettre dans leurs rangs et le fixait au tiers de l'effectif ; le reste pourrait être formé d'Espagnols de toutes conditions, même mobilisables, sous la seule réserve qu'ils n'eussent jamais été enrôlés. Pour éviter l'émiettement des corps francs, l'effectif minimum de chacun d'eux fut fixé à 30 hommes. Pour empêcher les partisans de se cantonner dans une inaction prolongée, la Supérieure leur imposa l'obligation d'attaquer l'ennemi au moins tous les quatre jours. Enfin, de nombreuses mesures étaient prises contre l'indiscipline : les chefs de *partidas* devaient demander l'autorisation de la Junte pour former leurs bandes, ils recevaient le droit de punir leurs hommes, mais étaient tenus en revanche de procéder chaque jour à l'appel, d'observer dans les réquisitions toutes les formes réglementaires, de se faire délivrer au départ de chaque cantonnement le certificat de bien-vivre etc. (1)

Les résultats obtenus par les corps francs sont assez discutables. A plusieurs reprises on voit la Junte leur accorder des récompenses pour une action heureuse, faire rendre des honneurs funèbres exceptionnels à des chefs qui se sont particulièrement distingués (2). Mais beaucoup plus souvent encore les actes de la Supérieure retentissent de plaintes et d'accusations contre les *partidas*. Les conflits entre elles et les troupes réglées sont constants. Les francs-tireurs accusent les réguliers de les avoir brimés, voire emprisonnés. Les seconds ripostent par des dénonciations si passionnées que la Supérieure se plaint au capitaine-général du ton de leurs rapports, qui « tentent d'insulter et de salir de façon scandaleuse » les partisans. Mais les villages viennent joindre leurs réclamations à celles des troupes et dénoncent les méfaits de ces bandes « qui de temps à autre descen-

(1) Voir ce règlement aux appendices.

(2) Par exemple Francisco Collar, qui reçoit une médaille d'honneur ; Jerónimo Cascos dont la *Gaceta* raconte les exploits et la mort ; Pedro Tronco, à la mémoire duquel on élèvera une colonne et dont la veuve et les enfants reçoivent la noblesse héréditaire, etc. : *Actas*, 6 juin, 18 août, 1^{er} et 24 septembre, l. 105, f. 12, 16, 1, 51.

dent de leurs montagnes, demandent des vivres, attirent l'ennemi et disparaissent lorsqu'elles l'aperçoivent (1). » De fait, les témoignages français n'indiquent pas que les corps francs aient jamais sensiblement gêné l'envahisseur. On constate tout d'abord que Bonet réussit à obtenir à l'arrière de ses lignes une sécurité à peu près complète, et que les *partidas* n'y ont presque jamais pénétré pour troubler les services et les communications (2). Dans la zone des avant-postes, il est vrai, les Français essuyèrent des attaques fréquentes dans les premiers mois de l'occupation ; certaines régions étaient particulièrement dures, comme les districts de Cangas de Onis, de Rivadesella et de Llanes, « vrai pays de chèvres, dit Bonet, où mes troupes meurent de faim et où il faut faire le coup de feu toute la journée. » Mais presque toujours les assaillants sont identifiés, et ce sont des troupes réglées, celles de Porlier et d'Escandón ; une seule fois Bonet signale catégoriquement la part prise aux hostilités par des combattants irréguliers : « Les pays entre la Deva et la Sella sont en pleine insurrection, pas un habitant n'est dans sa demeure, tous sont dans les montagnes et armés » (4 septembre 1810). Encore s'agit-il là plutôt des *alarmas* que des corps francs. Bientôt d'ailleurs la situation changea. Bonet avait organisé une contre-guerrilla habile et énergique. Il était tenu au courant des mouvements espagnols, en particulier par des intelligences qu'il avait nouées lors de la première invasion. Il organisait des points d'appui solides, dans de fortes maisons ou des couvents situés hors des villages ; il y constituait de gros magasins de vivres, grâce auxquels on pouvait diminuer le nombre des convois de ravitaillement, lents et vulnérables. Il ne tolérait ni isolés, ni hommes détachés auprès des cantiniers et des blanchisseuses. Les colonnes ne marchaient que soigneusement couvertes, « pour éviter les embuscades et les roulis de pierres » ; Bonet essaya même de les faire accompagner par des chiens dressés à éventer l'ennemi. Tout officier qui laissait enlever un de ses hommes était puni d'un mois d'arrêts de forteresse. Enfin, la zone située en avant des lignes était fréquemment et vigoureusement nettoyée :

(1) Pravia à la Junte, 10 mai 1811 : *Actas*, I, 105, f. 15. La Junte fut même obligée de dissoudre la *partida* de Domingo Cuervo Arango, « à la suite de plaintes répétées », ainsi que celle de Bardiales : *ibid.*, 15 juillet et 12 août 1810. Pour les conflits entre troupes et corps francs, la Junte à Cienfuegos, 10 juillet : *ibid.*, I, 105, f. 10 ; séances des 27 juin, 3 août 1810.

(2) Dans toute sa correspondance de février 1810 à juin 1811 il n'est question que de deux fois d'agressions effectuées contre des Français isolés circulant à l'arrière : à l'intendant de la province, 4 juillet et 6 décembre 1810, *A. hist. Guerre, Corr. Bonet*.

des colonnes mobiles, dont l'effectif allait d'une compagnie à un bataillon, bien approvisionnées, bien entraînées, parties de nuit en grand secret, effectuaient des raids à longue distance et dispersaient les *partidas* avant qu'elles eussent pu agir (1). Aussi, à partir du début de 1811, un calme à peu près complet s'établit-il partout, et l'action des corps francs paraît avoir presque entièrement cessé. Les espoirs que la Junte Supérieure avait mis en eux se trouvaient déçus.

Les *alarmas*, que la Junte s'efforça également de réorganiser, étaient très différentes des corps francs. C'était la levée en masse, au moment du danger, de tous les hommes valides qui pour une raison ou pour une autre n'avaient pas été incorporés (2). Cette institution, fort ancienne dans les Asturies, avait repris vie en 1808 ; la Junte Suprême l'avait dotée, en juillet-août 1808, de son premier règlement, et l'on fondait alors sur elle les plus grandes espérances. Au cours de l'invasion de 1809, les paysans montrèrent en effet beaucoup de courage et de dévouement ; la division de Ventana, commandée par Francisco Arias de Velasco, se distingua particulièrement. Mais aussi il apparut avec trop d'évidence que faute d'instruction les *alarmas* ne pouvaient s'opposer à des troupes régulières, et vers le milieu de 1809 on entreprit de les réorganiser. La tâche fut confiée au maréchal de camp Antonio Peón Heredia, secondé par son frère Pedro, le futur membre de la Junte Supérieure, et par un des chefs du soulèvement de 1808, Ignacio Flórez Arango. C'est à Pedro Peón qu'est dû le règlement du 2 octobre 1809 : l'*alarma* générale formait 5 divisions, subdivisées elles-mêmes en compagnies (une par paroisse), avec cadres organisés, services de santé et de ravitaillement etc. ; son rôle était défini de façon appropriée à ses facultés : « diminuer la rapidité des mouvements de l'ennemi et permettre de prendre en temps voulu les mesures utiles » (3).

(1) A. hist. Guerre, Corr. Bonet, *passim*, particulièrement 26 avril, 1^{er}, 10, 11 mai, 21 juin, 4 septembre, 17 et 29 décembre 1810, 6 janvier, 15 février, 25 mars, 19 et 22 avril, 12 juin 1811. Séance du 7 avril : sur la tactique des Français « qui en petits partis font des raids (*correrrias*) fréquents à distance de nos troupes » ; *Actas*, I. 108, f. 14.

(2) Il est difficile d'évaluer les effectifs totaux de l'*alarma*. On verra plus loin que la division de Ventana, à la fin de 1809, pouvait lever 8.400 hommes environ. La principauté comprenait 5 divisions d'alarme, à peu près équivalentes comme population.

(3) A. FUGIER, *Les alarmas asturiennes pendant la Guerre de l'Indépendance*. Sur l'organisation des alarmas en 1808, VALDES, *Memorias*, 107, 189, 227. Textes du rè-

Ce règlement constituait un progrès réel, mais insuffisant encore : lorsqu'en 1810 Bonet reparut dans les Asturies, la résistance qu'il trouva dans les *alarmas* fut médiocre (1). Dès ses premières séances, la Junte Supérieure fut donc amenée à examiner ce problème et à entreprendre le travail de réorganisation qui s'imposait. La première instruction qu'elle envoya au commandant général de l'alarme est datée du 6 mars 1810, c'est-à-dire du surlendemain de sa séance inaugurale. Dans cette tâche, la Supérieure procéda par mesures partielles ; le sous-inspecteur Menglano eût voulu une réforme d'ensemble, mais les députés jugèrent que les circonstances ne s'y prêtaient point (2).

La Junte s'appliqua naturellement de façon toute particulière à remédier aux vices que la récente invasion française venait de révéler dans la constitution de l'alarme. En premier lieu, on avait dû constater qu'un petit nombre seulement de paysans avait répondu à l'appel. Chez certains, c'était mauvaise volonté pure. Contre les délits de ce genre, la Supérieure vota, le 12 avril 1810, la peine de mort avec confiscation des biens et, le cas échéant, avec déchéance de la noblesse héréditaire. En outre, elle approuva le 15 un ordre du jour de Cienfuegos qui proclamait le caractère sacré de l'obligation militaire : « Tout Espagnol, à partir d'aujourd'hui, est déclaré soldat, avec l'obligation de défendre sa liberté, sa religion, son roi, sa constitution, sa vie, son honneur et ses biens (3). » Mais il y avait aussi de nombreux paysans qui n'avaient pas pris les armes parce qu'ils étaient dispensés du service de l'alarme. Les instructions d'octobre 1809 étaient en effet très lâches. Elles astreignaient bien

glement du 2 octobre 1809, et de l'instruction sur les *alarmas* promulguée par Arce le 8 décembre 1809 : *Archivo Arias de Velasco*. On sait que le principe des *alarmas* n'était pas spécifiquement asturien ; Joseph tenta d'en organiser pour son compte : décret du 17 novembre 1810, *Prontuario...*, II, 255.

(1) Il ne rencontra guère de difficultés du fait de « l'esprit d'insurrection » qu'entre Cangas de Onís et la Pola de Siero : 6 février 1810, *A. hist. Guerre, Corr. Bonet*. C'est le 3 février seulement qu'Antonio Peón Heredia lança aux *alarmas* l'ordre de mobilisation, en le limitant aux hommes armés de fusils : *Archivo Arias de Velasco*. Sur la conduite de Flórez Arango en cette circonstance, violentes plaintes du marquis de Santa Cruz au Conseil de Régence (non daté, vers avril 1810) : *Archivo Santa Cruz*. Sur l'activité des réguliers, des *partidas* et des *alarmas* en un des secteurs les plus mouvementés du front, celui de Grado, on trouve un bon exposé dans FERNANDEZ DE MIRANDA, *Grado*, p. 216 et suiv.

(2) Il n'y eut qu'une instruction d'ensemble ; ce fut celle que la Junte envoya le 1^{er} juillet aux *alarmas* en vue d'une attaque générale qu'on méditait alors, et qui peut être considérée comme le complément du règlement du 6 mars. Voir son texte aux appendices. Séances des 6, 10 et 15 mars, 1^{er} juillet, 21, 26, 30 août 1810, etc : *Actas*, I, 105, f. 14, 40, 41, I, 23, 33, 39, 3.

(3) Proclamation de la Junte du 12 avril, et séance du 15 : *Actas*, I, 105, f. 33 et 36.

au service les hommes de seize à soixante ans, mais en ajoutant : « à moins qu'ils ne soient notoirement inaptes, ou incapables physiquement, ou ivrognes invétérés, ou poltrons, ou fanfarons (*charlatanes*). » C'étaient là bien des cas d'exemption. La Supérieure n'en retint qu'un, l'incapacité physique, qui devait être constatée et proclamée par tous les paroissiens, assemblés le dimanche à la sortie de la grand'messe (6 mars 1810). Une autre cause qui avait découragé les paysans et les avait détournés de répondre à l'appel avait été dans certains cas le refus des curés de marcher avec l'*alarma* : la Junte rappela au clergé son devoir patriotique. Afin d'encourager les membres de l'alarme, elle leur assigna une solde pour les jours où ils seraient de service et elle les exempta de certaines charges (1). La réunion des paysans en compagnies par paroisses s'était révélée défectueuse, parce que peu uniforme et peu homogène : la Supérieure invita Antonio Peón Heredia à généraliser la méthode de Castropol, qui avait constitué des bataillons de 500 hommes, comprenant 5 compagnies à 100 hommes, de 5 escouades chacune ; elle ordonna de former des bataillons distincts de fusiliers et de piquiers. Enfin, il était apparu avec évidence que l'instruction militaire était très insuffisante. La Junte se préoccupa donc d'améliorer les cadres. Elle leur concéda certains avantages, mais leur imposa de nouvelles obligations. Ils devaient exercer les hommes tous les jours fériés, et afin qu'ils eussent eux-mêmes les connaissances nécessaires, la Junte les convoqua (6 mars 1810) pour un stage de 15 jours, au cours duquel des instructeurs de l'armée régulière devaient leur enseigner « le maniement d'armes, les mouvements, le pas cadencé, la charge, les feux, ainsi que quelques-unes des évolutions les plus nécessaires (2). »

Toutes ces mesures eussent constitué d'utiles améliorations, si l'on avait tenu la main à leur exécution. Mais il ne paraît guère qu'il en ait été ainsi (3). La Junte ruina d'ailleurs elle-même la réforme la plus importante, celle qui établissait l'égalité de tous devant le service de l'alarme : elle décida le 1^{er} juillet 1810 que ceux qui « par faiblesse et lâcheté » voudraient s'en racheter pourraient le faire

(1) Les membres des *alarmas* furent dispensés de fournir des rations aux troupes tant qu'eux-mêmes seraient de service, et ceux qui possédaient des fusils furent exempts de garde et de fournir des logements aux troupes et des attelages aux convois : séances des 24 avril et 2 novembre 1810, *Actas*, l. 105, f. 72 et l. 106, f. 2.

(2) Les officiers reçurent le *fuero militar* et le droit à l'uniforme. A. FUGIER, *op. cit.* Instruction du 1^{er} juillet et du 21 août 1810 : *Actas*, l. 105, f. 1 et 23.

(3) Par exemple, dès le 30 août 1810, des tirailleurs d'alarme qui se sont enfuis pour ne pas répondre à l'appel sont punis seulement de 50 ducats d'amende ; la Junte conseilla, sans l'imposer, d'y ajouter la perte de la noblesse : *Actas*, l. 105, f. 39.

moyennant une contribution allant de 300 à 1.000 réaux (250 francs) (1). C'était faire renaître parmi les paysans les sentiments d'envie et de jalousie qui avaient en partie causé la désaffection de février 1810. En outre, la Supérieure ne détruisit pas, et ne pouvait guère détruire, le principal obstacle qui s'opposait à toute action efficace des *alarmas*, le manque d'armes. De nombreux fusils avaient bien été distribués en 1808, mais par la suite ils avaient été mis hors d'usage, pris par les Français, donnés aux dispersés espagnols ou bien ramassés par la division Ballesteros quand elle quitta les Asturies. De même, les munitions avaient été données aux soldats, ou gâtées, ou consommées dans les combats et les exercices. Lorsque Bonet entra dans la principauté au début de 1810, les paysans se trouvaient à peu près sans armes. A la fin de 1809, la division de Ventana, qui comptait 8.338 hommes, possédait en tout et pour tout 729 fusils de chasse et 154 fusils de munition, avec une moyenne de 13 cartouches par arme. Le reste des paysans n'avait que des lames de faux ou des fers de fourche emmanchés à de longs bâtons, et surtout des piques (*chuzos*) ; c'était là un armement dont ils sentaient toute l'insuffisance et qui ne servait guère qu'à les démoraliser (2).

A cet état de choses la Supérieure ne remédia pas ; bien plus, elle fit ramasser pour l'armée les derniers fusils qui restaient aux *alarmas*, et l'on verra qu'elle ne pouvait guère faire autrement. Dans ces conditions, la situation ne s'améliora naturellement pas, malgré tous les efforts que pouvait faire la Junte (3). D'ailleurs, Bonet veillait à ce que, dans la zone occupée du moins, les populations se tinsent tranquilles ; il avait réprimé durement les résistances locales qu'il avait rencontrées à son entrée dans les Asturies et il apportait un soin particulier à faire ramasser les armes (4). Le peu de valeur

(1) Voir aux appendices le règlement du 1^{er} juillet, articles 4 et 5.

(2) A. FUGIER, *op. cit.* Lettres de capitaines de *parroquia* des *alarmas* à Francisco Arias de Velasco, 30 janvier, 3 février 1810, etc ; Arias de Velasco à Peón Hérédia, 20 janvier : *Archivo Arias de Velasco*. En octobre 1811, les *alarmas* de Galice pour 206.924 hommes possédaient 13.920 fusils avec 573.540 cartouches, 12.940 carabines avec 298.863 cartouches, 31.130 piques et 138 canons de montagne avec 1.258 gargousses : *Record Office*, W. O. 1, 261, f. 877.

(3) La Junte fit son possible pour assurer la liaison entre les *alarmas* et les troupes régulières, et pour donner aux paysans des chefs de leur goût : *Actas*, 8 juin, 13 août et 10 novembre, etc., I. 105, f. 15, 26 ; I. 106, f. 15.

(4) « Je m'en remets à vous pour faire exécuter sur-le-champ les hommes pris les armes à la main... Si vous trouvez des paysans armés, faites-les fusiller. N'épargnez pas surtout les chefs de l'alarme.. Je suis disposé à user de la plus grande rigueur envers ces malheureux tant qu'ils ne voudront pas rentrer dans l'ordre. Une vingtaine ont été fusillés hier. » Bonet à Cretin, 10 février ; à Aubry, 19 février ; à Gauthier, 3 mai ; au commandant Gouin, 11 mai : *A. hist. Guerre, Corr Bonet*.

militaire des *alarmas* apparut de façon manifeste lors du débarquement que Renovales opéra à Gijón en octobre 1810. Le colonel Cretin, qui ne disposait que de trois compagnies du 119^e, soit 350 hommes, avait évacué la ville et s'était arrêté à quelque distance, en rase campagne. 3.000 paysans armés l'entourèrent aussitôt : or Porlier, qui les commandait, n'osa pas en venir à l'attaque, tant il les sentait incapables de soutenir un combat en ligne (1).

Vers le milieu de 1811, il fallut bien reconnaître que les tentatives de réorganisation avaient échoué. Les rapports officiels ne se montraient que trop nets : l'institution était « en ruine et désorganisée, ... détruite et manquant de la vigueur nécessaire... en entière dissolution. » La Supérieure essaya une fois de plus de remonter la machine. Une commission de cinq membres en fut chargée, qui comprenait deux députés, Peón Heredia, commandant en second de l'alarme depuis 1809, et Miranda Flórez, un ancien *vocal*, Gregorio Jove Valdes, et deux hommes qui s'étaient distingués depuis 1808 dans l'organisation de la résistance, Fernando de la Riva Valdés et Francisco Arias de Velasco (4 août 1811). Quelques jours après, la Junta se séparait. Les travaux de la commission aboutirent du reste au même échec que les efforts antérieurs : de plus en plus il apparaissait que la lutte perdait de son caractère de soulèvement populaire, et que la guerre régulière succédait à la guerrilla (2).

Du moins l'abondance d'hommes que fournissait la réquisition des paysans donna-t-elle à la Supérieure des facilités appréciables pour l'organisation de certains services. C'est ainsi qu'au début des grandes opérations de 1810 elle put constituer celui des courriers. Entre Luarca, où elle siégeait, et Barco de Soto, en première ligne, elle fit échelonner vingt-deux relais éloignés de trois ou quatre kilomètres ; chacun était composé d'un employé des finances qui en avait le commandement et de quatre paysans choisis parmi les plus agiles. Ainsi, en quinze heures au maximum la Junta pouvait avoir des nouvelles du front ou y envoyer des ordres (3). Au début

(1) Walker (qui assistait à l'expédition) à Liverpool, 1^{er} novembre 1810 : *Record Office*, W. O. 1, 261, f. 113. Bonet à Drouet d'Erlon, 23 octobre, et à Caffarelli, 24 octobre : *A. hist. Guerre, Corr. Bonet*. A. FUGIER, *op. cit.*

(2) Circulaire de la Junta aux membres de la Commission, 5 août ; 1^{er} rapport de la commission, août : *Archivo Arias de Velasco*. Séance du 4 août 1811 : *Actas*, l. 108, f. 8.

(3) Si le pli restait plus longtemps en route, le chef de poste était envoyé à l'armée comme soldat et le paysan était puni de 20 ducats (55 fr.) d'amende. On prévoyait aussi la correspondance par signaux. Le chef de ce service était un employé de la Trésorerie, Antonio Martínez. *Actas de la Junta de Guerra*, 28 avril 1810 : l. 104, f. 26. *Actas*, 9 mars 1810 : l. 105, f. 22.

de 1811 on établit de façon analogue la liaison avec la Junte Supérieure de Léon, au moyen de relais échelonnés de Cangas de Tineo au col de Leitariegos (1). Les *alarmas* furent également fort utiles pour l'organisation des services de renseignements et d'espionnage. La Junte attachait à ceux-ci une grande importance et elle le marqua dès les premiers jours en y consacrant, malgré le mauvais état des finances, une somme de 12.000 réaux (3.000 francs). Peu après, elle décida que toute personne qui donnerait avis de l'approche de l'ennemi recevrait une récompense qui serait proportionnée à l'intérêt de la nouvelle et dont Cienfuegos fixa le minimum à deux douros, soit vingt francs. Ce furent les commandants d'alarmes qui furent chargés de recueillir ces renseignements et de les faire parvenir. Il semble qu'ils aient envoyé souvent des avis utiles, et que la Junte ait été assez bien tenue au courant des mouvements des Français, et même de leurs projets (2) : c'était là pour les armes espagnoles un avantage sérieux.

A vrai dire, on eût pu attendre davantage du concours des populations. Les histoires de la guerre d'Indépendance sont remplies bien souvent de développements sur le rôle essentiel que jouèrent les irréguliers, francs-tireurs ou paysans. D'après des récits sérieux, il en fut effectivement ainsi dans les Asturies lors de l'invasion de 1809 (3). Or on vient de voir que, soit sous la forme de *partidas*, soit sous celle d'*alarmas*, l'action des irréguliers fut au contraire assez restreinte en 1810 et 1811, et ne gêna jamais sérieusement Bonet. On serait donc amené à croire que dans cette question de la *guerrilla* il faut distinguer entre les premiers temps de la guerre et les années qui suivirent. Qu'au début les populations, alors dans le premier feu de l'enthousiasme, comprenant de nombreux hommes valides et suffisamment pourvus d'armes, aient harcelé l'envahisseur comme le racontent les récits traditionnels, c'est très probable. Mais qu'après des années de lutte le mordant des premiers jours ait disparu, que les paysans décimés et sans armes se soient lassés, surtout en face d'un adversaire désormais rompu, lui aussi, à ce genre de guerre,

(1) *Actas*, 26 janvier 1811 : l. 108, f. 37.

(2) Cienfuegos à Vistalegre, 12 juin 1810 : *Archivo Vistalegre. Actas*, 7 et 28 mars, 12 et 15 avril, 9 et 21 juin : l. 105, f. 16, 104, 36, 33, 18, 27. *Actas de la Junta de Guerra*, 27 avril : l. 104, f. 24.

(3) OMAN, (*History of Peninsular War*, II, 388) attribue au soulèvement de la population la retraite de Kellermann que Ney avait chargé de garder les Asturies après la première conquête (juin 1809). Cf. aussi VALDES, *Memorias del Levantamiento*.

ce n'est pas fait pour étonner (1). L'échec auquel aboutit la Junte dans ses tentatives pour organiser la guerrilla était à prévoir, et si elle n'avait pas été dominée par des considérations plus politiques que militaires elle eût pu employer plus utilement son temps et ses efforts.

IV

LA JUNTE ET LA CRISE DU MATÉRIEL

Lorsqu'éclata la Guerre d'Indépendance, le matériel dont disposait l'armée espagnole était fort suffisant, et le royaume possédait les usines voulues pour pourvoir aux fabrications de guerre. Mais dans les Asturies comme ailleurs les magasins et arsenaux furent vite vidés, les fabriques vite arrêtées, de sorte que la Junte Supérieure eut à faire face à une crise de matériel qui plus d'une fois lui causa de vives inquiétudes.

Le matériel d'habillement laissait à désirer de façon particulièrement visible. Les dures opérations qui étaient en cours lorsque la Junte se réunit amenaient une usure rapide des chaussures et des uniformes, de sorte que les soldats allaient en guenilles et fréquemment nu-pieds. D'ailleurs, ils vendaient souvent leurs vêtements et leurs chaussures lorsqu'il leur arrivait d'en toucher. La Junte prit des mesures pour empêcher ce gaspillage ; elle édicta une peine de 15 jours de prison et de 20 ducats (55 francs) d'amende contre quiconque achèterait à un soldat ses souliers ou ses habits (2). Elle chercha d'autre part, ce qui devait être plus efficace, à activer la production des fabriques de chaussures et de vêtements que possédaient les Asturies. En 1808 la province comptait, comme on l'a vu, quelques filatures de lin et des teintureries ; on y trouvait en outre des tanneries et des fabriques de cartouchières, de harnachements et de semelles de souliers. La Junte s'adressa à ceux de ces ateliers qui travaillaient encore et leur passa un certain nombre de commandes : 6.000 chemises en avril 1810, puis en septembre 3.000

(1) En Catalogne, les résultats obtenus par les *partidas*, les *somatènes*, etc., furent tout aussi médiocres : DESDE VISES DU DÉZERT, *La Junte Supérieure de Catalogne*, 377, 385.

(2) Séance du 26 décembre 1810 : *Actas*, I. 106, f. 58.

paires de souliers, 2.000 uniformes à 160 réaux pièce (40 fr.), et 2.000 capotes « en deux tailles, correspondant à celles des grenadiers et des fusiliers, en drap très fort et susceptible de résister aux intempéries, avec manches et col haut se boutonnant facilement par devant. » Mais l'argent manquait pour se procurer les matières premières, au point qu'en juillet 1811 il fallut en venir à l'emprunt forcé pour pouvoir acheter le drap nécessaire : on dut exiger 150.000 réaux (37.500 francs) des neuf plus riches commerçants d'Oviedo et de Gijón (1). D'ailleurs, la production des fabriques locales était très insuffisante. La Junte se trouva donc dans l'obligation de solliciter du gouvernement central des envois d'effets d'habillement et de chaussures ; elle demanda en particulier 8.000 uniformes complets le 29 mars 1811. Elle s'adressa également à l'Angleterre et pria le commissaire britannique à La Corogne, Walker, de lui faire allouer 20.000 paires de souliers, 10.000 uniformes et 6.000 pantalons (13 novembre 1810) (2). L'Angleterre accorda quelques secours (3). Le gouvernement espagnol envoya 200 pièces de drap pour confectionner des vêtements, les étoffes nécessaires pour les doubler et 12.000 vares (près de 10.000 mètres) de toile pour faire des chemises : c'était peu de chose relativement aux besoins de la province. Encore les rares uniformes que touchait la troupe étaient-ils de médiocre qualité : « Courts, étroits et mal cousus, ils n'avaient pas la durée nécessaire et ne protégeaient pas le soldat (4). » Aussi, malgré les efforts de la Supérieure, le dénûment de l'armée resta extrême. Les rapports adressés à la Junte ou envoyés par elle sont pleins de pitoyables détails : « Les troupes n'ont ni chaussures ni vêtements... Il faut au plus tôt 2.000 uniformes pour couvrir en partie la nudité

(1) C'étaient à Oviedo M. Riviano, A. Doriga, J. Mendez Vigo, F. Landeta, R. Alvarez, et à Gijón Rodriguez, Toral, Rendueles, J. F. Cifuentes. On achetait du drap en Portugal, mais à haut prix, car le douro espagnol y perdait environ 12 %. — Séances des 15 avril, 29 septembre, 13 novembre 1810, 6 juillet 1811 : *Actas*, I, 105, f. 43, 60, 19 ; I, 108, f. 9. Vorster à Vistalegre, 24 septembre 1810 : *Archivo Vistalegre*.

(2) Note de Walker du 15 décembre 1810 : *Record Office*, W. O. 1, 261, f. 169. Séance du 29 mars 1811 : *Actas*, I, 108, f. 31.

(3) Du 13 septembre 1810 au 6 septembre 1811, elle envoya à La Corogne 475 tuniques, 484 pantalons et 472 chapeaux. Mais la note de White (*Record Office*, W. O. 1, 261) ne spécifie pas la part qui revint aux Asturies dans ces envois.

(4) Torenio à la Junte, 8 janvier 1811 ; séance du 31 mars 1811 : *Actas*, I, 108, f. 2 et 41. On ne saurait absolument affirmer que ce furent là les seuls envois du gouvernement, mais on ne trouve pas trace d'autres. Au lieu de secourir les Asturies, on leur réclama même, en vue de la campagne d'hiver, 13.000 chemises, 13.000 paires de souliers, 6.500 uniformes avec guêtres, capotes, cravates et chapeaux ! *Ordenes del Ministerio de la Guerra*, 20 août 1811, I, 110, f. 26.

des troupes asturiennes, qui sont presque hors d'état de se présenter sur les rangs... De nombreux soldats sont nus, les deux tiers vont sans souliers... Le nombre des sans-souliers a augmenté de telle manière que les trois quarts des hommes pour le moins sont entièrement nu-pieds... Les troupes de l'Orient ne cessent de se plaindre du manque de vêtements et de chaussures, et pour mieux dire de leur nudité absolue... Les officiers eux-mêmes en arrivent à se chausser d'*abarcas*... Plusieurs officiers sont sans chemise... » (1) La situation des Français n'était pas beaucoup plus brillante (2), mais c'était là pour les troupes asturiennes une mince consolation.

Les malades dans les hôpitaux n'étaient pas mieux pourvus du matériel nécessaire. Sans doute, la Supérieure avait fait un effort sérieux pour augmenter le nombre des formations sanitaires, qui dès le début des grandes opérations était apparu comme insuffisant. En mars 1810 on ne disposait que de deux hôpitaux, établis à Castropol ; la division Bárcena n'en avait point, celle de l'Orient se plaignait de perdre beaucoup de monde par manque de soins et la Junte de Galice déplorait que les soldats qu'elle envoyait dans les Asturies fussent obligés de rentrer dans leur province pour s'y faire soigner. La Supérieure put accroître le nombre des hôpitaux. Elle envoya des chirurgiens et des infirmiers à Bárcena ; elle établit des dépôts d'éclopés, des postes de secours pour soigner les traînards et sept hôpitaux volants de transit (avril 1810) ; en octobre 1810, trois grands centres fonctionnaient à Collanzo, à Teverga et à Rivadeo ; le *Real Hospicio* d'Oviedo fut réinstallé sitôt la libération de la ville. Mais si la Supérieure avait pu réunir le personnel nécessaire pour ces créations nouvelles (3) elle n'avait pas trouvé le matériel sanitaire voulu, et à ce point de vue la situation était lamentable.

(1) Les *abarcas* sont un carré de cuir brut dans lequel on enveloppe le pied. Séances des 9 et 13 novembre, 5, 7, 24 décembre 1810, 29 mars et 6 juin 1811 : *Actas*, I, 106, f. 11, 19, 8, 10, 54 ; I, 108, f. 31 et 11.

(2) Bonet à Duclos, 23 juillet 1810 (le 118^e est mal vêtu et mal chaussé) ; ordre du 3 août (la troupe est nue) ; au receveur général des contributions en Espagne, 3 novembre (« Si l'on n'avise pas au moyen d'envoyer des fonds, j'aurai 1/3 des soldats à l'hôpital et 1/3 pieds nus ») ; à Caffarelli, 1^{er} décembre (le soldat est « dans l'état de nudité le plus complet »), et 19 avril 1811 (« Les corps n'ont aucun moyen de fournir à la chaussure ») ; à Duclos, 8 mai (« J'entends murmurer le soldat [au 118^e] sur l'état de nudité où il se trouve. ») *A. hist. Guerre, Corr. Bonet*.

(3) La Junte de Guerre avait proposé d'affecter à chaque hôpital 5 moines ou davantage : « Ils seraient ainsi occupés à des besognes de charité, au lieu de vagabonder dans les villages, au préjudice de la société. » Mais la Supérieure se contenta d'employer dans les services sanitaires quelques ecclésiastiques comme le curé Juan Mier Castañón et le chanoine Bernaldo Luege y Villar, du chapitre d'Oviedo, qu'elle nomma inspecteur général des hôpitaux militaires (juin 1811). *Actas de la Junta*

Les formations ne disposaient que de ressources très insuffisantes pour acheter les objets indispensables et toutes étaient plus ou moins dans le cas de celle que Porlier avait créée dans la Liebana, et qui « n'avait guère d'autres secours que ceux de la Providence » (septembre 1810). Le ravitaillement en vivres n'était pas même assuré : en juillet 1811, le directeur du *Real Hospicio* d'Oviedo annonça à la Junte qu'il n'avait absolument plus rien à donner à manger aux hospitalisés. Les locaux étaient souvent insuffisants : dans l'hôpital établi près de Castropol, qui comptait 60 lits, malades et blessés étaient entassés au point qu'on n'avait plus de place pour les bureaux et la lingerie ; il est inutile d'ajouter que la « fièvre d'hôpital » y faisait des ravages épouvantables. Quant au matériel sanitaire proprement dit, lits, draps, pharmacie, etc., il était lamentablement insuffisant à l'époque où la Supérieure se réunit ; un rapport du *boticario mayor* Escudero, adressé à la Junte en mars 1810, donnait sur ce point des détails attristants (1). La Supérieure essaya d'abord de faire appel à la charité publique pour se procurer le nécessaire ; elle chargea les curés de demander des draps, des lits, des bandes de pansement, etc. Puis, comme les dons volontaires restaient insuffisants, elle ordonna des réquisitions, effectuées sous la responsabilité des juges, « de façon à pourvoir chaque malade d'un lit, d'un matelas et du linge correspondant, afin qu'il soit abrité comme il convient en cette saison » (17 novembre 1810). Les résultats ne paraissent pas avoir été brillants (2) et le problème du matériel sanitaire ne fut pas résolu de façon plus satisfaisante que celui de l'habillement.

Celui de l'armement se posait avec plus d'acuité encore. Pourtant, au point de vue de la métallurgie et de la fabrication des armes, les

de Guerra, 5 avril 1810, l. 104, f. 6. *Actas*, 24 juin 1811 : l. 108, f. 32. *Ordenes del Ministerio de la Guerra*, 17 juin 1811, l. 110, f. 16. SANDOVAL, *La grandiosa Empresa...* 85. *Guía del Estado eclesiástico*, 195.

(1) Sur la question du matériel sanitaire, *Actas de la Junta de Guerra*, 5 et 9 avril 1810, l. 104, f. 6 et 13. *Actas*, 6, 8, 12 mars, 13 avril, 26 juin, 28 août, 3 et 15 septembre, 24 octobre, 24 décembre 1810, 9 février, 19 juin, 8 juillet 1811 : l. 105, f. 14, 20, 33, 40, 34, 36, 6, 33 ; l. 106, f. 4, 54 ; l. 108, f. 16, 31, 14.

(2) Séances du 18 mars et du 17 novembre 1810 : *Actas*, l. 105, f. 48 et 27. Du côté des Français, les soins paraissent avoir été meilleurs. Toutes les fois qu'il le pouvait, Bonet évacuait par mer sur Bayonne ses malades et blessés. Il veillait à ses hôpitaux et se louait de ses majors : « Leurs soins ont conservé plus d'un bataillon à l'Empereur... L'hôpital d'Oviedo est le meilleur qu'il y ait en Espagne » : à l'intendant général, 14 mai 1811 ; cf. 6 mai etc. : *A. hist. Guerre, Corr. Bonet*.

Asturies étaient une des provinces les plus favorisées du royaume. Les matières premières ne manquaient pas. La houille, exploitée depuis plusieurs siècles, alimentait largement les usines ; on en exportait même à destination des arsenaux du Ferrol et de Carthagène, en la chargeant sur des chalands qui descendaient le Nalón. La principauté possédait plusieurs gisements de minerai de fer, et ceux de la Biscaye étaient tout proches et excellents (1). La population ouvrière était importante (2) et trouvait aisément à s'employer dans de nombreuses fabriques : de fer-blanc à Cangas de Onís, d'ustensiles de cuisine à Allande et à Santa Eulalia de Oscos, d'outils agricoles, de fers à chevaux, de clous etc. On fabriquait des armes dans les districts de Castropol, Boal, Villanueva de Oscos, Luarca, Miranda, Navia, Villaviciosa. Surtout, l'État possédait deux grandes usines qui lui fournissaient en grosses quantités le matériel de guerre. A Oviedo, on fabriquait des fusils : une vingtaine de mille par an, et jusqu'à 40.000 s'il était nécessaire ; les ouvriers étaient divisés en corporations : ceux d'Oviedo forgeaient le mécanisme et le montaient, à Mieres travaillaient les *bayoneteros*, à Grado et à Mieres les *cañonistas* foraient les canons avec des machines mues par des chutes d'eau. L'usine de Trubia fondait des boulets et des bombes. Il y avait là, sous la direction d'un colonel d'artillerie qui depuis 1806 était José Cienfuegos, une installation assez complète : des hauts-fourneaux fonctionnant au charbon de bois et surtout à la houille, deux fours avec souffleries (le *Volcan* et l'*Incendie*), plusieurs forges, une fabrique de moules à boulets, une installation pour récupérer le fer des scories, des magasins. Le fer provenait du gisement de Castañedo, dont la teneur était de 37 % ; on produisait chaque année 460.000 kilogs de fonte (3).

(1) La production houillère était en 1799 de 5.140 tonnes : MUDÓZ, *Diccionario geográfico* ; JOVELLANOS, *Diarios*, 99, 187, 352, 358. — Jovellanos avait été nommé par le roi en 1793 « *para promover el cultivo y comercio del carbón de Piedra en este Principado* ». *Archivo de la Audiencia de Oviedo, Regencia y Real Acuerdo, expedientes varios*, 67, Gijón et Castropol. En septembre 1810, la Junte envoya à Cadix, sur la demande du Ministère de la Guerre, 184 tonnes de houille : *Ordenes del Ministerio de la Guerra*, 28 août 1810 : l. 107, f. 116. *Actas*, 15 septembre 1810 : l. 105, f. 34.

(2) En 1787, 200 artisans à Oviedo : *Archivo del Ayuntamiento de Oviedo*. Pour l'ensemble de la province, 6.099 artisans en 1797, d'après SANGRADOR, *Historia de la administración*... 230, et 2.503 seulement en 1799 d'après MUDÓZ, *op. cit.* En s'en tenant au chiffre le plus faible, ils représentaient encore 1/145^e de la population totale, et 1/29^e si l'on tenait compte de leurs familles.

(3) Les fabriques de Trubia et d'Oviedo avaient été installées pendant la guerre de 1793-1795, alors que les Français menaçaient celles des provinces basques. Leurs produits étaient également transportés par chalands sur le Nalón. Rapport de la

Il était naturel que dans ces conditions les Asturies fussent en 1808 parmi les provinces les mieux pourvues d'armes du royaume. L'arsenal d'Oviedo était le quatrième d'Espagne par le nombre de fusils (33.418) et celui de Trubia le troisième pour les grenades et les bombes (1). Mais ces réserves furent vite épuisées. Les magasins furent à plusieurs reprises pillés par la foule. La Junte Suprême en tira près de 23.000 fusils pour armer les troupes. En 1809, Ney et Kellermann s'emparèrent d'un matériel important. En 1810, Bonet trouva des dépôts considérables à Oviedo et à Gijón, sans compter les fusils et les canons qui furent abandonnés par les troupes espagnoles (2), et les armes que les Français ramassaient soigneusement dans les villages (3). Aussi, en mars 1810, la crise de l'armement était vraiment inquiétante. Le 27, il ne restait que 800.000 cartouches au parc central d'artillerie, et pour en confectionner d'autres on n'avait ni poudre ni papier ; Porlier réclamait 600 fusils et l'on ne pouvait lui en envoyer un seul. En mai, le surintendant Vista-legre rendait compte « du manque absolu de munitions dans tous les corps ». En octobre, la Supérieure évaluait les besoins à 4.000 fusils et 2 millions de cartouches. En décembre, il manquait aux seules troupes asturiennes (sans parler des 3.000 Galiciens) 1.576 fusils et 5.294 baïonnettes ; il eût fallu de plus 8 à 10.000 fusils pour les paysans des *alarmas*. En mars 1811, les besoins s'élevaient à 10.000 fusils et 2 millions de cartouches (4). Encore les armes qu'on possédait

Junte au *Ministerio de Hacienda*, 17 mai 1811 : *Actas*, I, 108, f. 30. Rapports anonymes destinés au haut commandement français, l'un sans date (vers avril 1808), l'autre du 1^{er} janvier 1808, donnant pour Oviedo les chiffres suivants : 13.000 fusils, 1.000 mousquetons et 5.000 pistolets par an : *Archives Nationales*, AF IV, 1608 A, plaq. 1 IV et 2 I. *Archivo Histórico Nacional, Estado, Junta Central*, c. 36 A. JOVELLANOS, *Diarios*, 85, 353, 358. BANCES Y VALDES, *Pravia*, t. LVIII, p. 245. M. SOMOZA, *El General Cienfuegos*, 5-10. ORDONEZ, *La fábrica de Trubia*, 7.

(1) A Gijón on trouvait 29 canons, 50 affûts, 124.000 kg. de poudre à canon, 50.400 de poudre à fusil, 1.876.808 balles pour fusil d'infanterie, etc. ARTECHE, *Guerra de la Independencia*, I, 561.

(2) VALDES, 104 et 187. Les principales prises indiquées dans les lettres de Bonet sont les suivantes : à Loison, 26 janvier 1810 (9 canons, 4 à 500 fusils, des munitions) ; à Cretin, 27 avril (« L'ennemi m'a fourni du nécessaire et on lui a pris son artillerie ») ; à Aubry, 20 mai (2 canons, 7 mulets chargés de cartouches) ; à Laubardière, 9 juillet (9 canons) ; à Boyer, 15 février 1811 (3 canons, 400 fusils) etc. *A. hist. Guerre, Corr. Bonet*.

(3) Bonet à Gouin, 11 mai 1810 : *ibid.* Ordre de Joseph du 17 mars 1810 : *Pron-tuario*, II, 44.

(4) La Supérieure à la Junte Centrale, 29 mai 1810, et à Walker, 27 novembre : *Actas*, I, 105, f. 37 et I, 106, f. 40. Le capitaine-général et le commandant-général à la Junte, 24 août et 7 décembre 1810 : I, 105, f. 29 et I, 106, f. 10. Séances des 9 et 27 mars, 20 mai, 24 octobre 1810 : I, 105, f. 23, 59, 18 ; I, 106, f. 5. *Nota de pedidos* de la Junte au *Ministerio de Hacienda*, 29 mars 1811 : *Actas*, I, 108, f. 31.

étaient-elles en mauvais état et la Junte était-elle obligée d'en fournir aux provinces basques (1).

La Supérieure recevait cependant des secours appréciables de l'extérieur. Mahy lui envoya plusieurs fois des cartouches et des pierres à fusil. Elle adressait de fréquentes demandes à la Junte de Galice, en les faisant appuyer par son délégué à La Corogne, Riego, et elle en reçut à plusieurs reprises de petits bâtiments chargés d'armes et de munitions. Renovales, après l'échec de son expédition, l'invita à faire choisir quatre pièces d'artillerie parmi celles qu'on avait pu ramener (2). Mais c'est surtout d'Angleterre qu'arrivaient les secours. La Supérieure les faisait solliciter directement à Londres par les deux représentants que la province y entretenait, Andrés Angel de la Vega, qui y remplissait des missions de ce genre depuis 1808, et Manuel Méndez Flórez. Le 4 mars 1810, le président et les députés signèrent « *una reverente representación á S. M. B.* », accompagnée d'une lettre au ministère, demandant tous les secours possibles en armes et en munitions ; la Junte écrivit en même temps à Vega et à Méndez Flórez que s'ils ne pouvaient faire agréer cette demande ils devraient acheter, à crédit si possible, 6 à 8.000 fusils livrables immédiatement. Ces démarches furent répétées le 24 mai et le 24 octobre. En même temps, la Supérieure s'adressait aux représentants de l'Angleterre en Galice, le brigadier Walker et l'*assistant commissary* Georges White. Dès les 12 et 13 mars 1810 elle invita ses délégués à La Corogne, Miguel del Riego et José Méndez de Vigo (un Asturien qui résidait dans cette ville), à demander à Walker 500.000 cartouches, 40.000 pierres à fusil, 2.000 fusils, 2.000 cartouchières, des baïonnettes, des carabines, des équipements, etc. Ces demandes se répétèrent fréquemment par la suite ; le 15 décembre 1810, elles s'élevaient au total à 8 millions de cartouches, 13.800 kilogs de poudre, 100.000 pierres à fusil, 8.000 fusils avec baïonnettes, 8.000 cartouchières, 4.000 sabres et 12 canons (3). L'Angle-

(1) Sur le mauvais état des armes, *passim*, nombreuses demandes de réparations. Au moment où Renovales (à qui la Supérieure avait prêté 800 fusils) se disposait à débarquer à Gijón, on s'aperçut que les fusils étaient hors de service, et il fallut les changer au dernier instant : Walker à Liverpool, 1^{er} novembre 1810, *Record Office*, W. O. 1, 261, f. 113. Séance du 29 décembre 1810 : *Actas*, l. 106, f. 59. Sur les envois d'armes en pays basque, principalement par le port de Mondaca, séance du 28 août 1810 : *ibid.*, l. 105, f. 36 ; Bonet à Barthélemy, 17 juillet 1810 : *A. hist. Guerre, Corr. Bonet*.

(2) Vistalegre au capitaine-général, 25 juin 1810 : *Archivo Vistalegre*. Séances des 4, 16, 21, 26 mars et 25 novembre 1810 : *Actas*, l. 105, f. 5, 45, 59, 102 et l. 106, f. 38.

(3) La Junte demanda aussi parfois des secours aux vaisseaux britanniques en croisière devant la côte asturienne. — Etat dressé par Walker, 15 décembre 1810 :

terre répondit largement à ces appels. Des frégates, des brigantins, des chasse-marée débarquèrent à Luarda, à Castropol etc., armes et munitions en quantités importantes. Du 13 septembre 1810 au 6 septembre 1811, les Asturies reçurent au minimum 3.300 fusils avec baïonnettes, 3.300 cartouchières, 1.212.500 cartouches, 26.000 pierres à fusil, 300 sabres de cavalerie, enfin 200 carabines et 200 pistolets avec 8.000 pierres de rechange (1).

Si appréciables qu'ils fussent, ces secours ne pouvaient satisfaire entièrement aux besoins de l'armée, et la Junte eut sans cesse à chercher d'autres moyens de parer à la crise de l'armement. Elle s'efforça naturellement tout d'abord d'empêcher le matériel que l'on possédait de tomber aux mains de l'ennemi. Chaque fois qu'une retraite est à prévoir, on la voit donner des ordres pour mettre en sûreté le contenu des magasins. Lorsque les Français avancent, les commandants d'alarme et les patriotes sont invités à cacher les armes : tout Espagnol qui en aura sauvé de la sorte recevra un douro (5 francs) par fusil et un par 1.000 cartouches ; on raconta qu'un paysan avait constitué ainsi une cachette de 20.000 fusils ! Lorsqu'à la suite d'une panique des troupes ont jeté leurs armes, la Junte ordonne de les recueillir soigneusement et elle fait procéder à cette récupération jusque dans la zone envahie, au moyen de petits détachements de partisans (2). La Junte de Guerre proposait que lorsque des hommes auraient jeté ou volontairement dégradé du matériel on leur en retînt le prix sur leur solde ; la Supérieure alla plus loin (juillet 1810) et rendit les parents des soldats responsables : la famille

Record Office, W. O. 1, 261, f. 169. Séances des 4, 12, 18, 24 mars, 24 mai, 24 octobre, 13 et 27 novembre, 10 et 16 décembre : *Actas*, l. 105, f. 6, 31, 49, 67, 26 ; l. 106, f. 5, 19, 40, 19, 36.

(1) Les chiffres ci-dessus ne comprennent que les armes qui ont sûrement été adressées aux Asturies (principalement à Porlier). D'autres envois ont été faits à Santocildes, Mahy, etc., dont les Asturies ont bien pu profiter pour une part. Le total général pour la période sus-dite comporte 16.310 fusils avec baïonnettes, 2.037.500 cartouches, 105.500 pierres à feu ; 1 000 sabres de cavalerie, 500 d'infanterie et 500 de marine ; 200 carabines, 1.100 pistolets avec 12.000 pierres et 220.000 cartouches. Nous n'avons pas retrouvé les états pour la période mars-septembre 1810. États dressés par Walker : *Record Office*, W. O. 1, 261, f. 165, 221, 255, 421. Remerciements de la Junte aux commodores Parker et Mends, accusés de réception, etc., séances des 25 mars, 7 et 20 octobre, 27 novembre 1810, 12 janvier 1811, etc. : *Actas*, l. 105, f. 100, 11, 41 ; l. 106, f. 40, etc. Les balles anglaises avaient l'inconvénient d'être trop grosses pour les fusils espagnols. Les balles espagnoles (16 à la livre) étaient elles-mêmes un peu plus grosses que les françaises. Sur les envois de matériel anglais à la Catalogne, cf. DESDEVICES DU DEZERT, *op. cit.*, 395.

(2) Séances des 4, 16 mars, 12 avril, 22 mai, 6 et 7 juillet, 16 août, 15 novembre 1810, 8 février 1811 et 9 juillet : *Actas*, l. 105, f. 7, 45, 36, 23, 8, 9, 12 ; l. 106, f. 28 ; l. 108, f. 15 et 15.

d'un homme qui aurait jeté son fusil aurait à payer une amende de 200 réaux (50 francs). En revanche, la Supérieure fit distribuer des primes à ceux qui conservaient leurs armes : malgré la détresse financière, elle affecta à cette dépense, dès sa réunion, la somme de 50.000 réaux (1).

Il ne fallait guère compter sur le matériel qu'on pourrait prendre à l'ennemi : celui que les Français perdirent dans les surprises et les combats fut insignifiant, et celui dont Renovales s'empara quand il débarqua à Gijón, et qui était important, disparut dans le naufrage qui suivit (2). Les *alarmas*, comme on l'a vu, ne possédaient plus au début de 1810 qu'un nombre restreint de fusils : la Junte n'hésita pas à les faire ramasser par les commandants de districts, afin de les distribuer à la troupe ; les paysans reçurent un douro (5 francs) par fusil reversé (3). La Supérieure fit réquisitionner également, pour faire des cartouches, tous les papiers que possédaient les juges, les notaires, les greffiers et la *Real Audiencia* elle-même, actes, procès et jusqu'aux causes criminelles, dont on ne conserva que la sentence (4). En même temps, elle usait d'expédients divers, et plus ou moins heureux. Elle fit armer les cavaliers avec des sabres de fantassins, « bien que ce ne soit pas exactement ceux qui conviennent ». Elle ordonna de distribuer des piques aux soldats qui n'avaient pas de fusils, et elle envoya à Bárcena des hommes ainsi armés « afin que, dans les attaques, les autres aient honte de jeter leurs fusils ». Elle faisait bon accueil aux inventions qui lui étaient soumises. Un certain Méndez se fit fort de couler, grâce à des procédés particuliers, des canons de 12 en fer, pesant 170 kilogs : il reçut 3.000 réaux (750 francs) pour réaliser son projet. Un autre proposa

(1) Noter aussi le soin avec lequel la Junte récupère, dès le 8 mars, des canons qui ont été envoyés hors des limites de la province. — Séances des 8 et 10 mars, 11 juillet 1810 : *Actas*, l. 105, f. 21, 25, 11. *Actas de la Junta de Guerra*, 5 avril 1810 : l. 104, f. 4, 9, 33, 35.

(2) On ne voit qu'une fois la Junte acheter des armes prises aux Français : 11 fusils, à 60 réaux ; séance du 5 octobre 1810, *Actas*, l. 105, f. 8. A Gijón, dit Bonet, « le port a été nettoyé et les magasins vidés ». En particulier, les Espagnols prirent ou plutôt reprirent 3 mortiers de bronze. Quand Bonet évacua les Asturies, il donna les ordres les plus précis pour emporter ou détruire les munitions et l'artillerie, et il ne semble pas qu'il ait rien laissé derrière lui : à Drouet d'Erlon et à Laubardière, 23 octobre 1810 ; à Rouget, Valleteaux, Barthélemy, juin 1811 : *A. hist. Guerre, Corr. Bonet*.

(3) C'était là d'ailleurs l'exécution d'un ordre de la Junte Centrale, en date du 15 décembre 1809 : ramasser « tous les fusils que possèdent les particuliers... Il ne faut pas que les armes qui font tellement défaut à l'heure actuelle restent cachées chez les paysans ». *Ordenes de la Junta Central*, l. 102, f. 76. Séances des 5, 14, 18 mars 1810, 7 avril 1811 : *Actas*, l. 105, f. 11, 39, 49, et l. 108, f. 14.

(4) Séances des 19 mars et 25 novembre 1810 : *Actas*, l. 105, f. 42 et l. 106, f. 37.

de fabriquer des canons en bois ; il en présentait un petit modèle et assurait que des engins semblables « avaient supporté jusqu'à quatre décharges » ; la Supérieure se déclara « convaincue de l'utilité de cette idée et de l'intérêt que dans les circonstances actuelles présenterait cet instrument... spécialement pour battre les édifices, contre lesquels des pièces de 12 sont nécessaires » ; elle fit poursuivre les essais — très probablement avec le succès qu'on devine (1).

Tout cela ne pouvait donner de résultats sérieux. Un procédé plus sûr et plus efficace s'offrait : rétablir en territoire libre les fabriques d'armes qu'avait ruinées l'invasion française. La Junte prit cette résolution dès le 5 mars 1810, et l'on choisit comme nouveau centre de fabrications de guerre le village de la Vega de Rivadeo, situé à quelques kilomètres de Castropol, c'est-à-dire tout à fait à l'extrémité occidentale de la province, à l'abri de l'invasion. On disposait d'assez nombreux ouvriers de Trubia et d'Oviedo, qui s'étaient enfuis devant les Français, et l'on avait pu sauver une partie de l'outillage et des matières premières, de sorte que le travail put reprendre sans trop tarder. Mais les conditions étaient déplorables. On manquait de main-d'œuvre, car si certains ouvriers avaient gagné la Vega de Rivadeo, d'autres étaient restés dans la zone occupée et d'autres au contraire étaient allés chercher du travail dans les usines de Galice, à Juvia, à la Corogne, à Pontevedra ; on tenta de les faire rejoindre, en usant à leur égard de menaces et de promesses, mais en février 1811 le personnel n'était que le quart de ce qu'il était jadis à Oviedo. On manquait de spécialistes ; le gouvernement en avait bien envoyé quelques-uns, provenant des fabriques de Tolède, mais peu après il appela à Majorque les meilleurs d'entre eux, ainsi que les fondeurs. On manquait d'outillage : on dut s'approprier celui que transportait à Séville un bateau de Biscaye, et autoriser les ouvriers à aller chercher les outils qu'ils avaient laissés chez eux en fuyant l'invasion. Surtout, comme toujours, on manquait d'argent. A la veille de l'invasion française, il y avait à Gijón 300.000 réaux (75.000 francs) et à La Corogne 1.200.000 réaux destinés à la fabrique d'Oviedo. Mais le gouverneur militaire de Gijón, José Pesci, avait employé les premiers à fortifier la ville et la Junte Suprême de Galice avait gardé les seconds, sous prétexte que l'usine d'Oviedo se trouvait au pouvoir de l'ennemi. Le 28 mars 1810, la Junte apprit que le

(1) Séances des 6 et 12 mars, 17 décembre 1810, 24 janvier 1811 : *Actas*, I. 105, f. 43, 30, 31 ; I. 106, f. 36 ; I. 108, f. 35.

gouvernement envoyait de nouveau 500.000 réaux pour les usines de guerre asturiennes : mais trois jours après elle décida que « vu le manque de fonds » on affecterait à d'autres usages ceux destinés à la fabrique de fusils, « quitte à les rendre dès qu'arriveraient les secours qu'on attend », et José Cienfuegos, directeur des fabrications, dut se contenter de 150.000 réaux (2 avril). Les ouvriers vécurent donc dans une misère peu favorable à une production intensive : « Voilà onze semaines qu'ils n'ont pas touché un sou, écrivait Cienfuegos le 9 février 1811, et qu'ils ne vivent que par la charité des voisins. Ils ne peuvent pâtir plus longtemps, et dans leurs attitudes et sur leurs visages on voit les premiers signes du désespoir. » La Junta répondit par un secours de 25.000 réaux (6.250 francs) : or les ouvriers et leurs familles formaient un total de 264 personnes ! (1)

La situation s'améliora toutefois par la suite, en particulier en raison de l'intervention du gouvernement central. Déjà le *Real Orden* du 26 août 1810 relatif à la réduction des Juntas avait expressément recommandé d'intensifier les fabrications de guerre. Le 24 février 1811, le ministère de la Guerre envoya des ordres péremptoirs à ce sujet. Le 11 juillet, quand les Français eurent évacué les Asturies, il ordonna de rétablir sans délai la fabrique de fusils d'Oviedo qui, en raison des ressources minières du pays, pouvait être très utile à la nation tout entière. Le 8 août, le Conseil de Régence promit à la fabrique les ressources nécessaires à son fonctionnement (on estimait qu'il fallait 800.000 réaux par mois, soit 200.000 francs), et il envoya un premier secours de 300.000 réaux. Enfin, le 28 août, le ministère de la Guerre nomma un directeur des fabriques d'armes asturiennes, le lieutenant-colonel d'artillerie Antonio Pardo (2). La fabrication reprit donc à Oviedo ; en octobre 1811, la *Junta provincial*, qui venait de succéder à la Supérieure, rendit compte que les

(1) M. SOMOZA, *El General Cienfuegos*, p. 15-18. La Junta au Conseil de Régence, 16 avril 1810 : *Actas*, l. 105, f. 45. Séances des 4, 5, 7, 11, 15, 21, 28 mars, 1^{er} et 2 avril, 2 et 22 mai, 2 juin 1810, 9 février 1811 : *ibid.*, f. 5, 9 et 12, 16, 29, 42, 90, 104, 1, 2 et 3, 5, 25, 3 ; l. 108, f. 16.

(2) *Real Orden* du 26 août 1810, art. 8 : *Ordenes del Ministerio de la Guerra*, l. 107, f. 47. Ordre du ministre de la Guerre du 24 février 1811 : — I : « Les Juntas, municipalités ou corporations qui établissent des fabriques d'armes seront déclarées avoir droit à la reconnaissance de la Nation... II : Les Cortès récompenseront les membres de ces corps si dans les fabriques qu'ils établissent on fabrique un minimum de 5 fusils par jour. — III et IV : peines prévues par le Code militaire contre tout vol commis dans ces usines, de mort contre quiconque dénoncera aux Français leur emplacement. — V : obligation d'envoyer à la Régence un compte-rendu mensuel des fabrications. — VI : Exemption du service militaire accordée aux ouvriers. — Le ministère de la Guerre à la Junta, 11 juillet, 8 et 28 août : *ibid.*, l. 110, f. 8, 20, 31, et l. 109, f. 125.

ouvriers rentraient en grand nombre et que si l'on avait l'argent nécessaire on pourrait fabriquer par semaine 150 fusils à 130 réaux et 50 pistolets à 75 réaux. L'usine de la Vega de Rivadeo n'atteignait sans doute pas cette production. Toutefois, elle s'était un peu ranimée à la suite de quelques mesures que la Junte avait prises depuis le début de l'année : ses ouvriers avaient droit maintenant aux mêmes rations que la troupe, et le budget de la Supérieure lui faisait une part assez large (50.000 réaux environ en juillet). La fabrication restait cependant plus onéreuse qu'à Oviedo : le fusil mis en caisse et embarqué revenait à 140 réaux (35 francs), c'est-à-dire qu'il atteignait le prix maximum fixé par le ministère de la Guerre (1).

La production des fabriques d'armes asturiennes était donc appréciable. Elle n'en restait pas moins très au-dessous de celle de 1808, où d'Oviedo seulement pouvaient sortir 400 fusils par semaine, et surtout très au-dessous des besoins, puisqu'en mars on évaluait à 10.000 le nombre de fusils qui manquaient aux troupes (2). Mais sans les efforts de la Supérieure pour réorganiser les usines, sans ses mesures contre le gaspillage des armes, sans ses demandes à l'Angleterre, la crise de l'armement eût certainement été beaucoup plus grave, et peut-être fatale aux armées asturiennes : sur ce terrain, les services que rendit la Junte furent réels. Dans la question des effectifs, ils sont plus douteux. Dans le domaine proprement militaire, ils ont été médiocres, soit qu'elle ait gaspillé ses efforts à organiser une guerrilla inefficace, soit qu'elle ait prétendu diriger les opérations. La Junte, assemblée de gouvernement civil, eut donc une action d'autant plus efficace qu'elle l'exerça sur un terrain plus proprement civil et plus éloigné des affaires purement militaires, qui n'étaient pas les siennes.

(1) La Junte au ministère d'*Hacienda*, 17 mai 1811 ; séances des 4 mars et 5 août 1811 : *Actas*, I. 108, f. 30, 9 et 9. La Junte provinciale au Ministère de la Guerre, 9 octobre 1811 : *Actas de la Junta provincial*, I. 112, f. 18.

(2) Bonet ne manquait pas d'armes. Il avait du plomb, en ayant trouvé à son entrée à Gijón : 1.696 saumons de 110 à 150 livres, dont il garda 696 pour lui et envoya 1.000 à Léon au général Elbé, commandant l'artillerie de l'armée de Portugal : à Elbé, 15 octobre 1810. Mais il fut souvent très à court de poudre : à Barthélemy, 23 mars 1810 (il n'a d'autres cartouches que celles que portent les hommes) ; à Boyer et à Caffarelli, 1^{er} et 20 décembre (manque de poudre) ; à Caffarelli, 6 janvier 1811 (il restait 10 cartouches par homme) ; à Estève, 22 avril (prendre grand soin des munitions) etc. *A. hist. Guerre, Corr. Bonet*.

CHAPITRE III

LA JUNTE ET LES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

I

LE PROBLÈME DU RAVITAILLEMENT

LA SITUATION ÉCONOMIQUE. Déficit des récoltes. Lourdes réquisitions des Français. La disette dans la population et dans l'armée asturienne. — MESURES DE RÉGLEMENTATION. Réorganisation des Juntas patriotiques par la Supérieure ; leur composition, leur fonctionnement. Contrôle de la Junta sur le ravitaillement. Ses mesures contre le gaspillage et sur l'exportation des vivres. — POLITIQUE D'IMPORTATION DE VIVRES. Demandes de la Junta au gouvernement. Ses achats de blé à l'extérieur. Conclusion.

II

LA JUNTE ET LES DIFFICULTÉS FINANCIÈRES

Les pouvoirs financiers de la Junta ; leurs variations. — LES FINANCES ASTURIENNES. Les recettes. Les dépenses normales. Capitaux gaspillés ou perdus. Épuisement financier des régions envahies. Mauvais état des finances asturiennes. — LE GOUVERNEMENT ET LES FINANCES DE LA JUNTE. Secours envoyés à la Junta ; leur interception par la Galice ; plaintes répétées de la Junta. Autres protestations sur la subordination à la Galice du *Ministro de Hacienda* des Asturies. — CRÉATION PAR LA JUNTE DE RESSOURCES NOUVELLES. Contribution extraordinaire de guerre. Emprunts, retenues diverses. Ressources tirées du clergé. Les biens des *afrancesados*, etc.

I

LE PROBLÈME DU RAVITAILLEMENT

Sur le terrain économique, la Junta se trouvait dans son domaine propre. Alors que dans les affaires militaires elle devait s'incliner devant les généraux, en matière économique au contraire ses pou-

voirs étaient reconnus et confirmés par tous les ordres successifs du gouvernement central (1). Or la tâche qui consistait à assurer dans les Asturies le ravitaillement de l'armée et de la population ainsi que le bon ordre des finances était tout particulièrement ardue.

Même en temps de paix la province ne pouvait se nourrir par ses propres ressources. On a vu que si elle pouvait exporter des fèves, des châtaignes et surtout du bétail, elle devait acheter à l'extérieur, et en grosses quantités, les denrées essentielles : vin et blé à la Castille et au royaume de Léon, farine et maïs à l'étranger. En 1810, la récolte fut parmi les plus mauvaises qu'on eût jamais vu. Plus du tiers des terres cultivables se trouvait en friche faute de bras, car les paysans étaient à l'armée, ou occupés aux services d'alarme, de convoi, de transport des dépêches, etc. Le maïs en particulier fit presque complètement défaut (2).

Ainsi, même si le territoire de la principauté avait été entièrement libre, la Junte aurait eu de la peine à conjurer la disette. Or de ce territoire les Français occupaient la partie la meilleure et la plus fertile (3), et Bonet l'exploitait avec une méthode implacable. Dans tous les villages, suivant l'ordre qu'avait donné Joseph, il établit des *Juntas de Subsistencias* où il fit entrer les notables du pays et par lesquelles il faisait exiger toutes les denrées dont il avait besoin. Lorsque les populations ne s'exécutaient pas, il les contraignait en prenant des otages qu'il menaçait d'envoyer en France. A l'usage de ses troupes, il constituait des approvisionnements considérables : à Gijón, 10.000 quintaux de blé et 50.000 rations de légumes, d'eau-de-vie et de vin ; à Oviedo, le double ; à Villaviciosa, Mieres, Avilés, Grado, à la Pola de Siero, d'importants magasins. Toute idée de ménagements disparaissait à ses yeux devant les nécessités du ravitaillement : « Les paysans peuvent être dans la misère, mais ils doivent souffrir la faim avec nous ; n'écoutez donc pas leurs clameurs. » Aux réquisitions s'ajoutait le pillage des denrées, quand les troupes

(1) *Real Orden* étendant les pouvoirs des Juntas Supérieures, 13 janvier 1810 : *Ordenes de la Junta Central*, t. 102, f. 110. *Real Orden* réduisant le nombre des membres des Juntas, 26 août 1810 ; décret étendant les pouvoirs des Juntas en cas d'invasion, 28 février 1811 : *Ordenes del Ministerio de Hacienda*, t. 107, f. 47 ; t. 109, f. 3.

(2) La Junte à la Junte de Galice, 21 août 1810 ; au ministère d'*Hacienda*, 17 mai 1811 : *Actas*, t. 105, f. 21 et t. 108, f. 30. Bonet à l'intendant général de l'armée, 9 mars 1811 : *A. hist. Guerre, Corr. Bonet*. La situation de la Galice n'était pas meilleure : la Junte de Galice à Howard Douglas, 16 novembre 1811, *Record Office*, W. O. 1, 261, f. 995.

(3) En mai 1811, ils occupaient les 7/8 de la province, à en croire la Junte ; cette proportion semble exagérée. La Junte au commandant de la 6^e armée, 24 mai 1811 : *Actas*, t. 108, f. 48.

françaises prenaient et surtout reprenaient des localités : ainsi à Oviedo au début de 1810 et à Gijón en décembre. Enfin, certains membres des *Juntas de Subsistencias* ne se faisaient pas scrupule à l'occasion de chercher leur profit personnel dans les réquisitions de l'ennemi (1). Bonet ne se contentait pas d'exploiter la région occupée par ses troupes. Ses colonnes mobiles, au cours des raids répétés qu'elles effectuaient en avant du front, vidaient les villages de leurs approvisionnements. Elles obligeaient un ou plusieurs notables à répartir les réquisitions et à les faire livrer, après quoi elles disparaissaient, « laissant les pauvres paroisses sans bétail pour labourer et sans grains pour se nourrir ». Ces razzias furent désastreuses en particulier dans les districts de Salas, Cangas de Tineo, Allande, Navia, Luarca et Pravia, dont en février 1810 le commandement espagnol avait retiré ses troupes sous prétexte de réorganisation. « A peine les rusés et vigilants ennemis furent-ils assurés de cette retraite qu'ils inondèrent le pays de leurs hordes... Leurs exactions furent immenses... Les villages abandonnés obéissaient en tremblant... » Enfin, et pour comble, Bonet allait jusqu'à attirer les vivres qui existaient dans les régions au pouvoir de ses adversaires, en permettant d'importer de Galice et de Portugal le sel, l'huile, le poisson sec, les sardines (2).

La Junte Supérieure se voyait ainsi enlever le plus clair des ressources qu'eût pu lui offrir la province, et cela à un moment où l'accumulation des troupes dans la région non occupée nécessitait des approvisionnements considérables. Cette zone eût pu nourrir, en temps normal, 3.000 hommes. Or il fallait fournir des vivres, non seulement aux corps asturiens, mais encore occasionnellement à la 6^e armée et aux troupes de passage, comme celles de Renovales qui à la fin de 1810 vinrent consommer 1.500 rations par jour. Le 15

(1) Le pillage de Gijón eut lieu dans la nuit du 26 décembre, à la suite d'une évacuation temporaire par les Français : Theresina del Rosal à Jovellanos, 26 décembre 1810, *Correspondencia*, éd. Somoza-Garcia, p. 242. Bonet à Crétin, 27 et 29 mars 1810 ; à l'intendant de province, 8 août ; à Valentin, 17 mai 1811 : *A. hist. Guerre, Corr. Bonet*. Décret de Joseph du 11 avril 1809 : *Prontuario*, I, 161. Séance de la Junte provinciale du 28 octobre 1811 : *Actas de la Junta provincial*, I, 112, f. 70.

(2) Ordre de Bonet du 21 décembre 1810 : *A. hist. Guerre, Corr. Bonet*. Séances des 16 août 1810, 15 avril, 10 mai 1811 : *Actas*, I, 105, f. 13 ; I, 108, f. 27, 15. Séance de la Junte provinciale du 28 octobre 1811 : *Actas de la Junta provincial*, I, 112, f. 70. Les villages situés dans la zone neutre entre Français et Espagnols étaient d'autant plus à plaindre que la Junte leur interdisait de fournir à l'ennemi les rations qu'il exigeait, faisait confisquer celles qu'ils avaient préparés dans ce dessein, mais pour garantir les paysans contre la colère des Français leur envoyait au lieu de troupes l'attestation que leurs vivres leur avaient été enlevés par la force. Séances des 21 mai et 5 novembre 1810, 22 avril 1811 : *Actas*, I, 105, f. 21 ; I, 106, f. 6 ; I, 108, f. 40.

octobre 1810, l'intendance réclamait aux villages 8.396 rations quotidiennes ; en décembre, 8.000 ; le 31 janvier 1811, 10.000 ; le 5 juillet, 11.520, chiffre qui fut ramené peu après à 10.000. A en croire la Supérieure, les Asturies auraient même fourni, en mai 1811, jusqu'à 18.000 rations par jour ; ce chiffre semble pourtant exagéré (1). La ration journalière de pain étant de 690 grammes et coûtant en moyenne un réal (0 fr. 25) en 1808 (2), on voit quel problème l'entretien des troupes posait pour la Supérieure.

Il était trop évident que la province en était écrasée. La gravité de la situation était manifeste avant même que l'invasion française eût atteint son maximum d'étendue. Dès le 4 avril 1810 la Junte fit signaler au Conseil de Régence « l'extrême nécessité et la misère dont on commence à souffrir en tout ce qui est nécessaire à la guerre, et particulièrement en ce qui concerne les grains : on va en manquer, et dans peu de semaines nous aurons inmanquablement la famine et l'épidémie. » Ces prédictions ne se réalisèrent que trop. En février 1811, la récolte de 1810 était déjà épuisée et la Supérieure écrivait en Galice : « Les paysans meurent de faim dans leurs cabanes. » En mars, la plupart des villages, spécialement ceux de la zone du front, sur la Narcea et le Nalón, furent obligés de consommer le grain réservé pour les semailles : c'était renforcer la disette pour l'avenir et en effet, en juillet, en pleine période de récolte, on signala que beaucoup de paysans se nourrissaient « de l'herbe des champs ». — « Pauvre province ! s'exclamait le correspondant de Jovellanos à Gijón. Elle ne se rétablira pas d'ici 200 ans, quelque prospérité qui puisse survenir. »

Naturellement, les troupes ne souffraient pas moins. Sauf dans quelques districts où elles pouvaient encore trouver un peu de

(1) Séances des 15 octobre et 8 décembre 1810, 31 janvier, 20 mai, 5 et 20 juillet 1811 : *Actas*, I, 105, f. 23 ; I, 106, f. 16 ; I, 108, f. 45, 6, 40, 7, 35. Sur le prix de la ration de pain, états de 1808 aux *Archives Nationales*, A F IV 1608 B, plaq. 2^v. Il faut remarquer que les chiffres des rations ne donnent que très approximativement ceux des effectifs. En effet, les secours venus de l'extérieur permettaient quelquefois d'alléger les réquisitions. Mais d'autre part les officiers touchaient plus d'une ration (le brigadier avait droit à 6, le colonel à 5 ou 6, le capitaine à 2 ou 3, etc.). Théoriquement, ils devaient bien en toucher une seule en nature, et les autres en argent. Mais comme la Junte n'avait pas d'argent, elle décida qu'ils percevraient tout en nature : règlement du 21 août 1810, *Ordenes del Ministerio de la Guerra*, I, 107, f. 21. Séance du 8 décembre 1810 : *Actas*, I, 106, f. 17.

(2) Le vieux soldat qu'était le marquis de Santa Cruz adressait au Conseil de Régence de véhémentes protestations sur le taux excessif des rations : cette « aveugle et servile imitation des Français », disait-il, faisait perdre aux troupes espagnoles l'avantage qu'elles tiraient de leur frugalité au temps où elles se nourrissaient « *de legumbres y tocino* » : 28 mars 1810, *Archivo Santa Cruz*.

bétail (et encore commença-t-il à manquer vers juin 1811), elles ne pouvaient compter sur aucune ressource. « Les troupes meurent de faim », ces mots reviennent sans cesse dans les rapports. A la fin de 1810 et au début de 1811, elles ne touchaient presque jamais leur ration complète, et souvent pas même la moitié ; officiers et soldats passaient la journée avec une ration de galette de maïs, « bien heureux quand ils en ont. » Losada annonçait que dans ces conditions la dispersion était inévitable. En juillet 1811, la première division resta trois jours sans pain et Losada écrivait : « Je reçois chaque jour des rapports lamentables. . . La misère [des troupes] est telle qu'à moins de prompts secours on va en arriver à voir les soldats mourir de faim, car le pays qu'ils occupent a été ruiné de telle manière par les ennemis qu'on ne peut s'y procurer une seule livre de pain » (1). Le député Miranda Flórez, chargé le 30 janvier 1811 d'enquêter sur la situation, la résumait ainsi à ses collègues : « La réalité est qu'il existe deux points de vue opposés qu'il est impossible de concilier. D'une part les troupes sont dans l'obligation d'exiger des vivres, et de les exiger par la force si on ne leur en donne pas quand il y en a. D'autre part les villages, généralement mécontents, fatigués et épuisés par les sacrifices de tous genres qu'ils ont supportés, n'ont rien à offrir ; leur docilité et leur obéissance n'ont pas d'objet auquel s'appliquer, et la contrainte de la force armée ne saurait rien tirer d'eux » (2).

Les députés sentaient bien tout ce que la situation avait de critique. D'ailleurs, leurs pérégrinations à travers les montagnes, lors des retraites, et la peine qu'ils avaient alors eux-mêmes à trouver leur nourriture, leur faisaient toucher du doigt sa gravité. La question du ravitaillement provoqua donc à la Junte de nombreuses

(1) Walker à Bunbury, sur la détresse des troupes galiciennes en Asturies, 5 mars 1811 : *Record Office*, W. O. 1. 261, f. 249. Séances des 4 avril, 17 novembre, 3 décembre 1810, 29 mars 1811 : *Actas*, l. 105, f. 11 ; l. 106, f. 27 et 4 ; l. 108, f. 34. Lettres envoyées à la Junte par Miranda Flórez, 18 décembre 1810 ; par Losada, 31 janvier et 25 juillet 1811 ; par la 1^{re} division, 17 juillet : l. 106, f. 38 ; l. 108, f. 44, 46, 32. La Junte au ministère d'*Hacienda*, 29 mars et 17 mai 1811 ; aux députés asturiens à Cadix, 12 février 1811 ; à la Junte de Galice, 8 juin 1811 : l. 108, f. 31, 30, 21 et 12. Acevedo à Argüelles, 28 mars 1811 : l. 108, f. 31. Theresina del Rosal (Valdés Illanos) à Jovellanos, 30 avril 1811 : *Correspondencia*, éd. J. Somoza Garcia, 254.

(2) Miranda à la Junte, 4 février ; séance du 30 janvier 1811 : *Actas*, l. 108, f. 6 et 43. Cf. les papiers de la Junte patriotique de Cangas de Onís : *Archivo López Ferreiro*.

délibérations, voire des discussions violentes. On vit un jour deux *vocales*, l'intendant Miranda Flórez et le curé Barrio, placer la question des subsistances avant les considérations stratégiques elles-mêmes, et réclamer une attaque générale pour dégager coûte que coûte la province épuisée ; leurs collègues refusèrent de les suivre dans cette voie (3 décembre 1810) (1) et la Junte préféra, pour parer à la crise du ravitaillement, des remèdes moins radicaux et probablement plus efficaces. Elle les chercha à la fois dans une réglementation bien comprise qui permettrait de mieux utiliser les ressources locales, et dans un système d'importations qui amènerait de l'extérieur le complément de vivres nécessaire.

La réglementation était à créer presque tout entière. Il existait bien, à vrai dire, à côté de l'intendance militaire (2), des organismes chargés d'aider les pouvoirs publics à assurer la vie économique de la province. La Junte Suprême avait établi en 1808 des Juntas patriotiques à Oviedo et dans d'autres centres. La Junte nommée par La Romana avait confirmé cette institution, conformément d'ailleurs à un ordre de la Junte Centrale rendu le 15 mai 1809. Enfin, le 10 janvier 1810 un *Real Orden* était venu préciser le mode d'élection et la composition des *Juntas de alojamientos y bagages* (3). Mais ces assemblées locales semblent n'avoir guère existé que sur le papier jusqu'à la réunion de la Supérieure et à son décret du 5 mars 1810, duquel datent réellement les *Juntas patrióticas* dans les Asturies. Aux termes de ce décret et des instructions qui vinrent par la suite le préciser et le compléter (en particulier le 28 janvier 1811), chaque district devait établir une Junte patriotique. La composition en fut d'abord impérativement fixée : « *El Juez noble, un Regidor y el Síndico Procurador General, un caballero ó en su defecto un vecino honrado y hacendado, de conocidas luces y patriotismo, y un Cura*

(1) Séance du 3 décembre 1810 : *Actas*, l. 106, f. 4.

(2) L'intendant d'armée avait le titre de maréchal de camp et, entre autres attributions, celle de veiller au développement économique de la province. Sous sa direction, les *Contadores de ejército*, ayant le rang d'officiers supérieurs, passaient les marchés, et des *comisarios ordenadores de guerra*, aidés par des *comisarios de guerra*, veillaient à l'entretien des troupes. En outre, il existait dans les Asturies un *Super Intendente de Hacienda de Guerra*, grade que la Junte avait conféré, le 6 avril 1810, au marquis de Vistalegre, sous-inspecteur de l'armée asturienne ; il abandonna ce poste à la fin de septembre 1810. Séances des 6 avril et 29 septembre, *Actas*, l. 105, f. 22 et 59.

(3) VALDES, *Memorias*, 104. VIGIL, *Colección... del Ayuntamiento de Oviedo*, 520. Ordre de la *Junta Central* du 15 mai 1809, communiqué par la *Real Audiencia* d'Oviedo le 5 juillet : *Archivo de la Audiencia de Oviedo*, 69, *Reales Ordenes*, 1808-1811. *Real Orden* du 10 janvier 1810 : *Ordenes de la Junta Central*, l. 102, f. 105.

parroco de iguales circunstancias á elección del Ayuntamiento. » Par la suite (janvier 1811) la Supérieure se contenta d'exiger que la Junte comprît un ecclésiastique et le juge du district (1) : les autres membres seraient élus par des délégués que nommeraient les populations, à raison de deux par paroisse ; tous les ans on procéderait à de nouvelles élections. Quant aux attributions des Juntas patriotiques, elles comportaient essentiellement le ravitaillement des troupes et les réquisitions. « Elles connaîtront exclusivement, disent les instructions du 5 mars 1810, de la fourniture à l'armée de toutes espèces de rations et de vivres ; elles feront tous leurs efforts pour que les villages en souffrent le moins possible ; elles veilleront à éviter les exactions, les fraudes et autres excès qui se commettent en cette matière, aussi bien par les gens chargés des réquisitions que par la troupe elle-même ; elles rendront compte à la Junte de tout préjudice ou dommage qui sera causé, spécialement par les soldats et par les officiers, quel que soit leur grade, afin qu'ils soient châtiés et punis. » Les instructions du 28 janvier 1811 mettent à la charge des Juntas patriotiques « toutes les demandes, réquisitions et répartitions, le logement des troupes, les réquisitions d'attelages, de matériel, de lits pour les hôpitaux et tout ce qui est nécessaire à la subsistance et à l'entretien des troupes » (2).

La zone orientale de la province reçut une organisation particulière. Comme ceux de ses districts qui n'étaient pas envahis ne pouvaient que difficilement communiquer avec la Supérieure, ils avaient créé d'eux-mêmes à l'automne de 1810 un organisme destiné à coordonner leurs efforts. Ce fut la *Junta General de Provisiones de Oriente*. La Junte chargea deux de ses membres, Acevedo et Avello, d'enquêter sur cette initiative, et le 19 janvier 1811 elle décida de reconnaître cette assemblée. Elle la chargea de répartir les réquisitions entre les districts, en accord avec les commissaires de guerre, et lui donna le droit de contraindre par la force armée et de rendre pécuniairement responsables les membres des Juntas patriotiques qui refuseraient de répartir les réquisitions ou ne les feraient pas rentrer. Cette institution fonctionna jusqu'au moment où l'évacuation

(1) Le nombre des membres paraît n'avoir pas été très fixe. Les instructions du 5 mars 1810 et celles du 27 juin 1811 le fixent à 5 ; celles de janvier 1811 parlent de 4 personnes seulement. La Junte patriotique d'Oviedo, formée en juin 1811, comportait 4 membres, dont le curé de San Juan : *Archivo del Ayuntamiento de Oviedo, Junta de 1811, f. 1.*

(2) Instructions des 5 mars 1810, 22 et 28 janvier 1811, 27 juin : *Actas*, 1. 105, f. 9 ; 1. 108, f. 31, 40, 36.

de la province par Bonet la rendit inutile. Elle fut supprimée le 13 juillet 1811 (1).

La tâche confiée aux Juntas patriotiques était lourde, d'autant plus que leurs attributions économiques les entraînaient souvent sur le terrain financier et même administratif (2). Il en résultait des conflits avec les autres autorités (3), en particulier avec les juges, et la Supérieure fut à plusieurs reprises obligée de préciser dans le détail les attributions des uns et des autres ; elle eut même un jour à sévir contre le juge du Franco qui refusait d'installer la Junta patriotique de son district. Avec la Supérieure elle-même, les rapports de ces assemblées locales ne furent pas toujours courtois ; il y eut conflit entre celle d'Allande et le député en mission Menendez Flórez ; il y eut des mots aigres entre celle de Lueca et la Supérieure. Certains notables arguaient des services rendus dans les Juntas patriotiques pour se refuser aux réquisitions d'attelages. D'autres furent accusés de profiter de leur situation pour se livrer à des malversations. Enfin, les Juntas patriotiques étaient fréquemment interrompues dans leurs travaux par quelque incursion française qui les dispersait soudain. Tout cela était inévitable. On n'en a pas moins l'impression, par la lecture de la correspondance touffue que la Supérieure échangeait avec les Juntas patriotiques (surtout en mars et avril 1811), que leur utilité fut réelle, et que leur organisation, ou réorganisation, est un mérite incontestable à porter à l'actif de la Junta (4).

La Supérieure ne pouvait se borner à fournir aux troupes les rations qu'elles exigeaient. Elle se devait d'exercer en même temps

(1) La *Junta General de Provisiones* était dite aussi de *Concejos del Oriente*. — Séances des 27 octobre 1810, 19 janvier 1811 (avec règlement annexe sur les Juntas patriotiques) et 13 juillet 1811 : *Actas*, t. 106, f. 15 ; t. 108, f. 25, 26, 24. *Libro de acuerdos* de la Junta Patriotique de Cangas de Onís (dite aussi *Comisión patriótica*) : *Archivo López Ferreiro*.

(2) Par exemple, le budget de la Junta patriotique d'Oviedo porte pour le payement des rations du seul mois de juin la somme de 30.660 réaux (7.665 f.), à répartir entre les paroisses du district ; en août, devant l'urgence de faire rentrer les fonds destinés à régler les réquisitions de juillet, on voit la même Junta procéder à la nomination des Alcaldes dans les 8 quartiers (*barrios*) de la ville, les rendre responsables des rentrées et leur donner tous pouvoirs « *para apremiar los morosos* » : *Archivo del Ayuntamiento de Oviedo, Junta de 1811*, f. 1 à 6.

(3) On en trouve de nombreux exemples dans la correspondance de la Junta patriotique d'Oviedo, en particulier en août 1811 : *Archivo del Ayuntamiento de Oviedo, Junta de 1811*.

(4) Le règlement sur les Juntas provinciales vint au milieu de 1811 donner à cette institution un règlement uniforme pour tout le royaume. — L'alcalde de San Martín de Oscos à Vistalegre, 2 septembre 1810 : *Archivo Vistalegre*. Séances de la Supérieure, *passim*, en particulier 25 avril, 30 août, 13 octobre, 26 novembre

un contrôle sévère sur toutes les questions de ravitaillement, et elle usa fréquemment en effet de son droit d'inspection. Pour débiter, elle somma l'intendant, le 5 avril 1810, « de lui exposer *dans le délai d'une heure* quelles sont les causes du manque de vivres dans l'armée, quelles sont les distributions qu'il a faites, quels sont les dépôts qui existent et quelles sont les mesures qu'il a prises pour l'approvisionnement. » Une semaine après, la Junta nommait commissaires de guerre deux des employés de son secrétariat, Fernando Alvarez Miranda et Francisco Cuervo : c'était marquer nettement son désir d'être renseignée de façon sûre. Par la suite, c'est à maintes reprises qu'on la voit donner des missions d'enquête et de contrôle : le 20 avril 1810, au *Super-Intendente* Vistalegre et au député Reguera, pour aller inspecter l'état économique de Castropol et de sa région ; le 16 juin, à Menendez Flórez, pour la renseigner sur les causes de la disette qui règne dans la division Bárcena et dans les districts montagneux de Somiedo, Teverga et Cangas ; le 20 octobre, au colonel Miranda Solis, pour veiller à la régularité des réquisitions dans les cantonnements des Galiciens ; le 30 janvier 1811, à Miranda Flórez, pour assister aux distributions ; le 4 juillet, aux députés Mier et Manzano, accompagnés de Vicente Lugigo y Pedrosa, *Director de Provisiones*, afin de veiller à une répartition équitable des réquisitions entre les districts ; le 29 juillet, à un commissaire de guerre, pour aller faire cesser le gaspillage de vivres qu'on signale à Oviedo. (1). Le tout, sans parler des missions d'ordre plus général données à des députés, qui toutes comportaient un contrôle sévère sur les questions de ravitaillement.

Renseignée en outre par les Juntas patriotiques, (2) la Supérieure pouvait donc avoir une connaissance exacte des abus, et y apporter les remèdes convenables. Un des excès les plus criants était certainement l'inégalité avec laquelle les réquisitions étaient réparties entre

1810, 10 février et 27 juin 1811 : *Actas*, I. 105, f. 77, 40, 21 ; I. 106, f. 39 ; I. 108, f. 19, 36. Séance de la *Junta Provincial* du 28 octobre 1811 : *Actas de la Junta Provincial*, I. 112, f. 70. Cf. la correspondance de la Junta patriotique de Cangas de Onís (principalement avec Porlier) : *Archivo López Ferreiro*.

(1) Cette dernière mission ne put d'ailleurs être effectuée, car l'intendant de la 6^e armée, Gardoqui, ne put disposer d'aucun commissaire pour la remplir. — Séances des 5, 12 et 20 avril, 16 juin, 2 octobre 1810, 30 janvier, 4, 11, 20, 29 juillet 1811 : *Actas*, I. 105, f. 17, 38, 67, 22, 2 ; I. 108, f. 43, 4, 51.

(2) Sitôt leur installation, elles eurent à remettre à la Junta un état des approvisionnements de blé et de fèves existant dans leurs districts, et une estimation des quantités nécessaires pour atteindre la prochaine récolte. A partir de janvier 1811, elles durent envoyer régulièrement leurs comptes à la *contaduría* de l'armée, qui les transmettait à la Supérieure.

les paroisses de chaque district, et entre les habitants de chaque paroisse. Mais la Junte ne pouvait vérifier dans le détail le travail des Juntas patriotiques, et elle dut se borner à des directives générales, à recommander le plus strict esprit de justice et à condamner le système expéditif, mais peu équitable, qui consistait à répartir les rations exigées suivant le nombre de têtes de bétail que possédait chaque paysan. Sur les procédés qu'employaient les troupes pour se procurer des vivres, il y avait beaucoup à dire aussi. La Supérieure prit quelques mesures. Elle tenta en particulier d'éviter le gaspillage et le désordre que causaient les réquisitions faites par des isolés ou des corps francs ; les uns et les autres furent tenus d'être munis de passeports où les *Justicias* inscrivaient le nombre de rations délivrées, pour remboursement ultérieur ou pour déduction sur les quantités que devait le village. Lorsqu'on le put, on supprima les postes de soldats qui servaient au transport des plis, en les remplaçant par des paysans. Mais en général, dans ce domaine qui relevait trop directement des militaires, la Junte dut encore s'en tenir aux conseils et aux insinuations, se contenter de « faire entendre » à la cavalerie cantabrique de Porlier qu'elle devrait s'étendre sur une plus grande étendue de pays et ne pas exagérer les réquisitions, — à Losada qu'il était facile, par une légère avance des troupes, d'éviter à plusieurs villages les pilleries de l'ennemi, etc. (1)

La Supérieure s'efforça également de ne pas laisser la négligence du service d'intendance ou la cupidité égoïste des paysans diminuer encore les ressources alimentaires que possédait la province. La principale richesse agricole de la principauté résidait dans le gros bétail. Or il arrivait que l'intendance militaire commît la maladresse de réquisitionner sans mesure les bêtes à cornes, au lieu de faire porter de préférence ses demandes sur les porcs, les chèvres, etc. De leur côté, beaucoup de paysans se défaisaient de leurs bœufs et de leurs chevaux, afin d'échapper à l'une des charges qui pesaient sur eux, et qui était fort lourde, celle de fournir des attelages aux convois de l'armée. Le résultat était que le gros bétail diminuait rapidement, qu'il devenait de plus en plus difficile aux troupes de trouver de la viande et aux cultivateurs de labourer la superficie néces-

(1) Séances des 2 et 6 avril, 22 juin 1810, 28 mai 1811 : *Actas*, l. 105, f. 5, 19, 28 ; l. 108, f. 52. Voir en outre ci-dessus les règlements sur les *partidas* et les Juntas patriotiques. Théoriquement, d'après un règlement du 18 mai 1811, les réquisitions devaient être faites par les *Ministros de Hacienda* des divisions : *Ordenes del Ministerio de Hacienda*, l. 109, f. 52.

saire aux besoins de la province. Souvent même les paysans ne possédaient plus une seule paire de bœufs pour les labours. La Junte intervint auprès des autorités militaires pour obtenir des réquisitions plus intelligemment conduites. Elle leur demanda de réduire sur ce chapitre leurs exigences. Un jour où il devenait indispensable de remonter la cavalerie, elle se décida même, malgré la pénurie des finances, à contracter un nouvel emprunt pour acheter des chevaux en Castille, plutôt que d'en laisser réquisitionner encore dans la principauté (1).

Un problème connexe était celui de l'exportation des vivres hors de la province, et en particulier du gros bétail. Il se posait même en temps de paix : en 1804 encore la municipalité de Gijón protestait contre l'extraction du blé, qui amenait la cherté du pain. Un des premiers actes de la Supérieure fut d'interdire la sortie des grains, des légumes secs et des viandes salées ; elle ne permit que celle du poisson et du beurre, et encore aux muletiers seulement (14 mars 1810). Un peu plus tard, le 10 avril, elle renforça ces mesures en imposant aux exportateurs l'obligation de demander un passeport spécial et celle d'introduire dans le pays une quantité de vivres égale à celle qu'ils en faisaient sortir. La Junte de Guerre eût même voulu interdire de façon absolue l'extraction du gros bétail, mais la mesure parut trop radicale à la Supérieure (2). Des dispositions analogues furent prises en ce qui concernait le commerce avec la zone occupée (3).

Tous ces efforts, et en particulier l'organisation des Juntas patriotiques, semblent bien avoir amené une meilleure utilisation des

(1) Il s'agissait de compléter la monture de l'escadron des hussards d'Asturies (juillet 1811). — Séances des 14 mars 1810, 20 mai, 5 juillet et 6 août 1811 : *Actas*, I, 105, f. 37 ; I, 108, f. 40, 7 et 10. L'alcalde de San Martín de Oscos à Vistalegre, 2 septembre 1810 : *Archivo Vistalegre*.

(2) *Archivo de la Audiencia de Oviedo, Regencia y Acuerdo*, 67, *Expedientes Varios*, Gijón. *Actas de la Junta de Guerra*, 7 avril 1810 : I, 104, f. 11. Séances des 14 mars, 10, 21 avril, 26 août et 1^{er} octobre 1810 : *Actas*, I, 105, f. 38, 25, 70, 33 et 1.

(3) La Junte ordonna, le 4 octobre 1810, de confisquer le blé et le vin qu'on tenterait d'introduire dans la zone envahie : *Actas*, I, 105, f. 5. Mais on n'interdit pas tout commerce avec elle. La Régence elle-même ordonna d'ailleurs, le 11 avril 1811, de tâcher d'en tirer des ressources de tout genre (*Ordenes del Ministerio de Hacienda*, I, 109, f. 16). L'*Audiencia*, agissant en sa qualité de *Tribunal de Vigilancia y Seguridad Pública*, interdit d'y exporter des denrées de première nécessité : pain, viande, fèves, mais elle donna des autorisations pour le sucre, le cacao et l'indigo : *Archivo de la Audiencia de Oviedo*, 69, *Reales Ordenes* 1808-1811, 15 septembre 1810.

ressources locales : il serait pourtant téméraire d'avancer que le gaspillage ait disparu. De même, les efforts de la Junta pour suppléer à l'insuffisance de l'agriculture asturienne par des secours venus du dehors ne furent sans doute pas sans résultats, mais ne purent faire disparaître la disette chronique qui sévissait dans la principauté.

Il était naturel qu'en premier lieu la Supérieure s'adressât au gouvernement (1). Elle le fit en particulier aux approches de la redoutable époque de la soudure. En mai 1810, elle demanda 4.448 hectolitres de blé. En mars 1811, elle en sollicita 7.414, plus 184.000 kilogs de riz, 92.000 de lard et de viande salée, 10.320 hectolitres de vin et 1.032 d'eau-de-vie. Le 17 mai, elle renouvela ses demandes de façon pressante : du pain de froment, et même de maïs ; de la viande de bœuf, de porc, de mouton et de chèvre ; des fèves, des pois, du riz et des pommes de terre ; du vin et de l'eau-de-vie. Elle s'était adressée également à la Galice pour obtenir d'elle du grain et des provisions de toutes sortes. Mais on ne saurait dire, faute de documents d'ensemble et d'états complets, ce que le gouvernement central et la Galice purent faire expédier aux Asturies. De toute façon, cela fut insuffisant pour assurer l'équilibre de la balance alimentaire (2).

La Junta dut donc se résigner à consacrer une partie de ses maigres ressources à acheter du grain à des particuliers. On ne pouvait guère songer à des échanges de denrées avec les provinces voisines, car les Asturies avaient peu de chose à leur offrir ; la seule ressource,

(1) Elle s'adressa aussi à l'Angleterre. L'état des demandes qu'elle lui avait faites au 15 décembre 1810 porte 46.000 kilogs de poisson salé et 92.000 kilogs de fromage. Mais il ne semble pas que le cabinet britannique ait consenti à des envois de vivres : *Record Office*, W. O. 1. 261, f. 169.

(2) En 1809, le gouvernement avait envoyé du blé aux Asturies, mais par suite de l'invasion française il n'en arriva à destination que 593 hectolitres. Jovellanos à la Junta Centrale, 29 décembre 1809 : *Archivo Histórico Nacional, Estado, Junta Central*, c. 38. Le 13 janvier 1810, il partit de Cadix pour les Asturies un bateau chargé de vivres (*ibid.*) On voit arriver de La Corogne en mars 1810 un chasse-marée portant du vin et du riz ; de Cadix en octobre, du blé et du riz ; en mars 1811, 100 barils de viande salée, 74 de riz, 26.400 kilogs de morue, 445 hectolitres de fèves ; en mai 1811, 135 hectolitres de blé. Mais il est plus que probable que d'autres arrivages eurent lieu, qui n'ont pas laissé de traces dans les papiers de la Junta. Manzano avait obtenu à Cadix au milieu de 1810, 1.556 hectolitres de blé et 46.000 kilogs de riz. En juin 1811, le ministère d'*Hacienda* annonça à la Junta l'envoi de 1.000 barils de farine. La Junta avait envoyé le 20 juillet 1811 à la Régence un « *Plan de Provisiones* » pour le ravitaillement commun des territoires relevant de la 6^e armée. Le gouvernement remercia et passa copie « *á la Junta de las Tres Provincias* », pour étude ; nous ne savons si la chose alla plus loin. Séances des 4 et 26 mars, 28 mai, 9 et 10 octobre 1810, 11 et 29 mars 1811, 2 et 17 mai, 29 juillet, 18 août : *Actas*, I. 105, f. 5, 102, 35, 13, 15 ; I. 108, f. 13, 31, 4, 30, 49, 29. Le Conseil de Régence à la Junta, 29 août 1811 : *Ordenes del ministerio de Hacienda*, I. 109, f. 146.

le gros bétail, devait être soigneusement ménagée. La Supérieure n'eut qu'une fois l'occasion de faire entrer du blé en échange d'une denrée indigène : la Junte de Léon lui ayant demandé du sel, elle en mit sur le champ 741 hectolitres à sa disposition, à la condition que les voitures qui viendraient le chercher fussent chargées de grains (1). Mais dans toutes les autres circonstances elle dut payer en argent ses commandes. Le prix du blé avait naturellement monté du fait de la guerre, et il oscillait entre une vingtaine et une trentaine de francs l'hectolitre (2) : l'étude des difficultés financières dans lesquelles se débattit toujours la Junte montrera plus loin quel effort représentait pour la province les achats auxquels elle dut se livrer. Mais l'hésitation n'était pas permise : c'était, on peut le dire du moins pour certains districts et pour certains mois de l'année, une question de vie ou de mort. On passa quelques commandes en Galice, en particulier à l'occasion de l'arrivée à La Corogne d'un petit chargement de blé grec. Mais la plus grande partie du grain acheté le fut dans le royaume de Léon ou en Castille. La Supérieure décida le 9 juin 1810 qu'elle continuerait à permettre d'y exporter du gros bétail (sous un sévère contrôle d'ailleurs), mais à condition que pour chaque tête exportée la province voisine permettrait l'extraction d'une *fanega* de blé (la *fanega* asturienne valait 74 l., 14). Par ailleurs, elle envoya en Castille et dans le royaume de Léon des hommes de confiance chargés d'effectuer les achats, Patricio del Campillo, curé de Piedrafita, et un capitaine en retraite, Pedro Santander. Les convois pénétraient dans les Asturies par les cols de Ventana, de Somiedo et de Leitariegos et se dirigeaient respectivement sur la Plaza de Teverga, la Pola de Somiedo et Cangas de Tineo, où l'on fabriquait le biscuit. Un commissaire nommé par l'*Hacienda* de l'armée surveillait le tout. L'intendant et le surintendant Vistalegre avaient de leur côté des ordres pressants pour effectuer en Castille

(1) Séance du 1^{er} février 1811 : *Actas*, l. 108, f. 1.

(2) Il est naturellement difficile de préciser des prix sur lesquels les indications précises sont fort rares, et qui variaient beaucoup suivant la saison et la région. Vers la fin du XVIII^e siècle, l'hectolitre de blé valait dans les Asturies aux alentours de 19 francs. En 1796, année de mauvaise récolte, il monta à 22 fr., 25. En novembre 1809, le prix officiel, qui s'afficha à Oviedo « *bajo el arco mayor de la plaza mayor* », était de 24 f., 30. En avril 1810, des trafiquants s'offrirent à en introduire 1.674 hectolitres, à 21 f., 58. En mai, un achat fut réglé par la Junte à 27 f., 75. En octobre 1813, le prix monta à 30 f., 34, et en janvier 1814 à 32 f., 03. L'hectolitre de méteil valait en décembre 1810 16 f., 70, et la livre castillane (0 kg, 460) de viande en juillet 1811 un réal (0 f., 25). — JOVELLANOS, *Informe...* et *Diarios*, 312. Séances des 23 avril, 19 mai, 18 décembre 1810, 8 juillet 1811 : *Actas*, l. 105, f. 72, 14 ; l. 106, f. 38 et l. 108, f. 13. *Valias de granos*, novembre 1809, et 1813 : *Archivo del Ayuntamiento de Oviedo*.

les plus gros achats possibles, soit officiellement, soit en qualité de simples particuliers ; le député Vega y Caso fut commissionné auprès du premier, en avril 1810, afin de presser la conclusion des marchés et la livraison des commandes (1). Ces achats semblent avoir été destinés surtout à l'armée, mais les réquisitions dans les villages en étaient naturellement diminuées d'autant. Aucun document ne permet de dire, même approximativement, à quelle quantité ils se sont élevés. Il semble bien cependant que sans eux et sans les envois du gouvernement, la Junte n'eût pu éviter une véritable famine lors des soudures de 1810 et 1811 (2).

Dans cette guerre des Asturies, dans ce pays sans grandes ressources alimentaires et où les transports sont si malaisés, le problème du ravitaillement devait nécessairement tenir une grande place. On vient de voir combien il a occupé la Junte et quels efforts il a exigés d'elle. Si l'on examinait en détail les opérations militaires, on le verrait toujours également au premier rang. Du côté français, c'est la nécessité perpétuelle de raids qui ont pour but aussi bien le pillage des *horreos* que la destruction des *partidas* ; c'est l'impossibilité d'occuper des régions dont il serait aisé d'être militairement le maître, mais où les soldats ne trouvent pas de quoi vivre ; c'est même, dans une certaine mesure, l'obligation de se contenter de troupes peu nombreuses, si l'on veut pouvoir les vêtir et les nourrir. Du côté espagnol, c'est l'impossibilité de mettre à profit la supériorité numérique qu'on possède, puisqu'on ne peut établir rapidement les magasins bien pourvus qui permettraient une soudaine concentration de troupes ; c'est la nécessité en particulier de laisser inactives les masses que pourrait fournir l'*alarma*, car on ne saurait pas plus leur donner du pain que des fusils ; c'est enfin, dans les troupes mal nour-

(1) En avril 1810, les magasins étaient encore établis à Grado et à Trubia. — Séances des 11, 12, 18 avril, 9 juin, 10, 23 janvier, 12 février, 2 mai, 1^{er} août 1811 : *Actas*, t. 105, f. 28, 35, 61, 18 ; t. 108, f. 32, 21, 4, 1.

(2) Bonet de son côté dut avoir recours pour se tirer d'affaire au même procédé d'arrivages de l'extérieur. Il avait constitué à Santander et à Saint-Vincent des magasins bien pourvus de farines achetées à Bayonne, de blé et de biscuits venus de Saint-Sébastien, d'eau-de-vie, etc., et il les entretenait par de nouveaux achats. Lorsque le besoin s'en faisait sentir, il faisait venir ces vivres par mer, par Gijón, Avilés, San Estebán et Caravia, car jamais les canonnières espagnoles ni l'escadre anglaise de Mends n'interrompirent bien longtemps son cabotage. En juillet 1810, pour attendre la soudure, il dut faire venir 2.500 quintaux de blé. — Bonet au commissaire des guerres Matrecy, à Santander, 25 janvier ; à Sarraga, 17 mars 1810 ; au receveur général des contributions en Espagne, 3 novembre 1810 ; au général commandant à Bayonne, 17 mai 1811 : *A. hist. Guerre, Corr. Bonet. Actas*, 29 et 30 août 1810 : t. 105, f. 38 et 39.

ries et sur les lignes de retraite mal pourvues, la dispersion et la désertion aux premiers échecs.

Il semble même que ces constatations, valables pour les Asturies, puissent s'étendre à toute la guerre d'Espagne. La Junte Supérieure de Catalogne, par exemple, eut à lutter contre les mêmes obstacles que la Junte des Asturies, et les deux « principautés » connurent presque également la disette. Les villes du nord-ouest de l'Espagne sur lesquelles nous possédons de bonnes monographies, Zamora, Burgos, voyaient sans cesse se poser pour elles l'angoissant problème des approvisionnements (1). Pays montagneux, pays pauvre, tout récemment encore éprouvé par les famines de 1803 et 1804, l'Espagne ne pouvait nourrir ces masses concentrées et toujours en marches rapides qui font la grande guerre. Si les Français n'ont pu triompher militairement, c'est peut-être parce qu'ils se sont heurtés aux difficultés de ravitaillement autant qu'à la résistance anglo-espagnole. Si Wellington est resté si longtemps attaché à sa base de Lisbonne, c'est peut-être pour des raisons économiques autant que militaires. Il ne semble pas exagéré de dire que dans cette guerre de la Péninsule les problèmes stratégiques n'ont pas eu plus d'importance que ceux de ravitaillement.

II

LA JUNTE ET LES DIFFICULTÉS FINANCIÈRES

En matière de finances, l'œuvre de la Junte se présente sous un aspect un peu particulier, qui est dû à l'imprécision des pouvoirs que possédait l'assemblée dans ce domaine. Sans doute, au début, elle s'attribua l'omnipotence sur ce terrain comme sur tous les autres, elle donna des ordres aux fonctionnaires des finances, en nomma, en révoqua, décida de l'emploi des fonds, prit des mesures d'ordre fiscal etc. (2). Mais bientôt on vit se produire ici la même évolution qu'en matière militaire : la Supérieure se heurta à la résistance des professionnels et aux tendances unificatrices du Conseil de Régence.

(1) DESDE VISES DU DEZERT, *La Junte Supérieure de Catalogne*, 103, 256. SALVA, *Burgos en la Guerra de Independencia*. GRAS Y DE ESTERA, *Zamora en la Guerra de Independencia*.

(2) *Passim* dans de nombreux procès-verbaux de la première moitié de 1810, particulièrement 31 mars, 4 avril, 14 juillet : *Actas*, I. 105, f. 110, 41, 15.

Les fonctionnaires du ministère d'*Hacienda* étaient nombreux dans les Asturies : en 1808, on en comptait 383 (1). L'organisation financière de la principauté, fixée en 1798, était un peu particulière : les *rentas generales*, c'est-à-dire le produit des douanes, étaient dirigées par un fonctionnaire résidant à Gijón, et les *rentas provinciales* (2) étaient administrées par le régent de l'*Audiencia* d'Oviedo, qui portait le titre de *subdelegado de rentas*, et qui cherchait d'ailleurs fréquemment à étendre son autorité sur le reste de l'administration financière (3). Or on verra bientôt quelle animosité régnait entre l'*Audiencia* et la Supérieure. Jointe à l'esprit de corps qui animait les fonctionnaires d'*Hacienda* et à leur peu de considération pour la Junte, elle fit que les services des finances cherchèrent constamment et par tous les moyens à échapper à l'autorité de l'assemblée.

Par ailleurs, le Conseil de Régence tendait, là comme ailleurs, à réduire les pouvoirs des Juntas locales : d'où une série de *Reales Ordenes* qui bientôt ne laissèrent pas grand chose des droits si étendus que la Supérieure s'était arrogés lors de son installation. Celui du 26 août 1810 sur la réduction des Juntas les limitait à un simple contrôle sur les mouvements des fonds et affectait aux Trésoreries d'armée le produit total des impôts (4). Le 29 novembre 1810, un nouveau *Real Orden* fut adressé au *subdelegado de rentas* : « En vue de rendre uniforme dans toutes les provinces le système de perception et d'emploi des deniers publics, je prie V.E. de ne tenir sur ces deux chapitres aucun compte des ordres qui n'émaneraient pas de ce ministère, quelle que soit la personne qui prendrait la liberté de les donner ». Le 5 février 1811 enfin, le ministère d'*Hacienda* précisa une fois de plus que c'étaient les Trésoreries d'armée qui devaient encaisser tous les revenus provenant des postes, du papier timbré,

(1) Enquête de mai 1808 sur les finances espagnoles : *Archives Nationales*, A F IV 1608 B, plaq. 2^v.

(2) Elles comprenaient les droits sur les ventes (*alcabala* et *cientos*), ceux sur le vin, le vinaigre, l'huile, la viande (*millones*), sur la vérification des mesures (*Fiel Medidor*), ceux des herbages, du savon, de la neige, de la soude, du sucre, des *Tercias Reales*, etc.

(3) Jovellanos et Campo Sagrado à la Junte Centrale, Séville, 28 novembre 1809 : *Archivo Histórico Nacional, Estado, Junta Central*, c. 38 B.

(4) Art. 9 : « Tous les revenus de la Couronne, tous les produits des contributions ordinaires et extraordinaires, ainsi que les dons volontaires, seront versés aux Trésoreries d'armée. Les Juntas interviendront, d'accord avec l'intendant, dans la perception, l'entrée et la sortie de ces fonds ; elles noteront exactement leur emploi et rendront compte tous les mois à S. M. Elles pourront tirer sur la trésorerie les petites sommes nécessaires pour les frais courants, mais si les sommes sont plus fortes elles devront recourir au Conseil de Régence. » *Ordenes del Ministerio de Hacienda*, t. 107, f. 47.

des biens séquestrés, des revenus d'abbayes, des amendes de justice, de la vente des bulles, etc. (1)

Ces décisions du pouvoir central, jointes à l'opposition tenace des services des finances, expliquent sans doute l'affaiblissement progressif qu'à partir de l'hiver de 1810 on note dans l'activité financière de la Junte. On finit par la voir, elle qui disposait jadis souverainement des fonds, obligée d'insister longuement pour obtenir de l'intendant des sommes minimales, de 1.000, 1.200 réaux (300 francs). Elle qui nommait les hauts fonctionnaires des finances et leur adressait à l'occasion de sèches réprimandes reçoit à son tour du ministre d'*Hacienda* de l'armée des notes qui frisent l'impertinence (2). On a la sensation que ses pouvoirs financiers sont en pratique abolis.

Pourquoi, à partir du printemps de 1811, revivent-ils ? De nouveau en effet, à dater de cette époque, on voit l'assemblée disposer de sommes importantes, prendre des mesures en matière de contributions et d'emprunts, recevoir la visite du *Contador de Rentas*, examiner ses comptes, les approuver, demander des éclaircissements supplémentaires (3). Sans doute, il y a eu depuis lors le décret du 28 février 1811, qui étendit les pouvoirs des Juntas provinciales en cas d'invasion. L'article 2 leur donnait « pouvoir de négocier des capitaux, de chercher des ressources, et même d'établir provisoirement les impôts extraordinaires qu'elles estimeront nécessaires pour soutenir la lutte. » L'article 5 mettait à leur disposition immédiate, afin de constituer des magasins de vivres, les produits de divers impôts, les biens des *afrancesados* et ceux des citoyens vivant en pays envahi (4). Mais il serait étonnant que la résurrection de l'activité financière dans la Junte ait dépendu d'un simple décret ministériel, — de même que les *Reales Ordenes* précédents n'avaient sans doute pas été les seules causes de leur diminution. Les décisions du pouvoir central, on a eu plus d'une occasion de le constater,

(1) Le *subdelegado de rentas* Hermosilla à la Junte, 5 mai 1811, reproduisant le texte du *Real Orden* du 29 novembre 1810 : *Actas*, t. 108, f. 8. Ordre du 5 février 1811 : *Ordenes del Ministerio de Hacienda*, t. 109, f. 1.

(2) La Junte lui ayant demandé de remettre du papier à l'imprimerie pour trois heures de l'après-midi, il lui répond : « Pas plus à trois heures qu'à une autre heure je ne puis remettre du papier à V. E., et je n'ai pas à le faire : je ne suis pas un fournisseur, et le Roi n'a pas cette marchandise en magasin. » La Supérieure se contenta de timides observations. — Séance du 15 janvier 1811 : *Actas*, t. 108, f. 20.

(3) En particulier séance du 3 juin 1811 : *Actas*, t. 108, f. 3.

(4) L'article 8 portait que toutes les dettes contractées « par les Juntas avec l'intervention du Capitaine-Général et de l'intendant seraient déclarées dettes nationales » : *Ordenes del Ministerio de Hacienda*, t. 109, f. 3.

n'avaient pas une telle force et n'étaient pas obéies si scrupuleusement. Les intrigues de politique intérieure, si nous pouvions les connaître plus à fond, donneraient sans doute des clartés sur ces curieuses oscillations. Le moment où la Junte semble dépossédée de ses pouvoirs financiers est aussi celui où elle doit capituler devant les généraux, renoncer à ses prétentions au commandement militaire, et cela, on le verra, à la suite de troubles auxquels collaborent tous ses ennemis — les fonctionnaires des finances comme les autres probablement. Quant au relèvement qui marque le printemps de 1811, peut-être est-il dû en partie à ce que le Régent de l'*Audiencia*, comme on l'expliquera plus loin, avait alors perdu son autorité sur les finances, le gouvernement ayant doté la province d'un *Ministro de Hacienda*. Mais tout cela reste obscur, et nous ne pouvons que constater les variations qu'ont subies les pouvoirs financiers de la Junte, sans pouvoir les expliquer complètement.

Les ressources financières de la principauté n'étaient pas très considérables. Le pays, comme Jovellanos l'exposait à la Junte Centrale en décembre 1809, était « riche en population, en maïs et en bétail, mais pauvre en industrie et en commerce, et très pauvre en numéraire. » (1) En 1808, les rentes de la Couronne rapportaient dans les Asturies 8.178.825 réaux brut, et 6.048.100 réaux net (le réal valait 25 centimes) et à ce point de vue la province se classait dans le royaume 23^e sur 37 (2). Les impôts directs constituèrent la ressource essentielle de la Supérieure ; malheureusement aucun document n'indique ce qu'ils ont pu rapporter (3). La Junte compte

(1) Jovellanos à la Junte Centrale, Séville, 29 décembre 1809 : *Archivo Histórico Nacional, Estado, Junta Central*, c. 38.

(2) Enquête de mai 1808 sur les finances espagnoles : *Archives Nationales*, AF IV 1608 B, plaq. 21.

(3) Toreno, qui pouvait être bien renseigné, déclara que de mai 1808 à mai 1809 les impôts ordinaires produisirent en Asturies 8 millions de réaux (2 millions de francs) : *Historia del levantamiento*, II, p. 20 des appendices. Mais la province se trouvait alors libre d'ennemis, sauf pendant un court laps de temps. Lors de son installation, le 6 mars 1810, la Junte demanda au *Subdelegado de Rentas* un exposé général de la situation financière. Mais cet exposé n'a pas été conservé, si toutefois il a jamais été fait, ce qui n'est pas certain. Les états que le *contador de Rentas del Principado* présenta à l'assemblée le 3 juin 1811 étaient, paraît-il, fort complets, mais ils ont disparu des archives. Nous n'avons pu trouver aucun document sur ce sujet, ni à Oviedo, ni à l'*Archivo Histórico Nacional* de Madrid. D'ailleurs, tous les papiers de la *Contaduría de Ejército* jusqu'à avril 1810 se trouvaient dans le fameux convoi de tabacs que les Français prirent à Gijón et il ne semble pas qu'on ait pu les récupérer : *Actas*, 9 avril 1811, l. 108, f. 15.

également, au début, sur le reste d'une contribution extraordinaire de 3.600.000 réaux (900.000 francs) qu'on avait votée à la fin de 1808 et qui n'était pas entièrement rentrée ; mais il ne semble pas qu'elle ait jamais encaissé grand'chose de ce côté (1). On disposait aussi du revenu de certaines taxes indirectes. Le principal provenait de la vente du papier timbré ; la Junte en recevait d'abord du Conseil de Régence, puis elle fut autorisée (16 juillet 1811) à l'imprimer elle-même, en raison des fréquents retards que souffraient les arrivages. Le tabac, en feuilles ou en poudre, fournissait aussi d'appréciables bénéfices, bien que la Supérieure en eût abaissé le prix, conformément aux ordres antérieurs de la Junte Centrale, et eût refusé de le relever par la suite, comme l'avait fait la Galice (décembre 1810). Quelques ressources provenaient aussi du sel, des droits payés par les navires et perçus par la douane à Figueras, port où opérèrent à partir de septembre 1810 le commandant intérimaire de marine et l'administrateur des douanes (2). Enfin, la province possédait dans certains ports britanniques et en particulier à Londres des capitaux qui s'élevaient à 3.000 livres sterling environ ; ils provenaient surtout d'envois de blé qu'on avait faits en Angleterre en 1808, et de la vente d'une certaine quantité d'ivoire qu'on y avait effectuée vers la même époque. Les commissaires asturiens à Londres, Andrés Angel de la Vega et Manuel Méndez Flórez, furent invités à faire le nécessaire pour envoyer ces fonds à La Corogne et de là à la Junte Supérieure, ou bien pour les employer à des achats d'armes et de vivres. Mais il fallut auparavant régler plusieurs dettes que les Asturies avaient contractées en Angleterre ; elles s'élevèrent au minimum à 2.383 livres sterling (3), de sorte qu'il resta bien peu de chose pour la principauté.

Le chapitre des dépenses était malheureusement beaucoup plus

(1) Bien que Toreno (voir note précédente) la porte comme complètement rentrée en mai 1809, il est certain qu'en mars et même en mai 1810 plusieurs districts n'étaient pas encore en règle : séances des 6 et 8 mars, 27 mai 1810, *Actas*, I, 105, f. 13, 20, 34.

(2) Circulaire du Conseil de Régence, 24 mai 1811 : *Ordenes del Ministerio de Hacienda*, I, 109, f. 65. Le ministère d'*Hacienda* à la Junte, Cadix, 28 mai 1811 (reçu le 16 juillet) : *Actas*, I, 108, f. 29. Séances des 27 mai, 18 septembre, 25 octobre, 2 décembre 1810 : *ibid.*, I, 105, f. 34, 41 ; I, 106, f. 6, 3. Sur les sommes que pouvaient rapporter les impôts indirects, nous n'avons non plus aucune indication. Il n'est pas sûr d'ailleurs que la Supérieure elle-même ait jamais connu ces sommes bien au juste.

(3) La Supérieure signale de façon précise une dette de 1.983 livres et une autre de 400, auxquelles il faut ajouter l'indemnité due au *Daphné* (voir ci-dessous, p. 143). La Junte à Vega et à Flórez, 4 mars, 24 octobre, 12 novembre 1810, 3 avril 1811 : *Actas*, I, 105, f. 6 ; I, 106, f. 5, 16 ; I, 108, f. 6 ; à Riego et Mendez de Vigo, 14 mai et 16 décembre 1810 : *ibid.*, I, 105, f. 26 et I, 106, f. 36.

long que celui des recettes. Les principales provenaient naturellement de l'entretien de l'armée. En 1808, la Junta Suprême avait fixé en principe le taux des soldes : 4 réaux (1 franc) par jour aux soldats, 5 1/2 à 6 aux sergents, 9 aux lieutenants, 14 aux capitaines, 16 aux colonels, — le tout sous réserve des retenues pour la nourriture et l'habillement. La Junta de Guerre eut l'idée d'y ajouter un léger supplément qui mettrait le soldat plus à l'aise et qui permettrait d'obtenir un meilleur entretien des armes, de l'équipement et de la chaussure par un système d'amendes infligées aux négligents ; elle convint de 3 *cuartos* (10 centimes environ) par jour pour les soldats, 4 pour les caporaux et 6 pour les sergents. A la solde de l'armée s'ajoutaient les très grosses sommes qu'il fallait consacrer à la fabrication et à l'achat des armes, au ravitaillement des troupes ou, ce qui revenait au même, de la population. On comptait que 5.000 hommes (chiffre qui fut presque toujours très largement dépassé) coûtaient 3 millions de réaux (750.000 francs) par mois. La Junta fut en outre obligée d'accorder demi-solde aux *quadros asturianos*, ces corps détachés de la division Ballesteros et réduits à leurs cadres, qui vaguaient dans la Galice, puis à partir de septembre 1810 dans les Asturies, sous prétexte de recrutement (27 août 1810) (1). Il y eut quelques pensions ou secours accordés à des blessés de guerre, mutilés et réformés, ou aux veuves et orphelins des tués (2). Il fallait payer aussi les traitements des fonctionnaires civils et les frais de mission des députés. Les chanoines qui n'étaient pas restés en pays occupé, « *que no han residido en la Capital [Oviedo] desde la entrada del enemigo, ni pasaron á la Ciudad á ganar la gracia* », obtinrent de 1.000 à 1.200 réaux par mois, et les organistes, maîtres de chapelle, sacristains, etc., la moitié de leur traitement normal (16 novembre 1810). On avait également à accorder parfois des secours

(1) VALDES, 119. *Actas de la Junta de Guerra*, 5 avril 1810, l. 104, f. 4, 9, 33, 35. Séance du 27 août 1810 : *Actas*, l. 105, f. 34. La Junta au ministère d'*Hacienda*, 17 mai 1811 : *ibid.*, l. 108, f. 30. On n'a pas d'indication générale sur ce que pouvait coûter la solde des troupes. Pour le mois d'août 1810, celle de la division Bârcena, qui comptait alors 1.700 à 2.000 hommes, s'élevait à 10.000 douros (50.000 francs) : séance du 16 août, l. 105, f. 13.

(2) Toutefois, il semble qu'on ait accordé très rarement des pensions de ce genre. Valdes (p. 229) en cite un cas pour 1809 (pension de 2 réaux par jour). La Junta inscrivit un capitaine pour 450 réaux (112 francs) par mois, la veuve du *guerrillero* Pedro del Tronco pour 6 réaux (1 f. 50) par jour (et pour ce faire elle demanda l'approbation des Cortès) ; elle fit entrer un aveugle de guerre à l'hôpital de Rivadeo et promit d'aider les familles des paysans du district de Lena morts les armes à la main. Si d'autres secours furent accordés, on n'en trouve pas trace. — Séances des 23 avril, 11 juillet, 18 septembre, 1^{er} octobre 1810, 2 avril 1811 : *Actas*, l. 105, f. 72, 12, 41, 1 ; l. 108, f. 3.

à des patriotes dans le besoin, à des marins anglais jetés à la côte par la tempête. Quelques cadeaux furent faits aux commandants de l'escadre de blocus britannique et aux commissaires anglais à La Corogne, Walker et White. Enfin, le 29 mai 1811, la Régence décréta que 5 % des ressources extraordinaires qu'établiraient les Juntas provinciales devaient être versées à la Grande Trésorerie (1).

Telles étaient les dépenses auxquelles la Supérieure avait à faire face normalement, celles qu'il lui était possible de prévoir. Mais à côté d'elles, combien d'argent passa à des nécessités imprévues, et combien fut perdu par désordre, par négligence ou simplement par le fait des revers et des retraites ! Il y eut des sommes, et des sommes importantes, dont jamais on ne put retrouver l'emploi. On a vu que le gouverneur militaire de Gijón, José Pesci, avait affecté aux fortifications de la ville 300.000 réaux (75.000 francs) destinés à la fabrique de fusils ; il s'était fait remettre en outre par la Trésorerie 40.000 réaux : les enquêtes ordonnées par la Junta (5 mars 1810) pour tirer cette affaire au clair n'aboutirent à aucun résultat. De même, l'intendant de l'armée de la gauche, Michilena, versa un jour 40.000 réaux à l'auditeur de l'*Audiencia* Miguel de Zumalacarregui et au député Alvarez del Manzano, que la Junta avait envoyés en mai 1810 auprès de La Romana pour réclamer du secours : on ne put jamais savoir si la Junta leur avait donné ou non l'autorisation de demander cette somme (2). L'affaire la plus trouble fut celle dite des tabacs de Gijón, qui tient tant de place dans les papiers de la Junta. Lorsque Bonet entra à Gijón, il existait dans le port de Rivedo, par conséquent hors de sa portée, des bateaux chargés de tabac appartenant à la *Real Hacienda*, et dont les cargaisons représentaient une valeur de 2.500.000 réaux (625.000 francs). La Junta donna des ordres pour faire transporter ce tabac à Castropol. Or les bateaux furent conduits, non pas à Castropol, mais à Gijón, où ils furent aussitôt capturés par les Français (mars 1810). « Ce malheu-

(1) On vit le député Miranda Flórez payer entièrement de sa poche ses frais de mission. La Junta accorda (10 décembre 1810) la continuation de sa solde de lieutenant-général au marquis de Vistalegre, qui se trouvait dépourvu de toutes ressources et s'était signalé par son patriotisme (il avait donné 42.000 réaux pour la fabrique d'armes, et 20.000 pour les veuves de Saragosse). Elle envoya 12 brebis mérinos au commodore Parker, 40 au commodore Mends, 14 à Walker, 48 à l'*assistant commissary* George White. — Séances des 23 août, 5 septembre, 1^{er} et 16 novembre, 10 et 14 décembre 1810 ; *Actas*, l. 105, f. 25, 9 ; l. 106, f. 1, 24, 21, 29. Décret du 29 mai 1811 : *Ordenes del Ministerio de Hacienda*, l. 109, f. 81.

(2) Séances des 4 et 5 mars, 1^{er} septembre 1810 ; Vejarano à la Junta, 6 septembre : *Actas*, l. 105, f. 6, 12, 2, 10.

reux événement, déclara la Junte, affaiblit grandement les moyens de défense de la Patrie, en la privant au milieu de ses extrêmes nécessités d'un capital respectable. Il semble dès l'abord que le régent *subdelegado de Rentas* de la principauté, le *subdelegado* de Gijón D. Pedro Valdes Llanos, l'administrateur général de ce port D. Juan Fermín Fernando de Angulo et autres employés... aient agi sans beaucoup de réflexion, et peut-être avec beaucoup de malice et très peu de patriotisme. » La Supérieure chargea un de ses membres, Felipe Moldes y Bermudez, d'ouvrir une enquête. Celle-ci dura 160 jours et coûta 100 doublons (2.000 francs) de frais divers. Mais au moment où elle fut terminée, en octobre, les députés se trouvaient au milieu des grands embarras intérieurs que causaient la réduction de la Junte ; ils ne crurent pas le moment indiqué pour ouvrir un procès retentissant, et l'affaire fut renvoyée « jusqu'au jour où l'ennemi aura évacué Gijón. » Il ne semble pas qu'elle ait jamais abouti (1). Instruite par l'expérience, la Junte ne manqua point désormais de faire mettre à l'abri, dès que se dessinait un mouvement de retraite, les fonds de la Trésorerie et les tabacs (2). On n'en perdit pas moins beaucoup d'argent lors des dispersions, soit en espèces dans les caisses des unités, soit sous forme d'armes, de munitions, etc.

Enfin, sur le terrain financier comme sur le terrain économique, les difficultés de la Junte étaient considérablement accrues du fait de l'occupation française. Bonet ne recevait de France aucun secours pécuniaire. Napoléon avait été formel sur ce point, dès le début de l'offensive : « Que le général Bonet ait à prendre toutes les mesures pour rétablir la tranquillité du pays, empêcher les abus des douanes et retirer les profits du pays pour l'entretien de ses troupes... Écrivez aux généraux Thiébault, Bonet, Kellermann et au duc d'Elchingen que les provinces qu'ils occupent offrent assez de ressources pour l'entretien des troupes sous leurs ordres ; qu'ils ne doivent pas compter sur le trésor de France, qui est épuisé par les énormes envois d'argent qu'il ne cesse de faire. » Bien plus, l'empereur décida,

(1) *Actas, passim*, particulièrement : ordre d'enquête et commission donnée à Moldes, 3 avril 1810 ; la Junte au Conseil de Régence, 16 avril ; séances des 11 et 16 octobre 1810 : l. 105, f. 4, 6, 45, 18, 25.

(2) Ces précautions furent rendues obligatoires par le décret du 23 mai 1811 : *Ordenes del ministerio de Hacienda*, l. 109, f. 63. Au besoin, dans les régions menacées d'invasion, la Junte faisait transporter les fonds à l'arrière au fur et à mesure de leur entrée dans les caisses. Noter également, lors de la reprise d'Oviedo, le soin qu'elle eut d'y envoyer le *vocal* Felipe Suárez pour récupérer tous les effets appartenant à la *Real Hacienda*. Séances des 9 et 30 mars, 1^{er} août 1810, 26 juin 1811 : *Actas*, l. 105, f. 22, 23, 109, 1 ; l. 108, f. 34.

le 27 mai 1811, que le quart des revenus des provinces qu'occupait l'armée du Nord devait être envoyé à Madrid (1). Aussi Bonet se trouvait-il fort gêné au point de vue pécuniaire. Dès mai 1810, la solde des officiers du 118^e était en retard de plusieurs mois ; le 3 novembre 1810, il était dû huit mois de prêt aux troupes, et le 9 mars suivant, onze mois (2). Dans ces conditions, et étant donné le caractère autoritaire et énergique de Bonet, on s'explique qu'il ait pressé sans ménagement la province pour en obtenir les fonds qui lui manquaient, et qu'à sa retraite la Supérieure ait trouvé un pays dont toutes les ressources pécuniaires étaient épuisées. Sitôt entré dans les Asturies, Bonet créa une Junta administrative avec une « Contaduría » et se fit rendre compte des caisses publiques, « afin qu'il n'en soit rien détourné et que l'ordre soit maintenu dans l'administration. » Il obtint ainsi, semble-t-il, une rentrée assez régulière des impôts existants (3). A ceux-ci il ajouta plusieurs autres : la vente au profit du gouvernement du sel importé par mer, un droit d'un demi-réal par *cuartillo* (0,504) d'eau-de-vie ou de liqueur introduit par les ports asturiens. Il prit de l'argent sur les testaments, s'en fit prêter par la caisse de consolidation, mit la main sur les revenus des membres de la Junta, des émigrés et des ordres religieux (4). Enfin, il usa largement de l'emprunt forcé : le 16 avril 1810, 500.000 réaux (125.000 francs) à verser dans les 48 heures par les six ou huit plus riches habitants d'Oviedo (100.000 réaux),

(1) « Vous ferez connaître au général Bonet qu'il est maître absolu de prendre toutes les mesures convenables pour faire rentrer l'argent et les effets d'habillement dont il a besoin pour mettre ses troupes dans le meilleur état. Je désire aussi qu'il puisse pourvoir à la solde... » Toutefois, Napoléon envoya le 29 mai à cette armée 500.000 francs, dont 300.000 étaient destinés à Bonet ; mais celui-ci ne put les recevoir qu'après qu'il eût évacué les Asturies. Napoléon à Berthier, 3 janvier 1810 : *Correspondance inédite*, éd. Picard, III, 338 ; 11 janvier, 8 février 1810, 27 et 29 mai 1811 : *Corr.*, 16.131, 16.230, 17.752 et 17.756.

(2) Bonet à Duclos, 8 mai ; au receveur général des contributions en Espagne, 3 novembre ; à Caffarelli, 1^{er} décembre ; à l'intendant général de l'armée, 9 mars et 14 mai 1811 : *A. hist. Guerre, Corr. Bonet*.

(3) A Lenouaux, 4 mai 1810 ; au receveur général des contributions, 3 novembre : *ibid.* Sur la rentrée des fermages et impôts, on trouve quelques documents à l'*Archivo del Ayuntamiento de Oviedo* ; cf. par exemple le *Libro cobrador de rentas de bienes de escuelas*, 1. 680.

(4) A la Junta d'Oviedo, 2 avril 1810 ; à l'intendant *afrancesado* (Gómez de la Torre), 8 août ; ordres des 20 août et 21 décembre 1810, du 4 janvier 1811 : *A. hist. Guerre, Corr. Bonet*. D'après les ordres de Joseph (29 juin, 18 août, 10 décembre 1810 : *Prontuario...*, I, 234, 289 et II, 291) les biens des « émigrés » devaient être cédés aux *afrancesados*. Le Conseil de Régence riposta en déclarant toute vente de ce genre nulle (15 juillet et 10 août : *Archivo de la Audiencia de Oviedo, Reales Ordenes* 1810-1811 et *Ordenes del Ministerio de Gracia y Justicia*, 1. 107, f. 39). Mais il ne semble pas que Bonet ait fait procéder systématiquement à ces ventes.

de Gijón (200.000 réaux), d'Avilés (80.000 réaux), de Villaviciosa, Lastres et Rivadesella ; le 2 juin, 1.500.000 réaux à répartir dans le délai d'un mois entre toutes les personnes dont les revenus dépassent 1.200 pesetas ; peu après, un autre emprunt de 375.000 réaux. De tout cela il réussit à faire rentrer effectivement les deux tiers, soit en argent, soit en bétail ou en grains. Ainsi donc, la portion de la province qu'occupait Bonet, et qui était la plus riche, non seulement ne fournit aucun secours à la Junte Supérieure pendant toute la durée de l'invasion, mais encore, après la retraite des Français, se trouva hors d'état de procurer les ressources pécuniaires qu'on eût pu en espérer (1).

Surchargé de dépenses et souffrant d'une très sensible diminution de recettes, le budget asturien se trouvait en triste état. Partout c'était la gêne, voire la misère. Dans la période où elle ne disposa plus des fonds, la Supérieure en arrivait à ne plus pouvoir couvrir ses frais courants : « La Junte ne possède aucune ressource, écrivait-elle au ministre d'*Hacienda* de l'armée en lui demandant 12.000 réaux (3.000 francs) ; elle ne peut même acheter la chandelle, le papier et autres fournitures nécessaires au secrétariat, et bien moins encore subvenir aux dépenses de l'imprimerie et au traitement des employés de ces deux services. Sa situation est telle que si l'on ne fait pas sur-le-champ ce versement, elle se verra dans l'impossibilité de continuer ses séances » (5 mars 1811) (2). On avait les plus grandes difficultés à trouver de l'argent pour la solde des troupes ; en mars 1811, elle était en retard de plus de huit mois ; au moment où Porlier embarquait sa division en vue d'une attaque par mer, le surintendant Vistalegre avait toutes les peines du monde à réunir 10.000 réaux (2.500 francs) qui étaient nécessaires à l'expédition (juin 1810). Losada écrivait le 4 janvier 1811 : « Les officiers ne peuvent plus vivre ; il n'y a pas un réal pour les frais indispensables »,

(1) Proclamations de Bonet, 16 avril et 2 juin 1810 ; Bonet au receveur général des contributions, 3 novembre : *A. hist. Guerre, Corr. Bonet*. Cf. Napoléon à Berthier, 6 décembre 1811 : « Le général Bonet doit employer tout ce qu'il tire des Asturies pour la solde et le bien-être de ses soldats. *Beaucoup de contributions ont été levées ; il est nécessaire que désormais sa comptabilité soit tenue avec ordre.* » *Supplément à la Correspondance*, 1887, p. 155. Sur l'épuisement financier de la zone occupée, José María de Santa Cruz à son père, 7 février, 15 et 21 mai 1810 : *Archivo Santa Cruz*. Theresina del Rosal à Jovellanos, 26 décembre 1810 : *Correspondencia...*, éd. Somoza-García, p. 242.

(2) La Junte au *Ministro de Hacienda del Ejército*, 5 mars 1811 : *Actas*, l. 108, f. 10. Cette plainte se répète le 5 mai : la Junte menace de suspendre ses séances si elle ne reçoit pas « les 6.000 réaux (1.500 francs) nécessaires à l'imprimerie et d'autres petites sommes nécessaires pour frais de bureau » ; *ibid.*, f. 8.

et le 7 juillet 1811 : « Je n'ai pas un seul réal à ma disposition pour payer les espions et autres frais tout aussi indispensables, que depuis longtemps je règle de ma poche. » Le 7 juin 1811, la Supérieure constata qu'il restait en tout et pour tout dans les caisses de la Trésorerie 23.000 réaux (7.500 francs) : tel était le trésor d'une assemblée qui avait à pourvoir à l'entretien d'une armée régulière dépassant 8.000 hommes. Les néfastes conséquences d'une pareille situation se faisaient sentir dans tous les domaines : ainsi que les députés l'écrivaient au Conseil de Régence, « s'il y avait de l'argent, on pourrait, même à haut prix, faire venir du blé de Castille et de Léon. Comme il n'y en a pas, il est impossible d'avoir une armée, ni d'entreprendre quoi que ce soit avec des chances de succès. » (1)

Afin de remédier à la détresse financière, la Supérieure tenta d'obtenir des secours à l'extérieur. Comme elle en recevait de l'Angleterre de très appréciables en armes et munitions, elle crut pouvoir en demander également en capitaux ; mais le cabinet britannique, qui en 1808 et 1809 avait pourtant envoyé à la principauté vingt millions de réaux (5 millions de francs) n'accorda pas à la Supérieure les deux millions de réaux qui furent sollicités en 1810 (2).

Le gouvernement espagnol fut plus large sur ce point. Depuis 1808 il avait d'ailleurs donné des preuves de sa bonne volonté à l'égard de la province. D'après un rapport que Jovellanos adressa à la Junte Centrale le 29 décembre 1809, la Trésorerie Centrale avait envoyé à la principauté, de mai 1808 à novembre 1809, 7 millions de réaux. Malheureusement, il n'en était arrivé que 2 à destination, ceux que l'on remit directement à la province. Pour les 5 autres, on avait jugé plus sûr de les faire passer par la Galice, et celle-ci les avait retenus pour ses propres besoins (3). Il en fut en partie de même pour les

(1) Vistalegre au capitaine général Cienfuegos, 25 juin 1810 : *Archivo Vistalegre*. La Junte au Conseil de Régence, 29 mai 1810 : *Actas*, I, 105, f. 37. Losada à la Junte, 4 janvier et 7 juillet 1811 : *ibid.*, I, 108, f. 7 et 10. Séances des 16 août 1810, 29 mars et 7 juin 1811 : I, 105, f. 13 et I, 108, f. 34 et 10.

(2) État des demandes asturiennes à l'Angleterre, dressé par Walker, 15 décembre 1810 : *Record Office*, W. O. I, 261, f. 169. Le chiffre pour 1808-1809 est donné par TORENO, *Historia del levantamiento*, II, p. 22 des appendices.

(3) Jovellanos ajoute que le gouvernement avait autorisé les Asturies à demander à l'Angleterre 5 millions de réaux sur les 20 qu'elle envoyait à l'armée de la gauche, mais qu'elle se refusa à ce changement de destination. Jovellanos à la *Junta Central*, Séville, 29 décembre 1809 : *Archivo Histórico Nacional, Estado, Junta Central*, c. 38.

secours que le gouvernement envoya à la Junte Supérieure en 1810 et 1811. Deux millions de réaux furent votés à la demande de Jovellanos dans les derniers jours de 1809, et ce sont très probablement ceux dont la Junte, le 21 mars et le 6 avril 1810, apprit l'arrivée en Galice, l'un à La Corogne et l'autre à Vigo, à bord de la frégate *Cornelia*. Le 8 juin, le ministre d'*Hacienda* avertit le président de la Supérieure, Menéndez de Luarda, qu'il destinait aux Asturies trois millions de réaux (750.000 francs) qui partaient par le navire de guerre *Santiago* ; mais il ajoutait qu'en raison de l'invasion française, il les faisait remettre eux aussi à l'intendant de Galice, en le chargeant de les envoyer à la Supérieure « à proportion de ce qu'exigeront les circonstances. » Il en fut de même pour trois autres millions qui furent votés à la fin de 1810. Il y eut encore un envoi de un million de réaux, que Toreno obtint du gouvernement au début de 1811 ; il fut fait par la frégate *Venganza* qui arriva à La Corogne dans les premiers jours de février. Enfin, le 19 avril 1811, la Junte fut prévenue par les députés des Asturies aux Cortès que le brigantin *Iris* était en route pour lui apporter 203.000 réaux (50.750 francs) et du matériel (1).

A s'en tenir aux sommes votées depuis l'installation de la Supérieure, c'était donc un total de plus de sept millions de réaux que le gouvernement avait destiné aux Asturies. Mais ce qui ôtait à ces secours une partie de leur efficacité, c'est le fait qu'à l'exception de ceux apportés par l'*Iris* et, semble-t-il, par la *Venganza*, ils n'étaient remis à la Junte que par l'intermédiaire de la Galice. Or la Galice ne les transmettait que lentement et incomplètement. Les deux provinces étaient fort unies en apparence ; elles échangeaient de fréquentes protestations d'attachement, et des pactes d'amitié, voire d'union, avaient été envisagés et devaient l'être encore (2).

(1) En outre, en mai 1811, la Régence remit aux députés asturiens « deux parures de diamants et d'émeraudes pour que la Junte affectât le produit de leur vente aux hôpitaux. » — Rapport de Jovellanos cité ci-dessus, et décision de la Centrale l'accompagnant. Le ministère d'*Hacienda* à l'intendant de Galice, 8 et 20 juin, et à la Junte, 5 et 8 juin ; Toreno à la Junte, 8 janvier 1811 ; Acevedo à Argüelles, 28 mars 1811 : *Ordenes del Ministerio de Hacienda*, l. 107, f. 96, 128, 129, 130 ; *Actas*, l. 108, f. 2 et 31. Séances des 21 mars et 6 avril 1810, 15 janvier, 13 février, 19 et 28 avril, 24 mai 1811 : *Actas*, l. 105, f. 59, 19 ; l. 108, f. 20, 22, 23, 35, 46.

(2) Sur les rapports des Asturies avec la Galice jusqu'en 1810 (projets de congrès, d'union, établissement de la liberté du commerce, etc.), cf. VALDES, 89, 93, 216, 218, 231, etc. En 1811, Santocildes pria la Supérieure de « se mettre d'accord avec la Junte Supérieure de Galice pour constituer une masse commune de ressources. » La Junte commissionna (17 mai 1811) son délégué habituel à La Corogne, Méndez Vigo, et le colonel Blas Alejandro de Posada y Castillo, qui négocièrent avec les représentants de Galice et de Léon un pacte d'union. Le texte en fut arrêté le 15 juillet et la

Mais en réalité, il y avait bien des tiraillements entre les deux voisines. Ils provenaient en partie des difficultés que créait le ravitaillement de la division galicienne qui opérait dans les Asturies (1). Ils provenaient surtout des affaires financières ; il était assez naturel que la Galice mît du temps à transmettre les fonds destinés à la principauté, et qui avaient mille emplois tout trouvés chez elle, car elle aussi souffrait de la disette et avait à entretenir une armée ; sa Junte était d'ailleurs molle et apathique, fort portée à laisser traîner les affaires (2). Les secours envoyés par le gouvernement n'arrivaient donc à la Junte Supérieure qu'avec de très gros retards. Dans ses premières séances elle apprit qu'il y avait à La Corogne 1.200.000 réaux (400.000 francs) destinés à la fabrique d'armes d'Oviedo et que, comme on l'a vu, la Galice retenait sous prétexte que cette fabrique n'existait plus. Elle les fit réclamer aussitôt par le député Riego, qu'elle délégua à La Corogne le 4 mars 1810. Or, le 15 janvier 1811, elle constatait que sa voisine lui devait encore sur cette somme 1.036.000 réaux. Sur d'autres secours envoyés par le gouvernement (probablement les deux millions obtenus par Jovellanos à la fin de 1809), la Galice était encore redevable le 22 mai 1810 de 700.000 réaux (3). Sur les 3 millions de réaux que le Conseil de Régence avait votés au début de juin 1810, la Galice devait encore, au 12 septembre, 2 millions ; à cette date, elle fit un versement de 1.555.932 réaux ; mais pour le restant, la Junte Supérieure dut signaler au gouvernement, le 17 novembre, qu'elle ne l'avait toujours pas tou-

Régence en félicita la Supérieure, mais celle-ci se sépara avant qu'il ait eu d'effet pratique. Santocildes à la Junte, et résolution du 17 mai 1811 : *Actas*, I, 108, f. 32 et 39. La Régence à la Junte, 10 août 1811 : *Ordenes del ministerio de Hacienda*, I, 109, f. 127.

(1) La Junte Supérieure se plaignait en particulier de ce que les troupes asturiennes ne touchaient pas les rations réglementaires quand elles se trouvaient à Rivedo, en territoire galicien, et de ce que les troupes galiciennes ne payaient pas (ou payaient en papier) leurs rations de viande, alors qu'elles touchaient 2 réaux par homme et par jour pour les rembourser. — La Junte à la Junte de Galice, 2 septembre 1810, et à la Régence, 3 juin 1811 ; Losada à la Junte, 29 mars 1811 : *Actas*, I, 105, f. 3 ; I, 108, f. 5 et 34. Sur les plaintes de la Galice, séance du 17 avril 1810 (*Actas*, I, 105, f. 53) et Vorster à Vistalegre, 24 septembre 1810 : *Archivo Vistalegre*.

(2) La Galice entretenait sur son territoire 24.000 hommes en septembre 1810, à en croire sa Junte, et 10.000 seulement en février 1811 d'après le représentant britannique Walker. Sur l'inertie de sa Junte, cf. les accusations de TORENO, *Historia del Levantamiento*, II, 433, où l'on sent l'écho des rancunes asturiennes, et les accusations de Walker, qui alla jusqu'à proposer à son gouvernement de ne plus envoyer ni armes ni approvisionnements ; la Junte de Galice à sir Home Popham, 7 septembre 1810 ; Walker à Liverpool, 18 septembre 1810, et au colonel Bunbury, 20 février 1811 : *Record Office*, W. O. I, 261, f. 1.107, 41 et 199.

(3) Un million de réaux en étaient arrivés à la Junte, fort opportunément, le 9 mars 1810 : *Actas*, I, 105, f. 22.

ché. Les nouveaux envois que fit le Conseil de Régence à partir de la fin de 1810 accrurent encore l'arriéré, qui s'élevait le 28 mars 1811 à 836.000 réaux et le 20 mai à 1.736.000 réaux (1).

Pourtant, la Junte Supérieure faisait tout son possible pour faire rentrer ces fonds. Elle stimulait le zèle de ses délégués à La Corogne, le *vocal* Riego et Mendez Vigo. Elle dépêchait en Galice des envoyés spéciaux : ce fut l'un d'eux, Pedro Caunedo, commissionné le 30 août 1810, qui obtint le versement de 1.555.932 réaux fait le 12 septembre. Elle tâchait de récupérer son argent par des voies détournées, en envoyant à la Galice la note de son imprimeur, ou en lui demandant de lui prêter diverses sommes, « en acompte sur ce que doit ce royaume » : 800.000 réaux (200.000 francs) en mai 1810, 160.000 en juillet, 2 millions de réaux en octobre-novembre, 2 millions en janvier 1811 — prêts qui d'ailleurs ne furent pas consentis (2). Enfin, la Supérieure s'adressait inlassablement au gouvernement pour obtenir justice, réclamant contre le procédé qui mettait ses finances « en des mains étrangères et mercenaires qui ne connaissent pas le temps où elles vivent et qui confondent l'époque présente avec le règne de Charles IV. » Le ministère d'*Hacienda* répondait par des assurances et par des injonctions à l'intendant de Galice (3). Mais une décision que le gouvernement avait prise le 10 août 1810 ne montrait que trop que son intention réelle n'était pas de donner pleine autonomie financière aux Asturies.

La principauté n'avait pas d'intendant. Or le besoin s'en faisait sentir pour mettre de l'ordre dans les questions de ravitaillement et de finances, et la Junte désirait d'autant plus en voir nommer un que, comme on l'a vu, c'était son ennemi le régent de l'*Audiencia*, Vejarano, qui remplissait les principales fonctions de cette charge, en sa qualité de *subdelegado de rentas*. Elle adressa donc une demande au ministère de *Gracia y Justicia*, le 27 juillet 1810, et la fit appuyer

(1) La Supérieure à la Junte de Galice, 22 mai 1810 ; au Conseil de Régence, 17 novembre ; à ses commissionnés à La Corogne, 20 mai 1811 ; l'intendant à la Junte, 25 octobre ; Acevedo à Canga Argüelles, 28 mars 1811 : *Actas*, l. 105, f. 26 ; l. 106, f. 27 et 7 ; l. 108, f. 40 et 32. Séances des 4 mars et 25 août 1810, 15 janvier 1811 : l. 105, f. 5 et 29 ; l. 108, f. 20.

(2) Commissions à Riego et Vigo, 4 mars, 6 avril, 3 octobre 1810, etc ; à Caunedo, 30 août : *Actas*, l. 105, f. 5, 19, 3, 29. Demandes de prêts, etc : 29 mai, 6 juillet, 24 octobre, 13 et 27 novembre 1810, 15 janvier et 17 mars 1811 ; *ibid.*, l. 105, f. 36 et 8 ; l. 106, f. 6, 19, 40 ; l. 108, f. 20.

(3) Le ministère d'*Hacienda* à la Junte, 28 août 1811 : *Actas*, l. 108, f. 29 ; 24 mai 1811 : *Ordenes del ministerio de Hacienda*, l. 109, f. 66. La Junte au Conseil de Régence, 29 septembre, 17 novembre 1810, 3 juin 1811 ; Acevedo à Argüelles, 28 mars 1811 : *ibid.*, l. 107, f. 130 ; *Actas*, l. 106, f. 27 ; l. 108, f. 6 et 32.

par ses commissionnés à Cadix ; le ministre répondit le 10 août, et sa décision, loin de satisfaire la Junta, allait provoquer pendant des mois ses récriminations. Il instituait en effet, non pas un intendant, mais un « *ministro de hacienda del Principado de Asturias* », et, en nommant à ce poste Aniceto Larreta, il spécifiait que celui-ci « dépendrait dans ses opérations de l'intendant de Galice. » (1) Ainsi, non seulement les envois de fonds du gouvernement, mais toutes les questions de finances et de ravitaillement dans les Asturies allaient désormais relever de la province voisine : la Junta ne put accepter cette idée. Mahy, qui n'était pas défavorable aux Asturiens, avait essayé de parer le coup venu de Cadix en exhumant un ordre que la Junta Centrale avait donné dans le temps à son commissaire Arce, et qui conférait l'intendance de la principauté à Pedro Miranda Flórez. Mais Vejarano se garda bien de tenir compte de cette nomination, et ce fut à Aniceto Larreta qu'il transmit ses pouvoirs et ses papiers (2). La Supérieure n'avait donc plus que la ressource de protester auprès du gouvernement et de lui demander de revenir sur sa décision. Elle l'avait fait dès le 27 septembre : « Voyant dans cette institution une source inévitable de maux terribles et incalculables », elle avait écrit au Conseil de Régence « de la façon la plus énergique et la plus précise... pour obtenir que S. M. se rende à la demande de cette Junta et de la principauté, qui ne veulent dépendre en rien du royaume de Galice : cela ne s'est jamais fait, et ne doit pas se faire. » Le 24 octobre, sur le conseil de Mahy, la Supérieure renouvela sa protestation. Le 27 mars 1811, Avello, que l'on retrouve toutes les fois qu'il s'agit de réclamer et de récriminer, décida ses collègues à une nouvelle démarche. Le 24 mai enfin, la Supérieure expliqua une fois encore au Conseil de Régence combien il était nécessaire de rapporter la décision du 10 août 1810 (3). Mais c'était là aller à l'encontre des tendances d'unification qui de façon générale domi-

(1) Le *Real Orden* nommait également les titulaires de la *Contaduría* de ce ministère (Luis Salvador, provenant de celle de Galice) et de sa *Tesorería* (José Domingo de Urquiza). Sierra aux « *Señores Diputados del Principado* », 10 août 1810 : *Ordenes del Ministerio de Gracia y Justicia*, l. 107, f. 38. Séance du 3 janvier 1811 : *Actas*, l. 108, f. 2.

(2) Miranda Flórez, nommé intendant le 29 juillet 1808, avait été privé de son grade en 1809 par la Junta nommée par La Romana. — Rodrigo de Cienfuegos, comte de Peñalva, à Santa Cruz, sans date : *Archivo Santa Cruz*. Miranda Flórez à la Junta, 30 décembre 1810 ; séances des 25 septembre et 31 décembre 1810 et 3 janvier 1811 : *Actas*, l. 105, f. 52 ; l. 106, f. 61 ; l. 108, f. 2.

(3) Décisions des 27 septembre et 24 octobre 1810 ; la Junta à la Régence, 27 mars 1811, et au *ministerio de Hacienda*, 24 mai : *Actas*, l. 105, f. 55 ; l. 106, f. 4 ; l. 108, f. 30 et 46.

naient à Cadix, et les protestations de la Junte ne servirent à rien — qu'à montrer combien était vivace le sentiment particulariste asturien.

En même temps qu'elle bataillait avec le gouvernement et avec la Galice pour se procurer quelque argent, la Supérieure cherchait des ressources nouvelles dans la province même, et sous les formes les plus variées. Il était naturel qu'on songeât en premier lieu à une contribution extraordinaire de guerre, mais il n'est pas sûr que les députés se fussent résolus à ce procédé forcément impopulaire sans la *Real Cedula* du 8 juillet 1810 qui en faisait une mesure générale dans le royaume (1). Le 3 septembre, la Junte donna à l'intendant les premiers ordres, mais ce ne fut que le 29 octobre qu'elle prit ses dispositions définitives. La répartition de la contribution fut confiée à une commission qui devait comprendre le Régent de l'*Audiencia*, en sa qualité de *subdelegado de rentas* ; le marquis de Vistalegre, ancien surintendant ; un « *canónigo doctoral* » du chapitre d'Oviedo (ce fut un des futurs députés asturiens aux Cortès, Pedro Inguanzo y Rivero) ; le curé de Mendés, José Fernández de Campa ; enfin, deux notables, José Cancio Donlebum et José Benito Maymo. Cette commission avait pour tâche de fixer la part de chaque district ; les Juntas patriotiques feraient ensuite la répartition entre les habitants. Tous les Espagnols étaient soumis à cette contribution, même les ecclésiastiques. Les juges étaient personnellement responsables de la rentrée des fonds, qui devait être effectuée le 30 novembre au plus tard. La Junte avait d'abord fixé le montant de la contribution à 2 millions de réaux. Peu après, elle décida d'imposer en outre aux citoyens les plus riches un emprunt forcé de 1 million de réaux, mais le 9 novembre la commission de répartition transforma cet emprunt forcé en contribution supplémentaire. Ces principes posés, les difficultés d'exécution commencèrent. Elles vinrent principalement de la commission, qui mit la plus mauvaise volonté à remplir sa tâche. Le 4 novembre, elle ne s'était pas encore réunie : la Junte lui ordonna de s'assembler le lendemain, et dans la maison où elle-même siégeait.

(1) Les Espagnols étaient répartis en 22 classes qui payaient respectivement par an 12.000 réaux (3.000 francs), 8.000, 7.200, 6.000, 4.800, 3.800, 2.800, 2.400, 1.900, 1.600, 1.400, 1.200, 960, 864, 768, 672, 576, 480, 384, 288, 192 et 96 : *Archivo de la Audiencia de Oviedo*, 69, *Reales Ordenes*, 1808-1811.

Mais le *subdelegado de rentas* ne répondit pas à la convocation, et son absence rendit tout travail impossible. Sous la menace d'une énorme amende, il parut enfin, le 9. Mais le 18 Inganzo se déclara malade et réussit à se faire exempter ; le *subdelegado* l'aurait bien imité, mais la Junte refusa de l'écouter (18 janvier 1811). On voit quel enthousiasme régnait parmi la commission de répartition. Il devait être à peu près égal aux degrés inférieurs, puisque le 4 janvier 1811 il n'était pas encore rentré un réal d'une contribution qui aurait dû être entièrement versée depuis le 30 novembre 1810. A la fin de juin, une grosse partie restait encore à percevoir (1). Aucun document ne vient préciser ce qu'elle avait rapporté au juste quand la Junte se sépara : il serait très étonnant qu'elle eût atteint le chiffre fixé (2).

L'emprunt n'était guère qu'une forme déguisée de la contribution. Les députés ne l'employèrent que rarement, et en se contentant de sommes modérées (3). C'était aussi une forme d'impôt extraordinaire que les retenues effectuées sur les soldes et traitements. Conformément à un *Real Decreto* du 11 janvier 1810, les fonctionnaires civils et les militaires des services de l'arrière durent abandonner une portion de leurs émoluments allant de 2 % à 33 %. Quant aux troupes en campagne, la Supérieure décréta, sur la proposition de la Junte de Guerre, que tout soldat qui se serait absenté irrégulièrement pendant un jour perdrait la solde de la semaine, et pour une absence plus prolongée celle du mois (4).

(1) Le 27 juin 1811, on voit la Junte décider d'imposer à la province une contribution de 600.000 réaux (150.000 francs) « en acompte sur la contribution extraordinaire de guerre ». Un autre impôt (6 réaux par tête de bétail) avait en outre été établi par la commission de l'Orient pour la subsistance de l'hôpital de Collanzo : *Actas*, 29 juin 1811, l. 108, f. 39. La Junte à Losada, 9 novembre 1810 et 4 janvier 1811 ; à l'intendant, 18 janvier : *ibid.*, l. 106, f. 11 ; l. 108, f. 9 et 24. Séances des 3 septembre, 29 octobre, 1^{er}, 4, 7, 18 novembre, 16 décembre 1810, 24 janvier et 27 juin 1811 : *ibid.*, l. 105, f. 4 ; l. 106, f. 16, 1, 5, 9, 28, 34 ; l. 108, f. 36 et 36.

(2) Il y eut en matière de contribution extraordinaire un autre *Real Orden*, le 4 avril 1811, mais la Supérieure ne le communiqua aux *Justicias* que le 31 juillet, de sorte que ce ne fut pas elle qui eut à exiger de la province un nouveau sacrifice, mais la *Junta provincial* qui lui succéda : proclamation de la Junte provinciale, 21 septembre 1811 : *Archivo Arias de Velasco*.

(3) Les 10 et 11 juillet 1810, deux prêts de 60.000 réaux (15.000 francs) chacun sont demandés au comte de Agüera (ancien membre de la *Junta general*, ancien président de la Junte La Romana) et à un notable de Cangas, Francisco de Llanos. Le 18 décembre un emprunt de 200.000 réaux est émis dans la région de Castropol. Le 4 janvier 1811, la Junte donne sa garantie à Losada qui se charge d'en placer un autre : *Actas*, l. 105, f. 11 et 10 ; l. 106, f. 38 ; l. 108, f. 9.

(4) *Real Decreto* du 11 janvier 1810 : *Archivo de la Audiencia de Oviedo*, 69, *Reales Ordenes*, 1808-1811. Le même jour, une cédula interdit de cumuler des soldes ou des pensions ; le 22 avril, les Cortès supprimèrent les gratifications qui étaient payées

Le clergé fut également mis à contribution. Le gouvernement avait donné sur ce chapitre des ordres formels : le 17 décembre 1809, la Junta Centrale avait décidé que le produit des œuvres pies serait versé au Trésor, à moins qu'il ne fût destiné aux établissements de bienfaisance ou d'instruction. En 1810, le Conseil de Régence exigea la moitié des dîmes que levait le clergé (exception faite pour celui des paroisses), taux que du reste il ne tarda pas à modérer (1). La Supérieure suivit la même politique et elle prit une série de mesures destinées à tirer du clergé toute l'aide pécuniaire possible. En temps normal, l'Église espagnole cédait au roi une partie de ses dîmes, sous des noms divers : *excusado*, *tercias reales de la Corona*, *novenos*, *novales*. La Supérieure mit ces revenus à la disposition des Juntas patriotiques pour des achats de grains, ou à celle de l'intendant pour compléter la contribution extraordinaire (2). Elle veilla par ailleurs à ce que le clergé ne pût se soustraire aux charges que la guerre faisait peser sur tous. A plusieurs reprises, elle proclama l'égalité des Espagnols devant l'impôt, elle condamna les prétentions de ceux qui réclamaient des exemptions « sous prétexte qu'ils sont commandants d'*alarmas*, ou d'état ecclésiastique » et elle ordonna d'exiger les rations et contributions de tout le monde, « sans distinction de personnes, de classes ni de privilèges » (octobre et décembre 1810) (3). Mais les ressources les plus abondantes pouvaient provenir des biens du clergé, qui étaient immenses. Bon nombre de bénéfices et de revenus se trouvaient vacants et l'évêque, resté à Oviedo, ne pouvait s'occuper de leur administration. La Junta en prit la charge, à son profit ; elle nomma neuf curés pour les gérer, en précisant avec soin la façon dont ils devaient le faire : ils ne pourraient les affermer, et dans le cas où des baux de fermage existaient déjà, ils devaient ne les regarder comme valables que s'ils avaient été conclus avant le 29 janvier 1810, jour où l'évêque était tombé sous la domination française (27 juin 1810) (4). De même, on mit la main

aux fonctionnaires pour la Saint-Jean et pour Noël : *Ordenes del Ministerio de Hacienda*, l. 107, f. 5 et l. 109, f. 29. *Actas de la Junta de Guerra*, 6 avril 1810, l. 104, f. 5.

(1) Il laissa les évêques juges de ce qu'on pouvait raisonnablement exiger. Voir en particulier, les ordres des 17 décembre 1809, 24 mai, 8 juillet, 20 août 1810, 25 avril, 22 août 1811 : *Ordenes de la Junta Central*, l. 102, f. 77 ; *Ordenes del Ministerio de Gracia y Justicia*, l. 107, f. 28, 43, 31, 11.

(2) Elle y ajoutait les revenus des abbayes, canonicats, œuvres pies, etc., dont le revenu était en grains. En particulier séances des 5 mars, 4 juin, 26 octobre, 3 novembre, 16 décembre 1810 : *Actas*, l. 105, f. 9 et 8 ; l. 106, f. 13, 3 et 34.

(3) Séances des 26 octobre, 10 et 27 décembre 1810 : *Actas*, l. 106, f. 13, 20, 59.

(4) La commission de l'Orient fut invitée à agir de même dans son secteur. — Décision du 27 juin et instruction du 11 août 1810 : *Actas*, l. 105, f. 35 et 8.

sur les bénéfices de toutes sortes que possédaient en territoire non occupé certains monastères, l'hospice d'Oviedo et le chapitre cathédral. La Junta fit également percevoir au profit du Trésor les revenus appartenant aux couvents qui avaient été désertés par leurs moines. De tout cela on devait établir des récépissés en règle, de façon que si les intéressés venaient plus tard à justifier leur conduite on pût leur restituer leurs revenus (déduction faite naturellement des contributions normales) (1). Il est difficile d'évaluer les ressources que purent fournir ces expédients. Le 16 décembre 1810, le spécialiste des questions financières à la Junta, Miranda Flórez, fit à ses collègues des déclarations plutôt pessimistes sur l'efficacité des « innombrables résolutions » qu'ils avaient prises ensemble à ce sujet. Il conclut d'ailleurs que la Junta ne pouvait rien dire de précis, attendu qu'à ses demandes d'explications « l'intendant n'a donné aucune réponse et continue à n'en pas donner. (2) »

Les mesures de ce genre n'étaient évidemment pas restreintes aux ecclésiastiques vivant en pays occupé : elles s'étendaient à tous les Espagnols qui étaient restés dans la zone envahie. Mais on faisait une différence entre ceux qui avaient accepté un emploi du gouvernement intrus et les autres. Alors que les biens des seconds étaient simplement mis sous séquestre, comme l'étaient ceux du clergé, les biens des *afrancesados* devaient être confisqués. Plusieurs décrets et *Reales Ordenes* en donnèrent l'ordre formel (3 mai 1809, 25 mai 1810, 22 mars 1811, etc.) ; le 7 avril, le gouvernement créa une *Junta Superior de confiscos y secuestros*, qui était représentée dans chaque province par une commission composée de l'intendant, du receveur général, d'un jurisconsulte, d'un membre de la Junta provinciale nommé par celle-ci, d'un secrétaire et d'un procureur du roi. La Supérieure fit exécuter ces différents ordres ; elle s'en remit d'abord aux Juntas patriotiques du soin d'opérer les confiscations, puis, lorsqu'on constitua la commission de *confiscos*, elle y délégua le *vocal* Miranda Arango (23 mai 1811). Les neuf dixièmes

(1) Règlement des Juntas patriotiques, 5 mars 1810 ; la Junta à la commission de l'Orient, 4 juin ; à Manuel Cortina, chargé de faire rentrer ces bénéfices, 5 juin ; au district de Tineo, 10 décembre ; à l'intendant, 16 décembre : *Actas*, I. 105, f. 8, 9 ; I. 106, f. 20 et 34. Mahy avait confisqué les grains provenant des dîmes du chapitre ; la Junta Centrale s'émut, et Jovellanos prit devant elle la défense de Mahy : demande d'explications de la Centrale, 25 décembre 1809, et rapport de Jovellanos du 29 : *Archivo Histórico Nacional, Estado, Junta Central*, c. 61 et 38. Quant à La Romana, il avait confisqué (par ordre de la Centrale) une grande partie des objets précieux des églises : *VIGIL, Asturias monumental*, 109.

(2) Séance du 16 décembre 1810 : *Actas*, I. 106, f. 35.

des revenus provenant des biens confisqués allaient au Trésor et le dixième restant couvrait les frais d'administration (1).

Ce n'était pas encore cette ressource qui pouvait tirer la Junta de ses difficultés financières. Ces expédients, auxquels s'en ajoutèrent quelques autres plus médiocres encore (2), et quelques dons qui furent faits par des patriotes généreux (3), étaient trop loin de correspondre aux frais énormes que causaient l'entretien des troupes et le ravitaillement de la province. La plaie d'argent fut d'ailleurs celle de toutes les Juntas espagnoles de la Guerre d'Indépendance. On voit par exemple celle de Catalogne se débattre dans les mêmes difficultés, avoir recours à des expédients analogues et aboutir à peu près au même résultat (4). Sans doute, la Supérieure aurait pu montrer plus d'énergie, en particulier faire rendre davantage au clergé et aux grands propriétaires, obtenir des rentrées plus promptes de la contribution extraordinaire. Mais avec les charges que cau-

(1) Les biens des Français avaient été naturellement mis sous séquestre dès 1808 ; ils ne furent libérés qu'en 1818 : Luce, vice-consul de France à Gijón, au Régent de la Principauté, 13 février 1818 : *Archivo de la Audiencia de Oviedo, Regencia y Real Acuerdo, Expedientes varios, Gijón*, 67. *Real Decreto* du 3 mai 1809 ; instructions de la *Junta Superior de Confiscos*, 21 mai 1811 : *ibid.*, 69, *Reales Ordenes*, 1808-1811. Circulaire du *ministerio de Hacienda*, 25 mai 1810 ; *Real Decreto* du 7 avril 1811 : *Ordenes del ministerio de Hacienda*, l. 107, f. 125 et l. 109, f. 12 et 30. Séances des 4 et 5 juin, 3 novembre 1810, 23 mai 1811 : *Actas* l. 105, f. 8, 9 ; l. 106, f. 3 ; l. 108, f. 43. — A ce chapitre des confiscations on peut rattacher l'affaire du *Daphné*, qui malgré son peu d'importance fit beaucoup de bruit. C'était un brigantin anglais, capitaine Memel, qui entra à Castropol le 21 mars 1810 ; n'étant pas en règle, il fut déclaré de bonne prise et sa cargaison (blé, fèves, pois chiches) vendue. Mais après un inextricable procès la Junta dut payer au capitaine 48.000 réaux (12.000 f.) d'indemnité et rembourser la valeur de la cargaison ; elle y employa les capitaux qu'elle possédait à Londres (octobre 1810). Cf. en particulier séances des 21 mars, 1^{er} avril, 3 juillet, 8 août et 12 octobre 1810 : *Actas*, l. 105, f. 90, 2, 4, 6, 19.

(2) Décrets gouvernementaux ordonnant aux particuliers de livrer une partie de l'or et de l'argent qu'ils possèdent, de réserver à l'État une part dans leurs testaments : *Ordenes del ministerio de Hacienda*, 12 mai 1811, l. 109, f. 49 et 62 ; *Ordenes del ministerio de Gracia y Justicia*, 3 mai 1811, l. 110, f. 61. Le 6 février 1811, comme un curé avait laissé par testament une bonne somme destinée à faire dire des messes pour le repos de son âme, Losada avait écrit à la Junta que « le plus opportun et même le plus conforme aux idées religieuses du défunt serait de secourir nos troupes dans la Sainte guerre où nous sommes engagés. » La Junta ne donna pas suite à cette proposition : *Actas*, l. 106, f. 10.

(3) On relève les dons suivants : 2 mulets donnés par le marquis de San Estebán (12 avril 1810) ; offre d'un Asturien habitant au Pérou, Olarria, d'entretenir 25 soldats pendant la durée de la guerre, à raison de 4 réaux par jour (24 mai) ; offre de deux Américaines d'envoyer 317 pesos (1.585 francs) par an pour l'entretien de 2 soldats, et don de 3.000 pesos par leur fils (7 août) ; don de grains par quelques abbés (20 septembre) ; un patriote autorisé à ouvrir une souscription au Mexique en faveur des veuves et orphelins (30 octobre) ; 2 caisses de chirurgie données par Vistalegre (30 mars 1811) : *Actas de la Junta de Guerra*, l. 104, f. 15 ; *Ordenes del ministerio de la Guerra*, l. 107, f. 124 ; *Actas*, l. 105, f. 5, 43 ; l. 106, f. 19 ; l. 108, f. 39.

(4) DESDEVISES DU DEZERT, *La Junta Supérieure de Catalogne*, 104, 105, 109-175, 181.

sait la guerre, dans un pays qui n'était pas alors des plus riches, qui manquait en particulier de numéraire, dont les hostilités avaient ravagé tous les districts et dont les ennemis occupaient la partie la plus fertile en ressources de tous genres, il était difficile, quoi qu'on fît, d'obtenir un budget en équilibre ; il faut se dire d'ailleurs que les Asturies de 1810-1811 souffraient moins de la disette pécuniaire que nos conceptions modernes de la vie économique ne nous porteraient à le croire. Il ne convient donc pas, semble-t-il, d'être trop sévère pour tout ce que les résultats obtenus par la Junte en matière financière eurent d'insuffisant.

CHAPITRE IV

LA JUNTE ET LES AFFAIRES POLITIQUES

I

LA JUNTE ET LE GOUVERNEMENT CENTRAL

Souci de la Junte de se ménager la faveur du gouvernement ; ses manifestations de loyalisme. Ses envois de délégués auprès du pouvoir central. Les premiers délégués. Les députés aux Cortès : nomination du député de la Junte (14 septembre 1810) et des députés des districts (décembre) ; leur action à Cadix. Projets d'envoi de nouveaux délégués : Jovellanos, etc. Les démarches par correspondance.

II

LA JUNTE ET LA SURVEILLANCE DE L'ESPRIT PUBLIC

LA JUNTE ET LE SOUTIEN DU MORAL. Collation de grades. Cérémonies patriotiques. Action de la presse : publication par la Junte du *Correo del Principado*. — LA LUTTE CONTRE LES AFRANCESADOS. La politique de Bonet. Les *afrancesados*. Mesures de la Junte : surveillance et mises en jugement. — LES CAUSES DE MÉCONTENTEMENT. Mauvaise répartition des charges financières. Critiques contre le commandement et les opérations militaires. Excès des troupes espagnoles. La démoralisation.

III

LA JUNTE ET L'OPPOSITION

LES CENTRES D'OPPOSITION A LA SUPÉRIEURE. Les hommes de 1808. Les fonctionnaires. L'*Audiencia* : son importance, son hostilité contre la Junte. — LES ATTAQUES CONTRE LA SUPÉRIEURE. Les mécontents de Castropol et leurs attaques contre la Junte en juin et octobre 1810 ; leur échec. Leur alliance avec Jove Valdes. La grande attaque de décembre 1810, à l'occasion de l'assemblée électorale des Cortès ; efforts des Castropoliens, de Jove et de Pesci pour dissoudre la Supérieure ; elle ne doit son salut qu'à l'intervention armée de Losada. Conclusion.

I

LA JUNTE ET LE GOUVERNEMENT CENTRAL

Les relations de la Supérieure avec les Juntas des provinces limitrophes se réduisent à peu près à celles qu'elle eut avec la Galice. On a déjà vu le double sentiment qui l'animait à l'égard de celle-ci : à la fois le désir d'obtenir des secours d'un pays plus favorisé qu'elle (1), et une susceptibilité ombrageuse aussitôt qu'il était question de placer les Asturies dans la dépendance de leur voisine. Quant aux autres provinces, comme elles étaient presque entièrement au pouvoir des Français à l'époque où siégea la Junte, les rapports qu'elle eut avec elles furent à peu près nuls (2).

En revanche, les chapitres précédents ont montré combien furent suivies les relations que la Supérieure entretenait avec le pouvoir central et quels furent les secours de toute espèce qu'elle obtint de lui. C'est qu'elle sut toujours manœuvrer de façon à s'y ménager les appuis nécessaires, confirmant d'ailleurs en cela l'usage qui veut que les Asturies aient dans les affaires espagnoles une importance beaucoup plus grande que leur étendue et leur population ne sembleraient le comporter. Ce souci de se ménager la faveur du gouvernement se manifestait de façon visible par l'adhésion chaleureuse que la Junte ne manquait pas de donner à tous les changements qui s'opéraient dans le pouvoir central. Lorsqu'elle connut l'installation du Conseil de Régence, qui succéda à la Junte Centrale le 29 janvier 1810, elle s'informa par dessous main, par l'intermédiaire de son délégué à La Corogne, Riego, de ce qu'allaient faire la Galice et les autres provinces. Une fois renseignée, elle ne se contenta pas d'une

(1) En 1797, la population de la Galice était de 1.147. 630 habitants et celle des Asturies de 355.628. En 1808, le produit des Rentes de la Couronne en Galice était de 44.352.376 réaux brut, et de 8.178. 825 dans les Asturies : CANGA ARGÜELLES, *Diccionario de Hacienda*, article *Galicia*, et états de mai 1808, *Archives Nationales*, AF IV 1608 B, plaq. 2¹.

(2) On ne trouve à signaler qu'une demande adressée à la Supérieure par la Junte Suprême de Castille qui siégeait à Ciudad Rodrigo, et qui sollicitait un prêt d'un million de réaux (250.000 francs). La Supérieure, qui aurait plutôt eu besoin qu'on lui prêtât à elle-même, dut refuser. Procès-verbal du 6 mars 1810, *Actas*, I, 105, f. 15.

banale reconnaissance, mais elle envoya au nouveau gouvernement une délégation composée de son propre vice-président, le colonel Pedro Peón Heredia, et du député Cuervo Castrillón, le premier choisi en raison de sa culture, de son intelligence, de « la distinction de sa naissance et de ses services », et le second pour « son instruction, son talent, sa sagesse, son patriotisme. » (avril 1810) (1). Ils étaient porteurs d'une lettre pompeuse, qu'ils remirent au Conseil de Régence de la part de l'assemblée : « Au moment où la Junte Supérieure de la principauté des Asturies était plongée dans un abîme sans fond d'affliction et pressée de toutes parts de maux sans nombre, elle a vu dans cette ténébreuse situation luire l'aurore de la liberté de l'Espagne à la nouvelle que V. M. prenait le pouvoir et que le corps sans vie qui constituait auparavant la représentation nationale était remplacé par un Conseil de Régence, corps plus ramassé et par essence plus mâle et plus vigoureux. » (2)

Lorsque les Cortès se réunirent, le gouvernement envoya à toutes les autorités locales l'ordre de faire dire des prières publiques pour elles et de leur jurer fidélité. La Supérieure se distingua par l'éclat qu'elle donna à ces cérémonies. Elle assista en corps à une messe solennelle à l'issue de laquelle les députés prêtèrent sur l'Évangile le serment requis. Puis, « afin de célébrer l'auguste installation des Cortès », elle invita l'archiprêtre de Castropol à célébrer tous les matins, pendant trois jours consécutifs, un office d'actions de grâces avec *Te Deum*. Tous les prêtres du *partido* prêtèrent leur concours à ces cérémonies, auxquelles la Junte, l'*Audiencia* et toutes les autorités assistèrent, cependant que sur la place de l'église on tirait des salves d'artillerie. Pendant tout le temps que durèrent ces fêtes la ville fut pavoisée et illuminée, et les prisonniers reçurent tous les matins une gratification de quatre réaux. Le député que la Junte élut pour la représenter aux Cortès, Cañedo, reçut expressément mission de présenter à l'assemblée les félicitations toutes particulières de la Supérieure (3).

(1) La Junte à Riego, 19 et 21 mars 1810 ; séances des 4, 18 et 19 avril : *Actas*, l. 105, f. 43, 59, 11, 62, 64.

(2) La Junte au Conseil de Régence, 16 avril 1810 : *Actas*, l. 105, f. 45.

(3) Il y eut cependant une résistance de la part de Peón Heredia. Celui-ci, on ne sait pourquoi, refusa de prêter serment aux Cortès et pour le décider la Junte dut le mettre aux arrêts à son domicile et le menacer d'une très forte amende. — Le Conseil de Régence à la Junte, 20 août 1810 ; le ministère de *Gracia y Justicia* à la même, 27 septembre : *Ordenes del Ministerio de Gracia y Justicia*, l. 107, f. 46 et 62. Séances des 21 et 27 octobre, 1^{er}, 4 et 25 novembre : *Actas*, l. 105, f. 44 ; l. 106, f. 15, 1, 4, 36.

Aux manifestations de loyalisme dans les grandes circonstances, la Junta ajoutait un moyen d'action plus discret et plus efficace, qui était l'envoi fréquent de délégués auprès du pouvoir central. Dès avant 1808 les Asturies avaient à Madrid des espèces de députés chargés de veiller aux intérêts de la province. Sitôt la guerre contre la France commencée, la *Junta General* de la principauté songea à se faire représenter auprès de ce qui faisait alors office de gouvernement en Espagne. D'autres provinces prirent la même mesure, mais les Asturies surent donner à leur représentation un éclat tout particulier en en chargeant l'homme d'État connu de toute l'Europe, que les persécutions souffertes sous l'ancien régime entouraient d'une auréole et dont le caractère comme l'intelligence étaient admirés de tous, Jovellanos ; on délégua également un représentant de la vieille noblesse asturienne, Francisco Bernaldo de Quirós, marquis de Campo Sagrado. Jusqu'au 26 février 1810, date à laquelle il quitta Cadix pour la Galice, Jovellanos soutint auprès du gouvernement les intérêts des Asturies, et souvent avec succès (1). La Junte Supérieure suivit l'exemple de sa devancière. Les deux *vocales* qu'en avril 1810 elle avait envoyés auprès du Conseil de Régence pour le féliciter étaient aussi chargés d'obtenir de lui les secours dont la province avait besoin, et l'on a vu plus haut que leur mission ne prit fin que le 17 octobre et le 5 novembre 1810. On sait également que le député Manzano et l'auditeur de l'*Audiencia* Zumalacarregui, qui primitivement étaient chargés de mission auprès de La Romana (mai 1810), poussèrent jusqu'à Cadix, d'où ils ne revinrent qu'en septembre. Au total, la principauté avait donc quatre délégués auprès du gouvernement, et qui s'agitaient beaucoup, paraît-il : « Les nombreux députés des Asturies auprès du Conseil de Régence intriguent à force, écrivait-on de Cadix à Vorster, et ce sont eux qui sont cause que vous et vos camarades n'y êtes pas bien vus. L'auditeur et son compagnon doivent partir aujourd'hui : ni vous, ni Cienfuegos, ni Vistalegre n'avez à vous louer d'eux, pas plus que des deux autres qui restent, *que es gente ruin*. » Comme si cette délégation n'était pas assez nombreuse, elle était doublée dans ses démarches et ses suppliques par un autre Asturien qui se trouvait là-bas, le vicomte de Campo Grande ; celui-là, la Supérieure ne le commissionna pas expressément, mais elle ne le désavoua pas non plus et le

(1) VALDES, 118 et 232. Correspondance de Jovellanos avec le gouvernement à l'*Archivo Histórico Nacional, Estado, Junta Central*, c. 38, 38 B et 61. Cf. les travaux définitifs de J. Somoza García-Sala sur Jovellanos.

remercia au contraire quand il lui fit connaître les services qu'il disait avoir rendus (août 1810) (1).

Le moment arrivait d'ailleurs où les provinces devaient envoyer officiellement des représentants à Cadix, sous la forme de députés aux Cortès qui allaient se réunir. La Junte Supérieure avait droit à un représentant, les districts asturiens à sept. Une cédula royale envoyée le 20 juin 1810 avait prié les provinces d'achever au plus vite les élections, afin que les Cortès pussent se mettre au travail sans perdre de temps. Mais ces instructions arrivèrent à la Junte avec beaucoup de retard, et par surcroît au moment où les Français venaient d'enfoncer la ligne de la Navia, pénétraient jusqu'à Castropol, Grandas de Salime et la Pola de Somiedo, et où la Junte fuyait à travers les montagnes (juillet-août). Ce fut le 7 septembre seulement que l'assemblée, revenue à Castropol, put songer aux élections. Elle décida de procéder dès le lendemain à la nomination du député qui lui était attribué. Mais alors surgit un nouvel obstacle : Gonzalez Suárez déclara qu'on ne pouvait songer à régler cette importante affaire sans avoir convoqué au préalable tous les *vocales* absents ; il parla si énergiquement, exigeant un certificat de sa protestation, la renouvelant par écrit et demandant qu'on prît l'avis du Conseil de Régence, que la Junte se décida à renvoyer l'élection au 14, ce qui laisserait aux absents le temps de rejoindre (2). Onze députés se trouvèrent effectivement présents ce jour-là (3). Chacun d'eux déclara d'abord n'être « ni suborné ni engagé en vue de l'élection d'une personne déterminée », puis les opérations de vote commencèrent. Il s'agissait de désigner, au scrutin public, trois candidats entre lesquels le sort choisirait. La nomination du premier candidat nécessita deux tours, dont le premier fut assez confus, et le second plus net parce qu'on n'y retenait que les candidats arrivés

(1) Vorster à Vistalegre, 2 septembre 1810, reproduisant une lettre envoyée de Cadix le 1^{er} août : *Archivo Vistalegre*. Le Conseil de Régence à la Junte, 30 juillet 1810 : *Ordenes del Ministerio de Gracia y Justicia*, l. 107, f. 108. La Junte à la Régence, 16 avril 1810, exposant le but de la mission de Cuervo, et 10 octobre 1810 ; à Cuervo, 28 mai ; Campo Grande à la Junte, 25 et 27 août 1810, et réponses : *Actas*, l. 105, f. 45, 15, 35 et 29.

(2) On ne convoqua pas Benito Menéndez, qui était en commission dans l'Orient, parce que l'avis ne pouvait l'atteindre en temps utile ; mais il revint à la fin du mois et protesta violemment contre ce procédé. Gonzalez Suárez au Président de la Junte, 8 septembre ; Benito Menéndez au même, 21 septembre ; séances des 7, 8 et 22 septembre : *Actas*, l. 105, f. 11, 15 et 46. Miranda à Jove Valdes, 8 septembre 1810 : *Archivo Jove*.

(3) Les absents étaient Cuervo et Peón (à Cadix), Riego (à la Corogne), Jove (en commission), Benito Menéndez (dans l'Orient), Gonzalez Suárez (qui s'abstint).

en tête au précédent : l'élu fut l'évêque de Santander, celui qui avait refusé la présidence de la Junte en mars, Rafael Menéndez de Luarca (1). Comme second candidat, les députés nommèrent au deuxième tour le *Consultor* de la Junte, auditeur de l'*Audiencia*, Manuel María Acevedo. La troisième désignation fut particulièrement confuse ; enfin, après trois tours, six voix sur dix se portèrent sur un haut personnage ecclésiastique, Alonso Cañedo y Vigil, « dignité » au chapitre de la Sainte Eglise Primatiale des Espagnes (Tolède), où il remplissait les fonctions de vicaire de chœur. On fit venir un enfant de quatre ans pour procéder au tirage au sort entre les trois candidats, et ce fut le dernier nommé que le hasard désigna (2).

Les députés de la province ne furent élus que beaucoup plus tard, à la fin de décembre, et cela au milieu d'incidents qui tournèrent à l'émeute et qui furent près de mettre fin aux destinées de la Supérieure. Enfin, le calme revenu, la Junte rédigea les pouvoirs des sept députés qu'on venait de désigner. Deux d'entre eux se trouvaient déjà à Cadix, promis l'un et l'autre à un brillant avenir politique ; c'étaient Agustín Argüelles, de retour de Londres où en 1806 Godoy l'avait envoyé négocier secrètement avec l'Angleterre, et un jeune noble qui avait joué un rôle dans les débuts du soulèvement asturien, José María Queipo de Llano, comte de Toreno. Un autre était ce professeur de l'Université d'Oviedo qui servait à la province de représentant à Londres, Andrés Angel de la Vega Infanzón. Le secrétaire de la Junte, Felipe Vásquez Canga, avait été nommé également ; il était professeur à la même Université. Le sixième et le septième député s'étaient distingués dans les débuts du soulèvement : c'étaient Francisco José Sierra y Llanes, qui commandait une des cinq divisions d'alarme (celle de Cerezal), et le *canónigo doctoral* du chapitre d'Oviedo Pedro de Inguanzo y Ribero, qui en 1808 avait exercé les fonctions de ministre de la justice de la principauté. Enfin, le huitième député avait fourni une brillante carrière dans

(1) Au premier tour, l'évêque eut 5 voix (Caballero, Menéndez Flórez, Miranda Arango, Acevedo, Vega Caso), Cañedo y Vigil 3 (Miranda Flórez, Barrio, Cuervo Arango), Cuervo Castrillón 1 (Moldes) et Francisco Arias de Velasco, *regidor* de Oviedo, 1 (Álvarez Manzano). Au 2^e tour, l'évêque eut 7 voix (les précédentes, plus Moldes et Manzano) et Cañedo les mêmes qu'au premier.

(2) Deuxième désignation. Premier tour : Acevedo et Cañedo ont 3 voix chacun, et 4 divers ; second tour : Acevedo 8 voix, Cañedo 4. — Troisième désignation ; premier tour : Cañedo, Valdes (José Antonio, ou José Valdes Flórez?) et Toreno ont 3 voix, Cuervo 1 ; au second, 5 à Cañedo, 3 à Valdes, 2 à Toreno ; au troisième, 6 à Cañedo et 4 à Valdes. — Procès-verbal de l'élection, 14 septembre 1810 : *Actas*, 1. 105, f. 29.

la marine ; c'était le brigadier de la *Real Armada* José Valdés Flórez ; mais celui-ci n'était pas né dans la province, et le 21 mars 1811 il déclara lui-même que son élection devait être regardée comme nulle ; on le remplaça le 3 septembre 1811 par le premier des deux députés suppléants, Francisco Rodriguez del Calelo Miranda, commandant d'alarme du district de Salas (1). Les députés partirent pour Cadix, sans grande hâte d'ailleurs (2). La Junte avait donc désormais là-bas des porte-parole officiels, et elle ne se fit pas faute d'en user pour solliciter du pouvoir central tous les secours qu'elle nécessitait. Toreno et Argüelles en particulier étaient à même de rendre d'importants services à leur province, en raison de l'influence que leur donnaient leur talent et le long séjour qu'ils avaient déjà fait auprès du gouvernement ; il semble qu'une bonne partie des secours accordés aux Asturies ait été obtenue par eux (3).

Cette représentation ne suffit pas encore à la Junte, bien qu'aux démarches de ses députés vinssent à l'occasion s'ajouter celles de son ancien commissionné Zumalacarregui, envoyé aux Cortès par le Guipuzcoa. Le 22 février 1811, elle reçut une lettre de l'ancien *oficial primero* de son secrétariat, Fernando Alvarez Miranda, qui avait été ensuite commissaire de guerre, puis rédacteur du journal officiel. Miranda demandait à être envoyé à Cadix « pour activer les correspondances, demandes et démarches de la principauté. » Avello opina qu'en effet les députés aux Cortès n'avaient pas l'air de se soucier beaucoup de leur province, et l'on envoya Miranda à Cadix avec une indemnité de résidence et 6.000 réaux (1.500 francs) pour le voyage. Il est vrai que la Régence trouva que c'était là un gaspillage vraiment excessif, « étant donné surtout l'épuisement de la principauté et l'état des troupes qui s'y trouvent », et qu'elle refusa d'ad-

(1) La liste donnée par VIGIL, *Cuadro...del personal...* p. 29 présente plusieurs inexactitudes. Argüelles n'était pas député de la Junte, mais de la principauté même ; le 21 mars 1811 n'est pas la date d'invalidation de Valdés Flórez par les Cortès, mais celle de sa démission, et c'est en septembre et non le 3 août qu'il fut remplacé. — Valdés Flórez à la Junte, 21 mars 1811 : *Actas*, l. 108, f. 21 ; sur son remplacement, *Actas de la Junta provincial*, 3 septembre 1811, l. 111.

(2) Cañedo partit pour Cadix à la fin de septembre, Inganzo au début de janvier ; les autres reçurent passeports et indemnité de voyage le 20 janvier et partirent à des dates diverses (plusieurs après le 20 février). — Procès-verbaux des 25 septembre 1810, 11, 20 et 23 janvier, 24 février 1811 : *Actas*, l. 105, f. 53 ; l. 106, f. 15 ; l. 108, f. 28 et 52.

(3) En particulier, lettres à la Junte de Toreno, 8 janvier, d'Argüelles, 23 janvier (avant donc qu'ils connussent leur nomination) sur leurs heureuses démarches en faveur de la province, d'Inganzo, Vásquez, Sierra, Zumalacarregui (deux lettres sans date), Cañedo (sans date) etc. : *Actas*, l. 108, f. 2 et 31 de mars, f. 35 d'avril, f. 18 et 19 de mai.

mettre ce nouveau délégué (1). Mais deux jours après avoir décidé d'envoyer Miranda, le 24 février 1811, la Supérieure avait déjà projeté une nouvelle mission à Cadix. Cette fois, il s'agissait de trouver « une personne *de alto carácter y representación*, qui connaisse très bien la situation de la principauté, les maux qu'elle souffre et les avantages qu'elle présente pour soutenir la guerre. » A l'exception d'un opposant, qui fut naturellement Avello, les députés nommèrent d'une seule voix Jovellanos, qui précisément, en avril 1810, avait écrit à la Junta de sa retraite de Muros de Noya, en Galice, pour se mettre à sa disposition. Mais depuis cette date la situation avait changé, et Jovellanos fit sagement remarquer à la Supérieure (10 avril 1811) qu'il y avait maintenant des députés asturiens aux Cortès de Cadix, que les démarches auprès du gouvernement étaient de leur ressort, que même si ces députés ne prenaient pas ombrage de sa mission la Régence s'en étonnerait, et qu'il n'avait d'ailleurs nul besoin de commission spéciale pour faire à Cadix, s'il s'y rendait, tous les efforts possibles en faveur de sa province natale. L'affaire en resta donc là (2). La Junta ne renonça pas cependant à son projet, et le 25 avril on la voit prendre de nouveau la décision d'envoyer un délégué à Cadix ; il fallait cette fois quelqu'un pour aller « solliciter du gouvernement suprême un nombre considérable de fusils », et l'on songeait au maréchal de camp Antonio Peón Heredia, le frère du député, qui avait le commandement de l'alarme dans la province et à la 6^e armée celui de la 2^e section de la 1^{re} division. Mais Santocildes refusa de se défaire ainsi d'un de ses généraux et lorsque la Junta se sépara le projet n'avait pas encore abouti (3).

Il va sans dire qu'aux démarches des multiples délégués asturiens

(1) Miranda partit pour Cadix à la fin de mars ; par la suite, la Junta le recommanda à la bienveillance de la Régence (24 juillet) qui tint effectivement compte de cette recommandation (25 août). — Séances des 22 février et 1^{er} avril 1811 : *Actas*, l. 108, f. 49 et 1. La Régence à la Junta, 9 juillet et 25 août : *Ordenes del Ministerio de Hacienda*, l. 109, f. 110 et 136.

(2) Lorsque Jovellanos fut rentré à Gijón (7 août 1811) il écrivit de nouveau à la Junta pour lui offrir ses services (10 août) ; elle remercia et prit des mesures pour lui faire verser sans tarder 12.000 réaux (4.000 francs) sur les 60.085 qui lui étaient dûs pour traitements divers depuis le 1^{er} août 1810. On sait que Jovellanos mourut peu après, à Vega de Navia, le 27 novembre 1811. — Jovellanos à la Junta, Muros de Noya, sans date (il y était arrivé le 6 mars 1810 et la Junta lui répondit le 25 avril 1810), et 10 avril 1811. Séances des 24 février, 21 avril, 11 et 12 août 1811 : *Actas*, l. 105, f. 76 ; l. 108, f. 52, 37, 17.

(3) Séances des 18 avril et 24 mai 1811 : *Actas*, l. 108, f. 31 et 48. La Junta à la Régence, 11 juin 1811 : *ibid.*, f. 16 ; le ministère de la Guerre à la Junta, 11 juillet 1811 et 15 juillet (donnant enfin l'autorisation nécessaire) : *Ordenes del Ministerio de la Guerra*, l. 110, f. 21.

venaient s'ajouter des lettres plus nombreuses encore de la Junte au Conseil de Régence : comptes-rendus des travaux de la Supérieure, de ses pérégrinations, des opérations militaires et surtout demandes de secours se succédaient sans arrêt ; il y eut même une supplique, celle sur la nécessité de ne pas faire passer par la Galice les envois de capitaux, que la Junte décida de renouveler tous les huit jours à S. M., « vu l'épuisement de cette principauté. » (1) La Régence et les ministères répondaient toujours par des compliments à l'égard de la province, très souvent par des promesses, mais fréquemment aussi, on l'a vu, par des secours effectifs (2).

Un juge sévère pourrait trouver qu'il y a un peu d'égoïsme, ou tout au moins un particularisme véritablement excessif, dans cette opiniâtreté avec laquelle la Junte sollicitait le pouvoir central et tâchait d'attirer à elle le plus possible des ressources communes en argent, en vivres, en munitions, Mais on a déjà remarqué que c'est dans les Asturies une tradition que de ne pas se laisser oublier du gouvernement — ne serait-ce que par les démarches de la pléiade d'hommes d'État que la principauté lui fournit. Par ailleurs, la situation angoissante de la province justifiait véritablement de pareilles insistances : sans les secours que la Supérieure a obtenus de Cadix et de l'Angleterre, la résistance eût probablement été impossible. On ne saurait donc reprocher à la Junte une politique sans doute un peu particulariste, mais que lui conseillaient à la fois la tradition de la province et la nécessité du moment.

II

LA JUNTE ET LA SURVEILLANCE DE L'ESPRIT PUBLIC

Le décret du 28 février 1811, qui étendait les pouvoirs des Juntas provinciales en cas d'invasion, portait à son article 2 : « Les Juntas doivent s'efforcer d'aviver l'enthousiasme et d'amener l'esprit

(1) Les lettres les plus importantes de la Junte à la Régence ont déjà été souvent citées ; on peut y ajouter celles des 29 mai, 24 octobre 1810, 20 janvier, 6 mai, 3 et 18 juin, 20 août 1811 : *Actas*, l. 105, f. 37 ; l. 106, f. 5 ; l. 108, f. 27, 9, 5, 30, 31.

(2) On peut citer en particulier les lettres du 6 décembre 1810, 9 mars, 10 juin, 8 juillet 1811 : *Ordenes de los Ministerios de la Guerra y de Hacienda*, l. 107, f. 119 ; l. 110, f. 9, 15, 19. Il serait sans doute intéressant de savoir si les secours envoyés aux Asturies furent proportionnellement plus importants que ceux destinés aux autres

public à des idées d'ordre et d'unité. » A plusieurs autres reprises le gouvernement avait proclamé l'importance du moral et la nécessité d'animer tous les Espagnols de la volonté de vaincre (1). La Junte le comprit et fit son possible pour soutenir le courage des patriotes, en même temps que pour contrecarrer l'action des *afrancesados*. « L'arme avec laquelle nous devons battre nos ennemis, écrivait-elle à la Régence, c'est l'enthousiasme, qui est plus puissant que les baïonnettes et les canons. C'est grâce à ce ressort moral que la France a dominé et terrorisé l'Europe, et que depuis trois ans notre glorieuse nation résiste, victorieusement parfois, à des armées supérieures aux nôtres par leur renommée, leur discipline, leur tactique et l'expérience de leurs chefs. » (2)

Au début, la Supérieure avait un moyen simple et efficace de soutenir cet enthousiasme parmi les troupes : c'était la distribution de grades. Elle ne se priva pas de l'employer, suivant d'ailleurs en cela l'exemple de la Junte Suprême et des commissaires gouvernementaux Arce et Leiva. Mais bientôt des *Reales Ordenes* formels vinrent lui retirer cette faculté, et non seulement elle ne put plus conférer de grades, mais encore elle n'arriva pas à obtenir de la Régence la confirmation de ceux qu'elle avait déjà décernés (3). Pour stimuler l'émulation parmi les troupes, la Junte n'eut donc plus d'autre moyen que de signaler à ses chefs, en vue d'une promotion, l'officier qui s'était distingué, ou de lui adresser une lettre

provinces ; mais pour les Asturies même on a vu qu'il n'en existe aucun état global, — et les renseignements que l'on possède sur les autres provinces sont très incomplets également.

(1) Voir par exemple le décret du 25 mai 1810 sur la conduite que doivent observer les fonctionnaires en cas d'invasion et surtout celui du 30 avril 1810, avertissant que la Régence « ne recevra ni demandes ni suppliques de tribunaux, de corps constitués ou d'individus... qui ne proposeraient pas des plans ou des idées en vue de la guerre... n'accordera plus ni grades, ni emplois, ni honneurs, ni pensions, ni retraites... ordonne de suspendre l'enseignement de toutes les sciences qui ne se rapportent pas à la guerre... de fermer toutes les Universités ou Collèges, afin que les jeunes gens qui allaient s'y instruire se consacrent maintenant à apprendre ce qu'il convient de savoir dans le danger que court actuellement la Patrie ; ce point de vue doit l'emporter sur toutes les autres considérations ». Cette dernière prescription fut rapportée par décret du 16 avril 1811, mais l'Université d'Oviedo ne reprit ses cours qu'en 1812. *Ordenes del Ministerio de la Guerra*, t. 107, f. 125 et 86 ; décret du 28 février 1811 : *ibid.*, t. 109, f. 3. CANELLA, *Historia de la Universidad de Oviedo*, p. 123.

(2) La Junte à la Régence, 17 mai 1811 : *Actas*, t. 108, f. 33.

(3) La Junte avait pourtant fait valoir le découragement que cette non-confirmation causerait parmi les officiers ; Losada promit alors de soumettre par la voie réglementaire les titres des intéressés. Peu avant de se séparer, la Supérieure voyait également menacer de suppression les « gouvernements militaires » que les Juntas asturiennes avaient créés depuis 1808. — Séance du 14 juillet 1810 ; la Junte à ses députés aux Cortès, 10 mai et 25 juillet 1811 ; à la Régence, 17 mai ; à Losada, 6 juin ; *Actas*, t. 105, f. 14 ; t. 108, f. 19, 42, 33, 9.

d'éloges qu'elle faisait insérer dans le journal de la principauté. Ces félicitations publiques furent également la récompense qu'elle promit d'accorder, une fois la province délivrée, aux patriotes qui se seraient engagés dans les corps francs (1).

De temps à autre, la Supérieure faisait célébrer des cérémonies patriotiques destinées à réchauffer l'enthousiasme. A deux reprises, elle fit dire dans toutes les paroisses des messes pour le succès des armes espagnoles et pour les âmes des soldats tués (2). Elle ordonna à Bárcena et aux commandants de division d'adresser à leurs hommes des allocutions patriotiques et « de faire entendre en particulier aux officiers que la Junte récompensera ceux qui accompliront leur devoir, mais qu'on châtiara sévèrement celui qui par lâcheté ou pour un autre motif abandonnera son poste sans ordre. » (12 juillet 1810). Lorsqu'elle recevait de bonnes nouvelles, vraies ou fausses, la Junte ordonnait des réjouissances publiques ; il en fut ainsi lorsqu'on apprit l'entrée à Séville de la division asturienne de Ballesteros (27 avril 1810), puis l'échec des Français en Portugal ; ce jour-là (14 octobre 1810), on célébra une messe d'action de grâces qu'accompagnèrent des salves d'artillerie et de mousqueterie, et des distributions d'aumônes aux pauvres (3).

Un autre moyen de soutenir le moral et de diriger l'esprit public résidait dans la presse ; les instructions gouvernementales du 25 mai 1810 en soulignaient l'importance (4). La Supérieure fit donc son possible pour assurer la publication régulière d'un journal, mais elle n'y réussit pas immédiatement. L'imprimerie qu'elle possédait à Oviedo était tombée aux mains des envahisseurs, malgré les ordres donnés de la mettre en sûreté ; l'imprimeur, José Pedregal, était passé du côté des Français et son matériel servait maintenant à répandre les nombreuses proclamations de Bonet. Le manque d'im-

(1) Elle agit ainsi pour le capitaine Haza, le 23 juin 1810, et pour l'officier Juan Baptista Paris, le 13 juillet : *Actas*, I. 105, f. 30 et 14. Ordonnance des *partidas*, 29 mai 1810, art. 15 ; l'article 10 promettait également la noblesse et diverses exemptions d'impôts : voir aux appendices. On voit également la Junte accorder une espèce de décoration, avec l'inscription *Por la Patria* aux chefs d'une *partida* qui s'est distinguée : procès-verbal du 6 juin 1810, *Actas*, I. 105, f. 12.

(2) Ordres du 13 juillet (cérémonie fixée au 16, fête de Notre-Dame du Carmel, dans les districts de l'ouest, et au 25, fête de Saint-Jacques, dans ceux de l'est) et du 31 août 1810 : *Actas*, I. 105, f. 13 et 41. Les Cortès ordonnèrent de célébrer l'anniversaire du 2 mai et la Saint-Ferdinand (30 mai), mais il ne semble pas qu'on l'a fait dans les Asturies : ordres des 3 et 22 mai 1811, *Ordenes del Ministerio de la Guerra*, I. 109, f. 61 ; I. 110, f. 67 et 69.

(3) Séances des 27 avril, 12 juillet et 13 octobre 1810 : *Actas*, I. 105, f. 25, 13 et 21.

(4) Décret du ministère d'*Hacienda* sur les obligations des intendants, 25 mai 1810 : *Ordenes del Ministerio de Hacienda*, I. 107, f. 125.

primerie était fort gênant pour la Junte ; lorsqu'elle désirait porter un fait à la connaissance du public, elle était réduite à en solliciter l'insertion dans le journal de Galice, le *Diario de la Coruña*. Enfin, dans les derniers jours de mai 1810, des presses furent apportées de Galice et installées à Castropol où elles purent fonctionner assez régulièrement, sous la direction de Francisco Candido Pérez Prieto qui remplaça son concurrent Pedregal comme imprimeur officiel. Après la nouvelle poussée française de juillet 1810, les machines furent transportées pour un temps à Rivadeo. En juin 1811 enfin, une fois les ennemis sortis d'Oviedo, l'imprimerie fut installée de nouveau dans la capitale. La Junte l'utilisa pour tirer quelques centaines d'exemplaires de manuels destinés à l'instruction des troupes, mais surtout pour la publication de son journal, le *Correo Militar y Político del Principado*. Cette feuille paraissait deux fois par semaine, le mardi et le samedi. Le prix de l'abonnement fut fixé le 17 septembre 1810 à vingt-quatre réaux (6 francs) par trimestre (1). Le rédacteur en chef fut au début, c'est-à-dire en juin 1810, Pedro Canel Acevedo (2), et les députés confièrent le poste de censeur à leur collègue Francisco Acevedo. En septembre 1810, la Junte augmenta le personnel : il y eut désormais deux rédacteurs, qui alternaient par semaine, Ramón María Acevedo et Ramón Villarmil, puis, à partir du 22 octobre, un censeur en titre, Antonio Fernández del Prado Valdes, un professeur à la faculté de Droit d'Oviedo qui avait fait partie de la grande Junte d'août 1808 et qui venait de s'échapper d'Oviedo où les Français voulaient le forcer à accepter la charge de *corregidor*. Mais il apparut bientôt qu'avec tout ce monde le *Correo* en arrivait à coûter beaucoup trop cher : la Junte supprima donc le censeur (qui fut remplacé par le procureur de l'*Audiencia*), et des deux rédacteurs on ne conserva que Villarmil (20 janvier 1811) (3). Celui-ci du reste ne resta pas longtemps en place : Losada, à qui ses articles avaient déplu, le fit jeter en prison le 1^{er} mai 1811. Cette affaire fut fâcheuse pour la Junte, car il apparaissait trop clairement

(1) Séances des 21 et 26 mars, 6 avril, 28 mai, 6 juin, 6 et 18 août 1810, 26 mars, 18 juin 1811 ; Pérez Prieto à la Junte, 27 juillet 1811 : *Actas*, I, 105, f. 59, 101, 20, 35, 12, 4, 16 ; I, 108, f. 21, 31, 44. *Cartas de Jovellanos con lord Holland*, éd. Somoza García-Sala, II, 541.

(2) C'était un lettré distingué, membre de la Société Economique des Asturies, historien et poète : CANELLA, *Historia de la Universidad de Oviedo*, p. 451. On le retrouvera lors des attaques dirigées contre la Junte en décembre 1810.

(3) Séances des 18 juin, 9 et 17 septembre, 26 novembre, 5 et 22 octobre, 20 janvier 1811 : *Actas*, I, 105, f. 24, 17, 39 ; I, 106, f. 39, 9, 2 ; I, 108, f. 28. CANELLA, *op. cit.*, 447.

que malgré le récent décret des Cortès sur la liberté de l'imprimerie (14 novembre 1810) le poste de rédacteur n'était pas sans dangers, et la Supérieure ne trouvait plus personne qui voulût l'accepter. Il fut refusé successivement par Alonso Canella, un ancien membre de la Junte Suprême (8 mai), et par Luís Arango, un futur membre de la Junte provinciale (23 mai). Enfin, le 18 juillet, la rédaction du *Correo* paraît reconstituée, avec à sa tête deux moines, Bernardo Riestra et Manuel Caso Parte (1). Le journal donnait des nouvelles des opérations militaires, plus ou moins exactes probablement, et insérait des articles propres à soutenir l'ardeur patriotique (2). A en juger par l'importance que la Junte attachait à la régularité de sa publication, il ne devait pas être sans action sur une certaine partie de la population, très peu nombreuse sans doute, mais influente.

Ces mesures destinées à maintenir le moral étaient complétées par d'autres qui avaient pour objet de lutter contre le parti de la soumission à l'ennemi, contre le mouvement *afrancesado*. A propos du recrutement militaire et du problème des insoumis, on a déjà vu quels efforts faisait Bonet pour rassurer les populations, pour les amener, sinon à reconnaître loyalement Joseph, du moins à ne pas prendre part au soulèvement, pour leur faire oublier par la bonne tenue de ses troupes les pillages qui avaient été commis les premiers jours et dont il écrivait à Gauthier qu'il était lui-même honteux (3). Il cherchait en même temps à persuader aux Asturiens que toute résistance était inutile, la supériorité des armes françaises étant trop écrasante : « Pénétrez bien s'il est possible aux magistrats et aux habitants que les chefs de l'insurrection renoncent à l'espoir de pouvoir se soutenir, qu'une lettre du brigadier Moscoso à Pierre Bárcena l'invite à cacher aux soldats et aux officiers la malheureuse position où ils se trouvent. Cette lettre est entre nos mains... » (4)

(1) Le frère Manuel Caso Parte était professeur de philosophie et théologie à l'Université d'Oviedo. — Décret des Cortès établissant la liberté de l'imprimerie, 14 novembre 1810 : *Ordenes del Ministerio de Gracia y Justicia*, t. 107, f. 75. Séances des 1^{er} et 8 mai ; Canella à la Junte, 8 mai ; Arango à la Junte, 1^{er} et 8 mai : *Actas*, t. 108, f. 2, 11 et 43. Séances des 18 et 20 juillet : *ibid.*, f. 31. CANELLA, *op. cit.*, *ibid.*

(2) Nous n'avons pu en retrouver un seul spécimen pour l'époque étudiée.

(3) A Barthélemy, 1^{er} février ; à Duclos, le 5 ; à Gauthier, le 15 ; à Lamotte, le 16 : *A. hist. Guerre, Corr. Bonet*.

(4) « Je vous donne comme vraie cette nouvelle parce que je n'en fais point de fausse... » Au commandant Lenouaux, 4 mai 1810 : *A. hist. Guerre, Corr. Bonet*.

Afin d'influencer les populations, Bonet les inondait de manifestes et de communiqués. « Cet homme ne se lasse pas de gribouiller des proclamations, écrivait un Gijonnais. Tous les coins de rue sont barbouillés de placards, sans compter les relations de batailles et de pertes qui n'existent que dans l'imagination excitée de Bonet et du barbare intendant Gómez de la Torre (1). » Ce dernier était un *afrancesado* que Bonet avait nommé intendant de la province ; dès son entrée à Oviedo il avait également créé une Junta municipale, à l'exemple de ce qu'avait fait Kellermann en 1809, et conformément d'ailleurs aux ordres de Joseph ; enfin, en mai 1810, il organisa une *Audiencia* sous le nom de *Comisión de administración superior de justicia* (2). Ce gouvernement d'apparence régulière et composé d'Espagnols pouvait déjà donner aux populations une impression de stabilité et de légalité. L'attitude de l'évêque d'Oviedo, Gregorio Hermida, y contribuait encore. On sait déjà qu'il reprit sévèrement les curés qui refusaient aux insoumis le sacrement de mariage. Dès l'entrée de Bonet à Oviedo, il avait promulgué un mandement où il rendait hommage au « digne chef » des troupes françaises, à « *la bondad y clemencia del Excmo Sr general* » à son « âme généreuse » et aux « sentiments de piété et de bienveillance » qui l'animaient lors de « son entrée pacifique et triomphante dans notre ville » ; il concluait en invitant ses diocésains à regagner tranquillement leurs foyers (31 janvier 1810). Peu après, le 13 septembre, il rappela à son clergé « que les ministres du culte ne doivent pas se mêler des guerres et des affaires du siècle, ni y prendre part », et il menaçait les ecclésiastiques qui méconnaîtraient ses ordres de « la correction condigne et de l'application des peines canoniques en toute rigueur de droit. » Le 19 mars 1811, il célébra en grande pompe la fête de Joseph Bonaparte. D'après D. Arturo Sandoval, l'éminent historien du chapitre cathédral, la solennité fut splendide : « la Tour de la Cathédrale

(1) Valdes Llanos à Jovellanos, 26 décembre 1810, dans J. SOMOZA GARCIA-SALA, *Cosiquines de la mió quintana*, 242. On trouve à l'*Archivo de la Audiencia de Oviedo*, 69, *Reales Ordenes*, 1808-1811, la proclamation de Gómez de la Torre, du 19 juillet 1810, invitant les bons Asturiens à se réjouir de la prise de Ciudad Rodrigo par les Français.

(2) Sur l'administration de Kellermann, VALDES, 174 et 240. Ordre de Joseph du 4 septembre 1809 : *Prontuario de las leyes*, I, 331. SANGRADOR, *Historia de la administración... del Principado*, 256. Le *corregidor* d'Oviedo, qui présidait la Junta municipale, était Antonio Pérez Santamarina. Les membres de l'*Audiencia* étaient Francisco del Busto, procureur au tribunal criminel en 1809 et qui avait été un des modérés de mai 1808 ; Juan Argüelles Toral, juge au même tribunal et secrétaire de la Junta de mai 1808, José Martínez Noriega, membre de la même Junta, José Fernandez, *sustituto fiscal* de l'*Audiencia* depuis octobre 1807.

fut brillamment illuminée », « les cloches se firent entendre, formant le plus doux des concerts », et « un innombrable concours de fidèles » assista à la messe, pontificalement célébrée par l'évêque (1).

Il était impossible qu'il ne se trouvât pas dans la population des esprits simples pour être trompés par ces apparences, des âmes vénales pour être attirées par l'appât des faveurs, et des caractères faibles pour céder à la force. Il y eut donc des *afrancesados* et, semble-t-il, en assez bon nombre. Ce furent des fonctionnaires qui étaient restés dans les pays envahis et qui servirent le gouvernement intrus, administrant pour son compte, percevant les impôts etc. Ce furent des notables dont les envahisseurs firent des alcaldes et auxquels ils confièrent le soin de préparer les vivres et les logements de leurs troupes. Ce furent des paysans qui portaient les plis et assuraient la liaison entre les détachements de Bonet. Certains *afrancesados* prirent leur part du sac des villages. D'autres dénoncèrent des compatriotes qui cherchaient à esquiver le service de l'étranger. Certains descendirent à espionner les troupes espagnoles pour le compte des ennemis. La Junte eut même à en juger un qui avait été fait prisonnier alors qu'il combattait dans les rangs français. On lit dans une lettre écrite en avril 1810 par une Asturienne patriote : « C'est pour la plus grande partie l'infidélité de nos concitoyens qui a procuré et qui procure encore aux Français la plus grande part de leurs avantages, car il est un fait certain, c'est que l'ennemi le plus redoutable est celui de l'intérieur (2). »

(1) A vrai dire, l'auteur ne parle pas de Joseph Bonaparte et croit que l'objet de cette cérémonie était de demander à Saint Joseph « sa puissante protection dans les circonstances difficiles du moment » ; mais c'est là une opinion qu'il est difficile de partager. ARTURO DE SANDOVAL, *La grandiosa empresa de la Independencia y el Cabildo Catedral de Oviedo*, p. 13-14. Mandements épiscopaux des 31 janvier, 26 mai et 13 septembre 1810 : *Archivo Santa Cruz* (comparer avec ses mandements patriotiques des 29 mai et 3 décembre 1808 : VALDES, 205 et 235). Bonet à l'évêque, 25 mai et 5 septembre 1810 ; à Duclos et à Gauthier, 5 et 18 février 1810. (Ordre d'afficher la pastorale dans tous les villages) : *A. hist. Guerre, Corr. Bonet*.

(2) Il faut répéter que beaucoup cédèrent à la force, tel cet employé des finances qui ne put quitter Oviedo en janvier 1810 parce que sa femme était enceinte et qui dut continuer ses fonctions pour le compte des Français, mais qui secourait et soignait les prisonniers espagnols et cachait les objets précieux des émigrés (supplique d'Alvaro Arias Valdes, *Archivo del Ayuntamiento de Oviedo, personal médicos... municipales*, 1761-1881.). D'autres refusèrent de plier, comme le fils de Busto qui ne consentit pas à prêter serment à Joseph : José Maria de Santa Cruz à son père le marquis, 9 avril 1811 : *Archivo Santa Cruz*. Du même au même, 15 mai 1810 ; F. F^a de A. à la marquise de Santa Cruz, 7 avril 1810 : *ibid.* Séances des 13 et 16 avril, 5 juillet, 4 et 18 août, 7 et 12 septembre, 20 octobre 1810, 3 avril 1811 ; la Junte à l'*Audiencia*, 9 août 1811 : *Actas*, l. 105, f. 40, 50, 7, 4, 17, 14, 23, 42 ; l. 108, f. 5 et 15. L'*Archivo de la Audiencia de Oviedo* contient de nombreux dossiers de cas d'*infidencia*, jugés à partir de 1812.

La Supérieure pouvait difficilement lutter contre le mouvement *afrancesado* dans les régions envahies. On se borna, sur le conseil de la Junta de Guerre, à essayer d'y introduire quelques journaux espagnols. Mais il était du moins possible de combattre la contamination morale qui pouvait provenir de la zone occupée. La Supérieure fit surveiller la correspondance qui en provenait : les destinataires ne purent entrer en possession de leurs lettres qu'après les avoir laissé lire par l'*administrador de Correos*, en présence du curé et de deux témoins (janvier 1811). On s'efforça aussi, au début du moins, de restreindre le commerce avec les districts envahis ; la Junta fit prendre des mesures pour avertir les navires de la présence des Français dans certains ports et pour leur interdire d'y entrer ; elle punit des muletiers qui transportaient de la morue destinée aux troupes ennemies, ainsi que des paysannes qui allaient vendre leur beurre à Oviedo (mars 1810). Mais on sait que bientôt elle fut contrainte d'autoriser un commerce partiel avec les régions occupées (1). La Junta organisa d'autre part dans la zone libre un contrôle des éléments douteux. Elle établit la censure sur tous les imprimés ; à vrai dire, elle s'y prit un peu tard et après que le Régent de l'*Audiencia*, qui était en même temps *jefe de imprenta* eût laissé publier des brochures peu orthodoxes qu'il fallut ensuite saisir (juillet 1810). La Supérieure essaya un moment d'organiser elle-même un service de contre-espionnage ; mais le député auquel elle le confia, Avello, n'avait certes ni la souplesse ni la finesse voulues, et il semble bien qu'il ne soit jamais arrivé à aucun résultat (décembre 1810). Les *partidas*, grâce à leur mobilité, pouvaient rendre des services plus sérieux. La Junta essaya un jour de charger l'une d'elles de punir les mauvais patriotes : elle incorporerait les parents des insoumis au lieu et place de leurs fils, elle confisquerait les biens de ceux qui servaient d'estafettes aux ennemis, et quant aux paysans qui menaceraient d'appeler les Français, « elle leur donnerait vingt-cinq coups de bâton sur le lieu même où ils ont proféré cette menace, elle exigerait d'eux une amende d'une vache et elle les amènerait à la Junta » (juin 1810). Cette mesure ne fut pas généralisée, probablement parce que les *partidas* ne présentaient pas les garanties d'impartialité nécessaires. Les troupes régulières pouvaient inspirer plus de confiance ; la Junta écrivit à Bárcena, le 25 juin 1810, qu'elle autorisait

(1) *Actas de la Junta de Guerra*, 18 avril 1810 : l. 104, f. 20. Séances des 6, 16, 31 mars et 2 avril 1810, 4 juillet et 5 octobre 1810, 14 janvier 1811 : *Actas*, l. 105, f. 13, 45, III, 3, 6, 9 ; l. 108, f. 19.

les commandants de division à appliquer sur-le-champ les châti-
ments nécessaires et que dans les affaires de trahison ils pouvaient
même prononcer la peine de mort, à condition de rendre compte au
capitaine-général avant l'exécution de la sentence (1). Les autorités
locales furent également employées à surveiller les suspects ; en ins-
tituant les Juntas patriotiques, la Supérieure les chargea de le faire,
tout en leur recommandant d'agir avec une grande prudence, afin
d'éviter des erreurs fâcheuses ; la Junta de Castropol en particulier
fut invitée à refuser l'entrée de la province à tous ceux qui n'en
étaient pas originaires (2). Il existait dans chaque district une *Junta
de Seguridad y Vigilancia*, dont la Junta Suprême avait ordonné
l'établissement en février 1809 ; mais une cédula royale en décida
la suppression le 22 juin 1810, et la Supérieure exécuta cette mesure
en septembre (3). Désormais tous les *delitos de infidencia* furent por-
tés devant l'*Audiencia*. C'est donc celle-ci qui eut à interroger les
suspects, qui eut à examiner la conduite des gens provenant des
régions envahies (il y en eut en particulier un afflux en août 1810)
et qui après la retraite des Français eut à « purifier » les fonction-
naires et administrateurs qui étaient restés sous leur domination (4).
La charge était lourde, et le procureur, Ayuso y Mena, s'en déclarait
« accablé ». Elle n'en fut pas moins accomplie, semble-t-il, de façon
sérieuse, et à la fois avec justice et avec modération (5).

(1) Les papiers de la Junta ne signalent qu'une exécution, celle d'un alcade *afrancesado* que Porlier fit fusiller le 28 juillet 1810 devant l'église de Potes. — La Junta à un commandant de *partida*, 9 juin 1810 et à Bârcena, 25 juin ; séances des 3 septembre et 22 décembre : *Actas*, I. 105, f. 18, 33, 5 ; I. 106, f. 44.

(2) Instructions sur les Juntas patriotiques, dernier article, 5 mars 1810 ; la Supérieure à la Junta de Castropol, 31 mars : *Actas*, I. 105, f. 9.

(3) Décret d'établissement du 23 février 1809 dans VALDES, 237. Transmission aux *Justicias* par l'*Audiencia* le 17 juin : *Archivo de la Audiencia de Oviedo*, 69, *Reales Ordenes*, 1808-1811. Cédula du 22 juin 1810, et réponse de la Junta du 29 septembre : *Ordenes del Ministerio de Gracia y Justicia*, I. 107, f. 21.

(4) En 1811, l'*Audiencia* reçut également les attributions de la *Junta de Represalias* de Cadix supprimée par les Cortès : *Archivo de la Audiencia de Oviedo*, 69, *Reales Ordenes*, 1808-1811. Liste des personnes qui ont été *purificadas* par l'*Audiencia*, *ibid.*, 24 octobre 1811. La Junta à l'*Audiencia*, 26 août 1810 : *Actas*, I. 105, f. 31. Quant à l'évêque d'Oviedo, la Supérieure n'osa prendre aucune mesure et se contenta de demander des ordres au Conseil de Régence, le 16 avril 1810 ; le 23 juin 1811, Losada répéta les mêmes plaintes contre ce prélat. La Régence se décida alors, le 22 août, à ordonner la mise en jugement de l'évêque, en spécifiant que le doyen du Chapitre devait être en la circonstance adjoint à l'*Audiencia*. Mais il semble que la nouvelle invasion des Français, en novembre 1811, ait arrêté cette action. — La Junta au Conseil de Régence, 16 avril 1810 : *Actas*, I. 105, f. 45. *Real decreto* du 12 avril 1809 (contre les évêques *afrancesados*). La Régence à l'*Audiencia*, 22 août 1811 : *Archivo de la Audiencia de Oviedo*, 69, *Reales Ordenes*, 1808-1811.

(5) Ayuso à Santa Cruz, 28 septembre 1810 : *Archivo Santa Cruz*.

Si après avoir examiné les moyens qu'employa la Junta pour soutenir le moral on étudie les résultats qu'elle obtint, il faut bien reconnaître qu'à première vue ils paraissent médiocres. Les sujets de mécontentement étaient en effet trop nombreux et trop fondés.

Les charges qu'imposait la guerre, soit en réquisitions, soit en contributions, donnaient lieu à des plaintes incessantes, car elles étaient non seulement excessives, mais encore et surtout très mal réparties. Les *ayuntamientos* réclamaient sans cesse contre le nombre exagéré de rations qu'on exigeait d'eux, alors qu'à les entendre on ménageait de façon scandaleuse les districts voisins. Il en était de même pour les contributions. On se plaignait des employés des finances, qu'on accusait de s'enrichir aux dépens de la province ; ces bruits finirent par acquérir une consistance telle qu'à la fin de 1811 la Junta Provinciale dut ordonner une enquête. On reprochait à la Supérieure de ne pas publier de budget, de ne pas faire connaître ce que devenait l'argent du contribuable et de pas annoncer clairement et publiquement quelle était la quote-part de chaque paroisse (1). Chaque district trouvait qu'il était trop imposé par rapport aux autres, et chaque habitant du district qu'il l'était trop par rapport à son voisin. On affirmait que les impôts des grands propriétaires étaient loin d'être en rapport avec leurs revenus. On se plaignait aussi des privilèges dont jouissaient les gens qui étaient installés dans la province sans être Asturiens de naissance, et auxquels cette situation permettait dans une certaine mesure d'échapper au fisc. Enfin, il était une classe contre laquelle les réclamations étaient unanimes : c'était le clergé. Malgré la cession d'une partie de ses dîmes, il ne participait pas aux dépenses publiques en proportion de ses revenus — surtout, semble-t-il, le clergé régulier : abbayes, monastères et sanctuaires eussent pu payer, disait-on,

(1) On soupçonna également des fuites dans l'administration des douanes de Gijón : séance de la Junta provinciale du 19 octobre 1811, *Actas de la Junta provincial*, t. 112, f. 42. Les vices dont souffrait l'administration des finances sous la Junta Supérieure sont exposés longuement dans les premières proclamations de la Junta provinciale : du 24 août 1811, lors de son installation (*Archivo de la Audiencia de Oviedo*, 69, *Reales Ordenes*, 1808-1811), et du 21 septembre 1811, sur une contribution extraordinaire de guerre (*Archivo Arias de Velasco*). Une plainte caractéristique de contribuable est celle qu'on trouve à l'*Archivo del Ayuntamiento de Oviedo*, Junta de 1811, 17 août 1811 : « Pour conclure, M. le Curé, votre décision d'exiger mes contributions par la force ne me gêne en rien : pues que de adonde no lo hay (según creo sea bastante público), mal podrá salir... »

beaucoup plus qu'ils ne le faisaient. Ces inégalités causaient un mécontentement général que Losada finit par signaler à la Supérieure : « Il faut absolument apporter un prompt remède aux innombrables injustices particulières qui se commettent, et à cette tolérance qui fait que les ecclésiastiques et beaucoup de grands propriétaires ne participent pas aux charges autant que les autres ou, pour mieux dire, proportionnellement à leurs ressources ; ce désordre est scandaleux (1). »

La façon dont étaient menées les opérations militaires n'était pas non plus pour avoir une heureuse influence sur l'esprit public. Les généraux étaient passionnément décriés (surtout s'ils étaient étrangers à la province) par les anciens chefs du soulèvement, ceux de 1808. Ceux-ci accusaient Mahy de mollesse et de faiblesse. Ils reprochaient à Losada de manquer de mordant, de se cantonner, comme l'écrivait Santa Cruz au Conseil de Régence, « dans un massif situé à l'extrémité occidentale de la province ; il l'appelle sa ligne et l'on pourrait le nommer plutôt son refuge volontaire... Voilà trois mois qu'il est comme enterré là-bas. » (2) La masse du public, moins

(1) Les grands propriétaires trouvèrent un défenseur en la personne d'Avello. Celui-ci fit remarquer à la Junte qu'on les imposait d'après le revenu de leurs terres en grains, et d'après le prix actuel du grain. Or leur fermage ne leur était pas payé en grains, mais en argent, et au taux d'avant-guerre. Ils payaient donc des impôts accrus en proportion de la plus-value de la marchandise, sans bénéficier par ailleurs de cette plus-value. Les privilèges fiscaux des gens d'Eglise (leurs privilèges militaires aussi) expliquent peut-être dans une certaine mesure le fait que le clergé régulier ne paraît pas avoir joui d'une grande popularité parmi les paysans asturiens. Telle est du moins l'impression qu'on éprouve en parcourant la correspondance émanant des Juntas patriotiques. Voici un fait plus frappant que les autres, rapporté par l'abbé du couvent de Belmonte qui était en conflit, pour des questions fiscales, avec la Junte patriotique du village : « Le 28 novembre [1810], le monastère fut incendié par nos troupes qui y étaient logées... On put préserver l'église et trois cellules ; le reste fut réduit en cendres sans qu'on eût sonné les cloches de la paroisse ni qu'on fût accouru pour éteindre l'incendie. Mais les mêmes qui n'avaient pas bougé en présence d'un devoir aussi sacré que celui d'éteindre le feu ont été les plus agiles et les plus prompts à accourir immédiatement pour emporter le bois et les ferrures dans les décombres ; ce fut au point qu'il fallut implorer l'aide des troupes... Cette scandaleuse conduite des villageois et l'inaction de plus de 3.000 hommes de troupe qui se trouvaient à Belmonte, dans les environs et dans le couvent même, nous consterne. » Le clergé paroissial semble avoir été mieux vu. — Séances des 26 octobre, 10, 16 décembre 1810 ; l'abbé de Belmonte à Losada et à la Junte, avec décision de la Junte du 21 décembre ; Losada à la Junte, 24 décembre : *Actas*, I. 106, f. 13, 20, 34, 40-43 et 54.

(2) Le marquis de Santa Cruz, Antonio de Prado Valdes et le comte de Marcél de Peñalva échangeaient des lettres violentes contre ce que le second appelait « *los dos muebles despreciables e ignominiosos*. » Santa Cruz inondait le Conseil de Régence de ses réclamations contre eux, et Peñalva les criblait de railleries dans ses *seguidillas*. — *Archivo Santa Cruz, passim*, particulièrement 12 février, 5, 15 et 23 juin 1811. Sur le compte de Mahy, Walker était sévère également : à Liverpool, 18 septembre 1810, *Record Office*, W. O. 1, 261, f. 41.

injuste, ne pouvait cependant s'empêcher de constater que les troupes espagnoles avaient la supériorité du nombre ; elle savait que les Français ne possédaient pas les énormes effectifs qu'on prétendait ; elle s'étonnait donc qu'ils fussent si difficiles à chasser : « Il est vraiment pénible, écrivait à Manuel Acevedo un de ses fermiers, qu'un si petit nombre d'ennemis se rende maître de la province, la foulant et écrasant les populations, sans qu'il y ait jamais moyen de les chasser malgré la supériorité de nos forces. Si c'est la volonté de Dieu que nous souffrions ces peines, qu'elle s'accomplisse. Mais je pense, et beaucoup avec moi, qu'avec un peu d'énergie la principauté pourrait déjà être entièrement libre. » (1) La population n'avait pas besoin d'être dans les secrets de la Junte pour deviner en partie la cause de cette impuissance : les discordes des généraux et leur lutte avec la Supérieure étaient publiques et ne pouvaient produire qu'un très mauvais effet sur le moral. Certaines nécessités stratégiques n'étaient pas comprises par l'opinion. Tout le monde se répétait par exemple que si les 11.000 bons soldats qui composaient la division Ballesteros avaient été laissés dans la province au lieu d'être envoyés en Estrémadoure et en Andalousie, la principauté n'aurait pas été envahie (2). Les paysans ne saisissaient souvent pas les motifs des marches et contre-marches, et s'irritaient devant les dégâts qu'elles causaient ; la Supérieure signala en septembre 1810 au capitaine-général « les clameurs continuelles des villages, qui pâtissent des mouvements de troupes, sans avoir même la consolation de voir que ces troupes se rendent sur des points où elles pourraient se battre » ; elle lui demandait d'attaquer, « car alors, au lieu de n'être qu'une source de frais et de contributions pour les villages, les troupes pourraient aider les corps qui se battent et collaborer au succès de leurs manœuvres. » (3) Une opération en particulier avait exaspéré les populations : ce fut celle dont on a parlé plus haut et qui consista à abandonner la ligne de la Narcea et à retirer les unités derrière la Navia sous prétexte de les réorganiser. Elle avait commencé le 28 février 1811 et en mai elle n'était pas encore terminée. On sait comment les Français en profitèrent pour razzier le pays. Les paysans, découragés et furieux, assaillirent la Junte de leurs récriminations :

(1) Zeferino Arias à Acevedo, 16 février 1811 : *papiers Manuel María de Acevedo*.

(2) Jovellanos à Lord Holland, 13 juin et 18 juillet 1810 : *Cartas de Jovellanos y Lord Holland*, éd. Somoza García-Sala, II, 488 et 495. La Junte à Santocildes, 31 mai 1811 : *Actas*, I, 108, f. 55.

(3) La Supérieure à Cienfuegos, 5 septembre 1810 : *Actas*, I, 105, f. 11.

« Se peut-il, écrivait le bourg de Pravia, qu'un homme [Mahy] enfermé dans son cabinet à cinquante lieues de distance dicte des ordres qui amèneront la ruine des villages, et qui ne sont pas indispensables pour l'utilité commune ? » (1)

Ces pillages auxquels se livraient les Français n'étaient malheureusement pas les seuls que les campagnes eussent à subir, et l'on en arrive ici à l'une des causes les plus importantes du mécontentement public : les excès que commettaient les troupes espagnoles elles-mêmes. Il y avait à peine trois jours que la Junte était installée que déjà elle était obligée de prendre sur ce point des mesures sévères : « Vu le grand nombre des vexations, des violences et même des vols » qui se commettaient chaque jour, les députés résolurent que tout gradé dont les hommes se rendraient coupables de ces actes serait cassé (7 mars 1810). Cette menace ne servit d'ailleurs de rien. La plupart de ces excès avaient pour origine des affaires de réquisition ; tantôt les officiers en imposaient d'excessives, tantôt ils les exigeaient avec insolence et brutalité, le sabre à la main parfois, et faisant au besoin jeter les gens en prison. Les pillages étaient fréquents ; au couvent de Belmonte, raconte l'abbé, « les nôtres mirent à sac le monastère avec une extraordinaire inconscience ; ils détruisirent ce qui ne pouvait leur servir, comme l'orgue, les livres de chœur et d'autres objets qu'il serait trop long d'énumérer : ils nous laissèrent sans lits, sans chaises, sans portes, sans les meubles les plus indispensables. » Quelquefois les choses allèrent plus loin encore : un lieutenant des *Tiradores de Asturias* fit de sa propre autorité fusiller une femme à Salas (2). Certains corps se distinguaient sur ce chapitre. Si la division Bárcena semble avoir gardé dans l'ensem-

(1) Ordre transmis par Moscoso, chef d'état-major de la 6^e armée, le 28 février 1811. Les récriminations furent innombrables. On peut citer : les Juntas patriotiques de Cangas de Tineo et de Pravia à la Junte, 4 mars et 10 mai 1811 ; la Junte à Peón, 12 mars, au ministère de la Guerre, 6 mai, et à Cañedo, 10 mai : *Actas*, l. 108, f. 8, 15, 15, 9, 18. Santa Cruz à la Régence, 20 mars : *Archivo Santa Cruz*.

(2) Séances des 7 mars, 9 septembre 1810 : *Actas*, l. 105, f. 16 et 19 ; plaintes contre le général Ohara, novembre 1810 : l. 106, f. 12, 13, 14, 15, 20, 21. La Junte à Losada, 19 novembre ; l'abbé de Belmonte à la Junte, 21 décembre 1810, le ministère d'*Hacienda* à la Junte, 29 avril 1811 : *ibid.*, l. 106, f. 29, 40 et l. 108, f. 49. On peut voir dans les *documentos presentados á las diputaciones del Principado*, l. 100, f. 87, des plaintes formulées en 1807 à propos du logement des troupes. Les officiers hospitalisés à San Vicente d'Oviedo se signalaient par leur sans-gêne. L'un d'eux, ayant bâtonné le cuisinier et l'infirmier, répondit aux observations de l'inspecteur, le chanoine Luege y Villar, « par des paroles obscènes », puis « en cherchant son sabre avec la plus grande précipitation ». — « Je n'en évitai le coup, raconte Luege, qu'en fermant la porte et en me sauvant, car je n'avais d'autre arme que mon chapeau à la main ». *Actas*, 23 juillet 1811, l. 108, f. 40.

ble une discipline satisfaisante, les *quadros asturianos*, ces régiments formés de cadres qui venaient dans les Asturies sous prétexte de recrutement, arrondissaient leur solde en incorporant « *muchachos grandes y chicos* », et en les relâchant ensuite pour de l'argent. « Les Galiciens, si vaillants dans leur pays, dit Jovellanos, n'ont fait que fuir et voler » ; ces prétendus auxiliaires, déclarait Avello à ses collègues, « volent et épuisent la principauté dans leurs désertions et dispersions continuelles. » Porlier fut accusé par le capitaine-général de tolérer tous les désordres dans sa division ; il se défendit vivement et déclara qu'au contraire c'étaient ses hommes qui avaient arrêté les excès que commettaient d'autres corps à Gijón et à Avilés (10 avril 1810) ; mais le général anglais Walker, tout en reconnaissant ses talents militaires, le présente en termes sans doute un peu vifs comme le chef « *of a band of Robbers*, dont il est impossible de dire qu'ils sont sous son commandement. » (1) En cette matière de pillages, le premier rang appartient cependant à la division de l'Orient, celle de Castañón, qui échappait à peu près à tout contrôle dans son secteur isolé et y faisait une guerre qui ressemblait fort peu à la guerre régulière. Là, les *partidas* se faisaient livrer des rations en refusant de montrer leurs passeports. Les officiers mettaient la main sur les revenus ecclésiastiques, imposaient des contributions en argent aux paysans riches, infligeaient des amendes, ou bien, quand les Français avaient extorqué de l'argent à un village, ils exigeaient à leur tour de lui une somme égale. Les soldats entraient de force dans les maisons et, sous les yeux indulgents de leurs chefs, « les pillaient de la façon la plus scandaleuse ; pour se donner un prétexte, ils qualifiaient de traîtres les propriétaires. » — « On ne pouvait avoir de souliers sans qu'ils missent la main dessus. Celui qui passait près d'un poste avancé avait souvent à donner quelque peseta, s'il voulait poursuivre son chemin avec ses chaussures. Il y eut un soldat qui en pleine rue et sans lui permettre d'aller chez lui, ôta les souliers des pieds au curé de San Ramón. Il y eut un sergent qui en huit jours d'avant-postes recueillit bon nombre de douros, mouchoirs et bons habits... » Le curé de Posada, qui relate ces faits en demandant la protection de la Supérieure, ajoute : « Si la Junte

(1) Jovellanos à lord Holland, 18 juillet 1811 : *Cartas de Jovellanos y lord Holland*, II, 495. Cienfuegos à Porlier, 6 avril 1810, et Porlier à la Junte, 10 avril : *Actas de la Junta de Guerra*, I, 104, f. 29 et 30. Séances des 16 avril, 26 juillet, 24 octobre 1810, 29 mars 1811 : *Actas*, I, 105, f. 53, 17 ; I, 106, f. 7 ; I, 108, f. 34. Walker à Liverpool, 1^{er} novembre 1810 : *Record Office*, W. O. I, 261, f. 113.

n'intervient pas, quelle espérance la province peut-elle avoir en des défenseurs qui l'oppriment sans miséricorde, et d'une façon dont les ennemis eux-mêmes n'ont pas donné d'exemple, au moins dans cette juridiction ? Quel appui la cause de nos ennemis ne trouve-t-elle pas dans la conduite de nos troupes ? Et si cette conduite était meilleure, quels ne seraient pas nos progrès ? » (1)

A plus d'une reprise, les paysans exaspérés songèrent à résister par les armes aux soldats. « La barbarie [des troupes] a été si grande et leur modération si petite, dit encore le curé de Posada, que certains villages réduits au désespoir furent sur le point de s'opposer par la violence à leurs exactions, ce qui eût bien réjoui les Français... » On signale en plusieurs points des refus catégoriques de vivres ou d'attelages, et de petits détachements furent menacés d'être reçus à coups de fusil ou livrés aux Français (2). Mais ces faits furent rares, et dans l'ensemble les paysans firent preuve de bonne volonté. Il est difficile par ailleurs d'être trop sévère pour les excès des soldats, quand on se rappelle qu'ils n'étaient pour ainsi dire ni chaussés ni habillés ni nourris. Il n'en reste pas moins que cet état de choses ne pouvait contribuer à soutenir l'esprit public, et comme conclusion il faut constater que malgré les efforts de la Junte Supérieure celui-ci était assez bas. On voyait les meilleurs patriotes se décourager, d'autant plus que toutes les charges retombaient sur eux : « Ceux qui comme moi, écrivait un fermier de Santa Cruz, n'ont pas été au service des Français n'ont pour ainsi dire pas un instant de repos, tant on les emploie pour le bien de la patrie à des Juntas et à des corvées de toutes sortes ; comme nous ne sommes pas nombreux en ce cas, le travail est double. » (3) Quant à la masse, la Supérieure elle-même devait constater, en mai 1811, qu'elle tombait dans une passivité égoïste. La démoralisation se marquait surtout dans les bruits qui circulaient sans cesse (« Nous sommes dans le pays où l'on répand les nouvelles à profusion », disait Bonet). Parmi la population, c'étaient des racontars décourageants et stupides, qui cons-

(1) La Junte à la Commission de l'Orient, 31 mai 1810 ; Laguna à la Junte, séance du 28 novembre ; ordre de Losada du 10 décembre et lettre de blâme à Castañón ; Bernardo Taverna Gonzalez, curé de Posada, à la Junte (citant encore bien d'autres traits), 5 février 1811 : *Actas*, l. 105, f. 44 ; l. 106, f. 41 ; l. 108, f. 21-22 et 8.

(2) La Junte à Gregorio Jove, 2 juin 1810 ; à la Junte de Galice, 3 juillet ; à la Junte de Castropol, 9 et 10 août ; Taverna Gonzalez à la Junte, 5 février 1811 : *Actas*, l. 105, f. 2, 5, 7 ; l. 108, f. 8 ; le gouverneur militaire de Castropol à la Junte, 17 février et suivants : *ibid.*, l. 108, f. 32-33, 43-45, etc.

(3) Felipe Rodriguez Camino au marquis de Santa Cruz, la Pola de Siero, 6 août 1811 : *Archivo Santa Cruz*.

ternaient la Supérieure. Parmi les troupes, c'étaient les bruits de trahison qui accompagnent toujours et partout les revers (1). Il y avait même des points contaminés par le mouvement *afrancesado*, où l'on n'avait pas caché la satisfaction que l'on éprouvait à voir arriver les troupes de Bonet (2).

Le tableau moral de l'Espagne pendant la Guerre d'Indépendance ne différerait pas beaucoup dans son ensemble de celui que présentaient les Asturies. Comme lui, il serait fait d'ombres et de lumières en saisissants contrastes. On vit des défaillances que ne pouvaient manquer d'amener la prolongation de la guerre, une occupation de Madrid si prolongée qu'elle paraissait définitive, l'exemple d'illustres *afrancesados*, l'apparence régulière du gouvernement josphiste ; il n'est pas de province où l'on n'ait observé, comme dans les Asturies, de la lassitude, de la démoralisation, et où l'on n'ait vu poindre cette apathie de l'opinion publique qui allait s'étendre redoutablement dans l'Espagne du XIX^e siècle. Et pourtant la lutte continuait ; fatigués et découragés, les paysans ne cessaient pas cependant de prêter le concours qu'on attendait d'eux ; dispersés et en déroute, les soldats n'en persistaient pas moins à tenir la campagne. C'est qu'au fond d'eux-mêmes ils trouvaient ces étonnantes réserves de volonté et d'opiniâtreté qui sont l'un des traits du caractère espagnol et qui expliquent la Guerre d'Indépendance. Dans quelle mesure la Junte a-t-elle contribué à les soutenir dans les Asturies, il est bien difficile de le dire ; on ne saurait croire cependant que les mesures qu'elle a prises et l'exemple de ténacité qu'elle a su donner elle-même soient demeurés sans aucun effet.

(1) Bonet à Gauthier, 11 mars 1810 : *A. hist. Guerre, Corr. Bonet*. La Junte à la Régence, 17 mai 1811 : *Actas*. l. 108, f. 33. Comme type de raconter, on peut citer celui rapporté à la Junte, le 24 mai 1810, par un soldat galicien pris au combat de Lueca, le 19 mars, et évadé peu après. Les Espagnols, dit-il, étaient 2.000 et les Français 400. « Un commandant qui se trouvait dans les colonnes [espagnoles] avait fait un signe du côté des ennemis avec un mouchoir rouge, et immédiatement (c'est-à-dire un quart d'heure après) on sonna la retraite au lieu d'avancer au secours des tirailleurs qui étaient enveloppés... L'opinion générale, qui était également celle des sergents et officiers prisonniers, était que ce malheur était dû à quelque trahison ; on ne savait à qui attribuer le signal du mouchoir... Les Français insultaient les prisonniers, leur disant : *Vous avez un mauvais gouvernement, car si vous en aviez un bon, c'est nous qui devrions tous être prisonniers à Lueca.* » *Ibid.*, l. 105, f. 30.

(2) F. F^a de A. à la marquise de Santa Cruz, 7 avril 1810 : *Archivo Santa Cruz*. Cf. les témoignages de Bonet sur les habitants qui « reconnaissent leur erreur » et « rentrent dans l'ordre » : à Aubry, 19 février, à Duclos, 6 mars 1810 : *A. hist. Guerre, Corr. Bonet*.

III

LA JUNTE ET L'OPPOSITION

La masse de la population pouvait être mécontente et découragée, mais il ne semble pas qu'elle ait tourné son mécontentement contre la Supérieure en particulier, ni qu'elle ait songé à des coups de force contre elle. La situation était à ce point de vue moins grave qu'en beaucoup d'autres régions d'Espagne, par exemple que dans la Galice voisine où des émeutes sanglantes éclatèrent et où l'irritation contre la Junte était telle que la vie même des députés se trouvait en danger (1). Dans les Asturies, l'opposition à la Supérieure fut plutôt le fait de groupements influents, mais assez restreints.

C'étaient en premier lieu les hommes de 1808, les chefs politiques ou militaires qui avaient dirigé le soulèvement asturien à ses débuts et qui maintenant, usés, se trouvaient à l'écart des affaires publiques. On ne saurait dire que la Junte ait été élue contre eux, mais elle occupait la place qui avait été la leur et c'est de cela surtout, semble-t-il, qu'ils lui en voulaient. Certains avaient contre elle des griefs plus directs encore, car elle avait pris nettement parti contre plusieurs d'entre eux qu'elle accusait, à tort ou à raison, d'avoir préparé les malheurs de 1810. Elle avait par exemple demandé à Losada de priver de toute influence l'ancien chef des troupes asturiennes, Nicolas de Llano Ponte, et son frère le chanoine Ramón, « le premier pour la déconsidération publique qu'il mérite, le second parce qu'il est mal vu des officiers et que sa présence [dans l'état-major de Bárcena] impose des charges aux villages, alors qu'il pourrait rendre des services dans quelque emploi. » Elle avait adressé la même requête au sujet du commandant général de l'alarme, Antonio Peón Heredia, et du lieutenant-colonel Victoriano Garcia Sala que la *Junta Suprema* avait employé à diverses missions de confiance. Elle ne cacha pas son hostilité à l'égard du maréchal de camp Alvaro Armiñán, ancien gouverneur d'Oviedo, qui s'était retiré dans sa maison de campagne et qu'elle traita durement à plusieurs reprises, en particulier à propos d'une affaire de rixe entre soldats et paysans. Le brigadier Vorster, qui avait exercé d'importants commandements

(1) Sur le Catalogne, DESDEVICES DU DEZERT, *La Junte Supérieure de Catalogne*, p. 118, etc. Sur la Galice, TORENO (peu sympathique à la Galice), *Historia del levantamiento*, II, 433 ; Walker à Bunbury, 20 février 1811 : *Record Office*, W. O. 1, 261, f. 199.

dans l'armée asturienne, avait pris le parti de se retirer en Galice, rempli d'amertume contre la principauté. Le vieux marquis de Santa Cruz, un des promoteurs du soulèvement, se trouvait entièrement à l'écart des affaires publiques, de même que son ami Rodrigo de Cienfuegos, comte de Marçél de Peñalva (1). Tous étaient naturellement très hostiles à la Junte Supérieure, à cette assemblée illégitime, bâtarde (« *espuria* »), comme la qualifiait sans relâche Santa Cruz, et ils exprimaient sans ménagements leur opinion sur son compte. Vorster dénonçait « sa bassesse, son ingratitude, ses intrigues, ses caprices, son égoïsme, ses efforts pour étouffer la raison et la justice... l'ignoble façon dont on a payé les services d'un homme qui s'est conduit comme moi, les procédés infâmes dont on a usé et dont on use encore à mon égard ». Quant à Santa Cruz, il en était, le 30 juillet 1811, à sa onzième réclamation au pouvoir central, et bon nombre de ses adresses n'avaient d'autre but que de dénoncer cette Junte « créée en violation de la loi, sans autre autorité que celle que lui donna Arce quand il abandonna si honteusement la province devant l'invasion française... illégitime et bâtarde, qui dote grassement ses membres, à en croire les bruits fort vraisemblables qui me sont parvenus... » Ces hommes de 1808 englobaient dans la même hostilité la Supérieure, la Galice, Mahy et Losada (ils ne juraient que par Bárcena), et leur point de vue eût pu se résumer dans cette formule de l'un d'eux, Prado Valdes : « Ce qu'il faut pour mettre la province à l'abri de l'invasion, c'est rétablir notre Junte [celle de 1808], donner le commandement à Bárcena et nous séparer de la 6^e armée [celle de Galice] » (2).

(1) Alvaro Armifián avait été président du tribunal criminel que la *Junta Suprema* avait créé au début de 1809 : *Gazeta de Oviedo*, 1^{er} avril 1809, *Archivo Arias de Velasco*. Sur son affaire, cf. aussi FERNÁNDEZ DE MIRANDA, *Grado*, p. 225. Sur García Sala, VALDES, 138, 148, 236. José Vorster était en 1806 chef de brigade au 5^e régiment d'artillerie du département de Ségovie ; en 1807 lieutenant-colonel au département de la Corogne ; en 1809 brigadier dans l'armée asturienne et chargé de la défense de l'Eo, tâche dont il s'acquitta médiocrement. *Revista de Archivos*, 1897, p. 207 ; instructions données à Jove Valdes et à Alvarez Caballero pour leur mission auprès de Losada, 20 septembre 1810 : *Actas*, I, 105, f. 43. Séances des 5 avril, 2 juin et 14 octobre 1810 : *ibid.*, f. 18, 2, 22.

(2) La 7^e armée, à laquelle Prado Valdes eût voulu voir rattacher les Asturies, comprenait les provinces basques et la Castille à la gauche de l'Ebre, alors que les Asturies faisaient partie de la 6^e, dont la région essentielle était la Galice. — Vorster à Vistalegre, Vigo, 24 septembre 1810 : *Archivo Vistalegre*. Santa Cruz au gouvernement, 9 mars 1810, 20 mars, 15 juin, 30 juillet 1811 ; Prado Valdes à Santa Cruz, 23 juin 1811 : *Archivo Santa Cruz*. La correspondance de Peñalva et de Santa Cruz (*Archivo Santa Cruz*) peint de façon très intéressante l'état d'esprit de ce parti. Tous étaient en même temps fort hostiles aux Cortès. Le passage suivant d'une lettre de Peñalva à Santa Cruz (30 mars 1811, *ibid.*) donne une idée de leurs sentiments à ce

Les fonctionnaires faisaient preuve à l'égard de la Supérieure du même esprit d'hostilité. Soit qu'ils ne voulussent pas admettre sa légitimité, soit par esprit de caste et de corps, ils paraissent animés envers elle de sentiments marqués de mépris et de malveillance. Les ordres qu'elle leur donne et leur répète restent lettre morte pendant des semaines et des mois, et pour les faire observer elle doit menacer le chef de service de le suspendre de ses fonctions. Le commissaire de marine, dont la juridiction s'étend à toutes les affaires de mer, la traite de telle sorte dans le procès du *Daphné* qu'elle croit devoir lui demander raison de « la flétrissure dont il a voulu la marquer. » Parfois même, la mauvaise volonté des fonctionnaires à l'égard de la Supérieure touche à la trahison ; la conduite des agents des finances dans l'affaire des tabacs de Gijón et dans plus d'une autre fut au moins obscure : « Quelques-uns d'entre eux, écrivit la Junte, ont éludé sans raisons valables et sous des prétextes captieux les ordres qu'avait donnés la Supérieure, non seulement pour la mise en sûreté des tabacs, mais encore au sujet des fonds de la *Real Hacienda* provenant d'autres revenus ; ces ordres avaient pour but de procurer au Trésor Royal des rentrées rapides, d'organiser les bureaux et les tribunaux de façon à rétablir l'ordre public et à éviter des occasions de fraude, de faire revivre cette malheureuse principauté et de la faire sortir de son abattement. Pareille conduite de leur part, ou pour mieux dire pareil entêtement à paralyser tout ce qui pouvait amener la tranquillité et le bien de la Patrie sont trop significatifs... Le peuple réclame justice à grands cris. » (1)

Les fonctionnaires des finances avaient une raison particulière pour faire de l'opposition à la Supérieure : un de leurs deux directeurs, le *subdelegado de rentas*, était le régent de l'*Audiencia*, et une antique rivalité opposait cette corporation à la Junte. La *Real Audiencia* avait dans les Asturies une importance que rendrait imparfaitement

sujet : « *Hé leido, leen y leirán aquí todos con ansia el impreso que Vm me incluye contra Cortes y charlatanes de ellas. Estoy para el que dijo que habían de salir Cortes contra Cortes. Yo no sé todavía si Vm añade á la justa indignación que les adjudica la indignación de la insolencia, de la indolencia, de la indecencia, y de mucho más acab. en encia (como ello no sea ciencia) que las caracteriza. Nada más se podía esperar de su convocación, si por necesidad numerosa, eso tanto arriesgada, á visto de que en el corrompido estado en que cogía á la Nación, haciendo imposible no reuniesen en sí mucha canalla...* »

(1) Cf. par exemple les ordres répétés à l'*administrador principal* intérimaire des Postes, Carlos Pedrueza (ancien *oficial mayor* de la *administración de Correos* d'Oviedo) pour qu'il transfère ses services à Castropol. — Séances des 6 mars, 3 et 21 avril, 8 juin (discours de Jove, 3^e proposition), 12 octobre, 13 décembre 1810 : *Actas* 1. 105, f. 14, 6, 69, 16, 19 ; 1. 106, f. 27.

le terme français de Cour d'Appel. Ses membres (un régent, quatre auditeurs et un procureur) étaient au tout premier rang des personnalités de la province : intronisation solennelle du régent, avec visites des corps constitués, loge spéciale au théâtre, étiquette rigoureuse et grande représentation, gros traitements (36.000 réaux, soit 9.000 francs, au régent et 18.000 réaux aux autres) (1), tout était fait pour leur donner une importance que leurs fonctions justifiaient d'ailleurs. Lorsque l'*Audiencia* des Asturies fut créée par Philippe V, en 1717, sa juridiction se bornait à la province, et encore pouvait-on appeler de ses arrêts à la Chancellerie de Valladolid pour les causes dépassant 10.000 maravédís et pour les sentences capitales. En 1744, elle reçut la faculté de connaître en première instance de tous les procès où étaient parties des églises, des couvents etc. En 1790, elle fut dégagée en pratique de tout lien de subordination à l'égard de l'intendant de Léon. En 1800, le roi l'excepta expressément de la mesure qui déclarait les capitaines-généraux ou commandants de provinces présidents-nés des *Audiencias*. En février 1805, sa juridiction fut étendue vers l'Orient jusqu'à Laredo, dans la province de Santander. Le 31 juillet 1810 enfin, l'appel à la *Chancillería* de Valladolid fut supprimé pour les causes civiles dépassant 1.000 ducats et pour les causes criminelles comportant la peine capitale. A côté de ses pouvoirs judiciaires, l'*Audiencia* possédait, et ceci intéressait directement la Junte, des pouvoirs politiques. Philippe V aurait voulu que toutes les résolutions de la *Junta del Principado* fussent approuvées par elle. Il dut renoncer à cette idée devant les protestations des Asturiens, mais le régent de l'*Audiencia* reçut le droit de convoquer la Junte, et celui de la présider (2). Il y avait là le principe d'un conflit, qui éclata avec violence en septembre 1808. Profitant de l'autorité que lui donnaient les circonstances, la *Junta Suprema* tenta alors de réduire les pouvoirs des magistrats, puis, comme le doyen de l'*Audiencia* venait de mourir, elle prétendit nommer elle-même son remplaçant (octobre). La lutte fut achar-

2

(1) Ces traitements avaient été fixés en 1763. En 1811, les retenues les réduisaient respectivement à 27.464 et 14.205 réaux : *Archivo de la Audiencia de Oviedo*, 69, *Reales Ordenes*, 1808-1809, état du 10 octobre 1811.

(2) La marine toutefois échappait à la juridiction de l'*Audiencia*, et ne relevait que du *Comisario real de Marina*. — CAVEDA, *Memoria sobre la Junta general del Principado*, p. 34, 48, 50. Sangrador, *Historia de la administración... de Asturias*, 184-187, 196-202, 213, 222, 248. MANUEL DE LA VILLA, *La Junta General del Principado*, 18. Le Conseil de Régence à l'*Audiencia*, 31 juillet 1810 : *Archivo de la Audiencia de Oviedo*, 69, *Reales Ordenes*, 1808-1811.

née ; elle se termina par la victoire de l'*Audiencia*, qu'en mai 1809 le coup de force de La Romana vint délivrer de son ennemie (1).

Lorsque la Supérieure se réunit, on vit sans tarder renaître l'opposition des deux corps. Il faut noter cependant que cette opposition fut loin d'être le fait de tous les membres de l'*Audiencia*. Un des quatre auditeurs, Lorenzo Villanueva, était membre de la Junte, qui le nomma son secrétaire et au sein de laquelle il se distingua vite par son activité et son énergie (2). La Supérieure avait fait des avances à plusieurs autres magistrats, qui restèrent en bons termes avec elle. On sait que Miguel Antonio de Zumalacarregui fit partie de la Junte de Guerre, puis fut envoyé auprès de La Romana, mission qui le conduisit jusqu'à Cadix (mai-septembre 1810). Manuel María de Acevedo y Pola fut prié en avril 1810 d'accepter le titre de *Consultor* de la Supérieure, et l'assemblée eut recours à ses services lors des incidents de décembre 1810 (3). Le procureur Francisco Ayuso y Mena siégea également en avril 1810 à la Junte de Guerre (4). Mais l'opposition vint du régent Juan Benito Hermosilla et du doyen Eusebio José Vejarano, qui fit fonction de régent au cours d'un congé de deux mois que le premier obtint pour raison de santé, le 20 novembre 1810 (5).

Dès l'annonce de l'invasion française, le 29 janvier 1810, le régent avait abandonné Oviedo pour Luarca, d'où il gagna bientôt Figueras. La Supérieure, assemblée à Luarca, sentit d'autant plus le besoin de réunir au plus vite l'*Audiencia* qu'en sa qualité de *subdelegado de rentas* le régent assurait la marche des services financiers. Le 2 avril 1810 elle enjoignit donc à tous les magistrats de se pré-

(1) SANGRADOR, *op. cit.*, 253. VALDES, 121, 187, 233, 234.

(2) Il avait été nommé *Oidor* (on disait aussi *Alcalde Mayor*) de l'*Audiencia* le 31 août 1809, en remplacement d'un magistrat qui avait pris une certaine part au soulèvement de 1808, José Salvador López del Pan. Il prêta serment et fut installé le 5 janvier 1810 : *Archivo de la Audiencia de Oviedo, Reales Acuerdos, libro 6º, f. 219-221*.

(3) C'était lui qu'en octobre 1808 la *Junta Suprema* avait voulu nommer à la place du doyen décédé ; cette nomination avait été en fin de compte entérinée. La *Junta Suprema* à la *Junta Central*, 26 novembre 1808 : dans VALDES, p. VII. *Archivo de la Audiencia de Oviedo*, 69, *Reales Ordenes*, 1808-1811, 24 septembre 1809, 15 avril 1810, etc. Décret de nomination du 9 octobre 1808 : *ibid.*, *Reales Acuerdos, libro 6º, f. 206. Papiers de Manuel María de Acevedo, passim*, particulièrement 11 avril 1811.

(4) Sa nomination date du 20 juillet 1809 et son installation à Oviedo du 24 octobre suivant : *Archivo de la Audiencia de Oviedo, Reales Acuerdos, libro 6º, f. 212*.

(5) Hermosilla avait été nommé régent le 14 octobre 1809 ; son entrée à Oviedo et sa prestation de serment eurent lieu en janvier 1810 : *ibid.*, f. 214 et 216. Le Conseil de Régence au doyen de l'*Audiencia*, 30 novembre 1810 : *ibid.*, 69, *Reales Ordenes*, 1808-1811.

senter à Lluarca. Mais Hermosilla fit bien voir à la Junte qu'il ne se regardait pas comme placé sous ses ordres, et non seulement il ne se présenta pas, mais il ne tint aucun compte des dispositions qu'eût voulu prendre la Supérieure pour rétablir le fonctionnement de l'*Hacienda*. L'assemblée dénonça plus tard cette conduite au gouvernement : « Le Régent, dit-elle, n'était guidé dans sa conduite que par ses visées particulières ; il s'était retiré en Galice, nous laissant dans l'impossibilité d'user des capitaux et des ressources appartenant au Trésor : c'est qu'il voulait qu'ils ne pussent servir qu'à ses vues, ou tout au moins qu'ils ne pussent pas servir à la cause publique... Dans toutes les dispositions qu'il prenait en sa qualité de *Subdelegado de Rentas*, sa conduite était suffisamment significative : aussi une instruction est-elle ouverte contre lui et ses complices... » La Supérieure avait d'ailleurs soin d'ajouter que « au même moment les auditeurs et le procureur se signalaient par une conduite tout opposée et se distinguaient par leur patriotisme : ils parcouraient les campagnes pour aviver l'enthousiasme, pour réunir des dispersés, des armes, des chevaux et des vivres, sans se préoccuper du décorum de leur rang et sans autre souci que celui d'être utiles à la principauté. » (1)

Les relations entre les deux corps promettaient donc d'être aigres et le furent en effet, malgré les appels à l'union et à la concorde que le gouvernement adressait aux Juntas et aux tribunaux. Les discussions portèrent surtout sur des questions de finances, et l'on a vu qu'elles tournèrent en général, surtout vers la fin de 1810, à l'avantage de l'*Audiencia*. L'épisode principal de la lutte fut le conflit qui s'éleva au début de 1811 à propos de cette charge d'intendant que le doyen Vejarano exerçait par intérim et qu'il passa au *ministro de Hacienda* nommé par le gouvernement, Larreta, sans daigner en avertir la Junte (2). Celle-ci, outrée, décida à la demande de son spécialiste des finances, Miranda Flórez, de réclamer des comptes à Vejarano, de le faire arrêter s'il se refusait à en rendre, et de les faire

(1) La Junte aux membres de l'*Audiencia*, 2 avril 1810 ; au Conseil de Régence, 16 avril : *Actas*, t. 105, f. 3 et 45. Les adresses du marquis de Santa Cruz à la Régence contiennent de nombreuses plaintes contre la « infiel Audiencia » : en particulier, 9 mars et 10 octobre 1810, 30 juillet 1811 : *Archivo Santa Cruz*.

(2) Noter que l'*Audiencia* siégeait dans la même ville que la Junte, Castropol, où elle était venue s'établir le 28 juin 1810 ; elle ne quitta Castropol qu'une fois, pour Rivadeo, lors de l'incursion française de juillet. Le Ministère de *Gracia y Justicia* l'avait autorisée (15 juillet 1810) à fixer le lieu de sa résidence là où il conviendrait : *Órdenes del Ministerio de Gracia y Justicia*, t. 107, f. 33. SANGRADOR, *Historia de la administración...*, 257.

examiner par une commission. Ladite commission fut nommée (20 janvier 1811), mais on ne trouve nulle part trace de ses travaux, et il est très probable que Vejarano ne présenta pas de comptes et ne fut pas arrêté pour autant (1). Mais le fait même que l'*Audiencia* passait ses attributions financières à des services spéciaux faisait disparaître le principal point de friction entre elle et la Junte, et l'on a l'impression que dès lors les rapports devinrent meilleurs. Du reste, le nouveau règlement sur les Juntas provinciales établissait entre députés et magistrats une liaison permanente en donnant aux régents le droit de siéger dans les Juntas, en surplus du nombre réglementaire de *vocales*. Hermosilla demanda en conséquence à être admis à la Supérieure, et il prêta serment le 3 juin 1811. Il semble que sa présence (qui fut assez intermittente, il est vrai) ait dissipé plus d'un malentendu, et l'on ne trouve plus trace, à partir de ce moment, d'hostilité sérieuse entre les deux corps. La Supérieure n'en avait pas moins éprouvé l'opposition de l'*Audiencia* pendant près d'un an (2).

La Junte avait donc des adversaires décidés et influents. Mais ils étaient peu nombreux, et pour un coup de force, il leur eût fallu l'appui de la population. Or il n'y avait qu'une région où celle-ci parût disposée à se déclarer contre la Supérieure, parce qu'elle avait contre l'assemblée des motifs particuliers et assez graves de mécontentement. C'était précisément celle où la Junte résida le plus longtemps, celle de Castropol. Les opposants, ou tout au moins certains d'entre eux, s'efforcèrent de mettre à profit cette situation, et les attaques que la Junte eut à repousser furent toutes en relation plus ou moins directe avec les affaires de Castropol.

En 1808, toutes les régions des Asturies n'étaient pas représentées également à la *Junta general del Principado*. Certains districts, dits « *realengos* » (royaux), ou « *de jurisdicción realenga* » jouissaient du « *derecho de representación llana, completa* », et possédaient voix

(1) La commission se composait de l'ancien président de la Supérieure, Matias Menéndez de Luarda, de Francisco Rodriguez del Calello Miranda, député suppléant aux Cortès, et de Fernando de Silva, ancien commissaire d'artillerie à Oviedo. — Séances des 30 décembre 1810, 3 et 20 janvier 1811 : *Actas*, I, 106, f. 61 ; I, 108, f. 2 et 29.

(2) Séance du 3 juin 1811 : *Actas*, I, 108, f. 3. Hermosilla assista aux séances 5 fois en juin, 2 fois en juillet et une fois en août.

entière ; c'étaient les éléments primitifs de la principauté, ceux qui s'étaient formés entre la reconquête et le ^{xii}^e siècle. Mais il y avait aussi ce qu'on appelait « *las jurisdicciones de abadengo* », (abbatiales) qui étaient les territoires ayant appartenu jadis à un seigneur, généralement l'évêque ou le chapitre d'Oviedo (d'où leur nom d'*obispalías*) et qui avaient obtenu leur liberté par des *concordias* ou l'avaient achetée à prix d'argent. Ceux-ci, venus plus tard, dans une situation inférieure, moins riches, moins peuplés, n'avaient pas à la *Junta general* les mêmes droits que les précédents : chacun d'eux ne possédait qu'un tiers de voix, sur cinquante voix qu'on comptait à la *Junta general* (1). Telle était en particulier, en 1808 encore, la situation du *partido* de Castropol, c'est-à-dire de la région de Castropol. Or pour lui l'injustice était particulièrement criante, car il comprenait, en plus de Castropol même, treize districts, en général riches et peuplés, qui représentaient en superficie la neuvième partie de la province. Cette vaste région n'avait pas même pu obtenir ce qu'on avait du moins accordé à Tineo et à Cangas, une voix entière. N'étant pour ainsi dire pas représentée à la *Junta General*, elle y était naturellement traitée en parent pauvre, « comme on pourrait faire d'une colonie », disait-elle, et elle ne recevait jamais équitablement sa part des travaux publics, des subventions, etc. Malgré ses protestations répétées (2), la situation n'avait pas changé pour elle en 1810, lors des élections à la Junte Supérieure : les quatorze districts castropoliens n'eurent pas les quatorze députés qu'ils avaient demandés. Il s'ensuivit, dès la séance inaugurale de la Supérieure, le 4 mars, une interminable et confuse discussion. En fin de compte, l'assemblée trancha le différend en accordant à Castropol quatre députés supplémentaires, qu'elle nomma elle-même sur-le-champ. Ce furent Villanueva, Moldes, Cuervo Castrillón et Francisco Acevedo (3).

(1) CAVEDA, *Memoria sobre la Junta General*, p. 40. MANUEL DE LA VILLA, *La Junta General del Principado*, 9 et 28. FERRERIA, *Evolución...*, 35. CANELLA SECADES, *Memorias Asturianas*, 41. CAMPO GRANDE, *La Junta General*, 15. Protestation des députés de Castropol, 17 octobre 1810 : *Actas*, I, 105, f. 36.

(2) Castropol protesta en 1733, 1748, 1754, 1757, 1778, 1796. En 1803, la *Junta General* chargea Ignacio Flórez Arango de rédiger un projet de réformes. Il le fit, en tâchant d'établir un certain équilibre, mais la Guerre d'Indépendance survint avant que la réforme fût faite. La Junte provinciale de 1811 promit d'arranger la chose, mais en 1819 l'anomalie subsistait encore. — Rapport d'Andrés Angel de la Vega, *apoderado* de Castropol, à la *Junta General*, 12 juillet 1802 ; rapport du procureur de l'*Audiencia* sur l'état de l'affaire, 28 mai 1810 ; proclamation de la *Junta provincial*, 25 août 1811 : *Archivo de la Audiencia de Oviedo, Regencia y Acuerdo, expedientes varios, Castropol* (67), et 69, *Reales Ordenes* 1808-1811. Nouvelles ordonnances proposées par Flórez Arango, 28 octobre 1803 : *Archivo Arias de Velasco*.

(3) Séance du 4 mars 1810 : *Actas*, I, 105, f. 2.

Mais c'était pour le *partido* une satisfaction incomplète et provisoire, dont il ne se contenta pas : l'opposition allait trouver là un point d'appui.

En juin 1810, la Junte eut de ce côté une première alerte. Elle fut avertie qu'il s'était constitué à Castropol une *Junta permanente del partido de Castropol*, présidée par Luis Pérez Pato, qui dans une séance tenue le 23 mai avait purement et simplement décidé de retirer leurs pouvoirs à trois membres de la Supérieure, Villanueva, Moldes et Acevedo, et de leur donner des remplaçants. Parmi ceux-ci se trouvait l'*alcalde mayor* du district de Franco, Fernando Siñeriz y Trelles. L'affaire était grave. La Junte, qui se trouvait alors en pleine zone montagnaise, à Caunedo, ne pouvait guère compter sur l'appui de l'armée, qui était encore aux trois quarts dispersée après ses multiples revers. Elle préféra négocier, et soumettre la question aux intéressés eux-mêmes, c'est-à-dire aux quatorze districts de Castropol. Ceux-ci eurent sans doute le bon sens de ne pas créer de dissensions en un pareil moment, car on ne parla jamais plus de cette affaire (1). Mais il était désormais bien évident que les Castropoliens n'acceptaient pas la transaction du 4 mars 1810, et qu'ils n'étaient satisfaits ni du nombre de représentants qu'on leur avait accordé, ni de la façon dont leurs quatre députés supplémentaires avaient été désignés.

L'attaque d'octobre 1810 fut plus inquiétante. On se rappelle que la Junte, appelée à réduire le nombre de ses membres, avait décidé de ne pas procéder à cette opération à Castropol, où elle se trouvait, mais à Cangas de Tineo : résolution qui montrait à l'égard du *partido* une défiance bien significative, et que seule l'opposition de Moldes et de Campomanes fit repousser. Mais l'incident avait singulièrement débordé la question dont il s'agissait à l'origine. Dans la protestation écrite qu'ils rédigèrent contre le transfert à Cangas (17 octobre 1810), Moldes et Campomanes posaient en effet carrément le problème capital de la légitimité de la Junte : « Il faut nous détromper, M. le Président. Il n'y a peut-être pas un seul d'entre nous qui puisse se glorifier de mériter la confiance publique. Les députés élus par substitution [de la Junte aux électeurs castropoliens] ne sont pas véritablement députés... cette charge est essentiellement personnelle et ne tolère pas la substitution... D'autres *vocales* inspirent de la

(1) Les trois remplaçants étaient José Cancio Donlebum, Joaquín López Línara et Antonio Rubiero Guzman. Siñeriz remplacerait Cuervo Castrillón jusqu'à son retour de Cadix. — Séance du 9 juin 1810 : *Actas*, t. 105, f. 19.

répugnance parce qu'ils ont fait partie d'une Junta maintenant mise en accusation [la *Junta Suprema* de 1808-1809] et dont la conduite doit être examinée par la justice. Dieu veuille enfin que d'autres ne soient pas l'objet d'une désapprobation publique manifeste, pour des motifs vrais ou faux. » Moldes et Campomanes concluaient qu'il fallait dissoudre la Supérieure et faire nommer une nouvelle Junta par les électeurs aux Cortès, qui devaient se réunir prochainement : « Seule une Junta ainsi créée peut nous éloigner de l'abîme au bord duquel nous nous trouvons, et conserver l'union et la fraternité que vont rompre des inégalités absurdes à notre époque. » (1)

Les députés ne furent pas surpris de cette offensive, car avant même l'ouverture de la séance on connaissait déjà le contenu de la lettre. On savait aussi que les véritables auteurs n'en étaient pas Campomanes et Moldes. Le premier, qui ne représentait d'ailleurs pas la région de Castropol, était une personnalité effacée et un caractère faible qui fut bien vite effrayé du bruit que faisait son intervention et qui au moment du vote passa dans le camp adverse avec force excuses. Moldes, qui du moins était député pour un district de Castropol, avait plus de relief et se défendit un peu mieux. Mais personne n'ignorait que le véritable inspirateur de la lettre était le député de Castropol même, Cuervo Castrillón, revenu la veille de sa mission à Cadix ; il s'entendit jeter cette accusation à la face, en pleine séance, par Avello, toujours prêt à dire les vérités désagréables. La discussion fut orageuse. Le chanoine Alvarez Caballero, qui était chef de corps franc à ses heures et dont le langage n'avait rien de l'onction ecclésiastique, commença par annoncer qu'il vengerait « son honneur outragé par l'inspirateur et les signataires de cette représentation. » Manzano proposa de se plaindre au Conseil de Régence. Avello déclara que la divulgation anticipée de la lettre « était une grave offense au respect qu'on devait aux députés, et à leur honneur. » Cuervo Castrillón se défendit bien et Moldes assez bien, surtout au début, mais lorsqu'on passa au vote sur la légitimité de la Junta leurs deux voix eurent contre elles l'unanimité des douze autres membres (2).

(1) Moldes et Campomanes au président de la Junta, 17 octobre 1810 : *Actas*, I, 105, f. 26.

(2) *Ibid.*, et f. 36-40. La discussion fut double. Elle porta d'abord sur la légitimité de la Junta, avec les résultats ci-dessus. Elle porta ensuite sur le maintien de la Junta à Castropol, proposé par Moldes et Campomanes, repoussé par 10 voix contre 4 et cependant réalisé en pratique comme on l'a vu au chapitre I. Enfin, les protestataires avaient demandé que pour les affaires graves tous les membres fussent présents,

L'attaque des Castropoliens n'avait donc pas suffi à renverser la Supérieure. Moldes n'avait pas montré les dons de tribun qu'il eût fallu en la circonstance et Cuervo Castrillón, plus énergique, était probablement desservi par le fait qu'il revenait le jour même d'une absence de cinq mois, qu'il n'avait pas repris contact avec ses collègues et n'avait pu s'assurer le concours de la population. Sur-tout, l'opposition ne pouvait rien espérer sur un tel terrain : contre les prétentions de Castropol, tous les députés des districts privilégiés avaient fait bloc, même ceux qui étaient de tendances hostiles à la Supérieure. Tel était le cas de Gregorio Jove Valdes, député de Grado. Il avait voté contre la dissolution de la Junte. Mais ce n'était pas par sympathie pour elle : c'était uniquement parce que des élections faites dans les circonstances présentes eussent forcément donné la majorité au *partido* de Castropol, qui était à peu près le seul libre d'ennemis. Jove Valdes n'avait pas caché que sitôt la province libérée il s'unirait à ceux qui demandaient le renvoi de la Supérieure (1). De telles déclarations venant de Jove n'étonnèrent personne. On savait le rôle de premier plan que sa famille et lui avaient joué dans les premiers temps du soulèvement, et l'hostilité qu'il portait aux dirigeants civils et militaires qui avaient remplacé les hommes de 1808 (2). Il s'en était expliqué assez clairement quelques semaines auparavant, à la séance du 8 juin 1810. Ce jour-là, la Junte examinait s'il convenait de poursuivre ses séances à Caunedo, où les péripéties de la retraite l'avaient amenée, ou s'il ne vaudrait pas mieux se rapprocher du front. Jove Valdes prononça alors un discours d'une allure toute révolutionnaire, où il demandait qu'on

même ceux envoyés en mission. C'était probablement là le signe d'une alliance entre les districts de Castropol et ceux de l'Orient. Les seconds étaient dans le même cas que les premiers, n'étant presque pas représentés à la Junte à cause de l'invasion. Ils en avaient témoigné bruyamment leur mécontentement : comme on l'a vu, celui de Laviana rappela son député à la Junte, Gonzalez Suárez (accord du 23 août 1810) ; ce même Gonzalez tâcha de faire annuler l'élection du député de la Junte aux Cortès parce qu'on n'avait pas convoqué le représentant de l'Orient, Benito Menéndez, en mission là-bas ; ce dernier à son tour éleva vigoureusement la même protestation. (Séances des 7, 8, 10, 13, 14, 22 septembre 1810 : *Actas*, I, 105, f. 11, 15, 16, 26, 29, 46). Mais l'influence de l'Orient était presque nulle à la Junte, et les Castropoliens ne pouvaient rien gagner à s'allier avec lui.

(1) On a vu plus haut quelle attitude d'opposant prit Jove dans la séance qui suivit, le même soir : « La province, qui attend de nous sa liberté, écrivit-il au Président, ne voit parmi nous qu'arbitraire et désordre... Et c'est la Patrie qui souffre en tout cela... »

(2) Le 1^{er} janvier 1812 encore il fut commissionné en compagnie d'Alonso Canella et de Cuervo Castrillón, pour aller solliciter du gouvernement la réunion de l'antique *Junta General del Principado* : certificats de Porlier et de Fernando Sifleriz, secrétaire de la Junte Electorale pour les Cortès, 6 août 1812 : *Archivo Jove*.

revînt à l'énergie de 1808, et aussi qu'on écartât les hommes de 1810 : « éloigner du gouvernement les personnes qui méritent justement la défiance publique, ou qui par leur conduite et leur caractère ne sont pas à même d'exercer les charges qui leur sont confiées », réformer les services des finances « en proposant des hommes aptes à ce travail délicat et dignes de l'estime publique », rendre aux unités de l'armée le nom et les effectifs qu'elles possédaient en 1808, donner à Porlier (le chef des « Patriotes », selon l'expression de Walker, et qu'on opposait à Mahy) le commandement d'une division de 2.000 hommes au moins, décréter une levée en masse de l'alarme, telles étaient les mesures que Jove réclamait. Pour la Junte, il voulait qu'elle jurât « de n'abandonner que le moins possible de territoire et de toujours rester au centre de la zone libre, même si cela comportait quelque risque » ; les députés absents seraient rappelés, et s'ils n'avaient pas rejoint dans les dix jours, destitués et remplacés (1). Avec des dispositions aussi affichées et aussi énergiques, Jove Valdes pouvait être pour les ennemis de la Supérieure un sérieux appui, pourvu que le terrain d'attaque ne fût pas, comme il avait été le 17 octobre, la question des réclamations de Castropol.

Une occasion ne tarda pas à se présenter, qui permit aux Castropoliens et à Jove de s'unir pour une lutte commune contre la Supérieure. Ce fut la réunion des électeurs qui devaient désigner les députés des Asturies aux Cortès. D'après les instructions gouvernementales, ces électeurs étaient nommés par les délégués des paroisses, réunis dans les capitales de districts en présence du juge et du curé. La Junte avait d'abord pensé que les électeurs ainsi désignés pourraient s'assembler le 15 octobre, afin de nommer les députés, mais il fallut ensuite reporter cette date au 16 décembre (2). La réunion devait avoir lieu à Castropol. C'était là une première circonstance très favorable aux ennemis de la Junte, et que Cuervo Castrillón et Jove Valdes se promirent de saisir. Ils n'étaient plus membres de la Supérieure, ayant été éliminés lors de sa réduction, mais ils étaient électeurs aux Cortès. Un autre hasard mit un nouvel atout dans leur jeu : le colonel Antonio Bermudez, gouverneur de Castropol, étant tombé malade avait été remplacé dans ses fonctions de comman-

(1) Miranda Flórez fit prévaloir un avis plus modéré. — Séance du 8 juin 1810 : *Actas*, 1. 105, f. 16. Walker à Liverpool, 18 septembre 1810 : *Record Office*, W. O. 1, 261, f. 41.

(2) Séances des 15 septembre et 16 novembre 1810 : *Actas*, 1. 105, f. 35, et 1. 106, f. 9.

dant d'armes par le colonel José Pesci, un ancien capitaine du régiment d'infanterie de Léon, qui avait été promu colonel en 1808, puis nommé gouverneur militaire de Gijón ; là, il était entré en conflit avec tout le monde (1), mais particulièrement, comme on l'a vu, avec la Supérieure qui l'accusait d'avoir détourné des fonds de leur emploi régulier. Il devait être très disposé, et le fut en effet, à appuyer de tout son pouvoir l'opposition à l'assemblée.

En vérité la Junte eût bien pu se méfier, et de fait elle n'était sans doute pas absolument tranquille puisqu'en prévision des élections elle fit renforcer sa garde de 20 hommes (2). Mais pas plus alors qu'en juin ni en octobre, elle ne fit au gouvernement la moindre communication pour lui demander son appui, ou simplement pour lui manifester de l'inquiétude. On a l'impression qu'elle redoutait par-dessus toutes choses d'immiscer le pouvoir central dans les affaires asturiennes. Cette réserve faillit lui coûter cher.

Le bureau qui devait présider aux opérations comprenait le vicaire de Castropol, le régent de l'*Audiencia* et deux députés désignés à cet effet par la Junte, Acevedo et Barrio (3). Il se réunit dans l'après-midi du 16 décembre 1810 et décida que la première séance générale aurait lieu le lendemain 17, à 10 heures. Ce jour-là en effet, les 48 électeurs étant présents, une messe solennelle fut célébrée par le curé de Castropol, et la session fut déclarée ouverte : les incidents commencèrent aussitôt. On remarqua d'abord que le régent ne faisait plus partie du bureau : il s'était déclaré malade et très prudemment ne reparut plus jusqu'à la fin des opérations. A sa place siégeaient Pesci en qualité de président et l'alcade de Castropol. Le bureau comprenait donc déjà au moins 2 membres sur 5 hostiles à la Junte, et 3 si l'on y ajoute le vicaire (4). Il s'adjudgea le droit de désigner le secrétaire des séances et nomma cet alcade de Franco qu'on a déjà vu mêlé aux attaques de juin 1810 contre la Supérieure, Fernando Siñeriz y Trelles. Aussitôt, Avello intervint et fit observer que cette dési-

(1) Il avait contre lui l'*Audiencia*, les autorités de la ville dont il usurpait les pouvoirs, et la population qui l'accusait d'avoir prêté serment à Joseph : *Archivo de la Audiencia de Oviedo, Regencia y Real acuerdo, expedientes varios, Gijón* 67, dossier spécial contenant la correspondance de Mahy, de la Junte générale, de l'*Ayuntamiento* de Gijón, etc, 1809-1810.

(2) Séance du 15 décembre 1810 : *Actas*, I, 106, f. 32.

(3) Séance du 16 décembre : *Actas*, I, 106, f. 33.

(4) Encore faut-il remarquer qu'Acevedo, en sa qualité de député d'un district castropolien, était assez mal à son aise pour défendre l'assemblée contre les gens de Castropol. Le bruit courut même, après l'échauffourée, qu'il avait été arrêté tout comme les meneurs : Peñalva à Santa Cruz, 15 janvier 1811 : *Archivo Santa Cruz*.

gnation était illégale, parce que Siñeriz n'avait pas encore rendu les comptes financiers de son district, que la Junte lui réclamait. Siñeriz prétendit voir là une insinuation insultante, et il y eut un premier tumulte. Un autre plus grave suivit bientôt ; Cuervo Castrillón, prenant la parole, demanda qu'en s'adressant à l'assemblée des électeurs on lui donnât le titre de Majesté. Comme la Junte n'avait que celui d'Excellence, il est probable que l'on voulait par ce moyen détourné affirmer la supériorité du congrès sur elle. Les *vocales* qui siégeaient au bureau, Acevedo et Barrio, s'élevèrent aussitôt contre cette prétention, en faisant remarquer que le titre de Majesté n'appartenait qu'aux Cortès. Mais Cuervo maintint obstinément sa motion, « qui respirait des sentiments non équivoques de subversion. » L'assistance devint houleuse, d'autant plus qu'elle comprenait non seulement les électeurs, mais aussi beaucoup d'habitants de Castropol, dont les sentiments à l'égard de la Junte étaient peu douteux. Après une très longue discussion le calme finit cependant par revenir, et les opérations normales purent reprendre. Ce n'était là que l'escarmouche qui annonce la prise de contact. On procéda à la vérification des pouvoirs ; elle fut confiée à deux commissions, dont l'une examinait les procurations et l'autre prononçait sur les cas d'invalidation. Ce travail, joint à quelques discussions sur des questions accessoires, mena jusqu'au 23 décembre, date à laquelle une première bataille s'engagea (1).

Comme le bureau venait d'annoncer qu'on allait passer à l'élection des députés, on vit se lever un des électeurs, le *licenciado* Pedro Canel Acevedo, ancien rédacteur du *Correo del Principado*. Il présenta au président Pesci un papier dont celui-ci, « soit par ignorance, soit par malice », admit la lecture immédiate. Siñeriz lut donc cette adresse, devant une salle que remplissaient à la fois les électeurs et le peuple de Castropol. Ce n'était qu'une violente diatribe qui portait toutes sortes d'accusations contre la Supérieure, et qui réclamait sa dissolution immédiate et l'élection d'une autre assemblée. Tout aussitôt, Jove Valdes et Cuervo Castrillón, de leurs places,

(1) Le 23 décembre, Avello protesta par écrit auprès du bureau et du congrès sur la façon irrégulière dont le bureau était composé et sur diverses entorses qu'on avait faites au règlement. Il réclamait une régularisation, faute de laquelle l'élection serait entachée de nullité. Mais ce n'était pas là, comme on pourrait le croire, une manœuvre de la Supérieure pour faire remplacer un bureau qui lui était hostile, car, prise pour arbitre, elle donna sa sanction à tout ce qui avait été fait : adresses à la Junte par Avello, par Cuervo et par le bureau du congrès électoral, 23 décembre 1810 ; décision de la Junte du même jour ; *Actas*, l. 106, f. 48, 50 et 51.

appuyèrent énergiquement la motion de Canel et le brouhaha devint général. Au bureau, Acevedo et Barrio défendaient de leur mieux la Junte. Ils firent lire le *Real Orden* du 17 juin sur la réduction des Juntas, qui portait que le peuple ne devait ni les supprimer ni en nommer d'autres (1). Mais Pesci favorisait ouvertement le parti révolutionnaire, et le tumulte continuait. Siñeriz, Jove Valdes et Cuervo Castrillón déblatéraient contre la Supérieure, la qualifiaient d'illégitime, déclaraient « que la présence de l'ennemi dans la province était due à ce que la Junte, parce qu'illégitime, n'avait pas assez d'énergie pour mener les affaires militaires, et qu'il était nécessaire d'en nommer une autre qui eût la fermeté voulue pour combiner et pour mener les opérations. » Jove Valdes ajoutait à ces invectives de violentes attaques contre Mahy et Losada. Pesci laissait dire, et le tumulte se prolongea longtemps.

En fin de compte, ce tapage n'aboutit pourtant à rien. Les électeurs n'avaient pas les mêmes raisons que les gens de Castropol pour réclamer des changements aussi radicaux, et le fait que peu après leurs votes se réunirent sur des candidats agréables à la Supérieure montre qu'ils n'avaient pas contre elle une profonde hostilité. Quant au peuple de Castropol, sur lequel les meneurs comptaient certainement, il semble qu'il n'ait pas bougé sérieusement (2). Une fois encore le calme se rétablit, les élections purent se faire, et le 28 décembre les travaux du congrès étaient terminés (3).

Mais l'opposition ne se tenait pas pour battue. Le 29, jour où les électeurs n'avaient pas à siéger, mais seulement à assister à une messe solennelle et à un *Te Deum*, Jove Valdes, son père et Cuervo Castrillón réussirent à assembler une vingtaine d'électeurs dans la salle des séances. Là, sous la présidence de Pesci et du vicaire de Castropol, ils tinrent une espèce de meeting qui retentit d'imprécations contre la Supérieure, contre les généraux et même contre les troupes. « Tout ce monde, déclara-t-on, reste dans une continuelle

(1) *Ordenes del Ministerio de la Guerra*, t. 107, f. 47.

(2) L'opposition avait pourtant dû faire le nécessaire. Le 22 décembre, Avello avertit ses collègues que des pamphlets conçus « en termes criminels et séducteurs » étaient affichés à la porte de l'église de Castropol. *Actas*, t. 106, f. 43.

(3) On a vu plus haut quels furent les élus. On peut s'étonner que le nom de Jovellanos n'ait pas été prononcé à cette occasion. Avello fit remarquer plus tard, et peut-être avec raison, que Jovellanos avait fait partie de la Junte Centrale, qui était très impopulaire alors : son élection eût été peu aisée et son envoi à Cadix peu politique. Séance du 24 février 1811 : *Actas*, t. 108, f. 52. D'après Peñalva, deux des élus, Inguanzo et Vásquez, s'étaient rendus à Castropol dès avant les élections afin d'y soigner leur propagande : à Santa Cruz, 19 janvier 1811, *Archivo Santa Cruz*.

apathie. Quand les uns attaquent, les autres se tiennent tranquilles et ne bougent pas. Ils ne pensent qu'à voler et à épuiser la province. » Les esprits étant ainsi échauffés, les meneurs tentèrent d'aller plus loin. Le jour suivant 30 décembre, comme les électeurs s'étaient réunis pour signer les pouvoirs des députés, après quoi ils devaient se séparer, Pesci et ses partisans prirent prétexte de l'absence de cinq ou six d'entre eux pour faire renvoyer à une date indéterminée la remise des pouvoirs, puis ils invitèrent l'assemblée à se réunir le lendemain pour traiter de diverses affaires qu'ils énumérèrent : toutes étaient étrangères à la compétence du congrès et dirigées contre l'autorité de la Supérieure. Il y eut quelques protestations dans l'assistance, mais Pesci n'en tint aucun compte. Le congrès allait donc s'éterniser, et s'engager dans une voie nettement révolutionnaire. La Supérieure comprit le danger, et elle dépêcha Peón Heredia auprès de Losada qui se trouvait à son quartier-général, à une soixantaine de kilomètres de Castropol, pour le prier de mettre fin à ce désordre (1).

Cette précaution n'était pas inutile. Le 31 décembre en effet, les électeurs qui s'étaient rendus à la convocation de la veille s'entendirent donner lecture d'une communication hostile à la Supérieure, intitulée *Mémoire patriotique*, ainsi que d'une motion signée de Cuervo Castrillón, de Jove Valdes et de Siñeriz, qui réclamait la dissolution de la Junte. Les *vocales* qui siégeaient au bureau, Acevedo et Barrio, firent entendre d'énergiques protestations ; le doyen de l'*Audiencia*, Vejarano, qui depuis quelques jours avait repris sa place au bureau, ne put moins faire que s'élever également contre cette illégalité ; une dizaine d'électeurs l'appuyèrent hautement. Mais Pesci, « en homme qui a la force des armes et non celle de la raison », ne tint aucun compte de ces observations, et répliqua que lui seul commandait dans le congrès. Barrio et Acevedo quittèrent alors la salle et allèrent prévenir la Junte qui, de plus en plus inquiète, expédia d'urgence une dépêche à Losada pour le prier d'envoyer des troupes avec un officier de confiance, ou d'accourir lui-même. Cependant, Pesci faisait procéder au vote sur la question de la dissolution de la Supérieure et de la formation d'une nouvelle assemblée ; et les « factieux » se séparaient enfin, se donnant rendez-vous pour le lendemain à 3 heures (2).

(1) Séance du 30 décembre 1810 : *Actas*, t. 106, 1^{er} fo « *reservado* ».

(2) Il faut remarquer que nous ne possédons sur ces incidents qu'une documentation unilatérale. Elle se compose essentiellement du rapport qu'adressèrent à la

La Junte était perdue si Losada ne répondait pas à son appel. Mais il lui était difficile de tolérer pareil coup de force, et d'ailleurs il savait que l'opposition en voulait à lui aussi bien qu'aux députés (1). Dès le 29 décembre, il avait retiré à Pesci les fonctions de gouverneur militaire de Castropol, et les avait rendues à Antonio Bermudez. Puis, le 31 décembre 1810 ou le 1^{er} janvier 1811, il arriva lui-même à Castropol avec des forces imposantes. Les opposants furent dispersés et l'ordre rétabli (2). Le 2 janvier au matin, sous la présidence cette fois d'Antonio Bermudez (3), les pouvoirs des députés furent signés, et les électeurs se dispersèrent. La Junte était hors de danger.

A plusieurs reprises déjà il a été fait allusion à ces incidents de décembre 1810. On a remarqué que de cette époque date l'effacement définitif de la Supérieure devant le haut commandement militaire, auquel elle devait son salut et sans l'appui duquel il était probable qu'elle ne pourrait se maintenir. Ce mois de décembre marque également au point de vue financier la diminution des pouvoirs de la Junte. Au point de vue politique, c'est le moment où les forces d'opposition, profitant des circonstances et partiellement alliées, sont le plus près de la victoire. Ce fut donc pour l'assemblée une triste fin d'année que celle de 1810. A vrai dire, un avenir meilleur était tout proche : l'abdication devant les généraux détendit un peu les rapports ; les attributions financières reprirent bientôt une exten-

Junte Acevedo et Barrio, le 31 décembre ; de la lettre du même jour où la Junte demande à Losada d'intervenir, en lui contant en détail les incidents ; de celle par laquelle elle charge Acevedo d'une enquête, en lui résumant l'échauffourée : *Actas*, l. 106, f^{os} non numérotés et dits « *reservados* », à la suite de la séance du 30 décembre 1810.

(1) D'après une lettre de Pesci au comte de Peñalva, que celui-ci résuma à Santa Cruz, c'est Renovales que les opposants destinaient à remplacer Losada : Peñalva à Santa Cruz, 15 janvier 1811, *Archivo Santa Cruz*.

(2) D'après la lettre de Pesci citée ci-dessus, Jove Valdes père et fils furent arrêtés, ainsi que Cuervo Castrillón, et Pesci se montrait assez inquiet sur son propre sort. On a vu qu'il y eut une enquête, confiée d'abord à Francisco Acevedo et à Manuel María Acevedo, puis à Vejarano, mais nous ignorons quelles furent ses conclusions et en quoi consista au juste la répression. Nous savons seulement que Jove Valdes fut emmené prisonnier à La Corogne, qu'on lui fit son procès et qu'il fut acquitté (FERNANDEZ DE MIRANDA, *Grado*, 297). Dès août 1811, nous le retrouvons dans la commission chargée de réorganiser les alarmes. Ni Peñalva, ni Santa Cruz, d'après leur correspondance, n'eurent part à cette affaire.

(3) La Junte à Bermudez, 1^{er} janvier 1811 et à Losada, 2 mai : *Actas*, l. 108 f. 1 et 5. La Junte à Mahy, 6 janvier, et réponse du 12 : *ibid.*, l. 106, *reservado*, f. 4. Losada s'attarda à Castropol auprès de la Junte et les Français en profitèrent pour exécuter, le 7 février, une brusque attaque qui fut couronnée de succès. L'opposition ne manqua naturellement pas d'exploiter cette faute : représentation de Santa Cruz au Conseil de Régence, 20 mars 1811, *Archivo Santa Cruz*. Walker à Bunbury, 20 février 1811 : *Record Office*, W. O. I, 261, f. 199.

sion honorable ; l'opposition ne se releva pas de sa défaite et cessa d'être dangereuse. Mais l'incident montre combien la Junte était fragile : trop éloignée du gouvernement central pour être soutenue de lui et répugnant d'ailleurs, par esprit particulariste, à l'immiscer dans les affaires asturiennes ; peu appuyée par l'esprit public que gagnait une croissante apathie ; attaquée par une opposition d'autant plus passionnée qu'elle reposait sur des questions de personnes, la Junte Supérieure apparaît sur le terrain politique comme bien peu stable et mal assurée, et l'impression qu'elle donne est celle d'une assemblée incertaine, ballotée par les événements, et menée par eux plutôt que les menant elle-même. Ce même caractère d'incertitude se retrouvera dans l'histoire politique de l'Espagne à partir de 1814, et il proviendra en grande partie des mêmes causes : les oppositions entre le pouvoir central et les particularismes provinciaux, l'apathie de la masse à l'égard des affaires publiques, enfin la violence et souvent l'étroitesse des querelles de partis. Ainsi, la vie politique de la Junte asturienne annonçait par certains côtés ce qu'allait être au xix^e siècle celle de l'Espagne elle-même.

CONCLUSION

En ces années 1810 et 1811 où la puissance de Napoléon, parvenue à son apogée, semble vouloir dominer l'Europe, la lutte que soutient contre les troupes impériales une poignée de montagnards acculés dans un coin de la Péninsule peut paraître négligeable. Mais c'est la somme de ces résistances isolées et tenaces qui usa en Espagne les armées de l'Empereur, et celle des Asturies mérite d'autant plus de retenir l'attention qu'elle fut parmi les plus énergiques et les plus prolongées.

Sans doute, il faut bien dire que jamais Bonet n'eut à sa disposition les effectifs qui eussent été nécessaires pour en venir à bout. Mais aussi les conditions dans lesquelles se trouvait la principauté étaient vraiment lamentables : « Sans fusils et sans argent, écrivait Jovellanos, ... abandonnés par le ministère anglais, qui n'envoie pas de subsides et ne coopère pas avec nos troupes, notre ruine sera infaillible... Le pauvre pays d'Asturies est en agonie. Le voilà sans troupes, parce qu'on a fait partir avec Ballesteros 12.000 hommes, la fleur de son armée ; sans armes, parce qu'il a perdu son excellente fabrique de fusils ; sans argent pour la rétablir et s'approvisionner, parce que le gouvernement ne lui en donne pas, sans vivres enfin, parce qu'il n'en possède pas et ne peut en recevoir d'ailleurs... *La pobre Asturias está AUX ABOIS.* » (1) Et malgré tout, la province sut tenir, avec une ténacité que Bonet lui-même reconnut : « Les maudits Galiciens [de la division auxiliaire] et Asturiens sont toujours entêtés, dit-il un jour, *il faut les tuer pour en avoir raison.* » (2) — « Les autres armées, écrivait Bárcena, avec beaucoup plus de res-

(1) Jovellanos à Lord Holland, 1^{er} mai, 13 juin et 10 juillet 1810 : *Cartas de Jovellanos y lord Holland*, éd. J. Somoza García-Sala, II, 480, 488, 495.

(2) Bonet au général Avril, 3 octobre 1810 : *A. hist. Guerre, Corr. Bonet*.

sources que nous, ont éprouvé des dispersions plus complètes et plus fréquentes, et ensuite elles ont tardé des mois et des mois à se rallier, tandis qu'ici trois semaines après un désastre nous sommes déjà à peu près sur le même pied qu'avant. Pourtant, le diable sait à cause de quelles jalousies et de quelles intrigues, tout ce que nous faisons semble avoir peu de mérite, alors qu'à n'en pas douter il n'y a pas dans le royaume d'armée qui travaille autant que la nôtre, toujours face à l'ennemi et toujours combattant, malgré son état misérable et son manque de ressources. Je voudrais que les Galiciens le sussent, ainsi que les autres qui prétendent se moquer de nous, bien qu'eux-mêmes ne soient pas si brillants. Enfin, notre constance et nos travaux ne seront pas toujours cachés aux yeux de tous, et j'espère qu'il nous feront parvenir à des jours plus glorieux. » (1)

Dans cette résistance, quelle fut la part de la Junte Supérieure ? Il ne faut pas faire d'elle le centre et l'âme de la lutte. La lutte n'eut point de centre. Elle se soutint par l'action disséminée des chefs militaires, du clergé, des nobles et grands propriétaires, par la ténacité de tous. Le rôle de la Junte fut autre. Il consista à assurer le minimum d'organisation que nécessite la guerre. Grâce à la Supérieure, les problèmes d'effectifs, de matériel, de ravitaillement ; de finances, de gouvernement reçurent des solutions au moins partielles et provisoires qui permirent de continuer la lutte. La Junte, suivant sa propre expression, « a maintenu à tout prix dans la principauté une autorité sans laquelle les populations se seraient laissé aller. » Sans doute, tout ne fut pas parfait dans son œuvre ; souvent elle se montra timide, hésitante, effrayée par l'idée de l'impopularité ; elle ne prit pas toujours les mesures énergiques qui étaient nécessaires, et plus d'une fois quand elle les eut prises elle ne les appliqua pas ; elle ne se préoccupa que du moment présent, suivit rarement un système d'ensemble et sa politique fut à courte vue. Mais enfin, sans elle, sans son travail d'organisation, les Asturies n'auraient pu tenir. Bonet le sentait bien, lui qui motivait ses demandes de renforts par la nécessité de chasser la « Junte insurrectionnelle » des Asturies : « Sa présence, disait-il, est très nuisible au rétablissement de l'ordre. » Ces paroles d'un chef ennemi eussent suffi à justifier la fierté avec laquelle les *vocales*, à la veille de se séparer, exposèrent leur œuvre au Conseil de Régence, et ils avaient en conscience

(1) Bárcena à Jove Valdes, sans date (printemps de 1811 ou peut-être de 1810) : *Archivo Jove*.

le droit de se rendre à eux-mêmes le témoignage par lequel se terminait leur ultime compte-rendu : « En revenant à nos occupations respectives, nous emportons la profonde satisfaction d'avoir fait tout notre possible pour remplir les devoirs de notre charge et pour servir V. M. et la Patrie, en un temps où celle-ci eut plus que jamais besoin de ses enfants. » (1)

(1) Bonet à Junot, 23 avril 1810 : *A. hist. Guerre, Corr. Bonet*. La Junte au Conseil de Régence, 20 août 1811 : *Actas*, l. 108, f. 31.

APPENDICES

ORDRES POUR L'ÉLECTION DE LA JUNTE SUPÉRIEURE

« El Exmo S^r D. Antonio de Arce, teniente general de los Reales Ejercitos y Comandante General de este Principado, y su Conjuetz el S^r D. Francisco de Leiva, Comisario Honorario y Regente de la Real Audiencia de Estremadura, han acordado lo siguiente :

Ocupando el enemigo gran parte de este Principado, y hallandose además dueño de otras provincias del Reino, es indispensable en tan crítica situación no perdonar medio de cuantos puedan influir en la defensa y armamento de los Pueblos ; maiormente si son ciertas las noticias tristes esparcidas sobre la suerte de Sevilla amenazada tan de cerca y acaso ya invadida. En ocasión pues tan amarga, no es bastante la autoridad establecida en este Principado para atender á todo y á la Defensa en general, previsto ya de cierto modo en el Real Decreto del 13 de Enero último en cuanto vuelve á las Juntas Provinciales las facultades que por particulares Reales Ordenes han sido entorpecidas. En consecuencia pues de esta Superior Resolución y del Estado de este Principado, en el que por occurrencias bien notorias falta una Corporación provincial que atienda con toda preferencia á la defensa de sus pueblos, parece pues conveniente en estos dias crear une Junta de Provincia compuesta de Diputados que habrán de nombrar los Concejos que esten libres de enemigos en el termino de segundo dia, conforme á su constitución, en la forma que las circunstancias le permitan, hasta que el Principado arrojando de su territorio al Enemigo puedan todos sus Concejos hacer elección de Diputados que ejercen este encargo, siendo une Proviencia interima y sin perjuicio del derecho y fuero de los Pueblos que habrán de ejecutar tan como se hallen en libertad, y por ahora

se concurrirá donde se halla el Cuartel General. Lo que comunico á Vm para su inteligencia y puntual cumplimiento. Bien entendido el Diputado que eliga su Concejo debira hallarse precisamente en esta Villa ó donde se hallase el Cuartel General el último día del presente mes, dandome Vm aviso del recibo de esta orden.

Cuartel General de Luarca, 21 de febrero de 1810

PEDRO SAYAGO, Secretario. »

(*Archivo Santa Cruz.*)

PROJET DE PROCLAMATION AUX ASTURIES

rédigé par la Junta dans sa séance inaugurale (4 mars 1810)

« On résolut de déclarer et de bien établir que cette Junta se créait et se formait sous l'empire de la nécessité dans laquelle la Principauté se trouvait du fait de son invasion par l'ennemi, qui en occupait la plus grande partie, battant et dispersant les troupes disposées pour sa défense ; que dans la situation critique où l'on se trouvait, sans armées, sans armes, et presque sans moyens de défense, dans un malheur si grand et dans une situation si pitoyable, la première pensée de la Junta était de s'occuper de chasser l'ennemi, de refaire l'armée, de veiller à ce que des généraux aux soldats elle gardât la plus stricte discipline, de prendre soin de l'habillement et de la nourriture des hommes, d'alléger dans la mesure du possible la charge exorbitante que supportaient certains villages du fait de l'entretien des troupes et de leur logement ; que le jour où la Junta aurait mené à bout, comme elle s'y emploierait de toutes ses forces, une si grande entreprise, et où, conformément à ses désirs, elle verrait toute la Principauté délivrée, elle s'occuperait sérieusement d'obtenir une représentation plus complète des districts, ceux qu'occupe l'ennemi à l'heure actuelle ne pouvant être représentés ; qu'elle leur ordonnerait à tous, si possible, de former et constituer leur représentation dans cette Junta, proportionnellement à leur population, ou suivant leurs anciennes constitutions, ou de la façon qu'ils estimeraient la plus juste et la plus légale ; que les membres actuels de la Junta étaient prêts à céder alors la place à ceux que le peuple élirait léga-

lement pour siéger dans cette assemblée. La Junta décide de faire connaître au public cet esprit patriotique et désintéressé qui l'anime, afin que toute la Principauté en soit informée. »

(Séance du 4 mars 1810, *Actas de la Junta Superior*, livre 105, f. 3.)

RÈGLEMENT INTÉRIEUR DE LA JUNTE

(L'auteur de ce règlement est le *Consultor* de la Junta, Manuel María Acevedo ; il le présenta au Président le 16 avril 1810, sous le titre de : « *Reglas que puede observar el Exmo Sr Presidente de la Junta Superior, para el mayor decoro de la misma y más pronto despacho de los negocios.* » La Junta approuva le projet, à l'exception de l'article XVIII.)

- I. — « Aucune personne et aucun député ne pourra présenter de motion émanant de lui ou émanant d'un autre, si ce n'est par l'intermédiaire du Secrétaire. »
- II. — « On fixera un jour de la semaine où le Secrétaire rendra compte des motions déposées, par rang d'ancienneté et sans aucune préférence, afin de supprimer tout motif de rivalité ou de jalousie. »
- III. — « En dehors de ce jour, on ne rendra compte d'aucune motion, sous quelque prétexte que ce soit. »
- IV. — « Dans le cas (auquel on ne doit pas s'attendre vu le zèle bien connu des membres de cette Junta Supérieure) où le Secrétaire voudrait altérer cet ordre, en se favorisant lui-même ou en favorisant l'un des intéressés, le Président lui fera des observations en particulier. En cas de récidive, il lui en fera en public, et si cela ne suffit pas à le corriger il lui retirera son droit de vote pour huit jours. »
- V. — « S'il survient un événement extraordinaire le jour où l'on doit examiner les motions, cet examen sera différé. »
- VI. — « Le Secrétaire veillera très exactement à la discrétion et au désintéressement des employés du Secrétariat. »
- VII. — « Il pourra les réprimander, les punir et même les priver de leur emploi s'ils ne méritent pas sa confiance. »

- VIII. — Personne, pas même les députés, « ne pourra prendre un papier sur la table du secrétariat, ni le lire. S'il en a besoin pour éclairer son vote, il demandera que lecture en soit faite par le Secrétaire ou l'un des employés. »
- IX. — « Après la lecture des communications, le Président mettra aux voix la décision qu'elles peuvent comporter. »
- X. — « Le vote aura lieu en commençant par le plus ancien, puis suivant l'ordre d'ancienneté. »
- XI. — « Pendant sa durée, le Président ne permettra sous aucun prétexte qu'on y mêle des affaires étrangères au sujet. »
- XII. — « Pendant qu'un membre vote, aucun autre ne devra l'interrompre sous aucun prétexte, ni pour l'appuyer, ni pour l'attaquer. Sur ce point, le Président fera observer la plus stricte discipline, car c'est de là que peuvent dépendre la clarté des affaires, la justice des délibérations et le bon emploi du temps. »
- XIII. — « Si les raisons qu'allègue un membre viennent à en convaincre un autre qui auparavant a voté de façon différente, il attendra la fin du vote pour le dire, car tel est le moyen d'éviter la confusion. »
- XIV. — Le vote pourra être interrompu « pour une affaire d'urgence nécessité », mais il devra être repris le plus tôt possible.
- XV. — « Si un membre, devant la gravité de l'affaire, demande une discussion avant le vote, le Président pourra ne pas accéder à sa demande. Mais s'il y accède, la discussion sera brève, pour qu'elle ne dégénère pas en dispute. »
- XVI. — « Étant donné qu'on perd beaucoup de temps à réunir les membres quand il n'y a pas d'heure fixée pour le commencement des séances, cette heure sera fixée de façon irrévocable. Comme il est juste de donner aux membres le temps voulu pour le repos nécessaire, mais comme les circonstances exigent un travail assidu, on pourra fixer : pour le matin de 10 heures très précises à 1 heure, et pour le soir de 6 heures à 10 heures. »
- XVII. — « Le Président ne pourra modifier ces heures, mais il pourra prolonger les séances et ordonner des séances supplémentaires. »
- XVIII. — « Contre les membres qui par oubli, par négligence ou par tout autre motif ne seront pas présents aux heures dites, on édictera une peine, qui en même temps qu'elle ne sera pas dégradante, les poussera à plus d'exactitude. On pourra les condamner à une amende de deux bouteilles de bon vin, ou à une autre équi-

valente, qui sera irrémissiblement exigée. » (*Article repoussé par la Junte.*)

XIX. — « Moyennant l'observation de ces règles, on obtiendra un ordre et des avantages que seule la pratique pourra montrer. »

XX. — (*Article ajouté par la Junte*) : « Autant que possible et à moins que l'urgence du cas ne l'empêche, les affaires graves seront annoncées la veille, pour qu'on puisse mieux y réfléchir et prendre une décision plus convenable. »

(*Séance du 16 avril 1810 : Actas de la Junta Superior, livre 105, f. 55 et suiv.*)

RÈGLEMENT DES CORPS FRANCS

ÉDICTÉ PAR LA JUNTE LE 29 MAI 1810

« Ordonnance à observer dans les Asturies par tous les commandants de partis détachés autorisés à agir offensivement contre l'ennemi. »

- I. — « Nul ne pourra commander de parti léger sans obtenir d'abord l'autorisation de la Junte Supérieure, et sans en informer le capitaine-général de la province. »
- II. — « Pour que ces partis légers, formés de valeureux patriotes décidés à agir offensivement contre l'ennemi, puissent se concilier l'estime du gouvernement et des populations, les commandants de partis ne pourront s'arrêter dans aucune paroisse sans se présenter au curé, au juge et au *regidor* pour leur montrer leur autorisation, leur faire connaître l'état de leur troupe et recevoir les rations et les secours que les règlements allouent aux troupes de ligne. »
- III. — « Tout commandant devra demander un certificat du curé, du juge ou du *regidor* des lieux où il a passé, ... attestant qu'il n'a commis ni vexation ni vol. Faute de ce document, il sera privé du commandement de son corps franc, et durement châtié pour les délits commis par tout homme de sa troupe. »
- IV. — « Aucun commandant ne pourra commander actuellement plus de 100 hommes, ni moins de 30. » Seuls sont autorisés à dépasser ce maximum ceux qui se sont distingués antérieurement.
- V. — « Tout commandant est tenu d'attaquer ou de surprendre l'ennemi au moins tous les 4 jours ; sont compris dans ce service

l'interception des correspondances, l'enlèvement des vivres, et tout ce qui peut affaiblir l'ennemi et gêner ses combinaisons. »

VI. — Les hommes et gradés pourront obtenir des grades de l'armée régulière, sur le témoignage de leur commandant de parti ou des autorités des districts.

VII. — Les commandants ont le droit de punir les hommes. Ils doivent faire l'appel tous les jours et envoyer toutes les semaines au capitaine-général et à la Junta l'état de leur effectif.

VIII. — Lorsqu'une opération nécessite le concours de plusieurs corps francs, ceux-ci « accourront rapidement au point indiqué, sans s'arrêter à des rivalités qui peuvent nuire à la surprise. »

IX. — Le butin est la propriété des partis, sauf les vivres. On leur donnera 60 réaux par fusil qu'ils prendront.

X. — « Afin que les corps francs n'affaiblissent pas les régiments, les commandants devront les former de civils de toute classe, même inscrits sur les listes de conscription, pourvu qu'ils ne soient pas encore enrôlés. Sur le seul témoignage de leurs commandants, les volontaires recevront le privilège militaire, et la noblesse s'ils ne la possèdent pas ; la noblesse sera étendue à leurs descendants s'ils le méritent. Quant à ceux qui sont déjà nobles ou déclarent l'être, on récompensera leurs services par une distinction, un blason ou un symbole faisant allusion à l'action où ils l'ont gagné, par l'exemption à perpétuité de charges personnelles, et par celle de toute charge pendant la présente guerre. »

XI. — Défense aux commandants de corps francs d'incorporer des soldats réguliers, sauf en cas de dispersion.

XII. — Les commandants pourront former au maximum le tiers de leurs corps francs avec des dispersés ou des déserteurs ; le surplus sera rendu aux corps d'origine.

XIII. — Les soldats incorporés dans les partis doivent rejoindre leur corps en cas de dissolution du parti.

XIV. — Les soldats et officiers servant dans les partis conservent leurs droits à l'avancement.

XV. — Le nom des patriotes servant dans les corps francs sera publié dans la presse sitôt la province libérée.

XVI. — Toute nomination d'un commandant de corps franc devra être signée du Président de la Junta, d'un député et du secrétaire.

(Séance du 29 mai 1810 : *Actas de la Junta Superior*, livre 105, f. 40-43.)

INSTRUCTIONS POUR LA MOBILISATION DES ALARMAS

éditées par la Junte le 1^{er} juillet 1810

(Il s'agit des alarmes des districts de Castropol, Navia, Lluarca, Ibias, Allande, Tineo et Cangas, que la Junte désirait faire participer à une attaque générale.)

- I. — Tous les fusiliers devront marcher. Si l'un d'eux s'y refuse, « il sera privé du titre de citoyen » et puni d'une amende fixée par le commandant de la division.
- II. — Même peine contre celui qui prétextera ne plus posséder son fusil.
- III. — Les commandants d'alarme qui au jour fixé ne se présenteront pas au point de concentration avec leurs hommes seront punis de 500 ducats d'amende (1377 francs) et seront chassés de la province « comme ne méritant pas d'occuper le sol que leur accorde la Patrie. »
- IV. — « Que tous les particuliers, rentiers, commerçants et capitalistes qui par faiblesse ou lâcheté veulent se racheter de ce service et des efforts desquels la province ne pourrait tirer aucun profit payent au profit et pour le secours de ceux qui vont la défendre 1.000 réaux pour ceux de la 1^{re} classe, 600 pour ceux de la 2^e, 300 pour ceux de la 3^e. »
- V. — Cette classification sera faite dans chaque district par le juge, le procureur général, l'archiprêtre ou un curé.
- VI. — « Dans les districts proches du front, les piquiers ne sont pas dispensés de marcher avec l'alarme, car leurs services sont nécessaires et eux ne supportent pas le préjudice d'une longue séparation de leurs foyers. »
- VII. — « Tout curé de paroisse, clerc et religieux âgé de moins de 60 ans est compris sous le titre de citoyen et appelé par conséquent à défendre les droits et la liberté de la Patrie. »
- VIII. — Afin d'aider ceux qui partent, les piquiers non convoqués payeront par jour 4, 8 ou 12 réaux selon leur fortune, que déterminera la commission créée par l'article V.
- IX. — Les fusiliers qui marcheront recevront 8 réaux par jour, et les piquiers 4.

- X. — Les commandants feront emporter le plus de provisions possible.
- XI. — Les soldes seront versées par des payeurs désignés par les commandants de division.
- XII. — 5 curés seront désignés pour percevoir les amendes et versements ci-dessus.
- XIII. — Désignation des commandants de divisions (José Saavedra et le curé de Vegalagar).
- XIV. — Ces instructions seront communiquées aux régions de Ventana et de l'Orient.
- XV. — Si les ressources prévues ci-dessus sont insuffisantes, on aura recours à l'emprunt forcé.

(Séance du 1^{er} juillet 1810 : *Actas de la Junta Superior*, livre 105, f. 1-3.)

INDEX ⁽¹⁾

- ABADIA, général : 73.
 ACEVEDO, Francisco Antonio, député :
 25, 42, 43, 54, 55, 58, 59, 60, 116, 150,
 156, 176, 177, 181, 182, 183, 184, 185.
 ACEVEDO, Manuel María : 47, 54, 71,
 150, 164, 173, 185.
 ACEVEDO, Ramón María : 156
 ACEVEDO, Vicente María : 14.
 AGÜERA, Nicolas de Cañedo, comte de
 — : 140.
 ALBERGOTI, Ulises, général : 76.
 ALBUQUERQUE, duc d' — : 73.
 Alençon : 20.
 Allande : 102, 112, 117, 196.
 Aller : 41.
 ALPHONSE LE CHASTE : 9.
 ALVAREZ, Rodrigo : 99.
 ALVAREZ CABALLERO, Pedro, député :
 41, 42, 43, 50, 59, 89, 150, 178.
 ALVAREZ DEL MANZANO, Fernando, dé-
 puté : 23, 41-43, 46, 49-53, 59, 60,
 118, 121, 130, 148, 150, 178.
 ALVAREZ MIRANDA, Fernando : 46, 47,
 118, 151.
 ALVAREZ PATO Y CASTRILLÓN, Agustín,
 député : 25, 53.
 AMEZAGA Y CANCIO, José Benito, dé-
 puté : 25, 53.
 Andalousie : 164.
 Angleterre : 7, 13, 65, 83, 99, 104, 109,
 121, 128, 134, 150, 153.
 ANGULO, Juan Fermín : 131.
 ANTAYO, Vicente : voir VISTALEGRE.
 ARANGO, Luis : 63, 157.
 ARCE, Antonio de — : 17, 23, 24, 25, 26,
 27, 42, 44, 65, 89, 138, 154, 170, 190.
 ARGÜELLES, Agustín : 150, 151.
 ARGÜELLES TORAL, Juan : 158.
 ARIAS DE VELASCO, Francisco : XIII, 92,
 96, 150.
 ARMINAN, Alvaro : 169, 170.
 ARRIVAS, Juan José : 74.
 Artedo : 4.
 Astorga : 19, 20, 38, 39.
 Atlantique, océan — : 2.
 AVELLO Y VALDES, Manuel José, dépu-
 té : 41, 42, 43, 45, 48, 59, 60, 72, 73,
 116, 138, 151, 152, 160, 163, 166, 178,
 183.
 Avilés : 4, 6, 8, 29, 63, 111, 123, 133, 166.
 AYUSO Y MENA, Francisco : 75, 161, 173.
 Badajoz : 39.
 BALLESTEROS, général : 14, 15, 16, 21,
 34, 86, 87, 95, 129, 155, 164, 187.
 Baneza : 39.
 BARCENA, Pedro de la —, général : XIII,
 22, 27, 29, 30, 31, 34, 35, 37, 50, 67,
 68, 75, 76, 79, 80, 100, 106, 118, 129,
 155, 157, 160, 165, 169, 170, 187.
 Barco de Soto : 96.
 BARRIO, José Fernandez del —, député :
 30, 41, 42, 46, 49, 52, 59, 60, 115, 150,
 181, 182, 183, 184, 185.
 BARTHÉLEMY, général : 82.
 Bayonne : 19, 101, 123.
 Belmonte : 163, 165.
 Benavente : 19, 20, 38.
 Benavides : 39.
 Berbes : 35.
 BERMUDEZ, Antonio : 180, 185.
 BERTHIER : 18-22, 38.
 BESSIÈRES : 37, 38.
 Bilbao : 13.
 Biscaye : 19, 37, 102, 107.
 BLAKE : 14.
 Boal : 11, 25, 102.
 Bobia, sierra de — : 2.
 BONAPARTE : 12.
 BONET, Jean, général : XIII, 15, 17, 18,
 20-22, 24, 27-30, 32-38, 43, 49, 64, 79,
 81-84, 91, 93, 95, 97, 101, 106, 109,
 111, 112, 117, 123, 131-133, 145, 155,
 157, 158, 167, 168, 187, 188.

(1) Ne figurent pas à cet index : 1° Les mots *Asturies, Espagne, France* ; 2° Les noms cités à titre de référence. — Les noms de personnes sont en petites capitales, ceux de lieux, etc., en italique.

- BOURBON : 12.
Bourbonnais : 20.
 BOUTHMY : 31.
Burgos : 19, 20, 21, 37, 124.
Bustelo : 33.
 BUSTO, Francisco Garcia Sala del — :
 voir à GARCIA SALA.
- Cabrales* : 41.
Cadix : 18, 51, 55, 57, 60, 72, 102, 121,
 139, 145, 148, 149, 150, 151, 152, 153,
 161, 173.
 CAFFARELLI, général : 37.
 CALELLO, Francisco Rodriguez del — :
 99, 151, 175.
 CAMARINO, José : 47.
 CAMPA, José Fernandez de — : 139.
 CAMPILLO, Patricio del — : 122.
 CAMPO GRANDE, vicomte de — : 148.
 CAMPO SAGRADO, Francisco Bernaldo de
 Quirós, marquis de — : XIII, 23, 148.
 CAMPOMANES VALDES, Manuel, député :
 41, 58, 59, 60, 177, 178.
 CANCIO DONLEBUM, José de — : 139,
 177.
 CANCIO Y GUTIERREZ, Benito María,
 député : 25, 42, 53.
 CANEDO VIGIL, Alonso : 147, 150, 151.
 CANEL ACEVEDO, Pedro : 156, 182.
 CANELLA Y GUTIERREZ, Alonso : 41, 157,
 179.
Cangas de Onts : XIII, 28, 89, 91, 93, 102,
 114.
Cangas de Salime : 25.
Cangas de Tineo : 8, 25, 30, 31, 33, 37,
 58, 59, 68, 69, 81, 97, 112, 118, 122,
 140, 176, 177, 196.
Caravia : 123.
 CARBAJAL, Jaime María : 34, 81.
Carthagène : 102.
 CASCOS, Geronimo : 90.
Caso : 41.
 CASO PARTE, Manuel : 157.
Castañedo : 102.
 CASTANÓN, Federico, général : 31, 35,
 39, 51, 66, 67, 77, 79, 166.
 CASTANOS : 73.
 CASTELLAR, José : 74.
Castille : 3, 7, 9, 14, 19, 82, 84, 87, 111,
 120, 122, 146, 170.
Catstropol : XII, 4, 8, 11, 17, 25, 32, 34, 36,
 40, 50, 55, 58-60, 67, 71, 72, 81, 94,
 100-102, 105, 118, 130, 140, 145, 147,
 149, 156, 161, 174-185, 196.
Catalogne : 77, 98, 105, 124, 143, 169.
 CAUNEDO, Pedro : 137.
Caunedo de Somiedo : 30, 31, 77, 177.
Cecos : 30, 33.
 CENTI-ARGÜELLES, José : 74.
Cerezal : 150.
- Cerrodo* : 30.
 CESTI : 67.
 CHARLES IV : 137.
Cienfuegos, puerto de — : 5.
 CIENFUEGOS, José María Ignacio Gon-
 zalez de —, général : 27, 32, 35, 63,
 64, 66, 68, 69, 74, 75, 76, 87, 93, 97,
 102, 148.
 CIFUENTES, suán Francisco : 99.
Ciudad Rodrigo : 19, 65, 146.
Coaña : 25.
Collanzo : 100.
 COLLAR, Francisco : 90.
Colloto : 22.
Colombres : 14, 15, 21.
Cordillère cantabrique : 1, 2, 4, 5.
Cornelia : 135.
Cornellana : 67.
Covadonga : 4, 9, 14.
 CRETIN, colonel : 35, 96.
Cuba : 65, 66.
Cudillero : 8.
 CUERVO, Francisco : 47, 118.
 CUERVO ARANGO, Domingo : 89, 91.
 CUERVO ARANGO, Manuel, député : 25,
 30, 43, 45, 59, 150.
 CUERVO CASTRILLÓN, José, député : 25,
 46, 51, 52, 58, 59, 147, 149, 150, 176,
 177, 178, 179, 180, 182, 183, 184, 185.
 CUESTA : 14.
- Daphné* : 128, 143, 171.
Deba : 22, 28, 91.
Degaña : 33.
 DIAZ PEDREGAL, José : voir à PEDREGAL.
 DIAZ PORLIER, Juan : voir à PORLIER.
 DORIGA Antonio : 99.
 DROUET, général : 34.
 DUMOUSTIER : 37.
Dunkerque : 20.
- Ebre* : 170.
El Franco : 25, 117, 181.
El Fresno : 35.
 ELBÉ : 109.
 ELCHINGEN, duc d' — : voir à NEY.
Eo : 36.
Ermo : 33.
 ESCANDÓN, Rafael Salvador, général :
 31, 35, 51, 79, 91.
 ESCUDERO, Sebastián : 101.
Espinosa de los Monteros : 14, 47.
Estrémadoure : 69, 164, 190.
Europa, picos de — : 2, 4.
- FAGLE, Lorenzo : 66.
 FERDINAND VII : 32, 38.
 FERNANDEZ, José : 158.
 FERNANDEZ DEL BARRIO : voir à BARRIO.
 FERNANDEZ DE CAMPA : voir à CAMPA.

FERNANDEZ REGUERA : voir à REGUERA.
Ferrol, le — : 102.

Figueras : 25, 37, 40, 128, 173.

FLÓREZ ARANGO Y VALDES, Ignacio : 92,
93, 176.

Fonsagrada : 32.

Galice : XIV, 2-5, 14, 15, 18, 19, 21, 27,
32, 33, 37, 50, 65, 66, 69, 76, 79, 95,
100, 104, 107, 110, 112, 121, 122, 128,
129, 134-139, 146, 148, 152, 156, 169,
170, 174.

GARCIA SALA DEL BUSTO, Victoriano :
158, 169.

GARDOQUI, Cesareo : 118.

Gascogne : 3.

GAUTHIER, Rodolphe, colonel : 32, 33,
84, 157.

Gibraltar : 66.

Gijón : XII, XVI, 4, 5, 6, 8, 12, 15, 29, 35,
38, 68, 84, 96, 99, 103, 104, 106, 107,
109, 111, 112, 120, 123, 125, 127, 130,
131, 133, 152, 162, 166, 171, 181.

GODOY : 150.

GOLPELLO, Francisco Pérez —, député :
voir à PÉREZ.

GÓMEZ DE LA TORRE, Antonio : 158.

GONZALEZ DE CIENFUEGOS : voir à
CIENFUEGOS.

GONZALEZ SUAREZ, Juan de la Cruz,
député : 41, 51, 52, 53, 149, 179.

Grado : XIII, 22, 34, 35, 37, 38, 41, 59,
63, 70, 93, 102, 111, 123, 179.

Grandas de Salime : 30, 32, 149.

GRATIEN : 20.

Gulf Stream : 3.

HAZA : 155.

HERMIDA Y CAMBA, Gregorio, évêque :
82, 158.

HERMOSILLA, Juan Benito, régent : 41,
173, 174, 175.

Hibernia : 13.

HOLLAND, Henry Richard Vassall Fox,
lord — : 74.

Hondschoote : 20.

Ibias : 33, 196.

Illano : 25.

Infesto : 22, 81.

INGUANZO Y RIVERO, Pedro : 139, 140,
150, 151, 183.

Iris : 135.

ISTRIE, duc d'— : voir à BESSIÈRES.

JOSEPH : 81, 93, 111, 157, 158, 159, 181.

JOVE VALDES, Gregorio, député : XIII,
41, 42, 50, 59, 96, 145, 149, 179, 180,
183, 184, 185.

JOVELLANOS, Gaspar Melchor de — : XIII,
23, 66, 74, 102, 113, 127, 134, 135,
136, 142, 148, 152, 166, 183, 187.

JUNOT : 19, 20.

Juvia : 107.

KELLERMANN, général : 15, 19, 20, 97,
103, 131, 158.

La Corogne : XIV, 35, 50, 51, 52, 79, 83,
99, 104, 107, 121, 128, 130, 135, 136,
137, 146, 149, 185.

LAGONIER, Michel : 12.

LAGUNA, Manuel Estebán González de
la —, député : 41, 42, 43, 50, 53, 59,
60.

LANDETA, Francisco : 99

Langreo : 35, 41

LAPPARENT : 2

Laredo : 172.

LARRETA, Aniceto de — : 76, 138, 174.

Lastres : 4, 8, 29, 133.

Laviana : 41, 53, 179.

Leitariegos : 5, 97, 122.

LEIVA, Francisco Yañez de — : 17, 23,
24, 25, 26, 27, 42, 62, 154, 190.

Lena : 81, 129.

Léon : 3, 5, 7, 15, 18, 19, 29, 30, 34, 38,
84, 97, 109, 111, 122, 135, 172, 181.

LEPIC : 37.

Lievana : 101.

LINERA Y CASTRILLÓN : 41.

Lisbonne : 34, 124

Llanas de Moreira : 30.

Llanes : XV, 22, 35, 91.

LLANO PONTE, Nicolás de —, général :
21, 22, 74, 75, 76, 169.

LLANO PONTE, Ramón de — : 63, 169.

LLANOS, Francisco de — : 140.

LOISON, général : 20, 21.

LOMBARDERO : 41.

Londres : 13, 46, 104, 128, 143, 150.

LONGA, général : 35.

LÓPEZ, Pedro : 88

LÓPEZ LINERA, Joaquín : 177.

LÓPEZ DEL PAN, José Salvador : 173.

LOSADA, Francisco Xavier, général : 35,
36, 38, 41, 45, 50, 61, 64, 69, 70, 71,
72, 73, 77, 88, 114, 119, 133, 143, 145,
154, 156, 161, 163, 169, 170, 183, 184,
185.

Luarca : 4, 5, 8, 24, 25, 27, 29, 30, 31, 36,
40, 41, 42, 45, 66, 67, 76, 77, 79, 86,
96, 102, 105, 112, 117, 168, 173, 174,
191, 196.

LUEGE Y VILLAR, Bernardo : 100, 165.

LUGIGO Y PEDROSA, Vicente : 118.

Lugo : 82.

Madrid : 8, 13, 19, 22, 132, 148, 168.

- MAGADAN Y VALLEDOR, Alonso Inocencio, député : 25, 42, 53.
Mahon : 66.
 MAHY, Nicolas, général : 27, 33, 50, 64, 65, 69, 70, 71, 72, 73, 76, 104, 105, 138, 142, 163, 165, 170, 180, 183.
Majorque : 107.
Marentes : 33.
 MARMONT : 19, 39.
 MARTINEZ, Antonio : 96.
 MARTINEZ NORIEGA : voir à NORIEGA.
 MARCÉL DE PENALVA : voir à PENALVA.
 MASSÉNA : 19, 34.
 MATARROZA : voir à TORENO.
 MAYMO, José Benito : 139.
Medina del Rio Seco : 14.
 MEMEL : 143.
 MÉNDEZ : 106, 139.
 MÉNDEZ FLÓREZ, Manuel : 104, 128.
 MÉNDEZ DE VIGO, José : 99, 104, 135, 137.
 MENDIZABAL : 69.
 MENDS, Robert : 35, 123, 130.
 MENÉNDEZ, Benito, député : 41, 42, 51, 52, 55, 59, 149, 179.
 MENÉNDEZ FLÓREZ, Antonio Miguel, député : 25, 30, 42, 50, 59, 117, 118, 150.
 MENÉNDEZ DE LUARCA Y TINEO, Matías, député : 25, 41, 42, 43, 44, 45, 49, 52, 56, 135, 175.
 MENÉNDEZ DE LUARCA, Rafael, évêque : 44, 150.
 MENGLANO, Francisco : 66, 74, 75, 85, 93.
 MERA, Angel de —, député : 25, 53.
 MERCK, général : 83.
Mexique : 143.
 MICHILENA : 130.
 MIER, Pablo : 31.
 MIER CASTANÓN, Juan : 100.
 MIER Y MESTAS, Juan María, député : 39, 41, 42, 46, 49, 50, 59, 60, 62, 118.
Mieres : 102, 111.
Mindeira : 37.
Miranda : 41, 102.
 MIRANDA, Pedro : 32, 35.
 MIRANDA ARANGO, José, député : 25, 39, 49, 50, 56, 59, 60, 142, 150.
 MIRANDA FLÓREZ, Pedro, député : 32, 41, 42, 46, 49, 50, 52, 56, 59, 60, 62, 69, 96, 114, 115, 118, 130, 138, 142, 150, 152, 174, 180.
 MIRANDA SOLIS, Ramón : 118.
Mohias : 36, 37, 54.
 MOLDES Y BERMUDEZ, Felipe, député : 24, 25, 34, 44, 52, 58, 59, 131, 150, 176-179.
Mondaca : 104.
Monteras, Las — : 31.
Monts cantabriques : 40.
 MOSCOSO, Juan, général : 31, 65, 68, 74-77, 87, 157, 165.
 MURAT : 12.
Murcie : 73.
Muros de Noya : 152.
Nalón : 3, 22, 27, 28, 30, 35, 67, 102, 113.
 NAPOLEÓN : 17-20, 22, 34, 37, 38, 131.
Narcea : 5, 22, 28, 30, 34-36, 67, 113, 164.
Navarre : 37.
 NAVARRETE, Francisco : 68.
Navia : XV, 3, 4, 5, 8, 14, 25, 27, 28, 30, 31, 32, 34, 36, 41, 67, 68, 70, 102, 112, 149, 164, 196.
 NEY : 15, 19, 65, 97, 103, 131.
Niembro 8.
Nord, armée du — : 20.
 NORIEGA, José Martinez — : 158.
 OAXA : 68.
Obiano : 33.
 OLARRIA, Francisco Xavier de — : 143.
 OMAN : 27.
Oviedo : XI, XIII, XIV, 2-4, 6-18, 21, 22, 24, 27, 28, 31, 33-35, 38-42, 44, 46, 49, 50, 62, 63, 66, 68, 79, 81, 82, 85, 88, 89, 99-103, 107-109, 111, 112, 115-118, 122, 125, 129, 131, 136, 141, 150, 156, 158, 160, 161, 165, 173, 175.
Pajares : 3, 4, 5, 15, 29, 33-35, 38.
Palencia : 21.
 PARDO, Antonio : 108.
 PARIS, Juan : 155.
 PARKER : 130.
 PARQUE, del —, général : 21.
 PEDREGAL, José : 155.
 PÉLAGE : 4.
*Peñaflo*r : 22, 41.
 PENALVA, Rodrigo González de Cienfuegos y Velarde, comte de Marcél de — : XIII, 29, 163, 170, 183, 185.
Peñas, cap de — : 4.
 PEÓN Y HEREDIA, Antonio María, général : 23, 75, 93, 94, 152, 169.
 PEÓN HEREDIA, Pedro — Velarde Carrio Miranda Queipo de Llano, député : 25, 42, 43, 46, 48, 49, 51, 53, 54, 55, 59, 60, 61, 65, 71, 87, 92, 96, 147, 149, 184.
 PÉREZ GOLPELLO, Francisco, député : 25, 53.
 PÉREZ PATO, Luis : 177.
 PÉREZ PRIETO, Francisco Candido : 156.
Pérrou : 143.
 PESCI, José : 75, 87, 107, 130, 145, 181, 183, 185.
Pesoz : 25.
 PHILIPPE V : 172.

- Piedrafita* : 122.
Plaza de Teverga : 31, 122.
Pola de Allande : 25.
Pola de Lena : 30, 33.
Pola de Siero : 22, 88, 93, 111.
Pola de Somiedo : 31-33, 68, 122, 149.
Pontevedra : 107.
 PORLIER, Estebán, général : 33.
 PORLIER, Juan Diaz —, général : XIII,
 16, 21, 22, 27, 35, 39, 67, 68, 74, 75,
 76, 79, 91, 96, 101, 103, 105, 119,
 133, 161, 166, 180.
Portugal : 12, 14, 15, 18, 19, 39, 58, 99,
 109, 112, 155.
Posada : 166, 167.
 POSADA, Blas Alejandro de — : 135.
Potes : 35, 161.
 PRADO VALDÉS, Antonio de — : 156.
 163, 170.
Pravia : 6, 25, 81, 112, 165.
Puelo : 37.
Puente Purón : 22.
 PUERTAS Y GARCIA, Domingo : 63.
Pyrénées : 1.

Quintana : 46.
Quirós : 41.
 QUIRÓS, Juan de Dios : 68.
 QUIRÓS, Francisco Bernaldo : voir à
 CAMPO SAGRADO.

Rañadorio : 5.
 REGUERA, Vicente Fernández —, dé-
 puté : 25, 41, 49, 50, 52, 53, 67, 118
 REILLE : 37.
 RENDUELES : 99.
 RENOVALES, Mariano, général : 35, 79,
 83, 96, 104, 106, 112.
 REYNAUD, général : 34, 35.
Rhin : 20.
 RIEGO NUNEZ, Miguel de —, député :
 25, 42, 50, 52, 59, 104, 137, 146, 149.
 RIESTRA, Bernardo : 157.
Rivadeo : 44, 68, 100, 129, 130, 136,
 156, 174.
Rivadesella : 8, 29, 35, 91, 133.
 RIVA VALDÉS COALLA, Fernando de
 la — : 96.
 RIVIANO, Manuel : 99.
 RODRIGUEZ : 99.
 RODRIGUEZ DEL CALELLO : voir à CA-
 LELLO.
 ROGUET : 37.
 ROMANA, marquis de La —, général :
 1, 14, 15, 16, 21, 23, 41, 42, 51, 52, 69,
 81, 115, 130, 140, 142, 148, 173.
 ROSAL, Theresina del —, xvi.
Rubian : 82.
 RUBIERO GUZMAN, Antonio : 177.
 RUIZ, Eugenio : 47.

 SAAVEDRA, José : 63, 197.
Saint-Sébastien : 123.
Saint-Vincent : 123.
Salamanque : 19, 37.
Salas : 25, 35, 112, 151, 165.
Salencia : 41, 51.
Salime : 36, 41.
 SALVADOR, Luis : 138.
Sama de Langreo : 35.
Samblino : 35.
Sambre-et-Meuse : 20.
San Esteban : 123.
 SAN ESTEBAN, marquis de — : 143.
San Juan : 116.
San Julián de Quintana : 41.
San Martín de Miranda : 22.
 SAN MIGUEL, Juan Nepomuceno : 63, 88.
San Ramón : 166.
San Tirso de Abres : 25.
San Vicente : 85, 165.
 SANCHEZ, Joaquín Antonio : 63.
 SANDOVAL, D. Arturo : 158.
 SANTA CRUZ DE MARCENADO, Joaquín
 de Navia Osorio, marquis de — : XIII,
 12, 13, 27, 77, 93, 113, 163, 167, 170,
 174, 185.
Santa Eulalia de Oscos : 41, 102.
Santa María de Arvas del Puerto : 9.
Santa María de Brañas : 37.
Santa María de Miranda : 67.
 SANTANDER, Pedro : 122.
 SANTOCILDES, José Maria, général : 39,
 73, 105.
Santiago : 135.
Santoña : 35.
Saragosse : 130.
 SAYAGO, Pedro : 191.
Sella : 4, 22, 91.
Sena : 33.
 SERRAS, général : 34, 37, 39.
Séville : 23, 107, 155, 190.
Siero : 38.
 SIERRA Y ILANES, Francisco : 150.
 SILVA, Fernando de — : 175.
 SINERIZ Y TRELLES, Fernando : 71,
 177, 181, 182, 183, 184.
Sobrescobio : 41.
Somiedo : 5, 17, 31, 32, 33, 41, 50, 51,
 59, 118, 122.
Soto de Barco : 35.
 SOULT : 14, 15, 19, 39.
 SUAREZ, Felipe : 131.
Sueve, monts de — : 2.

 TAROADA, général : 39.
Tapia : 8.
Taramundi : 25.
Tazonos : 8.
Tetua : 33.
Teverga : 9, 15, 35, 41, 100, 118.

- THIÉBAULT : 131.
Tineo : 25, 30, 35, 36, 176, 196.
Tolède : 107, 150.
 TORAL : 99.
 TORENO, José María Queipo de Llano, vicomte de Matarroza, puis comte de — : 15, 27, 127, 128, 135, 150, 151.
Tornales : 33.
 TORRES Y GÓMEZ, Andrés : 82.
 TRONCO, Pedro del — : 90, 129.
Turbina, pic : 2.
Turiellos : 41.

Ubina, Peña : 5.
 URQUIZA, José Domingo de — : 138.

Valdes : XII.
 VALDES, José Antonio Palacio Rodrigo : 150.
 VALDES BASAN, José : 63.
 VALDES BUSTO, Rodrigo : 63.
 VALDES FLÓREZ, José : 150, 151.
 VALDES LLANOS, Pedro : XVI, 131.
 VALENTIN, général : 28, 34.
Valladolid : 13, 18, 19, 20, 37, 38, 172.
Valle del Ajo : 33.
 VALLETAUX, général : 35, 36, 37, 39.
 VASQUEZ CANGA, Felipe : 46, 71, 72, 150, 183.
Vega : 8.
 VEGA CASO, Juan Ramón de —, député : 41, 42, 50, 52, 59, 87, 123, 150.
Vega de Navia : 152.
Vega de Rivadeo : 36, 107, 109.
 VEGA INFANZÓN, Andrés Angel de la — : 104, 128, 150.
Vegalagar : 197.

 VEJARANO, Eusebio José : 76, 137, 138, 173, 174, 175, 184, 185.
 VELARDE, Joaquín, général : 39.
Venganza : 135.
Ventana : XIII, 5, 92, 95, 122, 197.
 VENTURA VASQUEZ : 66.
Vieille-Castille : 37.
Vigo : 135.
Villafranca : 65.
 VILLANUEVA, Lorenzo, député : 24, 25, 30, 42, 46, 49, 52, 53, 56, 173, 176, 177.
Villanueva de Oscos : 30, 102.
Villar : 66, 76.
Villar de Vildas : 31.
 VILLARMIL, Ramón : 156.
Villaviciosa : 6, 29, 35, 38, 41, 42, 43, 89, 102, III, 133.
 VISTALEGRE, Vicente Antayo, marquis de — : XIII, 74, 75, 77, 103, 115, 118, 122, 130, 133, 139, 143, 148.
Vitoria : 19.
Vitos : 17, 32, 33.
 VORSTER, général : 14, 16, 75, 76, 148, 170.

 WALKER, George : XIV, 74, 79, 99, 104, 130, 136, 163, 166, 180.
 WATHIER : 37.
 WELLINGTON : 39, 124.
 WHITE, George : XIV, 99, 104, 130.

 YANEZ DE LEIVA : voir à LEIVA.

Zamora : 124,
 ZUMALACARREGUI, Miguel Antonio de — : 51, 75, 130, 148, 151, 173.

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS.	IX
SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE.	XI

INTRODUCTION

I

LA PRINCIPAUTÉ DES ASTURIES

GÉOGRAPHIE PHYSIQUE (p. 1). La Cordillère cantabrique. Le climat océanique, la végétation, l'hydrographie. La côte atlantique. Principales régions. — LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE EN 1808 (p. 5). La population. L'agriculture et le déficit de la balance alimentaire. L'industrie. Les classes populaires. Les hautes classes, leur souci des affaires publiques. — LA JUNTA GENERAL DEL PRINCIPADO (p. 10). Sa composition et ses attributions en 1808.

II

LES ASTURIES DE 1808 A 1810

La *Junta Suprema* et le soulèvement de 1808 (p. 12). Activité financière et effort militaire de cette Junta. Sa dissolution par un coup de force de La Romana (mai 1809). — L'invasion française de mai-juin 1809 (p. 15). Situation anarchique de la province au début de 1810.

CHAPITRE I

LA VIE DE LA JUNTE

I

LES DÉBUTS DE LA JUNTE SUPÉRIEURE (FÉVRIER-MARS 1810)

L'INVASION FRANÇAISE DE JANVIER-FÉVRIER 1810 (p. 18). Importance des Asturies aux yeux de Napoléon. L'expédition des Asturies confiée à Bonet. — L'ÉLECTION DE LA JUNTE (p. 22). Prise d'Oviedo par Bonet. Gravité de la situation. La

Junte Centrale et ses commissaires décident de convoquer une Junte. Les élections (février). — LA SÉANCE INAUGURALE (p. 25). Les députés. Proclamation aux Asturies et serment (4 mars 1810).

II

LES OPÉRATIONS MILITAIRES ET LES PÉRÉGRINATIONS DE LA JUNTE
(4 MARS 1810-21 AOUT 1811)

PREMIÈRES OPÉRATIONS (p. 26). Dérobade et départ d'Arce et Leivá. Combats autour d'Oviedo, où Bonet s'implante définitivement (mars). Caractère des opérations de guerre dans les Asturies. — LA JUNTE DANS LA GRANDE RETRAITE ASTURIENNE (AVRIL-AOUT) (p. 80). Le front espagnol enfoncé (avril) ; fuite de la Junte dans les montagnes de Somiedo. Transfert à Vitos (juin) et nouvelle fuite. — LA JUNTE DANS LA RÉGION DE CASTROPOL (AOUT 1810 - JUIN 1811) (p. 34). La Junte à Castropol (août 1810 - février 1811) ; ralentissement des opérations. Leur reprise en février, nouvelles pérégrinations de la Junte (février - juin). — LA LIBÉRATION DES ASTURIES (JUIN 1811) (p. 37). Retraite de Bonet. Succès espagnols. La Junte à Oviedo (23 juin).

III

LA VIE INTÉRIEURE DE LA JUNTE

LES DÉPUTÉS (p. 40). Noms, antécédents politiques, origine ; la question pécuniaire. — LE BUREAU (p. 44). La présidence. La vice-présidence. Le secrétariat. Services annexes. — LE TRAVAIL DE LA JUNTE (p. 47). Le règlement. Les séances ; leur discipline. Les commissions. Les députés en mission : dans la province, à Cadix, etc. — LA DÉsertION DES SÉANCES (p. 52). Missions, congés, démissions. Efforts pour faire rentrer les absents : convocations, menaces, rappel des députés en mission ; leur peu de succès. — CONCLUSION (p. 56).

IV

LA RÉDUCTION DE LA JUNTE. LA FIN DE LA JUNTE
(18 OCTOBRE 1810 ET 21 AOUT 1811)

Ordre des Cortès pour la réduction des Juntas provinciales (17 juin 1810) (p. 57). Intrigues autour de cette opération. La réduction (18 octobre 1810) ; les membres de la Junte réduite. — Ordres des Cortès (18 mars 1811) pour l'élection de nouvelles Juntas (p. 60). Tentatives de résistance de la Junte Supérieure. Les élections (14-19 août). La fin de la Junte Supérieure (21 août 1811).

CHAPITRE II

LA JUNTE ET LES AFFAIRES MILITAIRES

I

LA JUNTE ET LES GÉNÉRAUX

L'OMNIPOTENCE MILITAIRE DE LA JUNTE (p. 65). Sa haute main sur les nominations : Cienfuegos capitaine-général. Son ingérence dans la conduite des opérations. — LA RÉACTION DU HAUT COMMANDEMENT (p. 69). Mahy et Losada. Froissements. Les troubles de décembre 1810 consacrent la supériorité du pouvoir militaire ; son attitude

hautaine à l'égard de la Junte. — LA JUNTE ET LES GÉNÉRAUX SUBALTERNES (p. 73). Son conflit avec la *Junta de Guerra*. Désinvolture des généraux à son égard. Le pouvoir civil soumis au pouvoir militaire.

II

LA JUNTE ET LA QUESTION DES EFFECTIFS

Les levées d'hommes depuis 1808. Total des effectifs asturiens (p. 78). — LA QUESTION DU RECRUTEMENT (p. 79). Les conscriptions ; répugnance de la Junte à en ordonner. Les insoumis ; efforts de Bonet pour tarir le recrutement de l'armée espagnole ; mesures prises par la Junte. Tentatives pour recruter parmi les déserteurs français. — LA QUESTION DE LA DISPERSION (p. 84). Les « embusqués ». Les dispersés et les déserteurs ; mesures de la Junte contre eux, leur inefficacité.

III

LA JUNTE ET L'ORGANISATION DE LA GUERRILLA

LES PARTIDAS, ou corps francs (p. 89). La Junte les dote d'un règlement (mai 1810). Médiocrité des résultats obtenus. — LES ALARMAS, ou levée en masse des paysans (p. 92). Leurs antécédents. Efforts de la Junte pour les organiser, leur échec. Utilisation des *alarmas* pour certains services accessoires.

IV

LA JUNTE ET LA CRISE DU MATÉRIEL

HABILLEMENT ET MATÉRIEL SANITAIRE (p. 98). Manque de vêtements et de chaussures ; efforts de la Junte, leur inutilité. Les hôpitaux : insuffisance de leur matériel. — L'ARMEMENT (p. 101). Ressources des Asturies en 1808. Crise de l'armement en 1810-1811. Activité de la Junte : secours sollicités et reçus de l'Angleterre ; conservation et récupération des armes ; expédients ; rétablissement de la fabrique de fusils et reprise progressive de la fabrication du matériel. Conclusion.

CHAPITRE III

LA JUNTE ET LES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

I

LE PROBLÈME DU RAVITAILLEMENT

LA SITUATION ÉCONOMIQUE (p. 110). Déficit des récoltes. Lourdes réquisitions des Français. La disette dans la population et dans l'armée asturienne. — MESURES DE RÉGLEMENTATION (p. 114). Réorganisation des Juntas patriotiques par la Supérieure ; leur composition, leur fonctionnement. Contrôle de la Junte sur le ravitaillement. Ses mesures contre le gaspillage et sur l'exportation des vivres. — POLITIQUE D'IMPORTATION DE VIVRES (p. 120). Demandes de la Junte au gouvernement. Ses achats de blé à l'étranger. Conclusion.

II

LA JUNTE ET LES DIFFICULTÉS FINANCIÈRES

Les pouvoirs financiers de la Junte (p. 124), leurs variations. — LES FINANCES ASTURIENNES (p. 127). Les recettes. Les dépenses normales. Capitaux gaspillés ou perdus. Épuisement financier des régions envahies. Mauvais état des finances astu-

riennes. — LE GOUVERNEMENT ET LES FINANCES DE LA JUNTE (p. 134). Secours envoyés à la Junte ; leur interception par la Galice ; plaintes répétées de la Junte. Autres protestations sur la subordination à la Galice du *Ministro de Hacienda* des Asturies. — CRÉATION PAR LA JUNTE DE RESSOURCES NOUVELLES (p. 139). Contribution extraordinaire de guerre. Emprunts, retenues diverses. Ressources tirées du clergé. Les biens des *afrancesados*, etc.

CHAPITRE IV

LA JUNTE ET LES AFFAIRES POLITIQUES

I

LA JUNTE ET LE GOUVERNEMENT CENTRAL

Souci de la Junte de se ménager la faveur du gouvernement (p. 146) ; ses manifestations de loyalisme. Ses envois de délégués auprès du pouvoir central. Les premiers délégués. Les députés aux Cortès : nomination du député de la Junte (14 septembre 1810) et des députés des districts (décembre) ; leur action à Cadix. Projets d'envoi de nouveaux délégués : Jovellanos, etc. Les démarches par correspondance.

II

LA JUNTE ET LA SURVEILLANCE DE L'ESPRIT PUBLIC

LA JUNTE ET LE SOUTIEN DU MORAL (p. 153). Collation de grades. Cérémonies patriotiques. Action de la presse : publication par la Junte du *Correo del Principado*. — LA LUTTE CONTRE LES AFRANCESADOS (p. 157). La politique de Bonet. Les *afrancesados*. Mesures de la Junte : surveillance et mises en jugement. — LES CAUSES DE MÉCONTENTEMENT (p. 162). Mauvaise répartition des charges financières. Critiques contre le commandement et les opérations militaires. Excès des troupes espagnoles. La démoralisation.

III

LA JUNTE ET L'OPPOSITION

LES CENTRES D'OPPOSITION A LA SUPÉRIEURE (p. 169). Les hommes de 1808. Les fonctionnaires. L'*Audiencia* : son importance, son hostilité contre la Junte. — LES ATTAQUES CONTRE LA SUPÉRIEURE (p. 175). Les mécontents de Castropol et leurs attaques contre la Junte en juin et octobre 1810 ; leur échec. Leur alliance avec Jove Valdes. La grande attaque de décembre 1810, à l'occasion de l'assemblée électorale des Cortès ; efforts des Castropoliens, de Jove et de Pesci pour dissoudre la Supérieure ; elle ne doit son salut qu'à l'intervention armée de Losada. Conclusion.

CONCLUSION.	187
APPENDICES.	189
INDEX	199
TABLE DES MATIÈRES	205

Vu, le 29 Avril 1929.

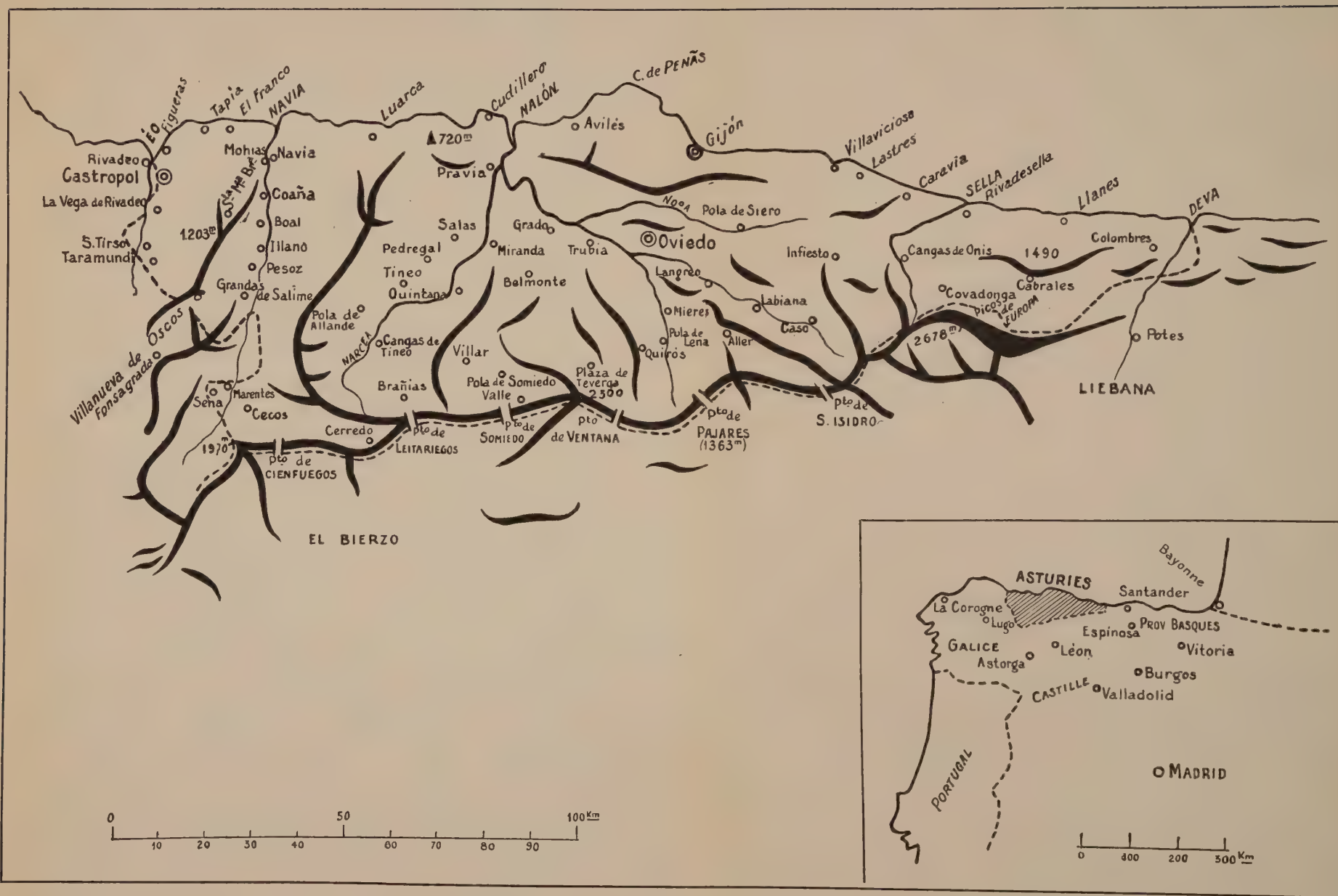
*Le Doyen de la Faculté des Lettres
de l'Université de Paris,*

H. DELACROIX.

Vu et permis d'imprimer.

*Le Recteur
de l'Académie de Paris,*

S. CHARLÉTY.



CE LIVRE
EST SORTI DES PRESSES
DE L'IMPRIMERIE DARANTIERE
A DIJON
EN SEPTEMBRE
M. CM. XXIX

